

INSEE



ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DÉFENSE 2010-2011

Analyses & Références

Annuaire statistique de la défense

Ex 00 002 180 498 Cote S FRA 0900

N° Vol : 2010/11 N° : Date du n° :

Reçu le : 01/07/11 Liste n° : 1

BIBL-H150



MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE
ET DES
ANCIENS COMBATTANTS



Élaborée par l'Observatoire économique de la défense de la direction des affaires financières en liaison étroite avec l'ensemble des composantes du ministère, cette nouvelle édition de l'annuaire statistique de la défense est un document d'une très grande richesse d'information, destiné à tous ceux qui s'intéressent à la défense et à son importance dans l'économie nationale.

Celle-ci peut s'apprécier par le budget consacré par la Nation à la mission Défense (31,2 Mds€ hors pensions, soit le troisième poste budgétaire de l'Etat après la charge de la dette et l'enseignement scolaire) qui fait du ministère de la Défense le premier acheteur et investisseur public, par les ressources humaines mobilisées, ou encore par le niveau des technologies développées par l'industrie de défense et par celui de ses exportations.

Cet annuaire présente l'analyse statistique de l'ensemble des ressources et des activités dédiées au domaine de la défense, qu'il s'agisse des investissements, de la recherche et développement, des effectifs ou de ses aspects industriels. Il mesure la place de la défense dans l'économie au sens des comptes nationaux et avance des comparaisons internationales avec les principaux pays de l'OTAN.

Instrument de travail à l'écoute de ses utilisateurs, l'annuaire statistique de la Défense retrace les transformations de l'outil de Défense et les efforts constants réalisés par l'Etat pour assurer la sécurité des Français.

Le Directeur des affaires financières
Hugues Bied-Charreton

Sommaire

1 LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE..... 09

1.1 L'activité économique	10
1.1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)	10
1.1.2 L'évolution de la production des branches « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions »	11
1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense.....	13
1.3 Les effectifs et l'emploi.....	17
1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense	17
1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale.....	18
1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense.....	21
1.4.1 La production du service de défense	21
1.4.2 Les achats du ministère de la Défense entre deux versions de la Nomenclature d'activité française (NAF)	23
1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le tableau des entrées-sorties (TES).....	25

2 LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE 27

2.1 Le poids de la défense	28
2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales	30
2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement.....	30
2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs	31
2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement	32
2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs	34
2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement	35
2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs.....	36
2.2.7 Historique du budget de la défense.....	37
2.3 La présentation du budget du ministère de la défense au format Lolf	37
2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense.....	37
2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres)	38
2.3.3 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)	40
2.3.4 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme	41
2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf	42
2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres)	42
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État.....	44
2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2010.....	46
2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de terre.....	46
2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air.....	46
2.6.3 Les principaux équipements de la marine.....	47
2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole.....	48
2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2010	48
2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2010.....	49
2.7.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31 décembre 2010.....	49

3 LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE..... 51

3.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France	52
3.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil, personnel militaire en activité et appelés	52
3.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité	53
3.1.3 Les effectifs civils	55
3.2 La démographie du personnel militaire de la défense	56
3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2009	56
3.3 Les rémunérations.....	58
3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité.....	58
3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité	61
3.4 Les retraites et les pensions	64
3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit).....	64
3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs.....	65

3.5 La réserve militaire.....	66
3.5.1 La réserve opérationnelle.....	66
3.5.2 La réserve citoyenne.....	68
3.6 La géographie des moyens de la défense	69
3.6.1 La répartition géographique des effectifs de la défense.....	69
3.6.2 Le récapitulatif du poids de la défense par région.....	71
4 LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE	73
4.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense	74
4.1.1 Présentation simplifiée des principales entreprises de défense.....	74
4.1.2 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense.....	75
4.2 Les importations et les exportations d'armement	76
4.2.1 L'évolution des échanges extérieurs dans les trois branches de l'économie nationale liées à l'armement.....	76
4.2.2 L'évolution globale des échanges extérieurs d'armement.....	81
4.2.3 La répartition des prises de commandes françaises par type de matériel.....	83
4.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique	84
4.3 La recherche - développement	87
4.3.1 L'effort de recherche-développement de défense.....	87
4.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie	88
4.3.3 Les dépenses de R&D du ministère de la Défense	89
4.4 Les marchés publics de la défense	90
4.4.1 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2009	90
5 LES COMPARAISONS INTERNATIONALES : LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS	91
5.1 Les dépenses de défense en norme Otan.....	92
5.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan	95
5.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan.....	99
5.2 Comparaison internationale des dépenses de R&D en 2008 et 2009	103
5.3 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire.....	104
5.3.1 Les effectifs militaires en norme Otan	105
5.3.2 Les effectifs civils en norme Otan	106
5.4 La cartographie européenne de l'effort de défense	107
5.5 Les principales entreprises étrangères ayant des accords de coopération avec des entreprises françaises de défense	115
5.6 Le déploiement des forces françaises hors métropole	116
ANNEXES : SÉRIES LONGUES	117
A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux	118
A.1.2 La production des branches	121
A.1.3 Le compte satellite de la défense	124
A.1.4 L'emploi intérieur par branche	127
A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux	131
A.2.2 Le budget de l'État : Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire.....	132
A.2.3 Le budget de la défense	133
A.2.4 Les comparaisons internationales	136
A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense	137
A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région géographique	138
GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES	141
I GLOSSAIRE.....	142
II BRANCHES D'ACTIVITÉ ET PRODUITS: NOMENCLATURE DE DIFFUSION	154
III SIGLES	162
SOURCES.....	163
TITRES PARUS DANS CETTE COLLECTION	164

INTRODUCTION

L'annuaire statistique de la défense est un document de travail récapitulant les principales informations statistiques concernant la défense.

Les données, provenant de diverses sources et afférentes à des séries périodiques variées, sont actualisées à différents moments de l'année. Les éléments figurant dans cet ouvrage sont ceux qui étaient connus fin février 2011.

Ce document est mis à jour chaque année. On y trouvera des « séries longues » rétrospectives, mais également des tendances récentes sous plusieurs chapitres consacrés à l'environnement économique national et international, aux données budgétaires et comptables du ministère, aux moyens et aux aspects industriels de la défense.

Un glossaire explicitant les sigles et terminologies spécifiques ainsi qu'une bibliographie retraçant les différentes sources utilisées viennent compléter l'annuaire.

L'Observatoire économique de la défense reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions ultérieures.

1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques grandeurs macroéconomiques telles que le Produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

L'industrie de défense au sens large (activités civiles et militaires confondues) est étudiée à travers trois branches des comptes nationaux : la construction navale, la construction aéronautique et spatiale et la fabrication d'armes et munitions. La production effective de cet ensemble s'élève en 2008 à 62 milliards d'euros, ce qui représente 9,1 % de la production manufacturière. Sur ce total, le chiffre d'affaires des produits d'armement est évalué à environ 13,6 milliards d'euros (voir chapitre 4).

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4). Il retrace donc des données exclusivement militaires.

Le Tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'Économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.

1.1 L'activité économique

1.1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans deux systèmes de prix (valeur et volume). On dispose ainsi de :

- séries en **valeur**,
- séries en **volume**, que l'Insee calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2000), pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur. De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ».

Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2000, mis en application par l'Insee en mai 2005.

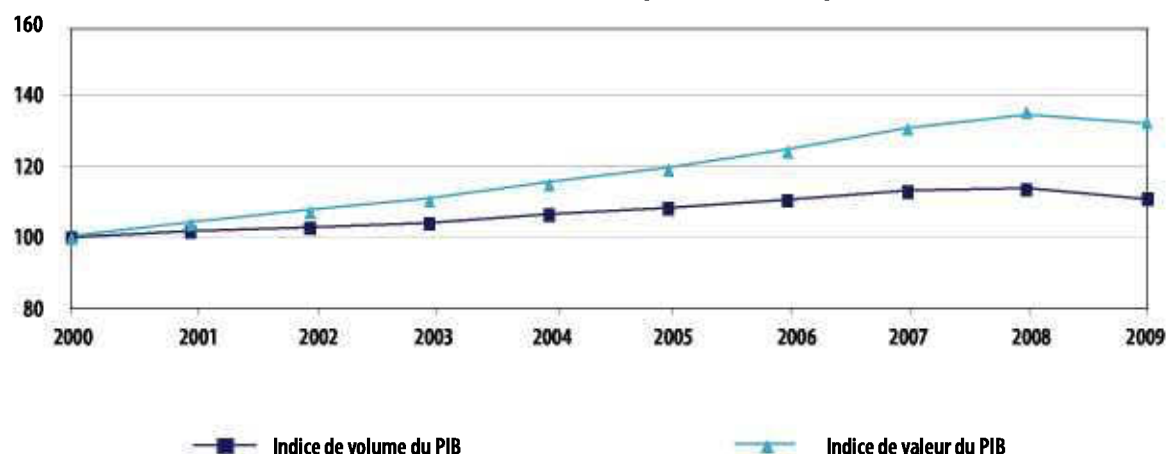
Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee, sur une période plus ou moins longue. Aussi les chiffres présentés ici diffèrent parfois de ceux publiés dans l'annuaire statistique précédent.

Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume (aux prix n-1, référence 2000) (en M€)	Indice de valeur du PIB (2000 = 100)	Indice de volume du PIB (2000 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1 (en %)	Indice de prix du PIB (2000 = 100)
2000	1 441 372	1 441 372	100,0	100,0	3,9	100,0
2001	1 497 185	1 468 101	103,9	101,9	1,9	102,0
2002	1 548 555	1 483 171	107,4	102,9	1,0	104,4
2003	1 594 814	1 499 299	110,6	104,0	1,1	106,4
2004	1 660 189	1 536 336	115,2	106,6	2,5	108,1
2005	1 726 068	1 565 465	119,8	108,6	1,9	110,3
2006	1 806 430	1 600 168	125,3	111,0	2,2	112,9
2007	1 895 284	1 638 164	131,5	113,7	2,4	115,7
2008	1 948 511	1 641 718	135,2	113,9	0,2	118,7
2009	1 907 145	1 598 565	132,3	110,9	-2,6	119,3

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Évolution du PIB en indices base 100 en 2000 (indices de valeur et de volume aux prix de l'année précédente)



1.1.2 L'évolution de la production des branches « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions »

Dans les nomenclatures utilisées par les comptes nationaux, il n'y a pas de regroupement d'activités économiques qui correspondent à une branche d'armement. On peut néanmoins constituer un regroupement à un niveau agrégé des trois branches traditionnellement retenues pour accueillir les principales activités de l'industrie d'armement. Ces trois branches sont la construction navale (GE11), la construction aéronautique et spatiale (GE13) et la fabrication d'armes et munitions (GE28).

On appellera par la suite ce regroupement d'activités « **BA2000** » (pour branche d'armement en base 2000, année dite de « base » des comptes nationaux actuellement en vigueur), mais il ne faut pas perdre de vue que ces activités sont à la fois civiles et militaires.

Évolution de la production effective des branches d'armement et de leur regroupement BA2000

en M€ courants

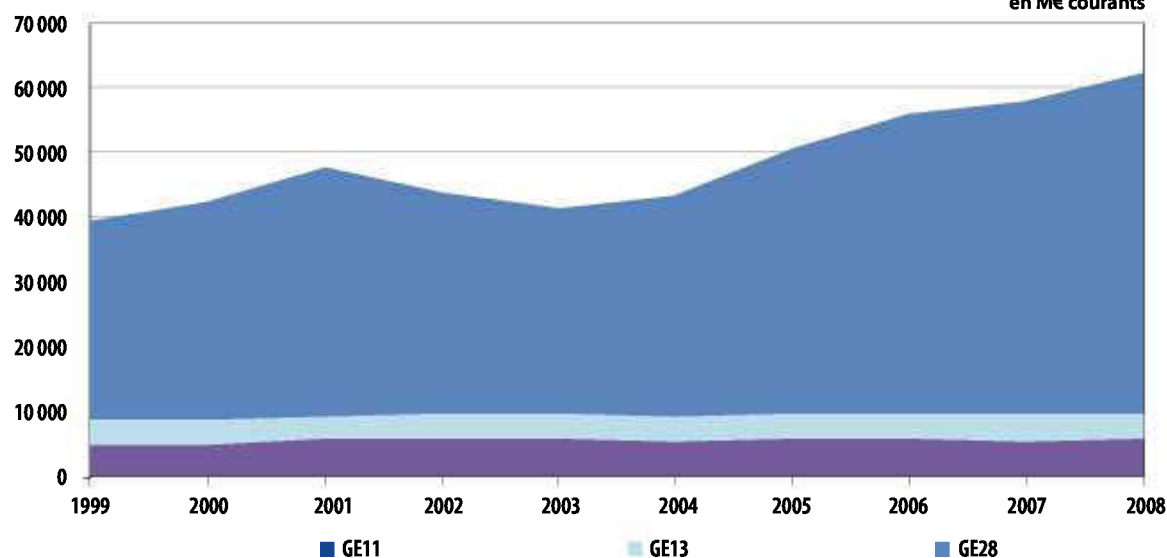
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1999	4 928	30 869	3 585	39 382
2000	4 953	33 998	3 656	42 607
2001	5 601	38 483	3 437	47 521
2002	5 793	33 868	3 984	43 645
2003	5 663	31 750	3 877	41 290
2004	5 059	34 124	3 923	43 106
2005	5 421	41 107	4 217	50 745
2006	5 642	46 005	4 064	55 711
2007	5 208	48 064	4 295	57 567
2008	5 412	52 898	4 091	62 401

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

11

Évolution de la production effective de la branche BA2000

en M€ courants



Évolution du poids de la branche BA2000 dans la production de l'industrie manufacturière

en M€ courants

Année	Production BA2000	Production manufacturière	Part de la production de la branche BA2000 et de ses sous-branches dans celle de l'industrie manufacturière (en % de la production effective, en valeur)			
			GE11	GE13	GE28	BA2000
1999	39 382	559 699	0,9	5,5	0,6	7,0
2000	42 607	614 205	0,8	5,5	0,6	6,9
2001	47 521	629 868	0,9	6,1	0,5	7,5
2002	43 645	614 678	0,9	5,5	0,6	7,1
2003	41 290	598 133	0,9	5,3	0,6	6,9
2004	43 106	616 562	0,8	5,5	0,6	7,0
2005	50 745	633 746	0,9	6,5	0,7	8,0
2006	55 711	660 144	0,9	7,0	0,6	8,4
2007	57 567	688 296	0,8	7,0	0,6	8,4
2008	62 401	688 064	0,8	7,7	0,6	9,1

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : les **comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et l'**approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées. Pour mémoire, l'écart de plus de 100 Md€ entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales), et aux comptes spéciaux du Trésor.

Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
2000	744,3	723,0	-21,2	320,3	285,0	-35,3
2001	772,1	748,8	-23,3	330,3	294,6	-35,7
2002	815,1	766,1	-49,0	349,9	293,5	-56,4
2003	849,6	783,9	-65,7	355,6	293,6	-62,0
2004	883,1	822,9	-60,2	376,6	323,9	-52,8
2005	921,5	870,3	-51,1	387,8	335,6	-52,2
2006	952,1	910,2	-41,9	380,0	331,7	-48,3
2007	991,3	939,6	-51,8	377,5	337,7	-39,7
2008	1 028,9	963,9	-65,0	388,4	333,0	-55,5
2009	1 067,7	923,4	-144,4	404,6	287,1	-117,6

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2009, il s'établit à -144,4 milliards d'euros, soit 7,6 % du PIB.

Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget de l'État			Budget de la défense ⁽¹⁾	Budget défense/ budget État en %
	Dépenses ⁽²⁾	Recettes ⁽³⁾	Solde	Total	
2000	259,3	230,0	-29,3	27,6	10,7
2001	266,0	234,4	-31,6	27,8	10,5
2002	277,5	227,5	-50,0	29,2	10,5
2003	278,3	221,6	-56,7	30,2	10,9
2004	288,4	243,0	-45,4	31,3	10,9
2005	294,3	249,1	-45,2	33,2	11,3
2006	272,9	230,4	-39,0	46,8	17,2
2007 ⁴	337,4	299,2	-34,7	48,2	14,3
2008 ⁴	348,1	291,1	-56,3	48,8	14,0
2009	367,1	237,3	-138,0	44,0 ⁵	12,0

Sources : ministère de l'Économie, des finances et de l'emploi, ministère de la Défense

(1) Jusqu'en 2005 selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors pensions), à partir de 2006 selon la Lolf (y/c pensions).

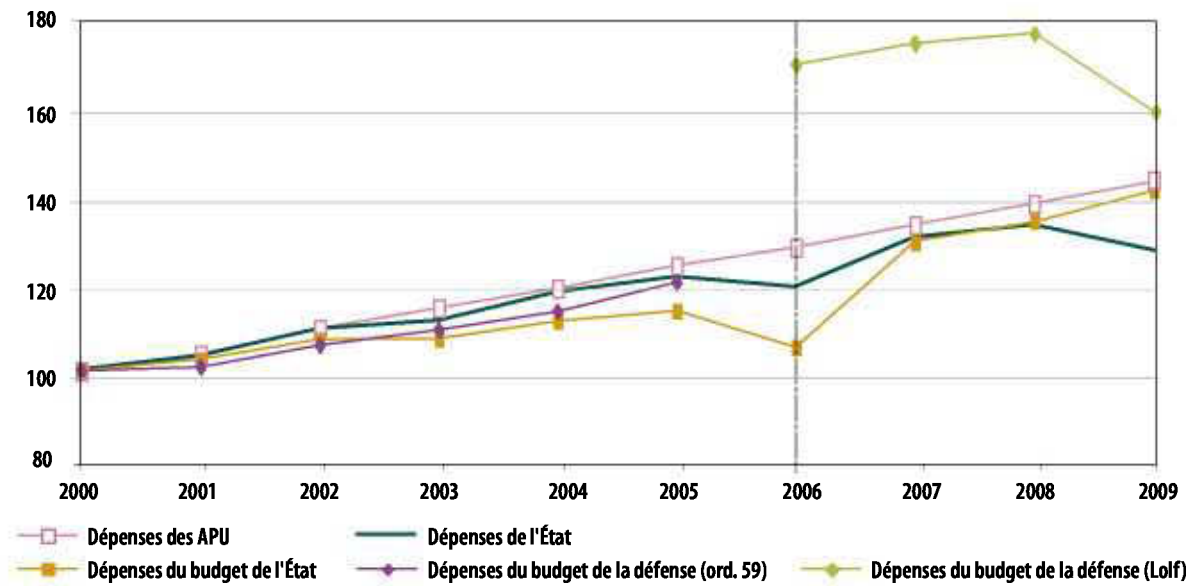
(2) Hors remboursements et dégrèvements, y/c prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et des communautés européennes (PSR).

(3) Nettes de remboursements et dégrèvements et hors PSR.

(4) Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

(5) Hors gendarmerie (intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009).

**Évolution des dépenses publiques en euros courants
(indices 2000=100)**



En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la Classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

* Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

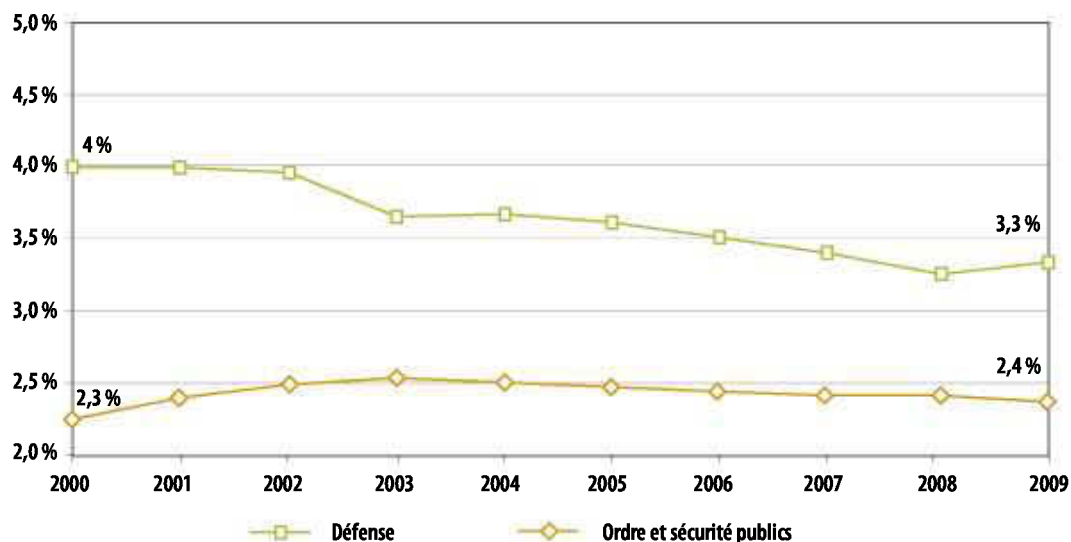
en Md€ courants

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Services généraux des administrations publiques	109,7	111,8	113,3	117,8	119,8	125,9	124,8	130,5	139,8	136,9
Défense*	29,7	30,8	32,2	31,0	32,4	33,2	33,4	33,9	33,6	35,4
Ordre et sécurité publics*	16,8	18,5	20,2	21,5	22,1	22,8	23,2	23,6	24,5	25,1
Affaires économiques	46,7	45,8	50,1	49,8	49,8	51,6	52,6	54,7	55,6	59,1
Protection de l'environnement	10,0	10,8	11,5	12,5	13,7	14,6	15,5	16,4	16,4	16,6
Logements et équipements collectifs	24,2	25,4	27,5	28,3	29,9	31,1	33,4	35,9	37,1	39,0
Santé	102,8	108,0	116,0	123,8	130,1	135,9	141,0	147,5	152,2	157,8
Loisirs, culture et culte	16,0	18,1	20,7	22,4	23,6	25,3	27,1	28,4	29,7	31,6
Éducation	91,0	94,6	99,1	101,2	102,4	105,4	107,9	111,3	113,8	117,6
Protection sociale	297,4	308,3	324,6	341,2	359,5	375,7	393,1	409,3	426,1	448,5
Total	744,3	772,1	815,1	849,6	883,1	921,5	952,1	991,3	1 028,9	1 067,7

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La gendarmerie est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

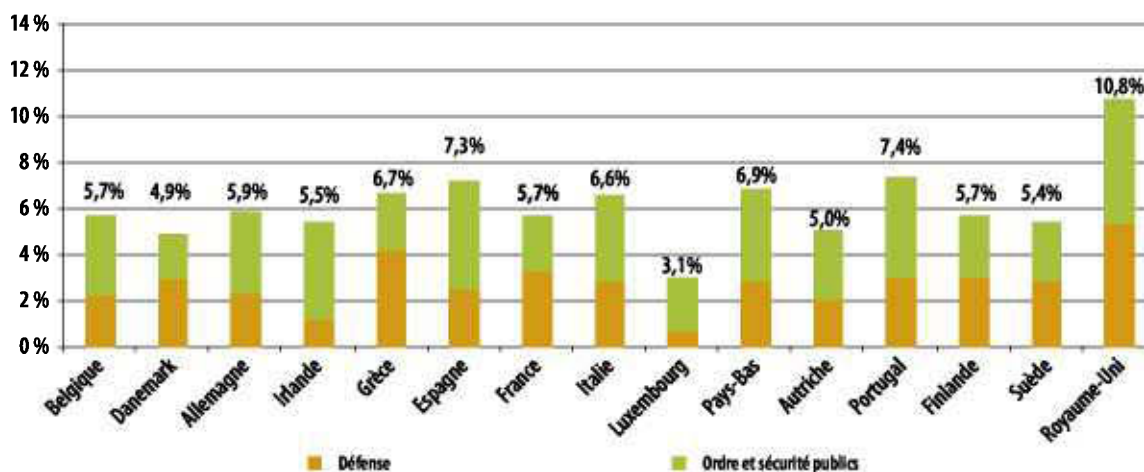
Poids des dépenses de défense et de sécurité dans la dépense publique



En 2008*, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et sécurité » représentaient 5,7 % du total de la dépense publique française, moins que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE (6,3 %) : dans ce groupe de pays, le Royaume-Uni est celui qui consacre la part la plus importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et sécurité » (11 %) ; puis viennent les pays du Sud de l'Europe, et notamment le Portugal avec une remontée notable de ses dépenses (7,4 %) puis l'Espagne, la Grèce et l'Italie (de 7,3 % à 6,6 %). Le coefficient de dépense de la France s'explique par le niveau relativement faible de ses dépenses de sécurité (2,4 %), contre 3,3 % dans l'UE15 et 5,4 % au Royaume-Uni.

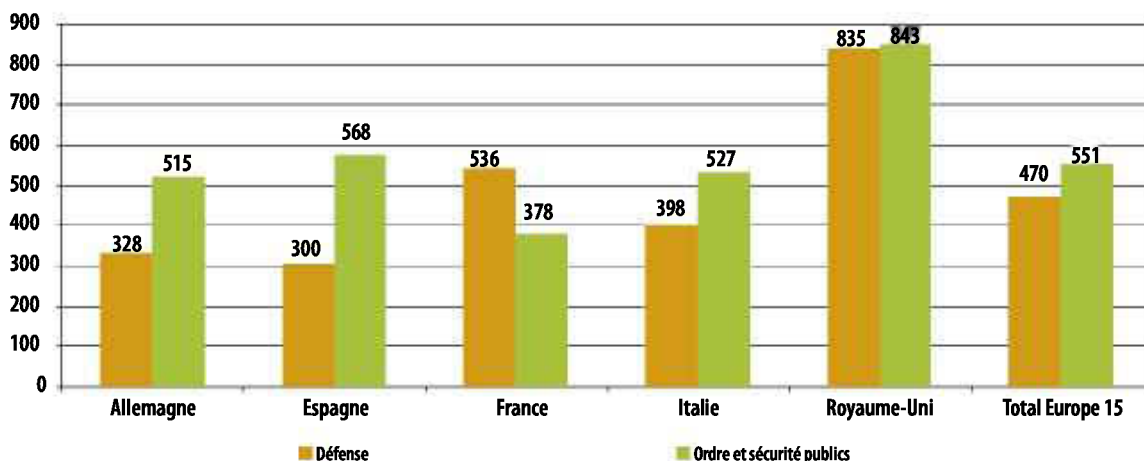
* Les données 2009 ne sont pas encore disponibles pour l'ensemble des pays européens.

Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et sécurité » dans l'Europe des Quinze



Dépenses publiques de « Défense et Sécurité » par habitant en 2008 dans les principaux pays européens

Montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français



1.3 Les effectifs et l'emploi

1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'**emploi intérieur**, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM compris.

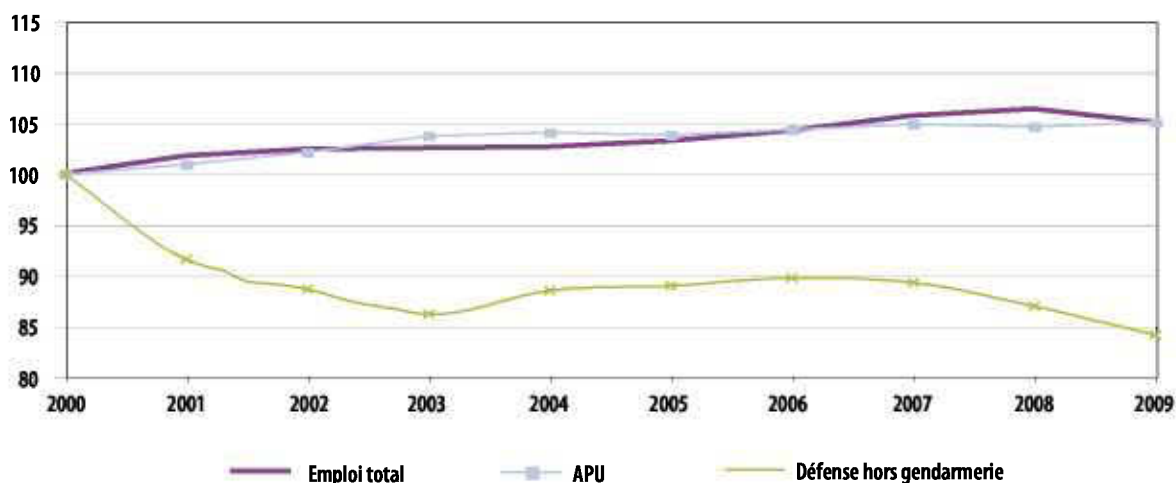
L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère (y compris les appelés du contingent). La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre 3.

Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense
Milliers de personnes en moyenne annuelle (sauf indication contraire)

Année	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense hors gendarmerie (effectifs réels et appelés)	dont appelés
2000	24 332,1	5 437,2	390,3	47,6
2001	24 764,6	5 489,9	352,2	11,7
2002	24 918,8	5 557,1	338,1	0
2003	24 950,2	5 642,9	330,1	0
2004	24 976,7	5 660,9	339,0	0
2005	25 115,6	5 646,7	340,7	0
2006	25 362,1	5 676,3	343,7	0
2007	25 729,4	5 707,1	340,1	0
2008	25 883,1	5 692,0	331,2	0
2009	25 560,7	5 717,6	322,3	0

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee et ministère de la Défense

Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense
(indices base 100 en 2000)



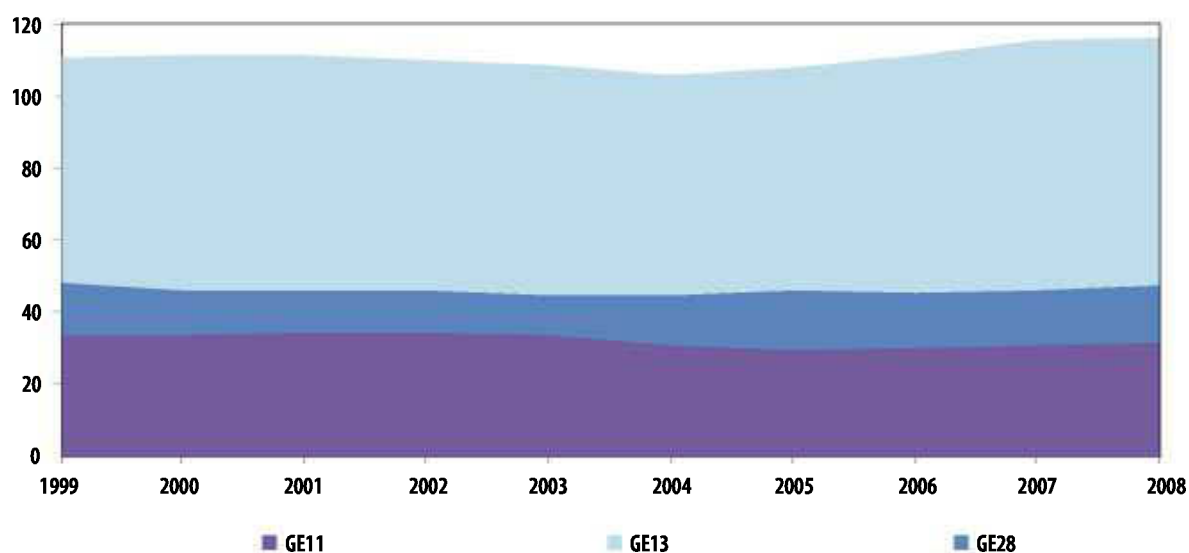
1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale

Évolution de l'emploi dans les branches d'armement
Emploi intérieur salarié (milliers de personnes en équivalent temps plein)

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1999	33,8	61,5	14,5	109,8
2000	34,1	63,8	12,3	110,2
2001	34,4	64,1	12,0	110,5
2002	34,5	63,1	11,7	109,3
2003	33,3	62,5	11,7	107,5
2004	30,7	60,2	14,3	105,2
2005	29,9	61,2	16,0	107,0
2006	30,2	65,1	15,0	110,3
2007	31,0	68,6	15,3	114,9
2008	31,4	68,1	15,8	115,3

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Évolution de l'emploi salarié dans les branches d'armement
(milliers de personnes en équivalent temps plein)

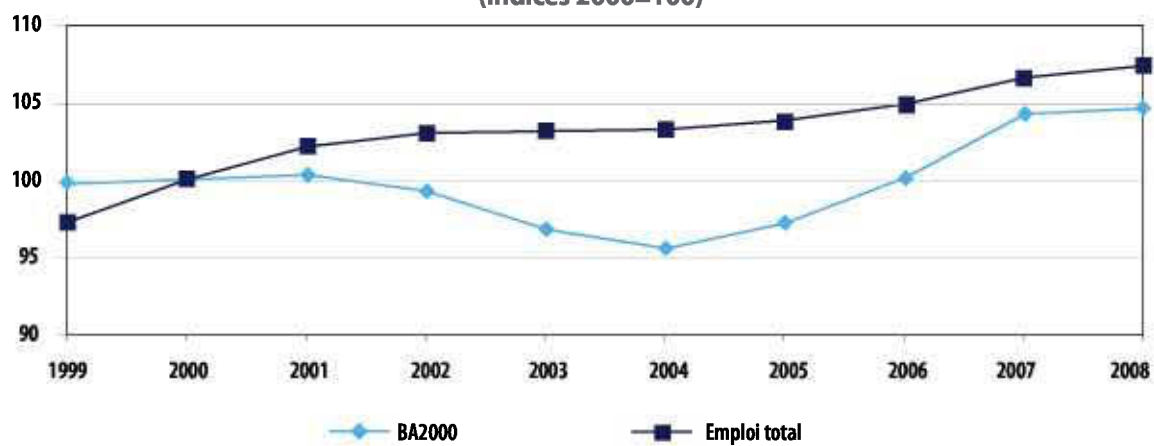


**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total (salarié + non salarié)
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	Emploi total
1999	34,6	61,8	14,6	111,1	23 205
2000	35,0	64,1	12,4	111,4	23 867
2001	35,3	64,4	12,0	111,7	24 369
2002	35,3	63,4	11,8	110,5	24 577
2003	34,1	62,8	10,8	107,8	24 599
2004	31,5	60,5	14,4	106,4	24 629
2005	30,7	61,5	16,0	108,2	24 775
2006	31,0	65,4	15,1	111,6	25 031
2007	31,8	68,9	15,4	116,1	25 432
2008	32,3	68,4	15,9	116,5	25 617

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total
(indices 2000=100)**

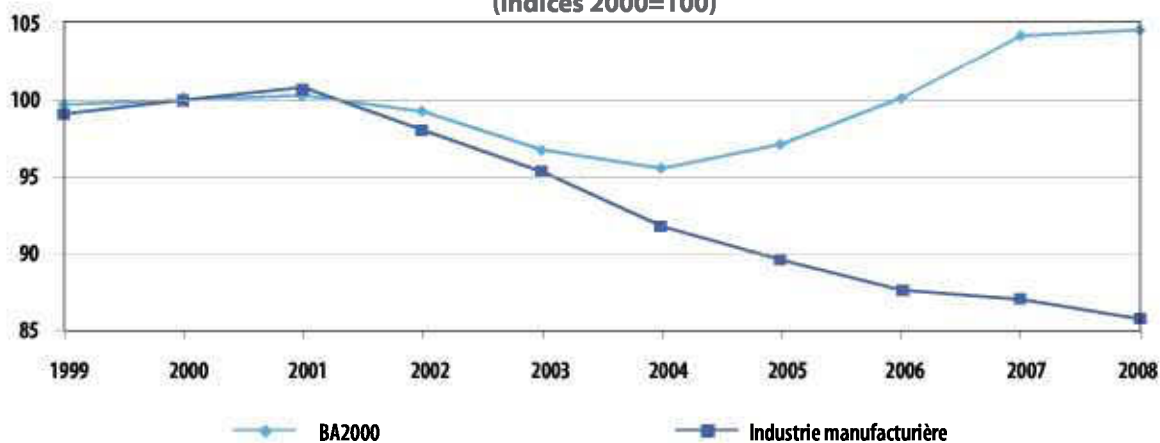


**Comparaison de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi manufacturier
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	BA2000	Emploi manufacturier	BA2000/manuf. en %
1999	111,1	3 093	3,6
2000	111,4	3 122	3,6
2001	111,7	3 148	3,5
2002	110,5	3 061	3,6
2003	107,8	2 975	3,6
2004	106,4	2 864	3,7
2005	108,2	2 798	3,9
2006	111,6	2 737	4,1
2007	116,1	2 716	4,3
2008	116,5	2 677	4,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

**Effectifs totaux de la branche BA2000 et de l'industrie manufacturière
(indices 2000=100)**



1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense

1.4.1 La production du service de défense

Au sens des comptes nationaux, la défense est un service public financé par le budget de l'État. Comme pour tout service non marchand, la production de ce service est mesurée par son coût de production. Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense. Ces dépenses sont ventilées par la Direction générale des finances publiques (DGFIP) selon les nomenclatures de comptabilité nationale en vigueur. La production du service de défense est égal à la somme de la consommation intermédiaire¹ et de la valeur ajoutée, constituée presque en totalité par la rémunération des salariés.

La comptabilité ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Leur acquisition reste comptabilisée comme une consommation intermédiaire : d'une part, ils n'entrent pas dans le processus de fabrication d'autres biens, comme c'est le cas des biens intermédiaires ; d'autre part, certains sont destructibles par nature (munitions). Enfin, les matériels durables ne sont pas réutilisables en l'état pour des services autres (navires, avions).

Cela revient à les considérer comme entièrement consommés pour produire le service de défense dans l'année de l'achat. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement. L'investissement de la défense (ou Formation brute de capital fixe - FBCF de la comptabilité nationale) se limite donc aux acquisitions de biens durables, utilisables indifféremment dans la sphère civile et militaire : aérodromes, installations portuaires, logements. Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire et beaucoup plus faibles d'investissement.

La production du service de défense est au total de 30 milliards d'euros en 2008. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du Tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

Les investissements (pour des biens durables) se montent à 2,7 milliards d'euros. Avec les transferts, ils permettent de rapprocher la production et les données budgétaires.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 34,7 milliards d'euros en 2008 et 45,6 milliards d'euros pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget exécuté en 2008². Il a été constitué à partir des données ventilées selon les concepts de la comptabilité nationale en base 2000.

Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2008)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	14 304
Rémunération des salariés	15 602
Impôts sur la production	122
Production du service de défense	30 027
FBCF (investissements durables)	2 725
Transferts courants*	1 733
Transferts en capital	261
Remboursement Onu / coopération internationale	-30
Total	34 747
Pensions militaires et civiles (y compris ouvriers)	10 820
Total (y compris pensions)	45 567

Source : DGFIP, traitement Observatoire économique de la défense

* Hors versements aux fonds spéciaux de retraite, au titre des cotisations employeurs.

1. Cf. glossaire : définition du compte satellite.

2. Dernière année disponible.

En 2008, une fois pris en compte l'effet des prix (le déflateur retenu est le prix du PIB), la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée se réduisent. Il s'agit de la troisième année consécutive de baisse en volume après une croissance continue de 1999 à 2005. La professionnalisation des armées, en 1998, puis les lois de programmation militaire (LPM) 2003-2008 et 2009-2014 ont été les cadres de ces évolutions.

Production du service de défense

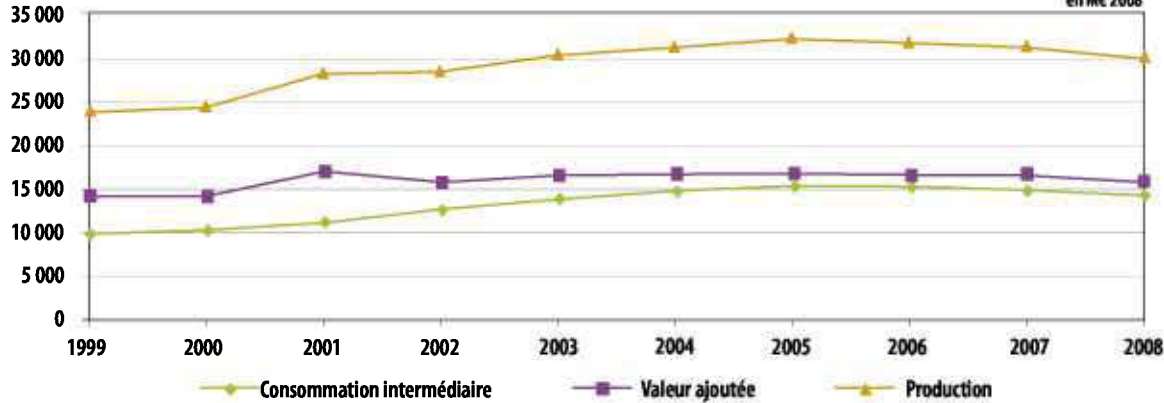
en M€ 2008

Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
1999	10 140	14 091	24 231
2000	10 563	14 295	24 859
2001	11 118	16 848	27 966
2002	12 627	15 677	28 304
2003	13 784	16 455	30 239
2004	14 682	16 607	31 289
2005	15 348	16 686	32 033
2006	15 113	16 630	31 743
2007	14 792	16 329	31 121
2008	14 304	15 723	30 027

Source: Direction générale des finances publiques, traitement Observatoire économique de la défense
Méthode: les données d'une année sont revalorisées du prix du PIB national des années postérieures. Ainsi, la production de l'année 2000 est le résultat de la production en valeur de l'année 2000 multipliée par les prix de PIB des années 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007. Seule l'année 2008 est présentée en valeur.

Production du service de défense de 1999 à 2008

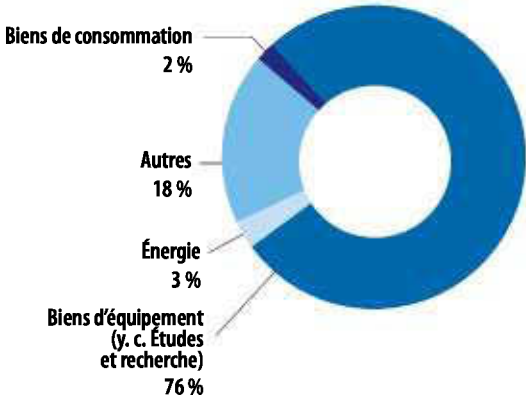
en M€ 2008



La ventilation des consommations intermédiaires en 2008

Les consommations intermédiaires de la défense s'élèvent à **14,3 milliards d'euros en 2008**.

Les biens d'équipement, études et recherche comprises, en représentent 76 %. Le poste « Autres » concerne pour les trois quarts des services, y compris transport et communications.



1.4.2 Les achats du ministère de la Défense entre deux versions de la Nomenclature d'activité française (NAF)

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les entreprises déclarent leur activité dans la nomenclature d'activité et de produits française NAF révision 2.

En ce qui concerne les dépenses du ministère, trois modifications ont un impact particulier.

Les dépenses de réparation et maintenance ne sont plus incluses dans la production du matériel auxquelles elles se rattachent. Dans la nomenclature de synthèse des comptes nationaux, ces dépenses ne sont plus isolées par nature de matériel. C'est, en volume de dépenses, la modification la plus sensible : elle concerne un tiers des dépenses aéronautiques et un quart des dépenses navales. Les dépenses du budget militaire dans la réparation (poste GC33Z, voir page suivante) est de 14 %.

La construction de navires et structures flottantes comprend aussi la transformation et l'équipement de navires. La fabrication de sièges n'est plus classée en mobilier, mais avec le matériel de transport correspondant.

La construction aéronautique et spatiale comporte la fabrication des appareils, sièges et moteurs, ainsi que les **missiles balistiques** intercontinentaux de **longue portée** qui ne sont plus considérés comme des armes et munitions.

La fabrication d'armement ne comporte plus la réparation et l'installation des matériels, ni la fabrication des missiles balistiques intercontinentaux de longue portée ; de plus, les **véhicules blindés de combat** en ont été extraits pour être affectés à la catégorie des matériels de transport, dans un poste qui leur est spécifique.

La ligne de partage entre les acquisitions et les dépenses de maintenance dépend du matériel :

Produit	Part pour l'acquisition des produits	Part pour la réparation, maintenance, entretien	Poids de chaque produit dans l'équipement militaire
Recherche marchande, études	100	0	14
Armement (sauf MBLP)	82	18	12
Ordinateurs et communication	79	21	12
Naval	75	25	16
Véhicules de combat	71	19	7
Aéronautique et spatial	67	33	40
Ensemble	76	24	100

Source : DGFIR, retraitement OED

La table de passage ci-dessous récapitule les principales modifications affectant les dépenses spécifiques au ministère de la Défense.

Table de correspondance NAF révision 1 vers NAF révision 2, juillet 2008*

NAF rév. 1	NES	Intitulé de poste	Précision sur le contenu	NAF rév. 2	NES	Intitulé de poste
29.6A	GE28	Fabrication d'armement	Armement hors missiles (voir ci-dessous)	25.40Z	GC25C	Fabrication d'armes et de munitions
			Missiles balistiques intercontinentaux de longue portée	30.30Z	GC30C	Construction aéronautique et spatiale
			Véhicules militaires de combat	30.40Z	GC30D	Construction de véhicules militaires de combat
			Réparation	33.11Z	GC33Z	Réparation d'ouvrages en métaux
			Installation	33.20A		Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie
35.1A	GE11	Construction de bâtiments de guerre	Fabrication	30.11Z	GC30A	Construction de navires et de structures flottantes
35.1C		Réparation navale	Transformation et équipement			
			Réparation et maintenance	33.15Z	GC33Z	Réparation et maintenance navale
35.3A	GE13	Construction de moteurs pour aéronefs	Réparation et maintenance	33.16Z		Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux
35.3B		Construction de cellules d'aéronefs	Réparation et maintenance			
35.3A		Construction de moteurs pour aéronefs	Fabrication	30.30Z	GC30C	Construction aéronautique et spatiale
35.3B		Construction de cellules d'aéronefs	Fabrication			
35.3C		Construction de lanceurs et engins spatiaux	Fabrication			
36.1A	GC41	Fabrication de sièges	Fabrication	30.11Z	GC30A	Construction de navires et de structures flottantes
			Fabrication	30.30Z	GC30C	Construction aéronautique et spatiale

* Voir nomenclatures de diffusion.

1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)

Le Tableau des entrées-sorties (TES) retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services. Il est constitué de trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits, ventilées principalement en production nationale et importations ;
- le tableau des emplois finals, qui présente les différentes utilisations des produits par les secteurs institutionnels. Ces utilisations sont la consommation finale et l'investissement (des ménages et des administrations), les variations de stocks, les exportations ainsi que la consommation intermédiaire (le tableau ci-dessous ne détaille que la consommation finale des administrations et les exportations, les achats de produits d'armement par le ministère n'étant pas classés en investissement mais en consommation intermédiaire) ;
- le tableau des entrées intermédiaires qui ventile l'utilisation intermédiaire des produits par chaque branches d'activité.

Un TES spécifique de la défense peut être établi. Il identifie trois acteurs : le ministère de la Défense, en tant qu'APU, qui fournit un service non marchand de défense, les industries d'armement, qui vendent à l'État le matériel militaire commandé ; le reste de l'économie, par solde entre l'ensemble de l'économie et les acteurs de la défense. Le TES présenté ici porte sur l'année 2008.

Compte satellite de la défense
Tableau des entrées-sorties (TES)
Année 2008

en base 2000					en Md€							
Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals			
	Produc- tion	Importa- tions	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'arme- ment	Reste de l'écono- mie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exporta- tions	Total des emplois
Services de défense	30,0			30,0					30,0			30,0
Produits d'armement ⁽¹⁾	13,6	1,3	1,0	15,9	10,9	6,9		17,8		-5,0	3,2	15,9
Reste de l'économie	3 519,8	561,9	194,9	4 276,6	3,4	3,9	1 785,8	1 793,1	421,4	3 356,3	516,7	4 276,6
TOTAL	3 563,4	563,2	196,0	4 322,6	14,3	10,8	1 785,8	1 810,9	451,4	3 351,3	519,9	4 322,6
* Consommations finales des administrations publiques												
Valeur ajoutée					15,7	2,8	1 734,0	1 752,5				
dont valeur ajoutée de défense					18,5				Valeurs ajoutées			1 752,5
Production disponible					30,0	13,6	3 519,8	3 563,4	Impôts sur produits			196,0
dont production de défense					43,6				PIB			1 948,5

Source : Insee, traitement Observatoire économique de la défense

(1) La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la DGA (cf 4.1.2).

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « Défense » que sont le ministère de la Défense et les industries d'armement. La valeur ajoutée s'élève à 18,5 milliards d'euros : 15,7 Md€ pour le ministère, et 2,8 Md€ pour l'industrie d'armement. La part de cette somme dans le PIB est stable en 2008. La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 43,6 milliards d'euros.

Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas de variation des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :

- 10,9 milliards d'euros à l'industrie d'armement (soit 71 %) qui incluent les dépenses en « Études et recherche » ;
- 3,4 milliards d'euros au reste de l'économie, dont 1 milliard de biens d'équipement hors armement.

2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Les données budgétaires françaises figurant aux paragraphes 2.1 et 2.2 sont celles des lois de finances initiales. Elles sont présentées dans ces deux paragraphes selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors anciens combattants) jusqu'en 2005 puis, à partir de 2006, selon le périmètre mission défense.

Le budget est présenté au format de la Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) aux paragraphes 2.3 et 2.4.

Les deux nomenclatures coexistent dans ce document afin de conserver la pertinence des séries longues sur dix ans.

Pour 2011, 40,8 milliards d'euros (en crédits budgétaires) sont mis à la disposition du ministre de la Défense. Les quatre programmes de la mission défense mobilisent plus de 92 % des crédits de paiement.

Le paragraphe 2.6 présente les principaux équipements des trois armées.

La réduction du patrimoine immobilier de la défense amorcée ces dernières années se confirme en 2010 (26 biens en moins représentant une superficie de 2 891 hectares).

2.1 Le poids de la défense

Évolution du périmètre défense en France (hors gendarmerie) et mission défense à partir de 2006

Année	Périmètre défense, mission défense LFI (hors pensions)		Périmètre défense LFI (y compris pensions)		Indice de prix du PIB*
	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	
2002	24 985	23 930	non disponible hors gendarmerie		104,4
2003	26 814	25 208			106,4
2004	28 064	25 970			108,1
2005	28 438	25 792			110,3
2006 ⁽¹⁾	29 145	25 817	35 382	31 342	112,9
2007	29 846	25 797	36 251	31 333	115,7
2008	30 221	25 463	36 866	31 061	118,7
2009 ⁽²⁾	32 984	27 647	39 961	33 495	119,3
2010 ⁽³⁾	32 196	26 815	39 230	32 673	120,1
2011 ⁽⁴⁾	31 173	25 535	38 432	31 481	122,1

Sources : lois de finances initiales, Comptes nationaux - base 2000, Insee

(1) Rupture de série mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.

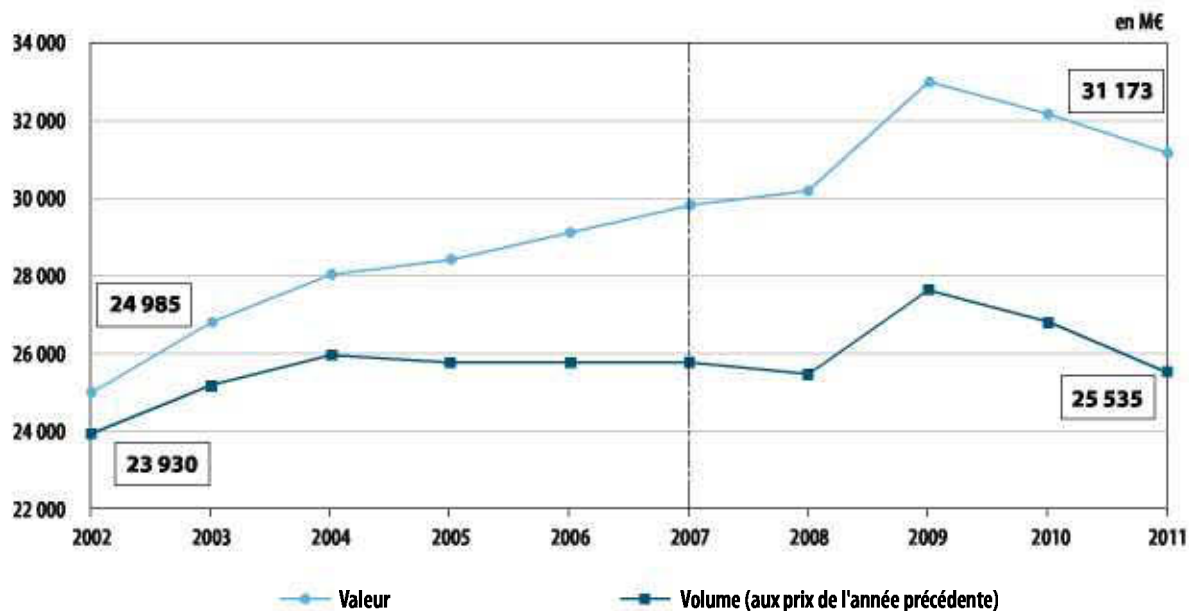
(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

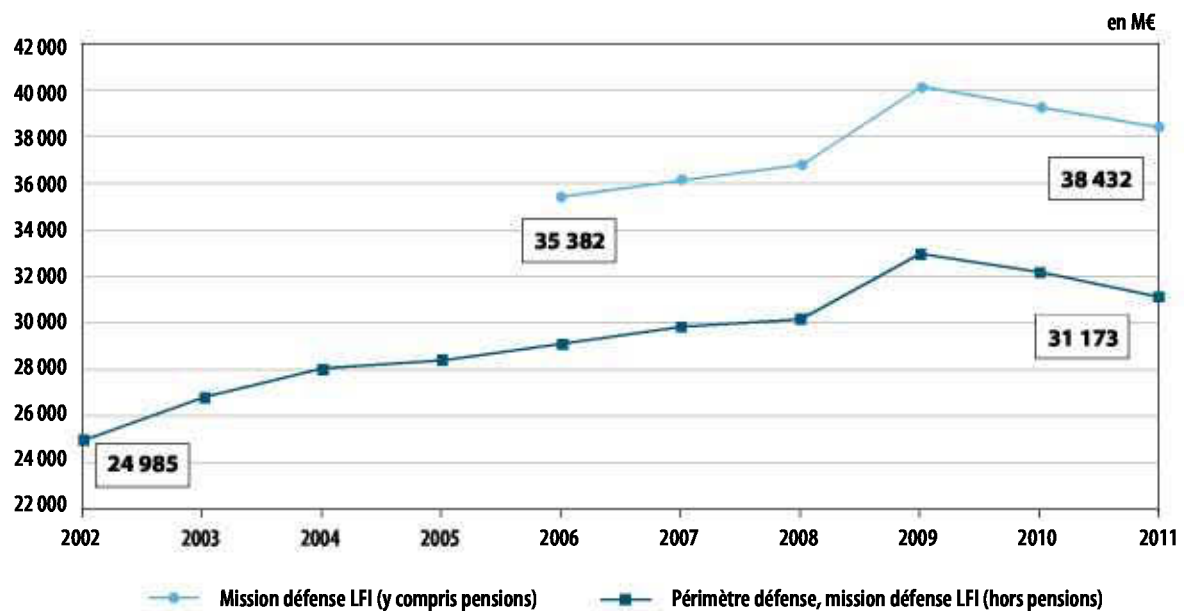
(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

* Le déflateur utilisé pour le calcul des données en volume est l'indice de prix du PIB aux prix de l'année précédente. Il est présenté ici en prenant pour référence l'année 2000 (2000=100).

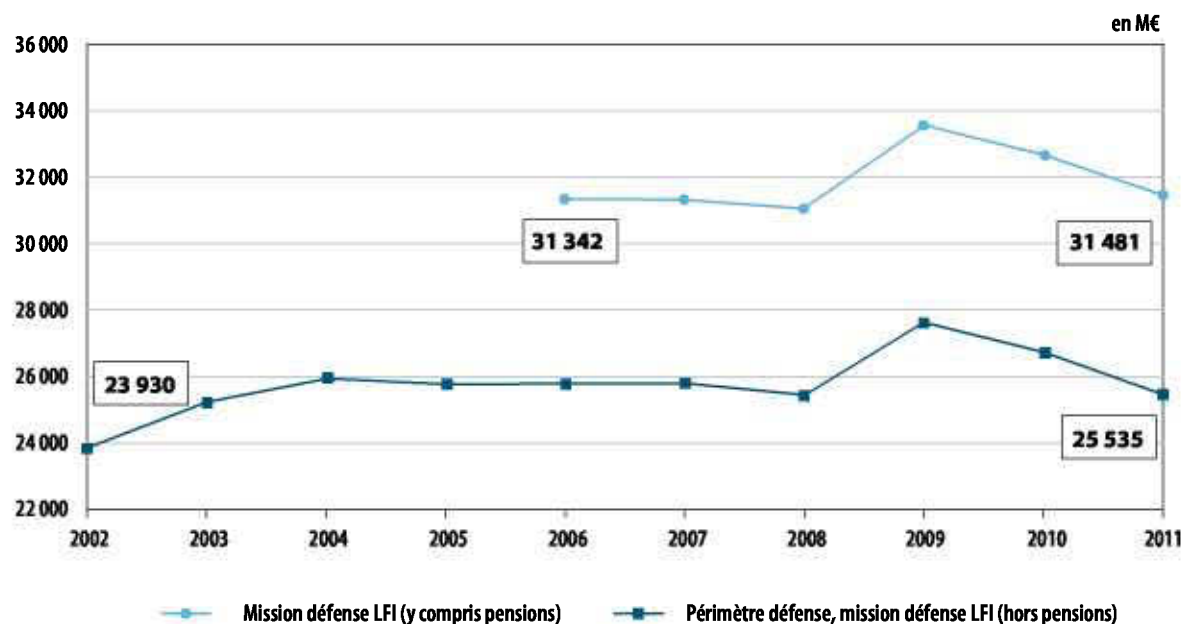
Évolution du périmètre défense et mission défense (LFI - hors pensions)



**Périmètre défense et mission défense avec et hors pensions
(en valeur)**



**Périmètre défense et mission défense avec et hors pensions
(en volume aux prix n-1, référence 2000)**



2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales

2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement

Dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants				Nomenclature budget 2010
Année	Hors équipement (hors pensions)	Équipement	Total (hors pensions)	
2002	12 983	12 002	24 985	Hors équipement Masse salariale hors pensions Autres dépenses du ministère (ADM) Activités et fonctionnement des armées (AFA) Opérations extérieures (Opex)
2003	13 538	13 276	26 814	
2004	13 611	14 453	28 064	
2005	13 699	14 739	28 438	Équipement Dissuasion Autres opérations d'armement (AOA) Équipements d'accompagnement (EAC) Entretien programmé du matériel et du personnel (EPM-EPP) Programmes à effet majeur (PEM) Prospective et préparation de l'avenir Infrastructures de défense
2006 ⁽¹⁾	14 270	14 875	29 145	
2007	14 688	15 158	29 846	
2008	14 888	15 334	30 221	
2009 ⁽²⁾	15 097	17 887	32 984	
2010 ⁽³⁾	15 152	17 044	32 196	
2011 ⁽⁴⁾	15 159	16 014	31 173	

Source: lois de finances initiales

(1) Rupture de série mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

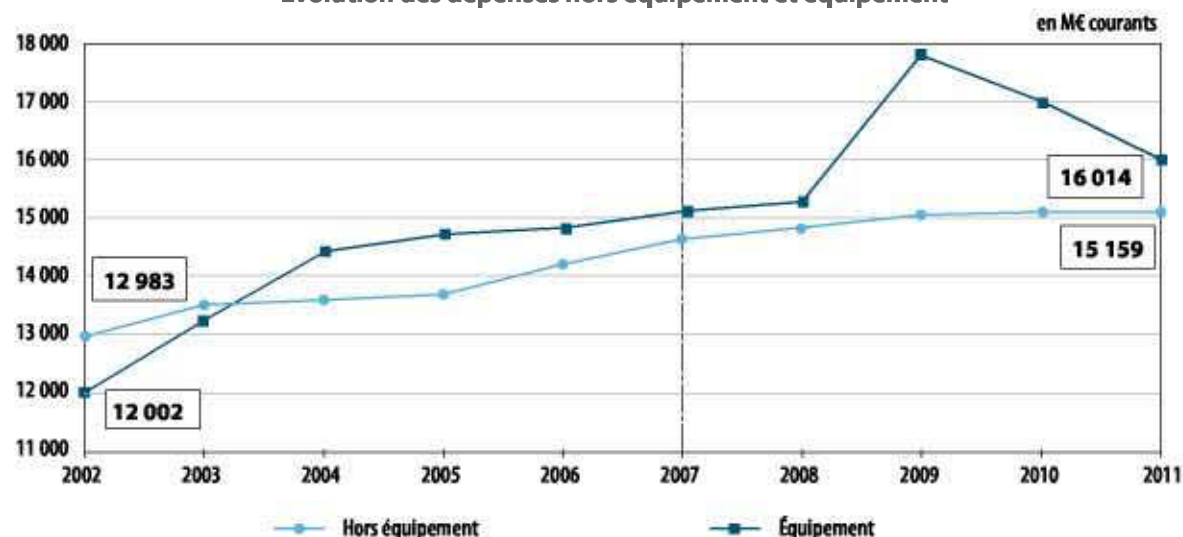
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Pour mémoire

Nomenclature ordonnance de 1959	
Hors équipement (Titre III - Moyens des armes et services)	Équipement (Titre V)
Rémunérations et charges sociales	Recherches et études
Alimentation	Investissements industriels
Fonctionnement résiduel	Fabrication de matériels
Carburant et produits pétroliers	Infrastructures
	Soutien des forces et entretien du matériel
	Entretien du matériel
	Équipement (Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'État)
	Équipements culturel et social
	Équipements administratif et divers

Évolution des dépenses hors équipement et équipement



2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

Dépenses hors équipement (héqt) hors pensions et dépenses d'équipement (éqt) des trois armées et des services communs

	Dépenses	2002	2003	2004	2005	2006 ⁽¹⁾	2007	2008	2009 ⁽²⁾	2010 ⁽³⁾	2011 ⁽⁴⁾
Air	Héqt	2 394	2 465	2 455	2 470	2 588	2 629	2 597	2 557	2 412	1 891
	Éqt	2 665	3 102	3 615	3 635	1 132	1 311	1 279	1 380	1 307	1 444
	Total	5 059	5 567	6 070	6 105	3 720	3 940	3 876	3 938	3 719	3 334
Terre	Héqt	4 785	5 016	4 958	4 972	5 570	5 497	5 571	5 561	5 328	4 807
	Éqt	2 464	2 627	2 997	3 015	991	941	1 009	996	957	1 014
	Total	7 248	7 644	7 955	7 988	6 561	6 437	6 580	6 557	6 285	5 821
Marine	Héqt	1 903	1 994	1 996	1 975	2 233	2 248	2 246	2 154	2 094	2 201
	Éqt	3 075	3 436	3 838	3 799	1 176	1 348	1 345	1 446	1 258	1 265
	Total	4 978	5 430	5 834	5 774	3 409	3 597	3 591	3 601	3 352	3 465
Services communs	Héqt	3 901	4 062	4 202	4 282	3 879	4 314	4 474	4 824	5 318	6 261
	Éqt	3 798	4 110	4 003	4 290	11 576	11 558	11 701	14 064	13 522	12 292
	Total	7 699	8 172	8 205	8 572	15 455	15 872	16 175	18 888	18 840	18 553
Total	Héqt	12 983	13 538	13 611	13 699	14 270	14 688	14 888	15 096	15 152	15 159
	Éqt	12 002	13 276	14 453	14 739	14 875	15 158	15 334	17 887	17 044	16 014
	Total	24 985	26 814	28 064	28 438	29 145	29 846	30 221	32 984	32 196	31 173

Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

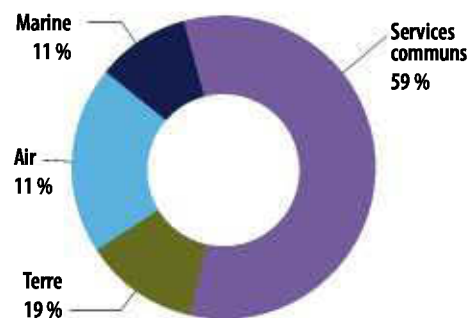
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Structure en 2002



Structure en 2011



2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement

Évolution des dépenses hors équipement

en M€ courants

Année	Rémunérations et charges sociales	Fonctionnement	Total (hors pensions)	Pensions	Total (y compris pensions)
2002	10 470	2 512	12 983	non disponible hors gendarmerie	
2003	10 913	2 625	13 538		
2004	10 941	2 670	13 611		
2005	11 001	2 699	13 699		
2006 ⁽¹⁾	11 447	2 824	14 270	6 237	20 507
2007	11 568	3 119	14 688	6 406	21 093
2008	11 684	3 204	14 888	6 645	21 532
2009 ⁽²⁾	11 692	3 406	15 097	6 977	22 074
2010 ⁽³⁾	11 650	3 502	15 152	7 034	22 186
2011 ⁽⁴⁾	11 703	3 456	15 159	7 259	22 418

Source: lois de finances initiales

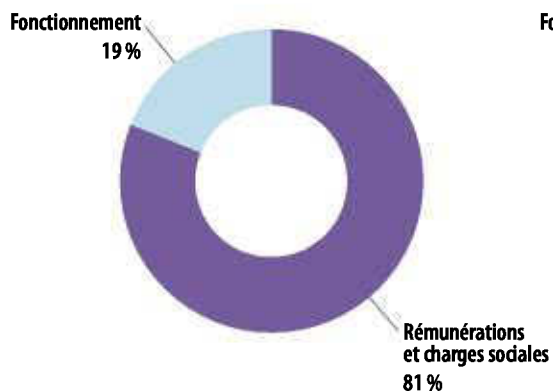
(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

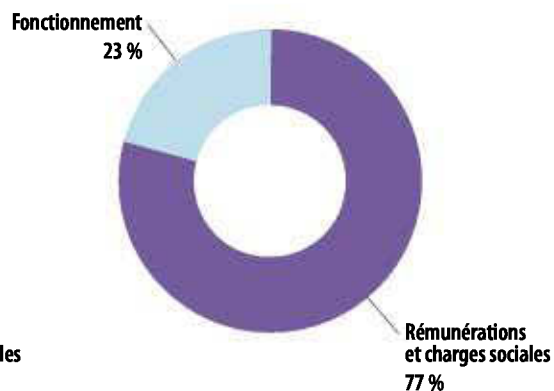
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Structure en 2002 (hors pensions)



Structure en 2011 (hors pensions)



Évolution des dépenses de fonctionnement

en M€ courants

Année	Alimentation	Carburants opérationnels	Compensatrice SNCF	Subventions	Autres dépenses de fonctionnement	Total
2002	240	378	111	173	1 610	2 512
2003	252	361	110	184	1 718	2 625
2004	234	331	110	211	1 784	2 670
2005	242	347	109	241	1 760	2 699
2006 ⁽¹⁾	234	318	114	148	2 009	2 824
2007	236	383	125	87	2 289	3 119
2008	242	353	130	84	2 394	3 204
2009 ⁽²⁾	248	457	184	nc	2 518	3 406
2010 ⁽³⁾	224	433	184	nc	2 661	3 502
2011 ⁽⁴⁾	204	450	184	nc	2 617	3 456

Source: lois de finances initiales

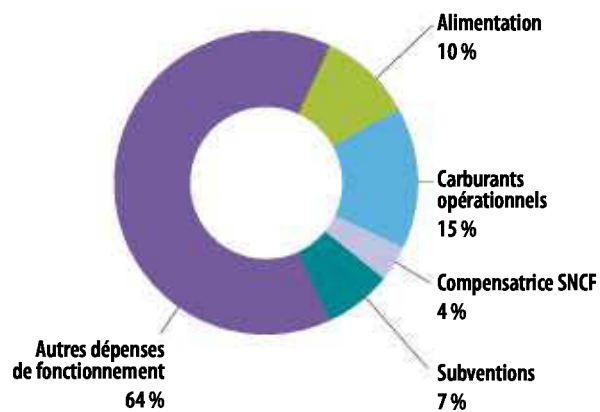
(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

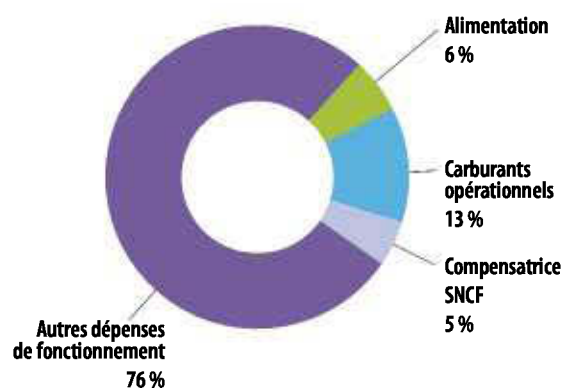
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Structure en 2002



Structure en 2011



2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

Dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

en M€ courants					
Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 888
2009 ⁽²⁾	2 557	5 561	2 154	4 824	15 097
2010 ⁽³⁾	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152
2011 ⁽⁴⁾	1 891	4 807	2 201	6 261	15 159

Source: lois de finances initiales

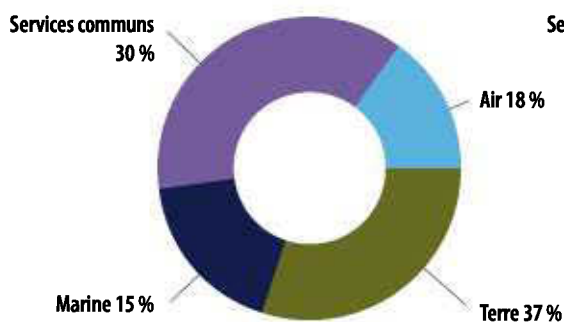
(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

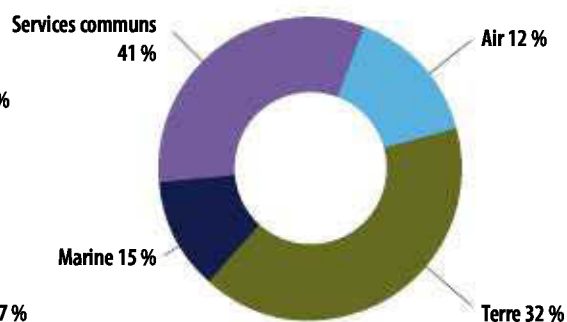
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Structure en 2002



Structure en 2011



2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement

Évolution des dépenses d'équipement

en M€ courants

Année	Classique	Espace	Nucléaire	Total
2002	8 902	448	2 652	12 002
2003	9 878	435	2 963	13 276
2004	10 940	402	3 111	14 453
2005	11 126	465	3 148	14 739
2006 ⁽¹⁾	11 063	489	3 323	14 875
2007	11 419	469	3 271	15 158
2008	11 566	393	3 375	15 334
2009 ⁽²⁾	13 956	200	3 731	17 887
2010 ⁽³⁾	13 497	nd	3 547	17 044
2011 ⁽⁴⁾	12 604	nd	3 410	16 014

Source: lois de finances initiales

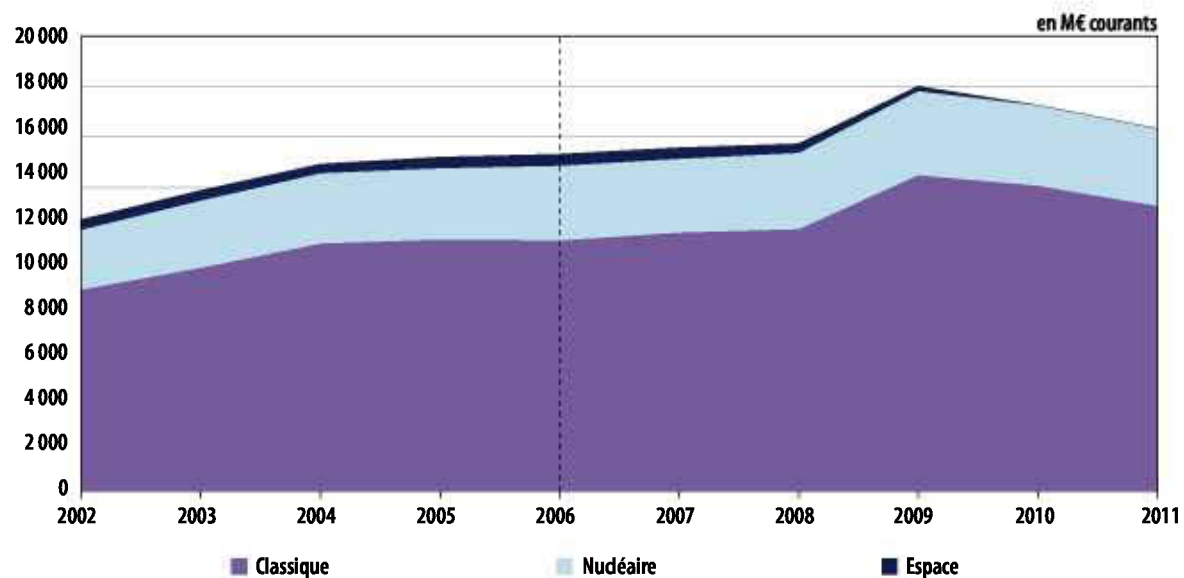
(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Évolution cumulée des dépenses d'équipement



2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

Dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2002	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002
2003	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276
2004	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453
2005	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739
2006 ⁽¹⁾	1 132	991	1 176	11 576	14 875
2007	1 311	941	1 348	11 558	15 158
2008	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334
2009 ⁽²⁾	1 380	996	1 446	14 064	17 887
2010 ⁽³⁾	1 307	957	1 258	13 522	17 044
2011 ⁽⁴⁾	1 444	1 014	1 265	12 292	16 014

Source: lois de finances initiales

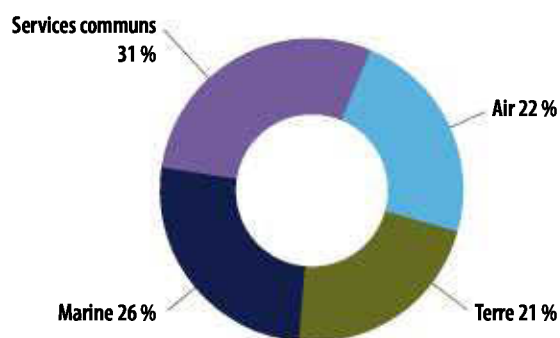
(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

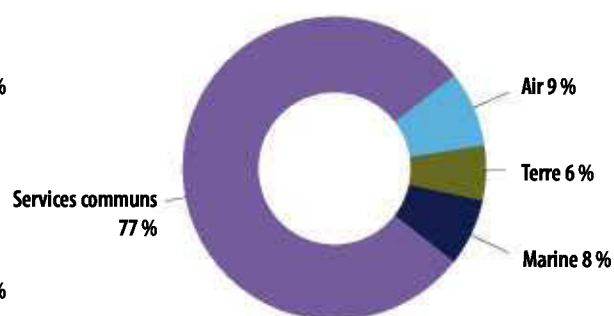
(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011 - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

Structure en 2002



Structure en 2011
par BOP du P. 178



2.3 La présentation du budget du ministère de la Défense au format Lolf

2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense

La Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère de la Défense est concerné par une mission « Défense » proprement dite, une mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », enfin un programme « Recherche duale (civile et militaire) » s'intègre dans la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

La mission « Sécurité » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le tableau ci-après décline les missions, programmes et actions qui relèvent du budget de la défense.

Missions	Programmes	Actions
DÉFENSE	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Analyse stratégique Prospective des systèmes de force Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Maintien des capacités technologiques industrielles Soutien aux exportations Diplomatie de défense
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Partis étrangers et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures
	Soutien de la politique de défense (212)	Direction et pilotage Fonction de contrôle Gestion centrale et organismes extérieurs Politique immobilière Systèmes d'information, d'administration et de gestion Accompagnement de la politique des ressources humaines Promotion et valorisation du patrimoine culturel Communication Restructuration
SÉCURITÉ*	Gendarmerie nationale (152)	Ordre et sécurité publics Sécurité routière Mission de police judiciaire et concours à la justice Commandement, ressources humaines et logistique Exercice des missions militaires
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)**	Indemnisation des orphelins de la déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation Indemnisation des victimes d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale
	Lien entre la Nation et son armée (167)	Journée défense et citoyenneté Politique de mémoire
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Soutien Réparation des conséquences sanitaires des essais nucléaires français
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

* Mission « Sécurité » intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

** P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)

en M€		2006 (LFI)					2007 (LFI)					2008 (LFI)						
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																		
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	570	926	123	22	1 641	537	959	124	42	-	1 661	498	984	131	41	-	1 655
	Équipement des forces (146)	1 012	728	8 867	-	10 608	877	787	8 741	-	-	10 405	892	745	8 783	2	-	10 422
	Préparation et emploi des forces (178)	15 303	4 896	511	115	20 825	14 930	5 507	470	114	-	21 021	15 242	5 483	520	104	-	21 350
	Soutien de la politique de défense (212)	895	356	982	75	2 308	1 726	430	1 006	2	-	3 164	1 757	591	1 069	23	-	3 439
Total		17 780	6 907	10 483	212	35 382	18 071	7 682	10 341	158	-	36 251	18 390	7 802	10 503	170	-	36 866
Mission SÉCURITÉ																		
Programme	Gendarmerie nationale (152)	5 850	944	465	13	7 272	6 058	965	468	21	-	7 512	6 095	954	386	17	-	7 453
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																		
Programmes	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	207	207	Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007											
	Lien entre la Nation et son armée (167)	191	78	5	4	279	165	85	2	2	10	265	163	78	3	6	8	258
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	61	52	-	3 281	3 394	59	52	-	3 312	-	3 423	56	56	-	3 250	-	3 361
Total		252	131	5	3 492	3 880	224	137	2	3 315	10	3 688	219	134	3	3 256	8	3 619
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																		
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	200	-	-	200	-	198	-	-	-	198	-	200	-	-	-	200
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		23 882	8 182	10 953	3 717	46 734	24 353	8 983	10 810	3 494	10	47 649	24 704	9 090	10 892	3 444	8	48 138

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

* P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

en M€		2009 (LFI) **						2010 (LFI) ***						2011 (LFI)****					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Pro grammes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	520	1 007	159	49	-	1 735	542	1 005	181	52	-	1 780	569	1 010	158	55	-	1 793
	Équipement des forces (146)	1 860	883	9 464	2	-	12 208	1 842	852	8 648	2	-	11 344	1 870	1 019	7 795	2	-	10 685
	Préparation et emploi des forces (178)	15 481	5 752	474	125	-	21 822	15 404	5 493	455	188	-	21 541	15 490	5 804	418	209	-	21 921
	Soutien de la politique de défense (212)	806	572	165	23	6	1 573	895	763	789	27	6	2 480	1 032	880	1 063	40	7	3 022
Total		18 668	8 204	10 262	199	6	37 339	18 684	8 113	10 073	269	6	37 145	18 960	8 714	9 432	307	7	37 421
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Pro grammes	Lien entre la Nation et son armée (167)	126	30	4	2	-	163	120	28	3	4	-	155	102	24	2	7	-	134
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	57	0	3 088	-	3 202	30	72	0	3 076	-	3 178	12	76	-	2 981	-	3 070
Total		182	88	5	3 090	-	3 365	151	100	3	3 079	-	3 334	114	100	2	2 988	-	3 204
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Pro- gramme	Recherche duale (civile et militaire) (191)		200	-	-	-	200		197				197		197			-	197
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		18 850	8 492	10 267	3 289	6	40 904	18 835	8 412	10 077	3 346	6	40 675	19 074	9 011	9 434	3 294	7	40 821

La Mission « Sécurité - gendarmerie nationale » (Prog. 152) est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

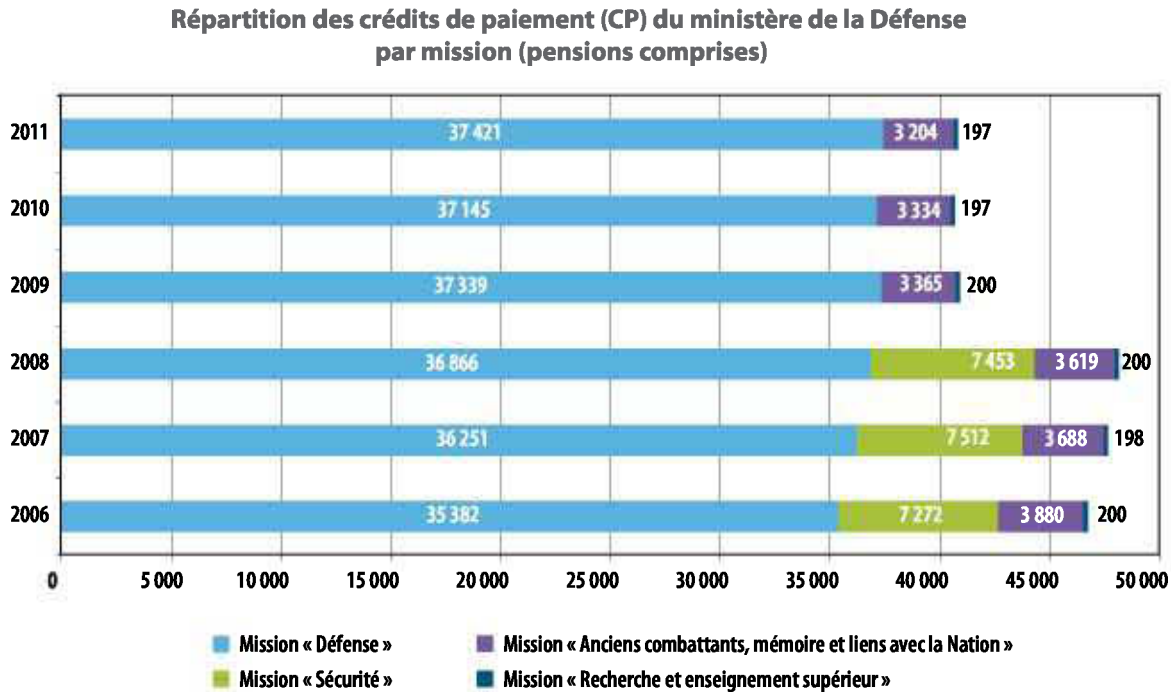
Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

** Auxquels s'ajoutent 985 M€ du plan de relance de l'économie et 1 637 M€ de ressources extrabudgétaires.

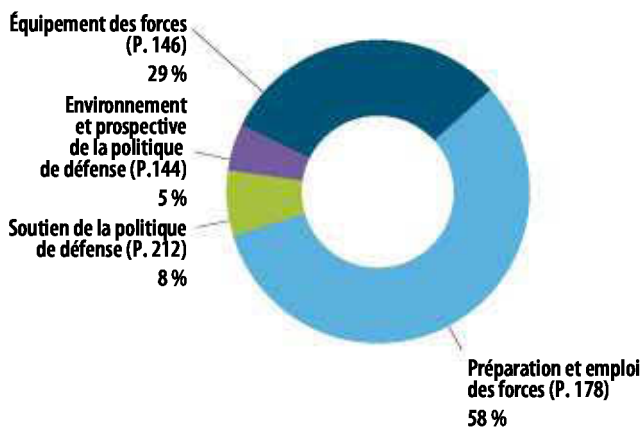
*** Auxquels s'ajoutent 770 M€ du plan de relance de l'économie et 1 315 M€ de ressources extrabudgétaires.

**** Auxquels s'ajoutent 1 023 M€ de ressources extrabudgétaires.

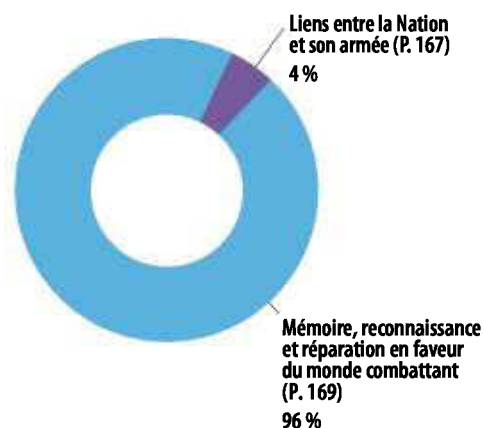
2.3.3 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)



Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Défense » en 2011

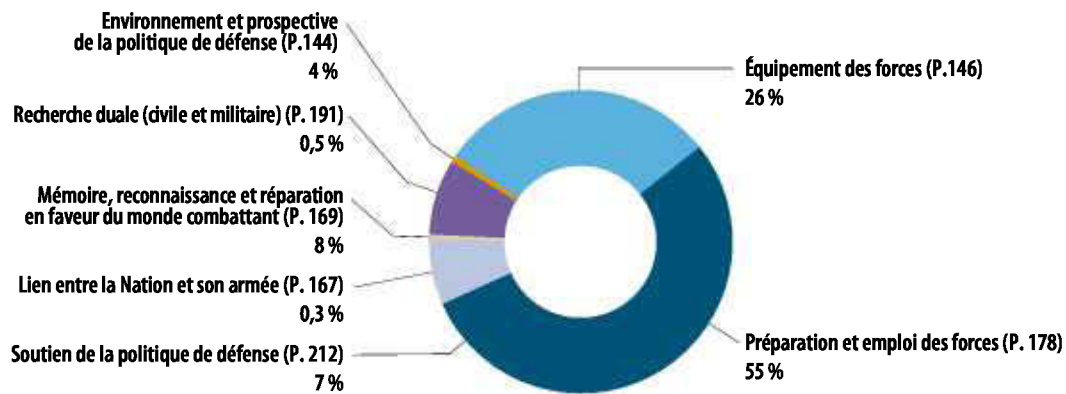


Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Anciens combattants » en 2011

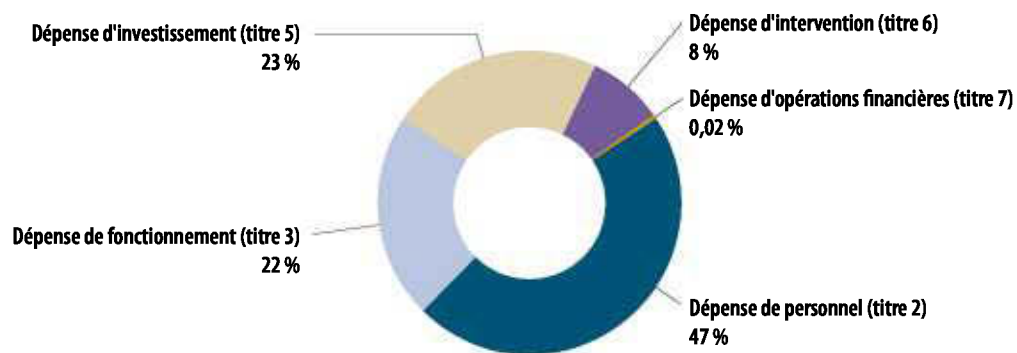


2.3.4 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme et par titre de dépense

Répartition des crédits de paiement
par programme en 2011



Répartition des crédits de paiement
par titre de dépenses en 2011



2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf

2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres)

en M€		2006 (avec pensions)					2007 (avec pensions)						2008 (avec pensions)						
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	
Mission DÉFENSE																			
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	488	853	196	18	1 555	513	957	141	37	0	1 649	507	995	124	40	0	1 665	
	Équipement des forces (146)	1 021	1 408	7 043	10	9 482	890	635	8 671	0	0	10 195	889	733	8 723	0	0	10 346	
	Préparation et emploi des forces (178)	15 738	5 628	441	144	21 950	15 466	5 768	505	164	0	21 903	15 570	5 880	581	208	0	22 239	
	Soutien de la politique de défense (212)	795	554	952	22	2 322	1 639	426	1 015	19	0	3 099	1 719	619	1 007	21	0	3 365	
Total		18 040	8 444	8 631	193	35 309	18 508	7 787	10 332	220	0	36 847	18 685	8 227	10 435	268	0	37 615	
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	5 864	1 029	444	14	7 350	6 004	1 001	453	7	0	7 465	6 090	950	401	8	0	7 448	
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programmes	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	317	317	P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007												
	Lien entre la Nation et son armée (167)	187	80	4	7	278	164	83	2	3	14	265	162	76	3	5	7	253	
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	55	0	3 254	3 365	55	53	0	3 311	0	3 419	55	58	0	3 178	0	3 292	
Total		242	135	5	3 578	3 960	219	135	2	3 314	14	3 684	217	134	3	3 184	7	3 544	
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	198	-	-	198	0	196	0	0	0	196	0	195,1	0	0	0	195	
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		24 146	9 806	9 080	3 785	46 817	24 731	9 119	10 787	3 541	14	48 192	24 992	9 505	10 839	3 460	7	48 802	

La mission Sécurité - Gendarmerie nationale (Prog. 152) est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

Les crédits inscrits au Titre 7 pour le P. 167 correspondent à des subventions d'investissement au profit des musées.

en M€		2009 (avec pensions)						2010 ⁽¹⁾ (avec pensions)					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE													
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	533	1 083	166	48	0	1 831	542	1 068	154	57	0	1 822
	Équipement des forces (146)	1 853	934	10 780	2	0	13 569	1 835	1 823	8 365	1	0	12 024
	Préparation et emploi des forces (178)	15 835	6 210	585	248	0	22 877	15 946	6 009	372	257	0	22 584
	Soutien de la politique de défense (212)	838	728	602	15	5	2 188	959	1 131	584	16	6	2 695
Total		19 059	8 955	12 132	313	5	40 465	19 283	10 030	9 475	331	6	39 125
Mission SÉCURITÉ													
Programme	Gendarmerie nationale (152)	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » (Prog. 152) est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009.											
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION													
Programmes	Lien entre la Nation et son armée (167)	119	30	3	2	0	154	107	24	0	8	0	139
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	55	58	1	3 074	0	3 188	31	96	0	3 049	0	3 176
Total		174	88	4	3 076	0	3 342	138	120	0	3 057	0	3 315
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR													
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	0	200	0	0	0	200	0	194	0	0	0	194
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		19 233	9 243	12 137	3 389	5	44 007	19 421	10 344	9 475	3 387	6	42 633

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

(1) Version au 17/01/2011 non définitive.

Les crédits inscrits au Titre 7 pour le programme 212 correspondent à une dotation en fonds propres pour le Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM).

2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État

Les actifs et passifs de la défense dans le bilan de l'État

	Bilan de clôture 31 décembre 2009			31 décembre 2008
ACTIF (en M€) (hors CEA)	Valeur brute	Amortissement et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
• Immobilisations incorporelles	32 912	10 101	22 812	21 574
- Logiciels acquis et produits en interne	908	225	683	66
- Brevets	1	1	0	1
- Développements militaires qualifiés	20 298	9 875	10 423	9 915
- Développements militaires en cours	11 705	0	11 705	11 592
• Immobilisations corporelles	126 246	49 523	76 723	82 764
- Parc immobilier	16 562	6	16 555	21 541
- Parc immobilier en cours	2 669	0	2 669	2 834
- Matériel technique, industriel et outillage	6 192	2 587	3 606	1 806
- Matériels militaires	81 702	46 318	35 384	40 852
- Équipement militaire en cours	16 382	0	16 382	15 403
- Autres immobilisations corporelles	2 739	612	2 127	328
• Stocks	33 630	4 467	29 162	28 055
• Trésorerie	1 250	0	1 250	865
• Comptes de régularisation active	76	0	76	160
TOTAL ACTIF	194 114	64 091	130 022	133 418
PASSIF (en Md€)				31 décembre 2008
• Provisions pour risques	72			82
• Provisions pour charges	5 613			3 048
- Provisions pour charges de personnel	4 535			1 986
- Provisions pour domaine immobilier	324			315
- Provisions pour charges de démantèlement	753			748
• Dettes - Charges à payer	1 969			2 853
• Comptes de régularisation - passif	47			
TOTAL PASSIF	7 701			5 983

Source : DAF/SDFFC

Par rapport au bilan général de l'État, le poids de la Défense est prépondérant. Il représente, en valeur brute :

- 67 % des immobilisations incorporelles de l'État
- 78 % des immobilisations corporelles (matériels militaires et autres immobilisations corporelles)
- 97 % des stocks

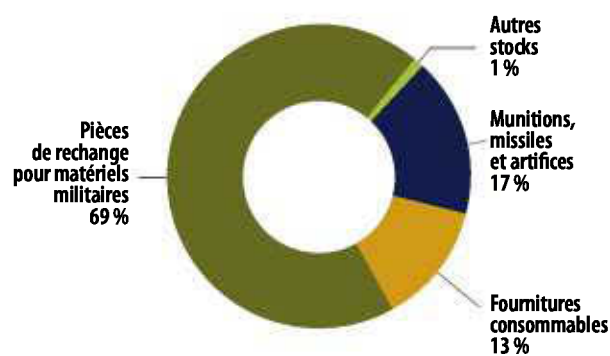
Poids du ministère de la Défense par rapport au bilan général de l'État

en Md€ (valeur brute)

Actif	État au 31 décembre 2009	Ministère de la Défense au 31 décembre 2009	Part ministère de la Défense dans l'État (%)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34	23	67
- Logiciels et brevets		1	
- Développements militaires qualifiés		10	
- Développements militaires en cours		12	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	378	77	20
TOTAL parc immobilier	304	19	6
- Matériel technique, industriel et outillage et autres immobilisations corporelles	21	6	
- Matériels militaires	36	35	99
- Équipement militaire en cours	17	16	98
TOTAL hors parc immobilier	74	57	78
STOCKS	30	29	97

Source : DAF/SDFFC

Composition des stocks par nature au 31 décembre 2009 (en valeur nette)



2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2010

2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de terre

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Blindés	7 285	Systèmes d'armes antichars	1 060
Chars de combat		Postes de tir Milan	540
Leclerc	254	Hot	28
Blindés chenillés		Eryx	492
DCL (dépanneurs)	18		
AMX 30D	58		
AMX 10P	331	Hélicoptères	319
EBG & SDPMAC*	54 (42+12)	Gazelle tout type	173
Blindés à roues		Tigre	30
AMX 10 RCR	256	Cougar	23
ERC 90 Sagaie	160	Puma SA 330	93
VBCI	236		
Transport de troupes (VAB tous types)	3 585		
Petits véhicules protégés (PVP)	746		
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1 587		
Artillerie classique	384	Systèmes d'armes sol-air	234
Canons de 155 mm (Caesar, AUF1 & TRF1)	153	Hawk	8
VOA AMX 10	39	Postes de tir Mistral	226
Mortiers de 120 mm	192		

Source: SIRPA terre

* Système de déminage pyrotechnique pour mines antichars.

2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Avions de combat	257	Avions ravitailleurs	14
Polyvalents (Rafale)	51	C135 FR et KC 135 R	
Nucléaire et assaut conventionnel (Mirage 2000 N)	50		
Assaut conventionnel (Mirage D/Mirage F1 CT)	71	Avions de formation et d'entraînement	125
Défense aérienne (Mirage 2000-5 et Mirage 2000 C)	59	Formation des pilotes de chasse (AlphaJet)	99
Reconnaissance tactique (Mirage F1 CR)	15	Formation des pilotes de transport (Xingu)	23
Transformation (Mirage 2000 B et Mirage F1 B)	11	Écoles de début et formation au pilotage de base: prestations externalisées	-
		Avions de voltige (EXTRA 300)	3
Avions de transport	89	Hélicoptères	79
Transport stratégique (Airbus 340 et Airbus 310)	5	Défense aérienne - mesures actives de sûreté aérienne (Fennec)	41
Transport tactique (C130 et C160)	65	Recherche et sauvetage au combat (EC725 et Cougar)	9
Cargos légers (CN 235)	19	Transport (Super Puma/Puma)	29
Avions de liaison et soutien	35	Drones	4
Détection, commandement et contrôle aéroportés (E-3F SDCA)	4	Harfang (SIDM)	
Recueil de renseignement électromagnétique (C160G)	2	Systèmes d'armes sol-air	14
Avions à usage gouvernemental (A330, A319, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 50)	9	Crotale NG	12
Liaison (TBM700/DHC6)	20	SAMP/T	2

Source: SIRPA air

2.6.3 Les principaux équipements de la marine

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Bâtiments de combat et de soutien	78	Groupe aérien embarqué	66
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4	Super-Étendard modernisé	34
Sous-marins nucléaires d'attaque	6	Rafale (dont 10 F1)	29
Porte-avions	1	Hawkeye - E2C	3
Bâtiments de projection (BPC/TCD)	4		
Frégates de premier rang ⁽¹⁾	17	Aviation de patrouille maritime	22
Frégates de surveillance	6	Atlantique 2	
Patrouilleurs de haute mer ⁽²⁾	22		
Bâtiments de guerre des mines	11	Surveillance maritime	9
Bâtiments de soutien logistique ⁽³⁾	4	Falcon 200	5
Bâtiments de transport léger	3	Falcon 50	4
		Hélicoptères de combat et de sauvetage	48
		Lynx (25) Panther/HC4 (16), Dauphin Pedro (3), NH90 (4)	
Moyens amphibies	22	Hélicoptère de service public	8
EDIC/CDIC - CTM		EC225 (2), Dauphin SP (6)	
Police et surveillance	30	Aviation de soutien maritime	58
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁽⁴⁾		Alouette III (25), Falcon 10 (6), Xingu (11), Rallye (9), Cap 10 (7)	
Information nautique	5	(1) 2 frégates de défense aérienne Horizon, 2 frégates antiaériennes, 8 frégates anti-sous-marines, 5 frégates <i>La Fayette</i> . (2) 9 avisos, 7 P400, 5 patrouilleurs de service public, 1 patrouilleur austral. (3) 3 bâtiments de commandement et de ravitaillement et 1 pétrolier ravitailleur. (4) 5 patrouilleurs (gendarmerie), 25 vedettes côtières (gendarmerie). (5) 4 remorqueurs d'intervention pour l'assistance et le sauvetage, 2 remorqueurs de haute mer, 3 bâtiments de soutien région, 4 bâtiments de soutien d'assistance et de dépollution, 1 remorqueur de haute mer franco-britannique affrété. (6) 8 bâtiments écoles, 2 bâtiments d'instruction navale, 4 voiliers, 1 frégate anti-sous-marine.	
Bâtiments océanographiques et hydrographiques			
Déminage surveillance des chenaux	7		
Bâtiments bases pour plongeurs démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar			
Bâtiments auxiliaires	14		
Bâtiments d'assistance, de sauvetage, de soutien, antipollution et remorqueurs de haute mer ⁽⁵⁾			
Formation et entraînement	15		
Bâtiments écoles et voiliers ⁽⁶⁾			
Bâtiments scientifiques	3		
Bâtiments d'expérimentation et d'essais			

Source: SIRPA marine

2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole

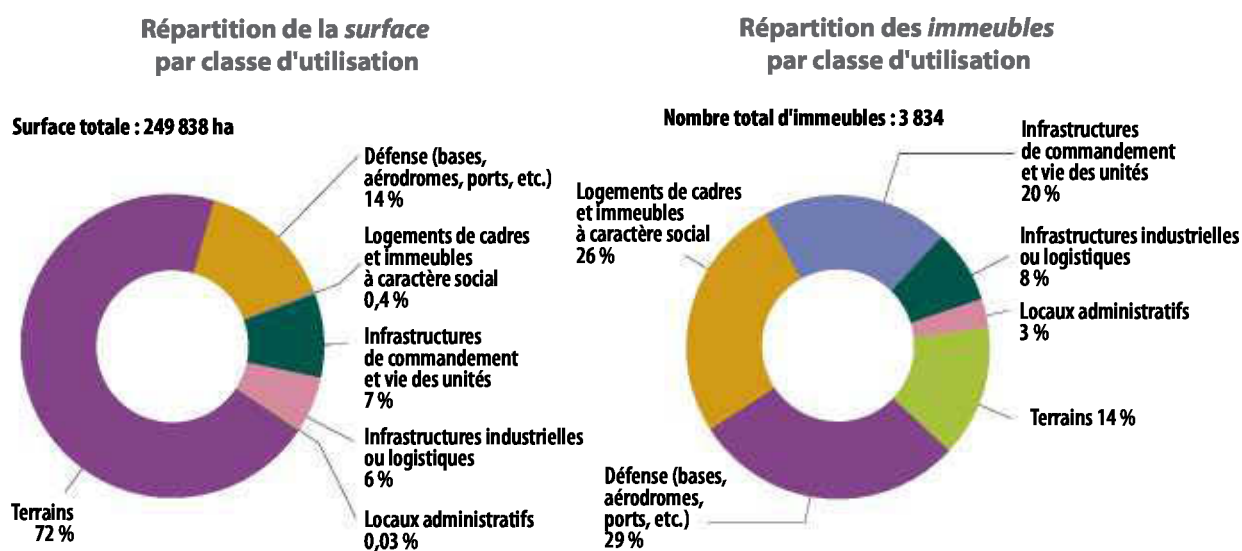
Le nombre d'immeubles gérés par le ministère de la Défense est passé de 3 860 à 3 834 entre le bilan 2009 et celui de 2010, soit une réduction nette de 26 biens représentant une superficie de 2 891 hectares. Le dernier bilan laissait apparaître une diminution de 908 immeubles entre 2008 et 2009 pour une superficie de 5 077 hectares.

Toutefois, la baisse observée entre 2008 et 2009, tant en volume d'immeubles qu'en superficie, était liée à la sortie des biens immobiliers utilisés par la gendarmerie du périmètre de gestion du ministère de la Défense. Le bilan 2009 faisait d'ailleurs apparaître hors « biens gendarmerie » une légère augmentation du nombre d'immeubles relevant du domaine métropolitain de la défense, mais une réduction de 2 307 hectares de ses emprises.

Le bilan 2010 confirme, à périmètre constant, la poursuite de la réduction du patrimoine immobilier de la défense amorcée ces dernières années. Ce constat résulte des mouvements engendrés par la poursuite des travaux de fiabilisation des données menés depuis 2008 :

- la diminution de 26 immeubles est la traduction des 98 entrées dans le patrimoine de la défense et la sortie de 124 biens ;
- la répartition par « attributaire » (on continue de parler « d'attributaire », bien que cette notion soit progressivement remplacée par celle d'utilisateur) montre un transfert des biens utilisés par la DGA à l'armée de l'air. L'armée de terre conserve sa prééminence en occupant près de 69 % des emprises de la défense ;
- le nombre d'immeubles de type « Logements de cadres et immeubles à caractère social » poursuit sa progression.

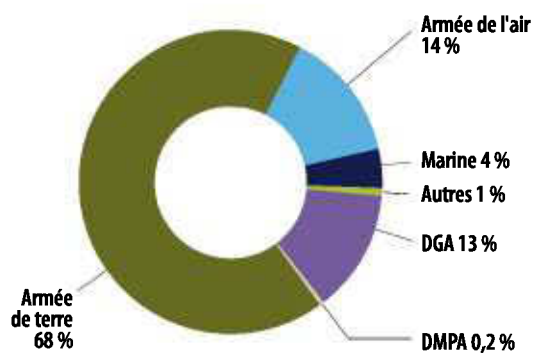
2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2010



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

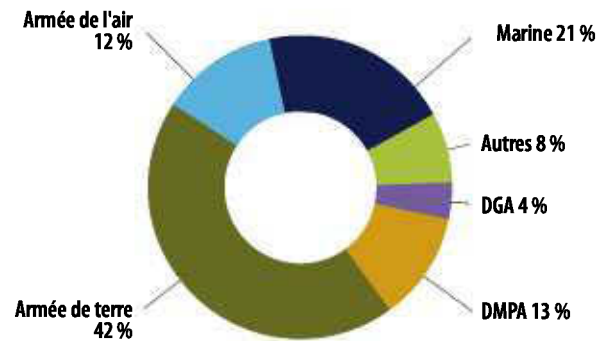
2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2010

Répartition de la *surface*
d'emprise occupée par "attributaire"



Surface totale : 249 838 ha

Répartition du *nombre* d'immeubles
par "attributaire unique ou prépondérant"

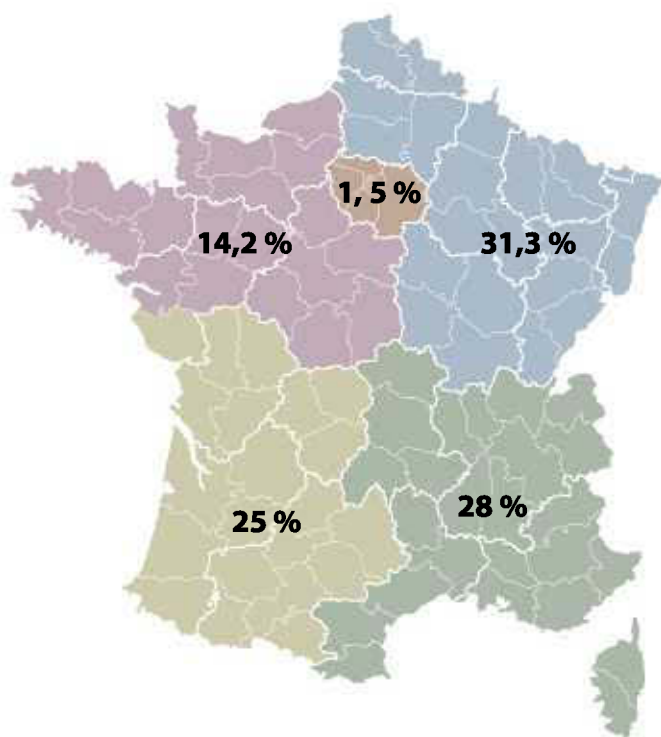


Nombre total d'immeubles : 3 834

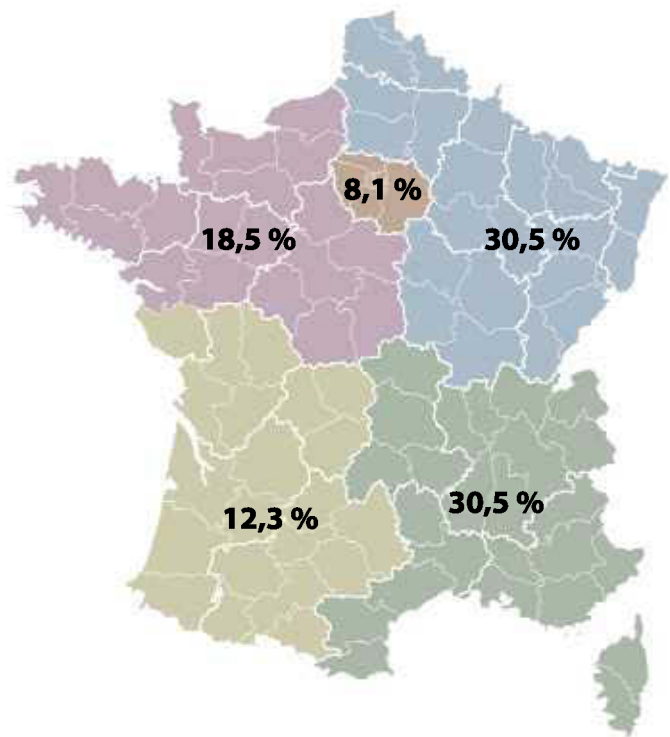
Source: ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

2.7.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31 décembre 2010*

Répartition de la *surface* par région



Répartition du *nombre* d'immeubles par région



Source: ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D).

* Découpage géographique des régions terre, tous attributaires confondus.

3. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE

Les résultats exposés sont issus de plusieurs traitements dont le principal est le recensement des agents de la défense réalisé par la cellule statistique de l'Observatoire économique de la défense.

Le thème de l'impact économique et social de la défense est développé avec une cartographie de l'impact économique des revenus des militaires dans les régions françaises.

3.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France

3.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil, personnel militaire en activité et appelés

Évolution des effectifs totaux de la défense
(Hors gendarmerie)

Année	Civils	Personnel militaire en activité	Appelés	Total
2000	92390*	250 383	47 554	390 327
2001	91 771	248 803	11 654	352 228
2002	91 726	246 414	0	338 140
2003	79 417 ¹	250 724	0	330 141
2004	78 692	260 259	0	338 951
2005	77 616	263 112	0	340 728
2006	78 813	264 876	0	343 689
2007	77 779	262 353	0	340 132
2008	74 728	256 466	0	331 194
2009**	72 407	249 866	0	322 273

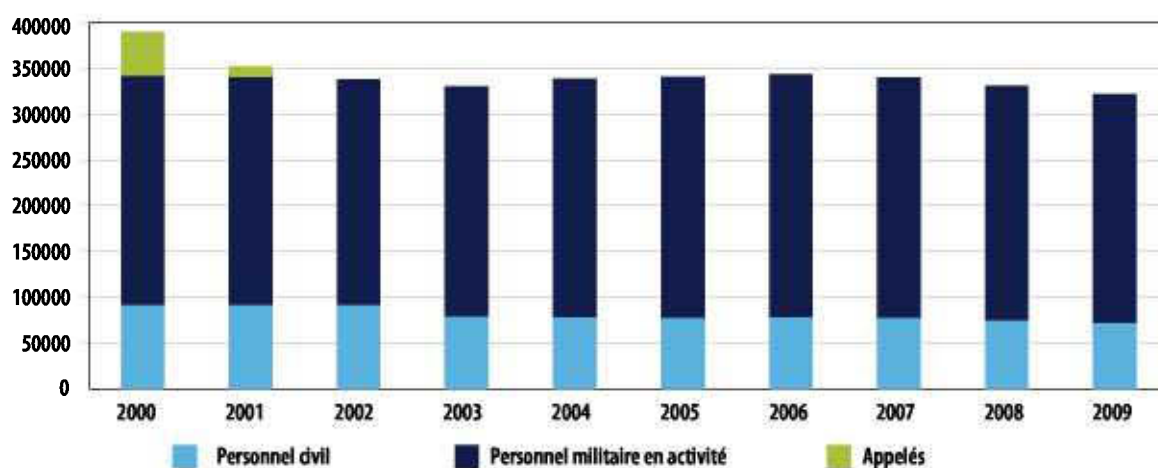
Sources : ministère de la Défense, DRH-MD/SPGRH/PRH, Observatoire économique de la défense

* À partir de 2000, les effectifs du personnel civil incluent les services chargés des anciens combattants.

** Hors gendarmerie.

(1) Hors ouvriers DCN.

Évolution des effectifs totaux de la défense
(Hors gendarmerie)



3.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2009

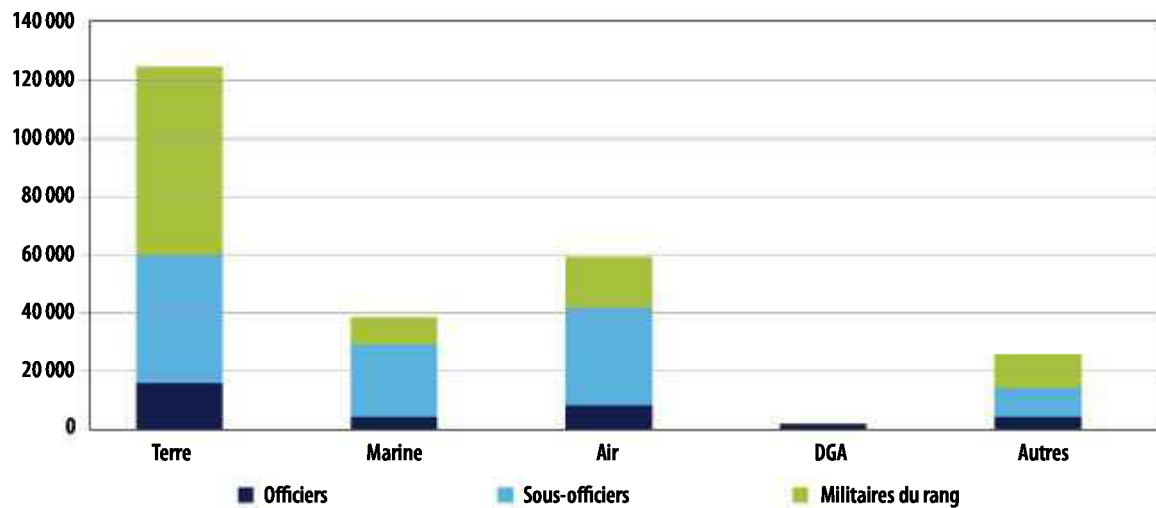
Catégorie	Terre	Marine	Air	DGA	Autres*	Total
Officiers	16 021	4 697	8 439	1 996	4 606	35 758
Sous-officiers	44 116	24 694	33 799	105	9 861	112 575
Militaires du rang	64 052	9 102	17 056	77	11 246	101 532
Total	124 189	38 493	59 294	2 178	25 713	249 866

Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

* Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, DGA, CGA et hors budget.

NB : les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure.

Effectifs militaires en activité



53

Ensemble du personnel militaire en activité



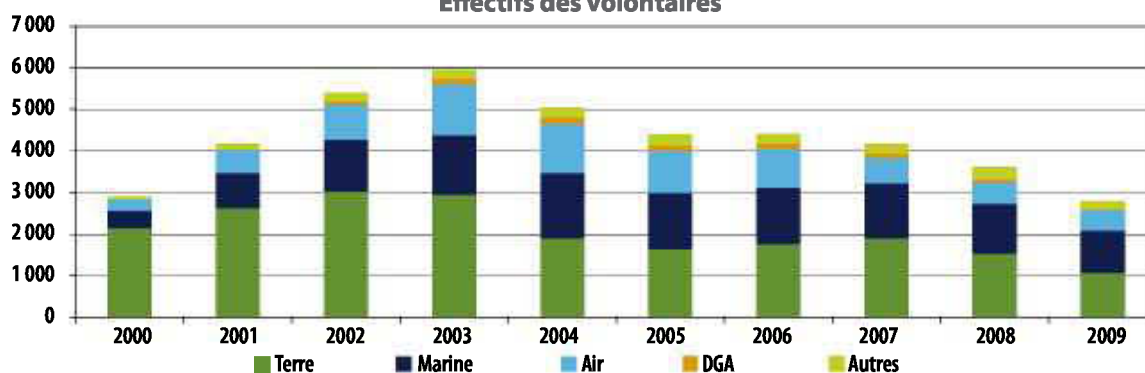
Évolution des volontaires des trois armées, de la DGA et des autres services

Année	Terre	Marine	Air	DGA	Autres ⁽¹⁾	Total
2000	2 162	408	275	0	63	2 908
2001	2 635	841	553	15	136	4 180
2002	3 031	1 252	841	75	195	5 394
2003	2 951	1 441	1 210	131	230	5 963
2004	1 889	1 592	1 171	165	227	5 044
2005	1 631	1 369	1 001	143	260	4 404
2006	1 752	1 369	930	141	226	4 418
2007	1 905	1 328	594	121	232	4 180
2008	1 517	1 220	506	80	289	3 612
2009	1 057	1 037	487	18	195	2 794

Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) SSA, SEA, CGA, SID, affaires pénales pour les militaires, autres services.

Effectifs des volontaires



54

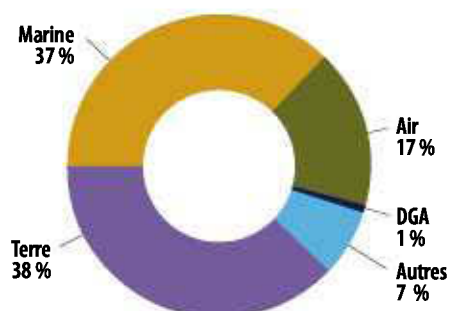
Répartition des volontaires des trois armées et des autres services par catégorie de grade en 2009

Catégorie	Terre ⁽¹⁾	Marine	Air	DGA et autres	Total
Officiers	5	115	58	27	205
Sous-officiers	0	0	0	17	17
Militaires du rang	1 052	922	429	168	2 571
Total	1 057	1 037	487	212	2 794

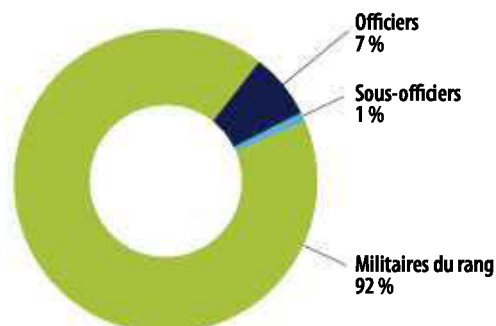
Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) À compter de 2007, les élèves de l'École polytechnique, décomptés par l'armée de terre, sont comptabilisés parmi les officiers de la DGA.

Répartition des volontaires par institution



Répartition des volontaires par catégorie



3.1.3 Les effectifs civils

Évolution du personnel civil par statut

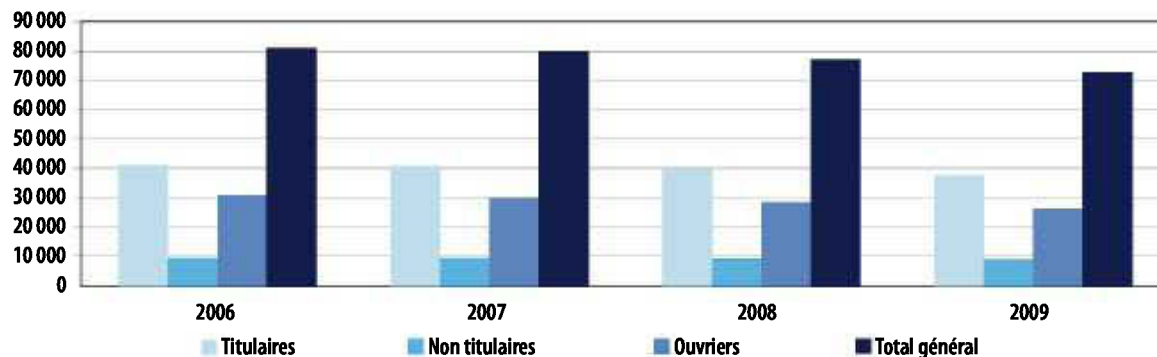
ETPT moyens annuels

	Catégories	2006			2007			2008			2009		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Titulaires	Cat. A	3 476	1 465	4 941	3 615	1 470	5 085	3 812	1 403	5 215	3 975	1 268	5 243
	Cat. B	6 841	4 952	11 793	6 751	5 009	11 760	6 504	4 608	11 112	6 363	4 195	10 558
	Cat. C	7 291	16 783	24 074	7 251	16 520	23 771	7 528	15 432	22 960	8 566	13 016	21 582
	Sous-total	17 608	23 200	40 808	17 617	22 999	40 616	17 844	21 443	39 287	18 904	18 479	37 383
Non titulaires	Niv. I	2 247	795	3 042	2 324	813	3 137	2 405	850	3 255	2 484	781	3 265
	Niv. II	983	394	1 377	944	368	1 312	912	346	1 258	967	250	1 217
	Niv. III	3 300	1 638	4 938	2 812	2 014	4 826	3 505	1 069	4 574	3 374	1 077	4 451
	Sous-total	6 530	2 827	9 357	6 080	3 195	9 275	6 822	2 265	9 087	6 824	2 109	8 933
Total		24 138	26 027	50 165	23 696	26 194	49 890	24 666	23 708	48 374	25 728	20 588	46 316
Ouvriers		25 077	5 493	30 570	24 479	5 268	29 747	23 397	4 816	28 213	21 656	4 434	26 090
Total général		49 215	31 520	80 735	48 176	31 461	79 637	48 063	28 524	76 587	47 384	25 023	72 407

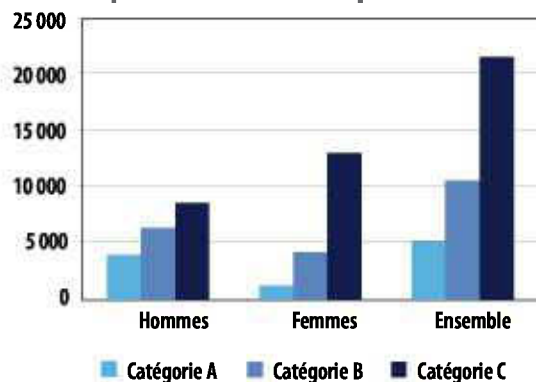
Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

NB: l'écart marginal parfois constaté dans les totaux est dû aux arrondis.

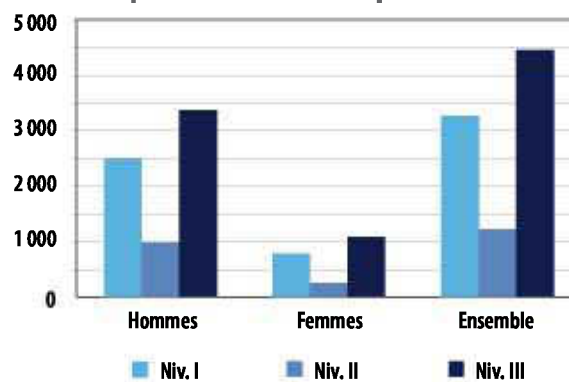
Répartition du personnel civil par catégorie statutaire en 2009



Répartition du personnel civil titulaire par niveau hiérarchique en 2009



Répartition du personnel civil non titulaire par niveau hiérarchique en 2009



3.2 La démographie du personnel militaire de la défense

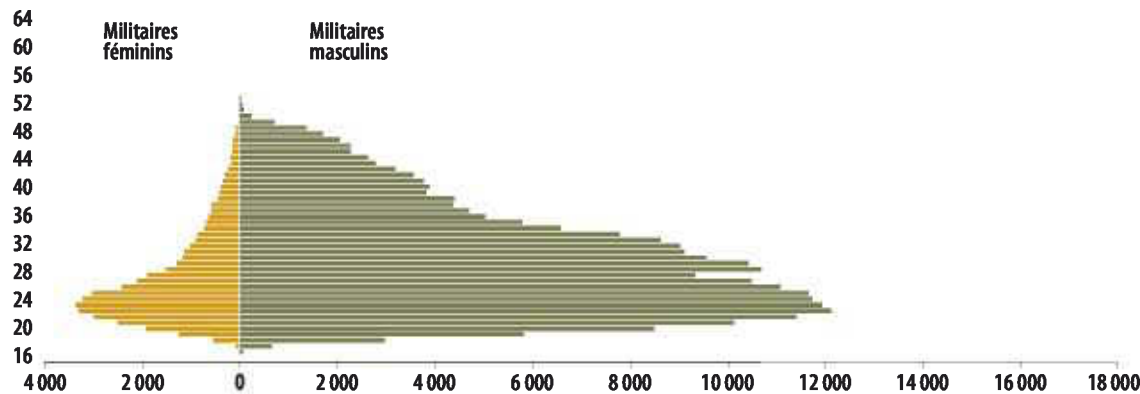
3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2009

Répartition par tranche d'âge et par sexe du personnel militaire en activité (effectifs moyens)

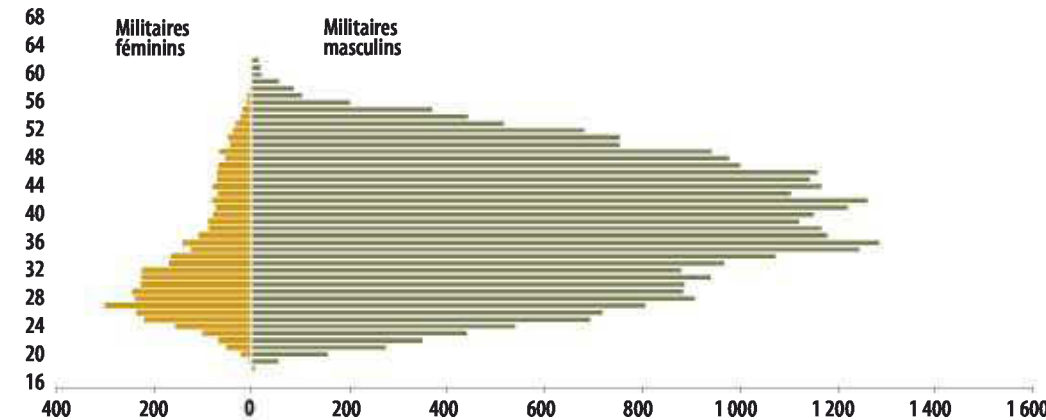
Âge	Hommes		Femmes		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
de 16 à 20 ans	8 420	3,9	1 248	3,4	9 668	3,9
de 21 à 25 ans	45 546	21,3	8 638	23,8	54 183	21,7
de 26 à 30 ans	43 481	20,4	10 915	30,0	54 396	21,8
de 31 à 35 ans	41 959	19,7	6 966	19,2	48 925	19,6
de 36 à 40 ans	30 186	14,1	3 770	10,4	33 955	13,6
de 41 à 45 ans	19 003	8,9	2 340	6,4	21 342	8,5
de 46 à 50 ans	14 583	6,8	1 524	4,2	16 108	6,4
de 51 à 55 ans	9 000	4,2	846	2,3	9 846	3,9
de 56 à 60 ans	1 215	0,6	98	0,3	1 313	0,5
plus de 60 ans	129	0,1	1	0,0	130	0,1
Total	213 520	100,0	36 345	100,0	249 866	100,0

Source: ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

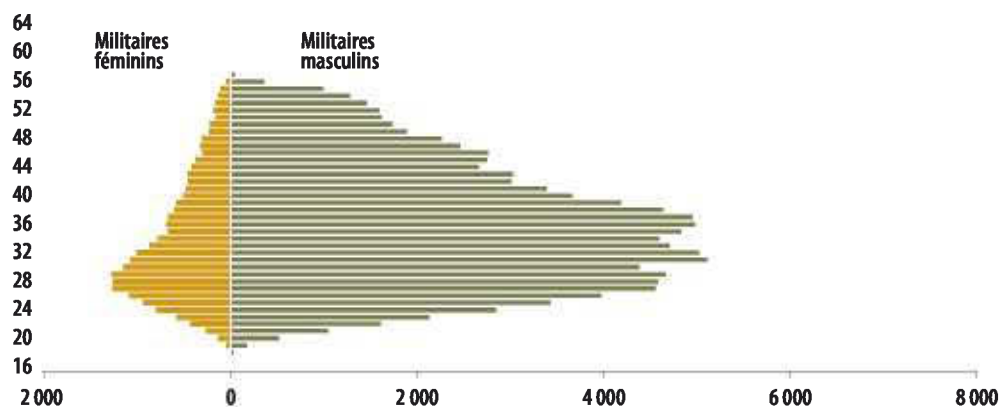
Pyramide des âges des militaires



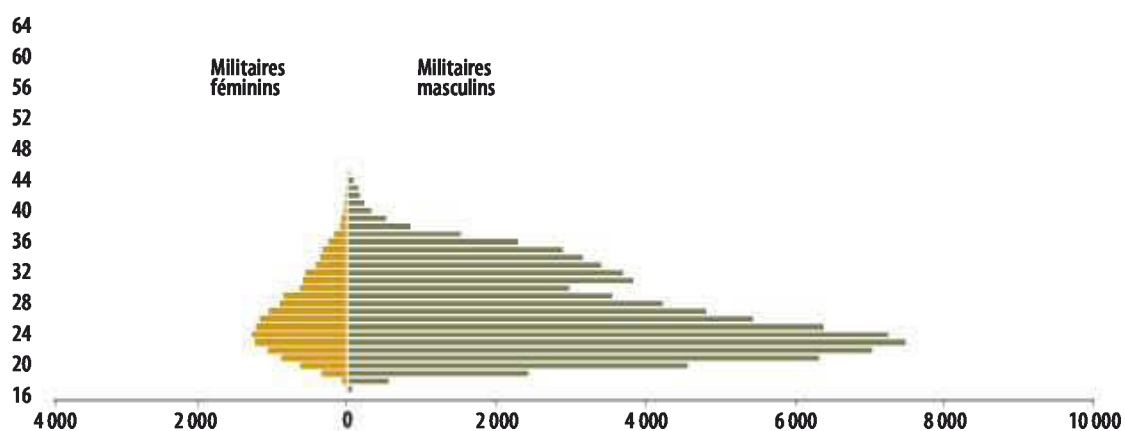
Pyramide des âges des officiers



Pyramide des âges des sous-officiers



Pyramide des âges des militaires du rang



3.3 Les rémunérations

3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité

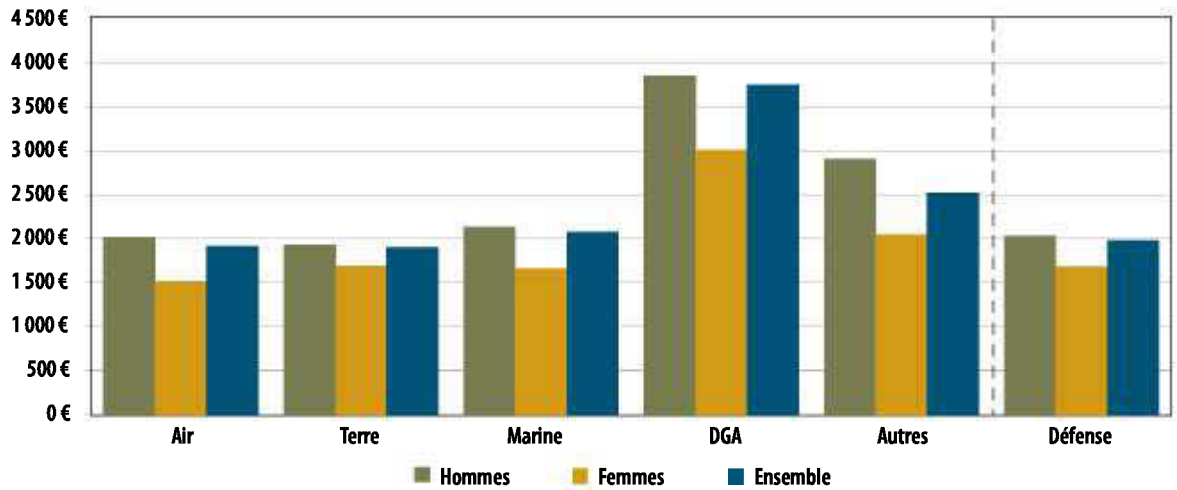
Rémunération mensuelle moyenne imposable
du personnel militaire en activité par armée et service en 2009

en €

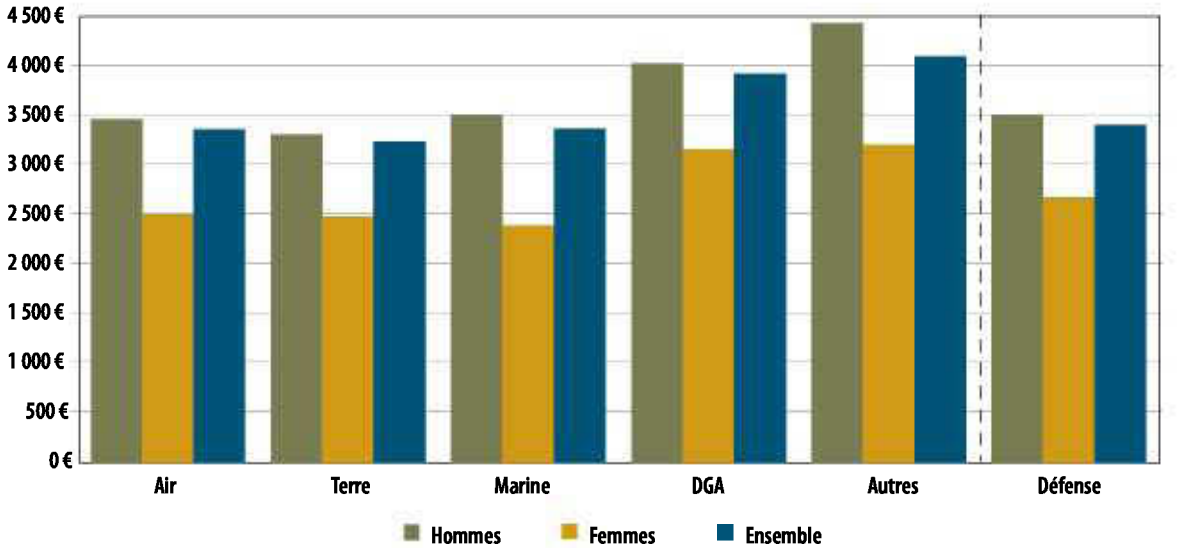
Appartenance	par sexe		par grade			Ensemble
	Hommes	Femmes	Officiers	Sous-officiers	MDR	
Air	2 020	1 518	3 362	1 862	1 295	1 913
Terre	1 925	1 686	3 241	2 013	1 488	1 901
Marine	2 125	1 665	3 372	2 061	1 418	2 069
DGA	3 850	3 004	3 930	2 116	1 239	3 748
Autres	2 898	2 046	4 101	2 019	1 244	2 512
Ensemble	2 029	1 683	3 411	1 977	1 440	1 977

Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

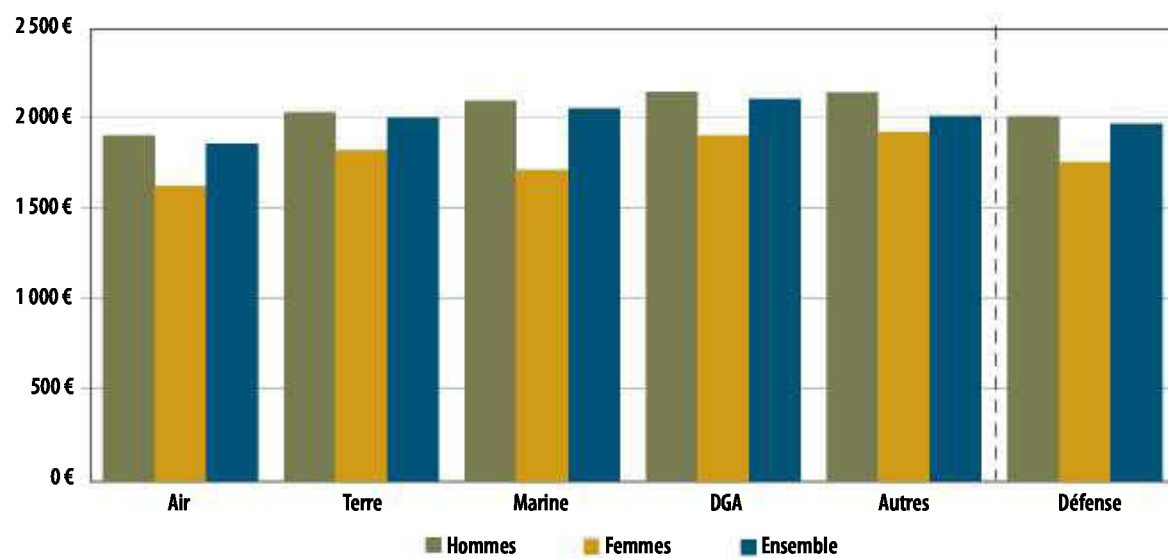
Ensemble des militaires en activité



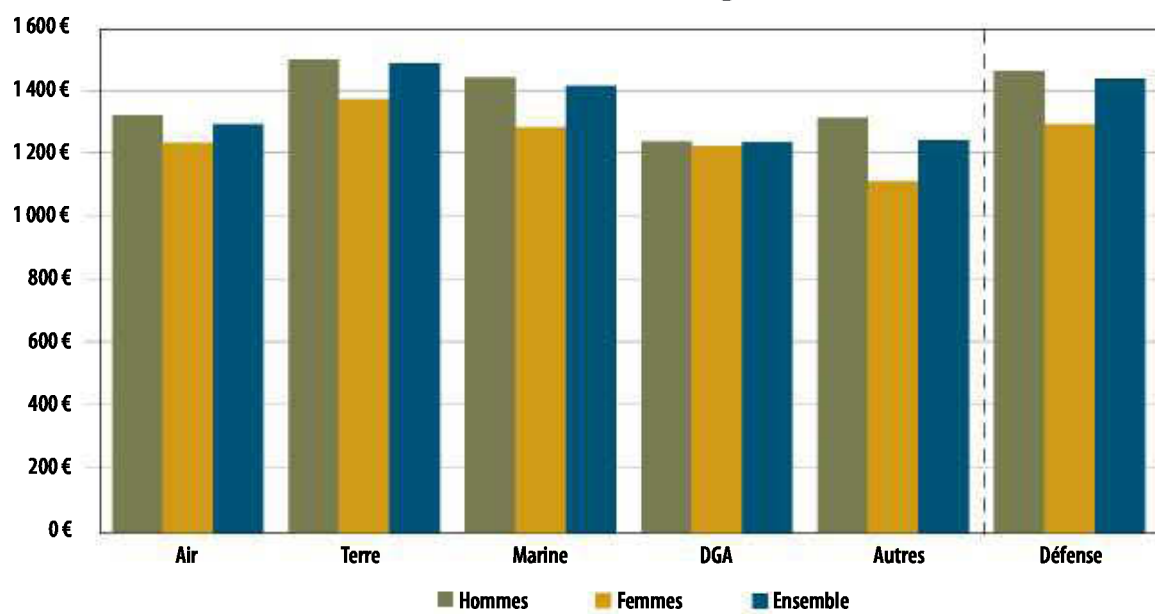
Officiers



Sous-officiers



Militaires du rang



Répartition du personnel militaire par tranche de revenu imposable en 2009

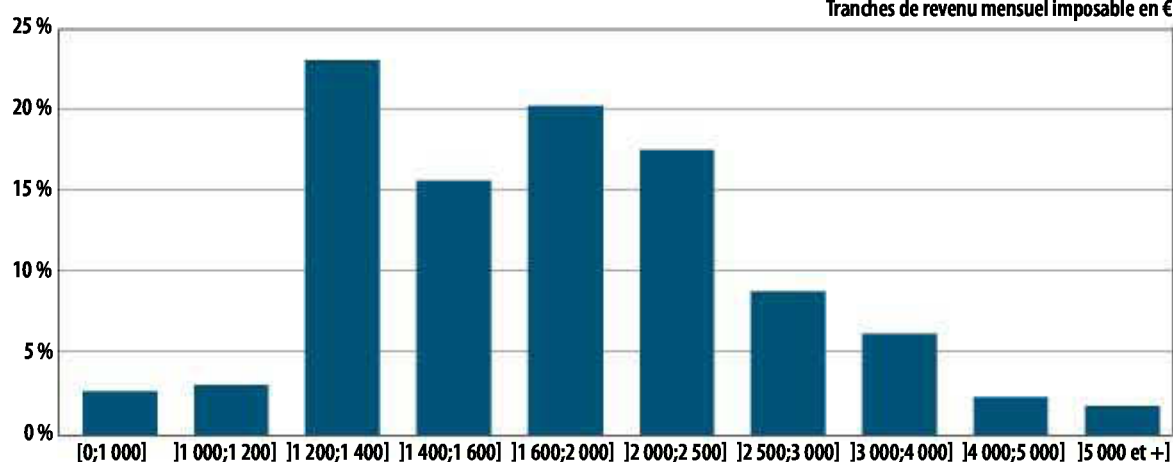
en €

Rémunération mensuelle imposable	Effectifs moyens	Part des effectifs en %	Pourcentages cumulés en %
inférieure à 1 000 €	6 562	2,6	2,6
de 1 001 à 1 200 €	7 508	3,0	5,6
de 1 201 à 1 400 €	56 907	22,8	28,4
de 1 401 à 1 600 €	38 553	15,4	43,8
de 1 601 à 2 000 €	49 997	20,0	63,8
de 2 001 à 2 500 €	43 211	17,3	81,1
de 2 501 à 3 000 €	21 761	8,7	89,8
de 3 001 à 4 000 €	15 354	6,1	96,0
de 4 001 à 5 000 €	5 698	2,3	98,3
plus de 5 000 €	4 315	1,7	100,0
Total	249 866	100,0	

Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

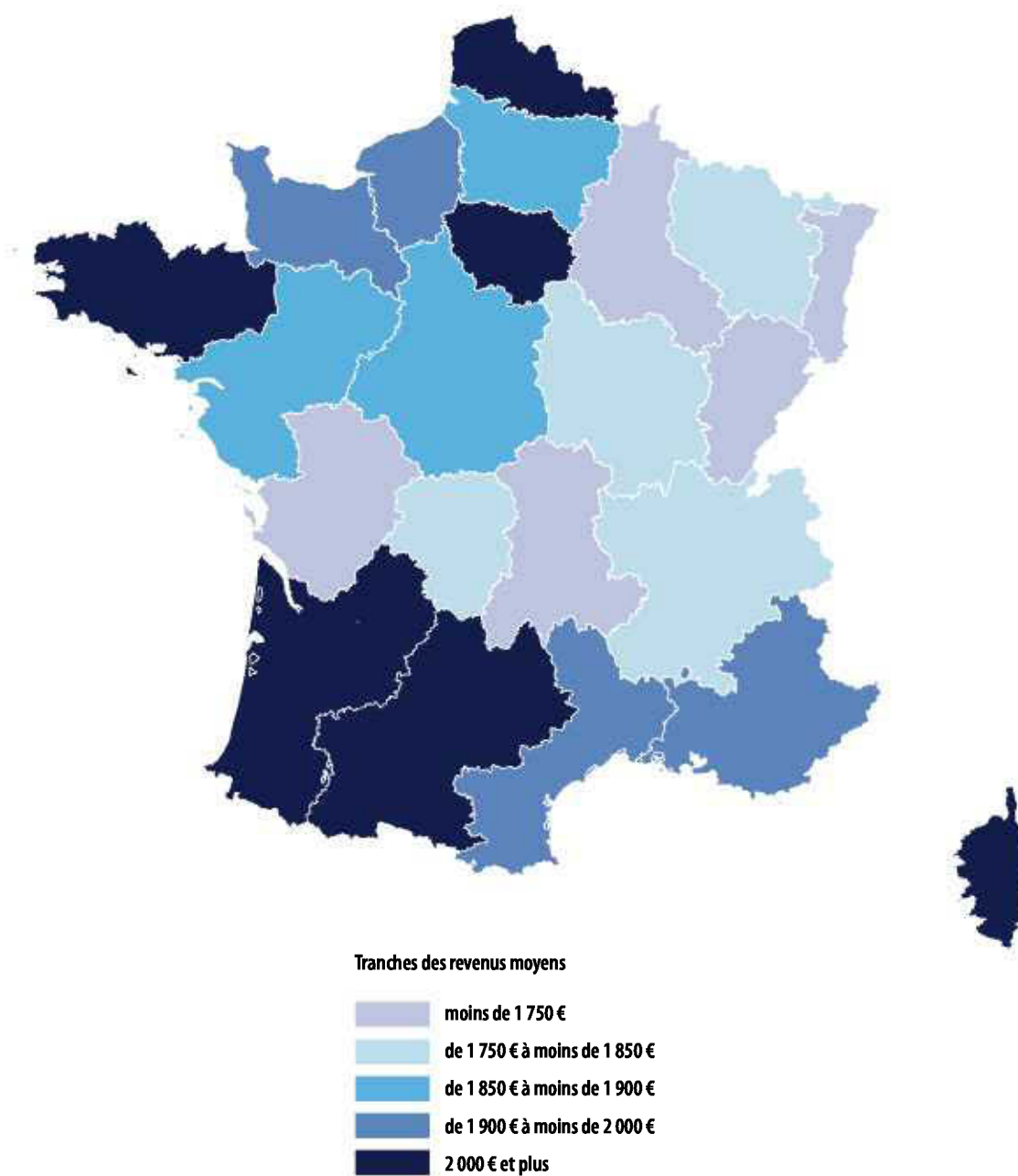
Répartition du personnel militaire par tranche de revenu imposable en 2009

Tranches de revenu mensuel imposable en €



3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité

Revenus mensuels moyens imposables des militaires par région en 2009

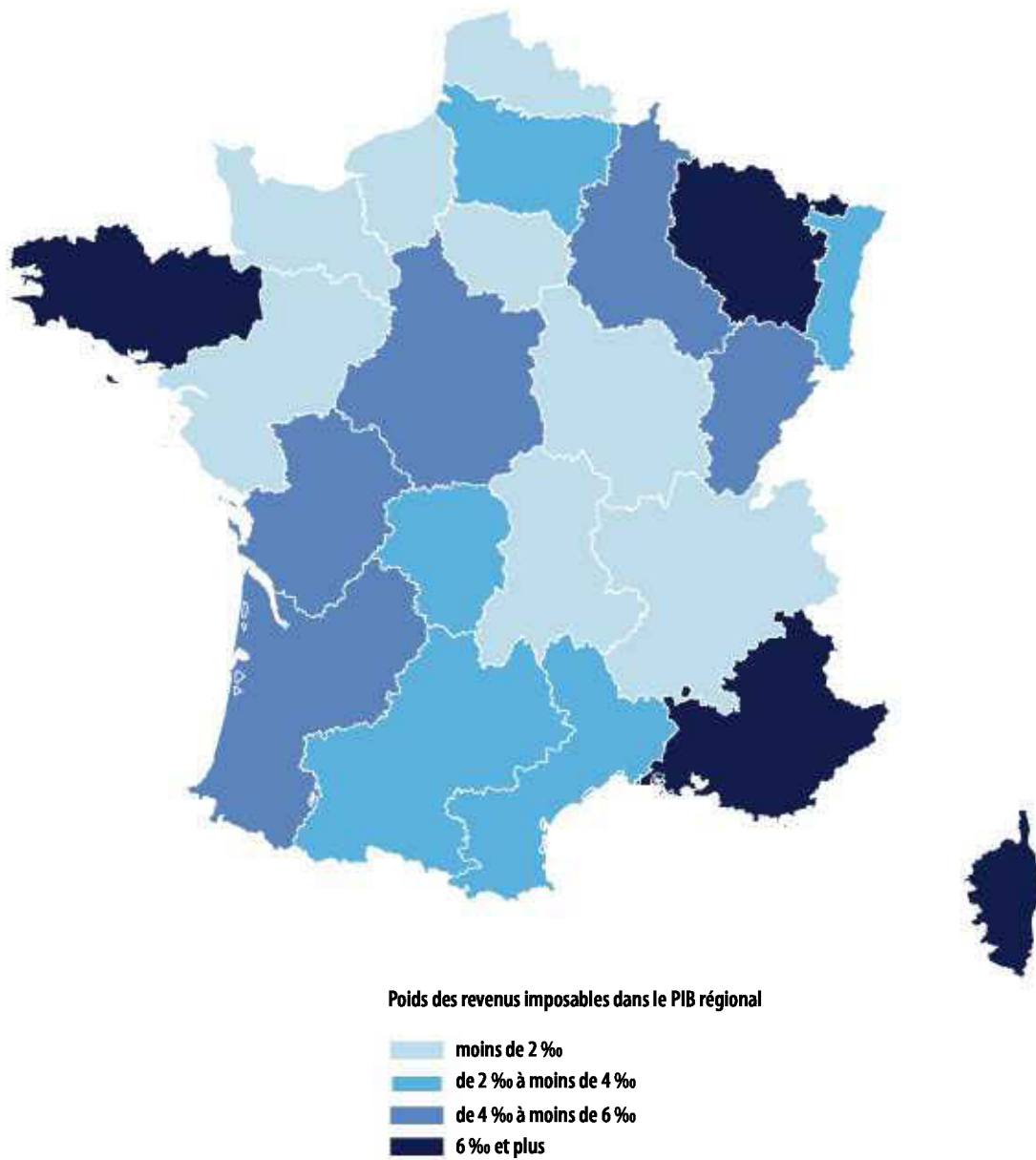


Masse des revenus imposables des militaires en 2009



Source: ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

Poids des revenus imposables des militaires dans le PIB régional en 2009 (France métropolitaine : 3 ‰)



Source: ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

3.4 Les retraites et les pensions

3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)

Effectifs physiques										
Catégories	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ⁽¹⁾
Officiers	59 546	59 904	60 138	60 069	60 318	60 328	60 093	60 133	60 043	60 084
Sous-officiers	260 748	264 600	266 941	267 574	268 716	268 944	267 475	267 786	269 158	270 229
Militaires du rang (et non assimilés*)	25 781	26 212	26 551	26 982	27 416	27 729	28 669	30 233	32 141	34 062
Total militaires	346 075	350 716	353 630	354 625	356 450	357 001	356 237	358 152	361 342	364 375
Fonctionnaires	20 395	20 563	20 705	21 007	23 429	23 579	23 990	24 473	24 809	25 110
Ouvriers	66 352	66 025	65 143	64 034	62 696	62 024	61 677	61 241	61 801	61 747
Total civils	86 747	86 588	85 848	85 041	86 125	85 603	85 667	85 714	86 610	86 857
Total pensionnés	432 822	437 304	439 478	439 666	442 575	442 604	441 904	443 866	447 952	451 232

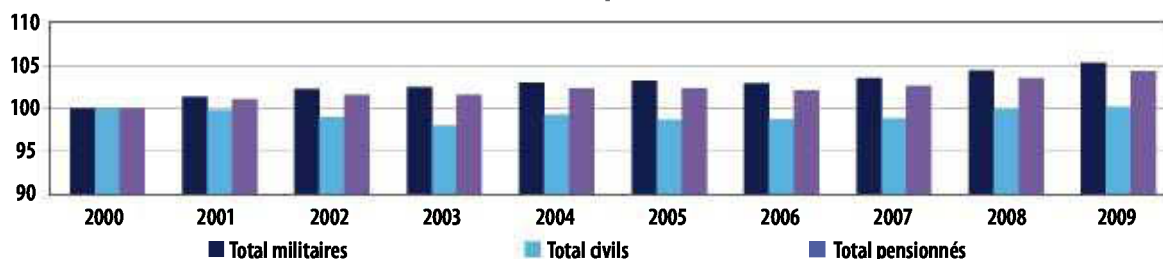
Sources : DGFIR, Service des retraites de l'État (militaires) DRH-MD/SA2P/P (civils et ouvriers)

(1) Chiffres non consolidés.

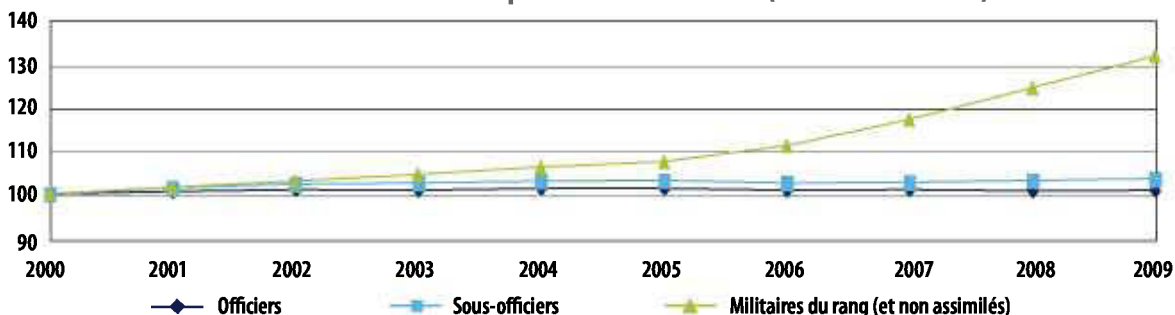
* Les « non assimilés » appartiennent à la catégorie militaire, mais n'ont pas de grade; ils ont servi durant la dernière guerre dans des emplois fonctionnels.

Ces chiffres sont ceux hors pensions cristallisées: ils ne prennent pas en compte les pensions versées à des militaires ou à des civils ayant servi l'État français et appartenant à des pays ayant accédé à l'indépendance.

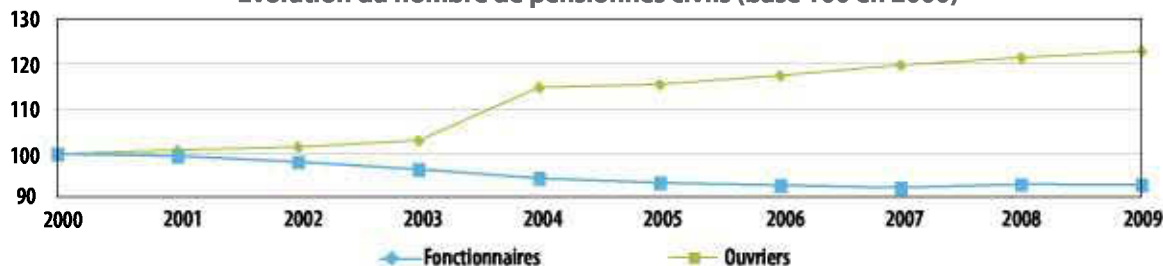
Évolution du nombre total de pensionnés (base 100 en 2000)



Évolution du nombre de pensionnés militaires (base 100 en 2000)



Évolution du nombre de pensionnés civils (base 100 en 2000)



3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs

Effectifs des pensionnés et des actifs

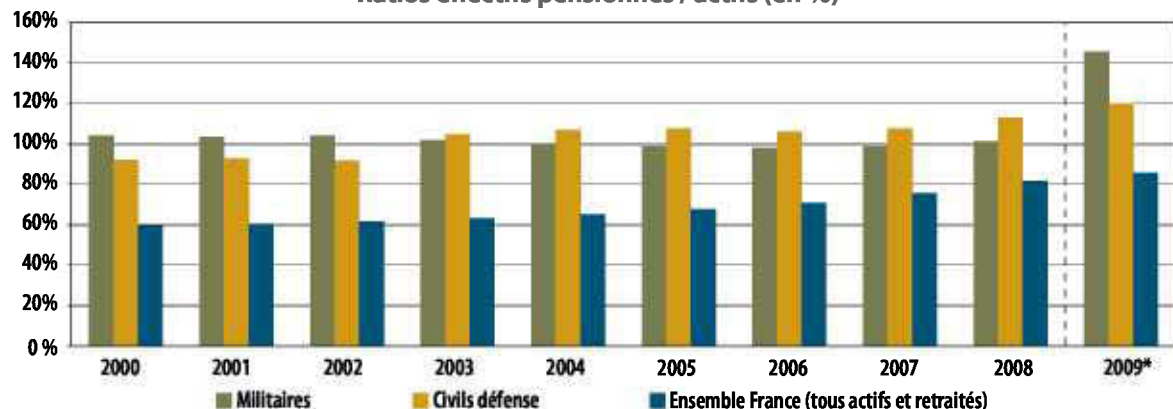
Ligne	Catégorie	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
L1	Militaires d'active (en milliers) ⁽¹⁾	332,4	339,0	339,5	347,5	358,1	361,1	364,0	362,5	357,1	249,9**
L2	Personnel civil défense (en milliers) ⁽²⁾	94,1	93,5	93,4	81,2	80,6	79,5	80,7	79,6	76,6	72,4
L3	Nombre total agents État (en milliers) ⁽³⁾	2 271	2 293	2 317	2 326	2 331	2 314	2 273	2 194	2 106	2 041
L4	Emploi intérieur total (en milliers) ⁽³⁾	24 332,1	24 764,6	24 918,7	24 950,2	24 976,7	25 115,6	25 362,1	25 729,4	25 883,1	25 560,7
L5	Pensionnés militaires (ayants droit) (en milliers) ⁽⁴⁾	346,1	350,7	353,6	354,6	356,5	357,0	356,2	358,2	361,3	364,4
L6	Pensionnés civils défense (ayants droit) (en milliers) ⁽²⁾	86,7	86,6	85,8	85,0	86,1	85,6	85,7	85,7	86,6	86,9
L7	Pensionnés civils État (droits directs) ⁽⁴⁾	978,6	1 011,6	1 047,1	1 093,9	1 142,2	1 180,5	1 227,3	1 280,4	1 335,5	1 373,7
L8	Total pensionnés État (droits directs) ⁽⁴⁾	1 349,2	1 385,7	1 423,3	1 470,2	1 519,7	1 564,8	1 609,3	1 659,4	1 719,4	1 749,6
L9	Retraités (au niveau national) (en millions) ⁽⁵⁾	12,5	12,7	12,8	12,8	13,2	13,6	14,1	14,5	15,0	15,4
Ratio L5/L1	Pensionnés militaires/militaires d'active	104,1 %	103,5 %	104,2 %	102,1 %	99,5 %	98,9 %	97,9 %	98,8 %	101,2 %	145,8 %
Ratio L6/L2	Pensionnés civils défense/effectif civil défense	92,2 %	92,6 %	91,9 %	104,7 %	106,9 %	107,7 %	106,1 %	107,6 %	113,1 %	120,0 %
Ratio L6/L7	Pensionnés civils défense/pensionnés civils État	8,9 %	8,6 %	8,2 %	7,8 %	7,5 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	6,5 %	6,3 %
Ratio L8/L4	Total pensionnés État/emploi intérieur total	5,5 %	5,6 %	5,7 %	5,9 %	6,1 %	6,2 %	6,3 %	6,4 %	6,6 %	6,8 %
Ratio L7/L3	Total pensionnés État/total agents État	59,4 %	60,4 %	61,4 %	63,2 %	65,2 %	67,6 %	70,8 %	75,6 %	81,6 %	85,7 %

Sources : (1) ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense
 (2) DRH du ministère de la Défense, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)
 (3) Insee
 (4) DGFIP, Service des retraites de l'État
 (5) ministère de l'Emploi et de la solidarité/DREES

* Chiffres provisoires.

** Hors gendarmerie.

Ratios effectifs pensionnés / actifs (en %)



* Hors gendarmerie

3.5 La réserve militaire

La réserve militaire mise en place par la loi du 22 octobre 1999 a vu son régime complété par la loi d'avril 2006 améliorant la réactivité de la réserve et ses conditions d'emploi. Cette réserve est articulée en deux ensembles : la réserve opérationnelle, composée à la fois des volontaires ayant souscrit un Engagement à servir dans la réserve (ESR) et d'anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité durant cinq ans à l'issue de leur service actif, et la réserve citoyenne, composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale. Ils sont collaborateurs bénévoles du service public.

3.5.1 La réserve opérationnelle

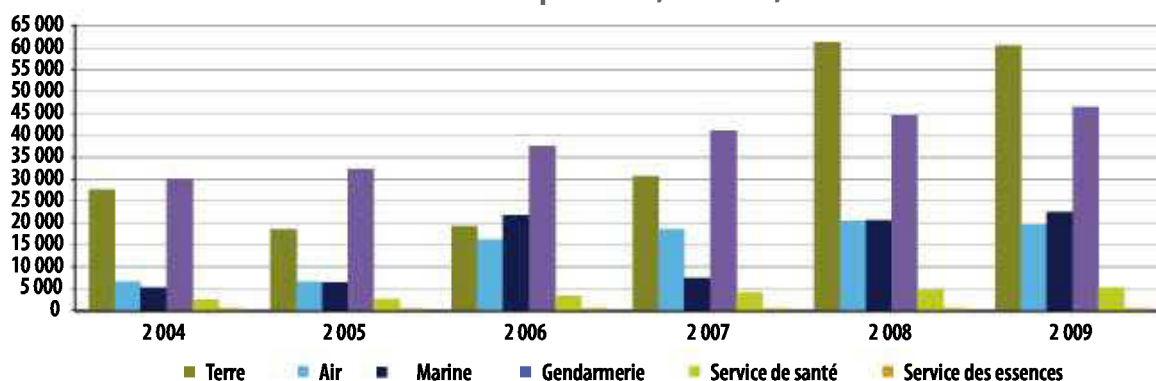
Effectifs totaux (disponibles et volontaires sous ESR) réalisés par armée, direction ou service au 31 décembre

Armée, direction, service	2004	2005	2006			2007			2008			2009		
	Total	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total
Terre	27 381	18 443	2 096	17 002	19 098	12 204	18 249	30 453	42 500	18 348	60 848	42 810	17 225	60 035
Air	6 400	6 400	10 859	5 260	16 119	12 549	5 824	18 373	14 990	5 362	20 352	14 153	5 259	19 412
Marine	5 162	6 293	15 863	5 660	21 523	1 140	6 199	7 339	14 053	6 372	20 425	16 198	6 012	22 210
Gendarmerie	29 697	32 103	14 806	22 503	37 309	15 566	25 179	40 745	17 921	26 372	44 293	20 346	25 823	46 169
Santé	2 291	2 558	578	2 707	3 285	714	3 216	3 930	1 053	3 500	4 553	1 327	3 780	5 107
Essences	291	275	242	97	339	282	97	379	315	90	405	332	91	423
DGA	0	28	0	50	50	0	63	63	0	81	81	0	117	117
Total	71 222	66 100	44 444	53 279	97 723	42 455	58 827	101 282	90 832	60 125	150 957	95 166	58 307	153 473

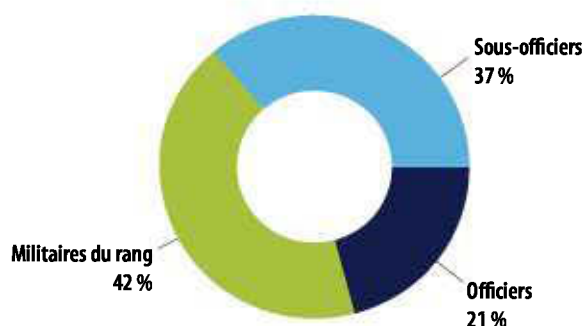
Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Disp. : Disponibles Volont. : Volontaires

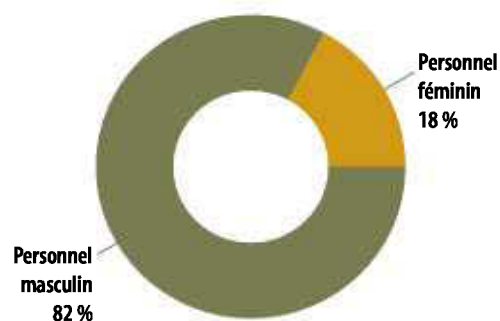
Évolution des effectifs totaux réalisés par armée, direction, ou service au 31 décembre



Répartition catégorielle des réservistes opérationnels volontaires sous ESR en 2009



Composition de la réserve opérationnelle sous ESR en 2009



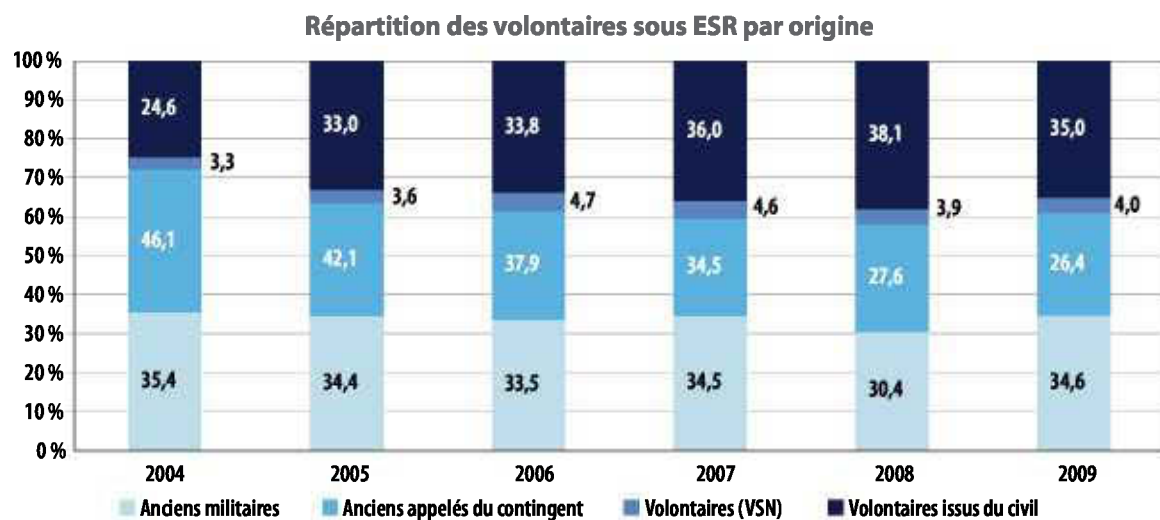
Répartition des volontaires sous ESR par origine et par armée, direction ou service au 31 décembre

Armée Origine	Terre					Air					Marine				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Andens militaires	6 239	6 172	6 931	6 319	6 056	2 540	2 880	3 192	1 152	2 889	3 213	2 787	3 386	3 579	3 469
Anciens appelés du contingent	6 758	6 444	3 994	5 934	5 555	1 058	911	987	1 285	718	1 046	1 229	126	506	454
Volontaires (VSN)	0	47	56	93	90	186	35	56	37	89	43	249	575	60	57
Volontaires issus du civil	3 488	4 339	7 264	6 002	5 523	1 039	1 434	1 622	2 888	1 563	1 191	1 395	2 112	2 227	2 032
Total	16 485	17 002	18 245	18 348	17 224	4 823	5 260	5 857	5 362	5 259	5 493	5 660	6 199	6 372	6 012

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Armée Origine	Gendarmerie					Service de santé					Service des essences				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Andens militaires	5 074	5 755	6 217	6 498	6 665	360	415	447	628	956	55	66	70	70	71
Anciens appelés du contingent	8 567	8 753	8 462	7 793	7 566	961	995	1 032	1 033	1 101	28	31	27	20	19
Volontaires (VSN)	1 139	1 620	2 035	2 165	2 040	3	218	8	14	43	0	0	0	0	0
Volontaires issus du civil	4 515	6 375	8 464	9 916	9 552	1 077	1 079	1 672	1 825	1 680	0	0	0	0	1
Total	19 295	22 503	25 178	26 372	25 823	2 401	2 707	3 159	3 500	3 780	83	97	97	90	91

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)



3.5.2 La réserve citoyenne

Répartition des volontaires par armée, direction, délégation ou service au 31 décembre

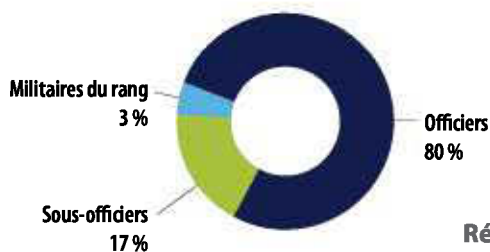
Année Origine	2004	2005	2006*	2007				2008				2009			
	Total	Total	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total
Terre	291	370	396	513	57	0	570	576	61	4	641	627	70	5	702
Air	1696	584	607	331	212	85	628	349	175	62	586	443	205	47	695
Marine	14013	26437	10719	4192	4998	3224	12414	252	68	13	333 ⁽¹⁾	292	71	15	378
Gendarmerie	2586	2716	525	189	130	55	374	253	44	10	307	400	29	1	430
Santé	642	265	944	717	249	8	974	284	69	23	376	236	44	7	287
Essences	1	0	1	2	0	0	2	2	0	0	2	3	0	0	3
DGA	6	0	6	0	0	0	0	11	0	0	11	41	0	0	41
Total	19235	30372	13198	5944	5646	3372	14962	1727	417	112	2256 ⁽¹⁾	2042	419	75	2536

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

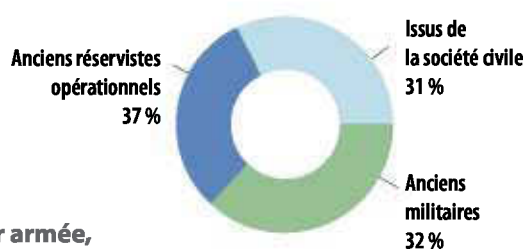
* Depuis la modification de l'organisation de la réserve en 2006, celle-ci ne comporte plus que les seuls volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience, soucieux d'apporter leur soutien à la défense nationale sans pour autant agir en qualité de militaire.

(1) Ce chiffre marque une baisse significative due en majeure partie aux volontaires de l'institution marine qui ne disposaient pas d'un agrément, d'où ce différentiel entre 2007 et 2008.

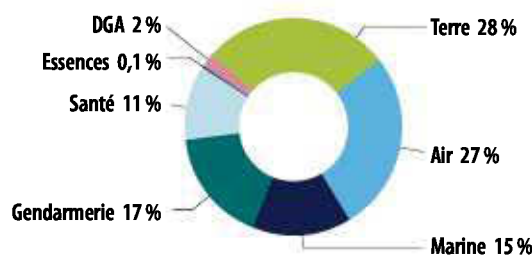
Répartition catégorielle des réservistes citoyens en 2009



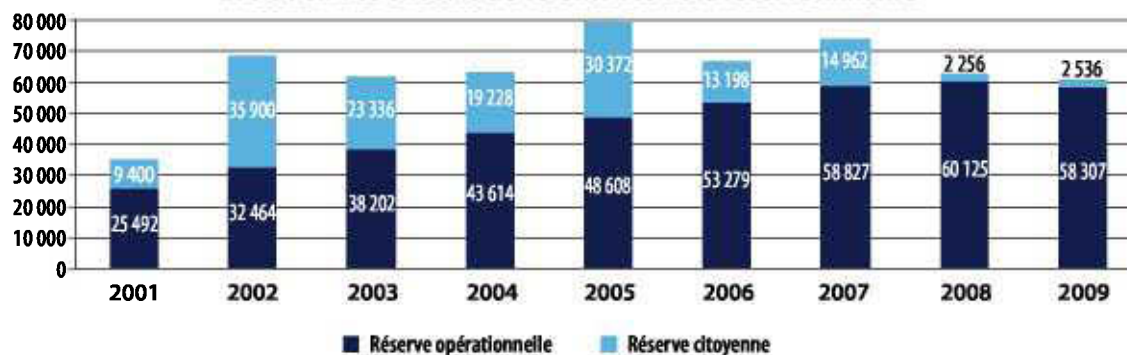
Origine des réservistes citoyens en 2009



Répartition par armée, direction ou service en 2009



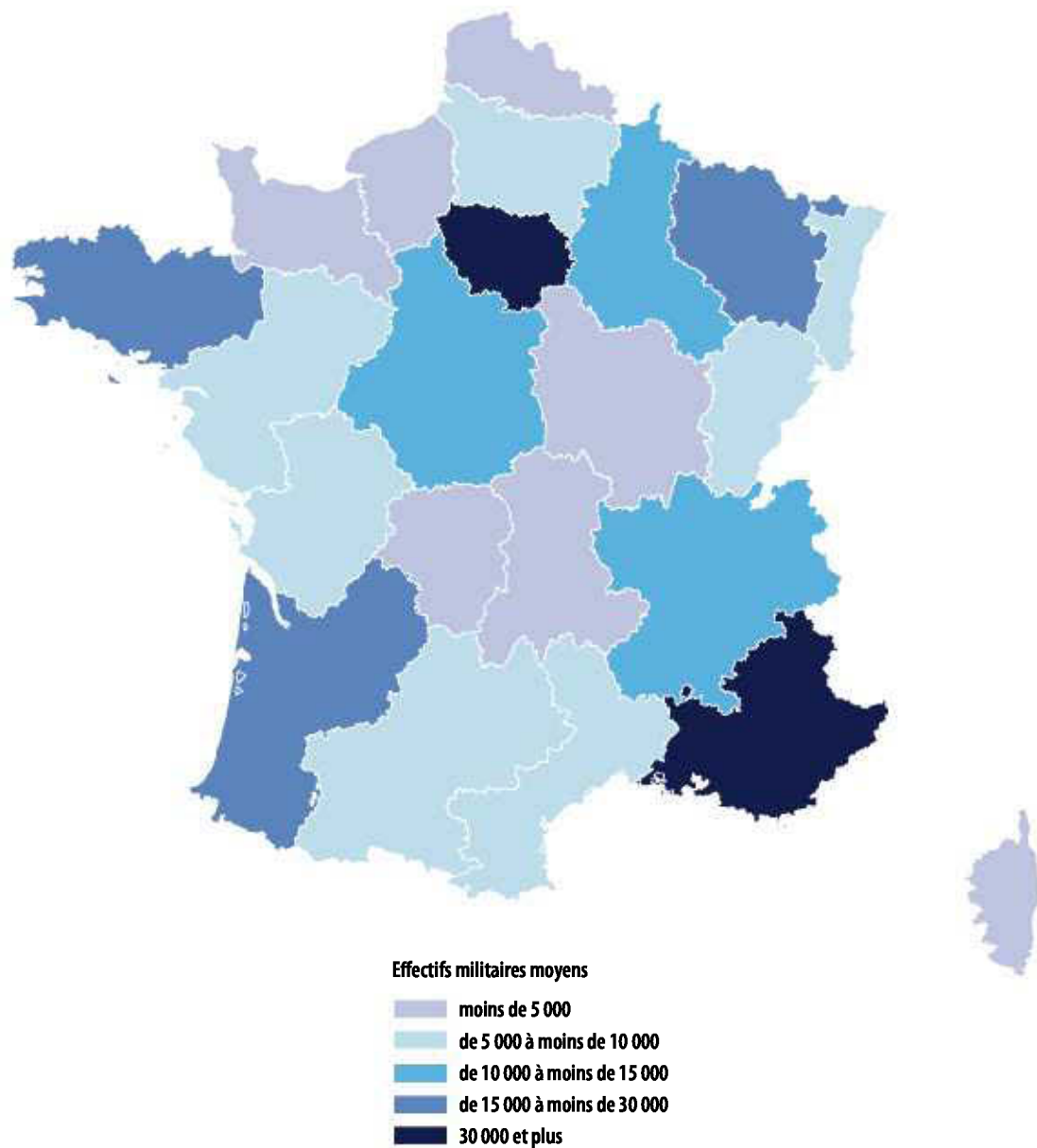
Évolution des effectifs de volontaires de la réserve militaire



3.6 La géographie des moyens de la défense

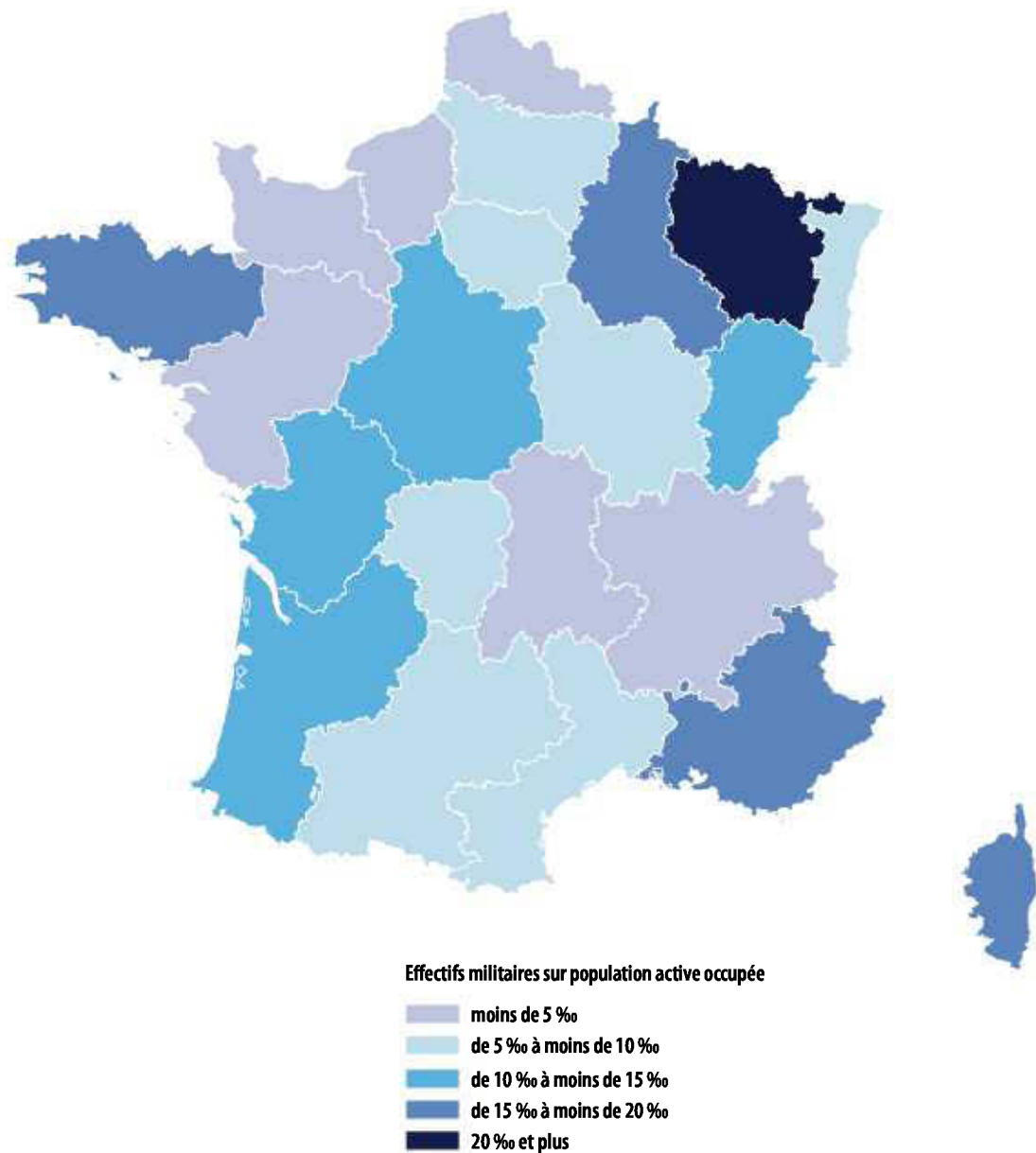
3.6.1 La répartition géographique des effectifs de la défense

Répartition des effectifs militaires moyens par région en 2009
France métropolitaine : 235 208 militaires



Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

Poids des effectifs militaires dans la population active occupée en 2009
(France métropolitaine : 8,9 ‰)



Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

3.6.2 Le récapitulatif du poids de la défense par région

Région	Rémunération mensuelle moyenne imposable (en €)	Masse des rémunérations imposables (en M€)	Masse des rémunérations imposables sur PIB régionaux* (en %)	Effectifs militaires moyens	Effectifs moyens/ population active occupée (en %)
Alsace	1 710	131	0,26	6 389	8,2
Aquitaine	2 007	368	0,43	15 270	11,7
Auvergne	1 651	48	0,14	2 413	4,5
Basse-Normandie	1 940	61	0,17	2 603	4,5
Bourgogne	1 776	78	0,19	3 658	5,2
Bretagne	2 024	564	0,69	23 236	17,9
Centre	1 895	312	0,48	13 699	13,6
Champagne-Ardenne	1 710	211	0,59	10 266	19,1
Corse	2 033	53	0,73	2 172	19,1
Franche-Comté	1 719	137	0,49	6 646	14,8
Haute-Normandie	1 925	41	0,08	1 764	2,4
Ile-de-France	2 362	1 019	0,18	35 986	6,0
Languedoc-Roussillon	1 911	164	0,27	7 144	7,5
Limousin	1 791	36	0,21	1 682	5,8
Lorraine	1 804	396	0,71	18 283	20,4
Midi-Pyrénées	2 099	219	0,29	8 711	7,3
Nord-Pas-de-Calais	2 039	96	0,10	3 934	2,6
Pays de la Loire	1 860	134	0,14	6 007	4,0
Picardie	1 866	117	0,27	5 243	7,6
Poitou-Charentes	1 676	172	0,41	8 550	12,4
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 946	909	0,66	38 908	19,4
Rhône-Alpes	1 789	271	0,15	12 642	4,5
France métropolitaine	1 962	5 537	0,30	235 208	8,9

Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

* Produits intérieurs bruts régionaux (PIBR) 2009 en valeur en millions d'euros.
Montants provisoires (source : Insee).

4. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE

Ce chapitre présente la structure et les activités de l'industrie de défense *stricto sensu* à partir des données fournies essentiellement par la Direction générale de l'armement (DGA). Le champ est différent de celui de la « branche armement » étudiée au chapitre 1. Les données (chiffres d'affaires) ne sont donc pas comparables.

Le marché de l'armement fonctionnant par cycles, les exportations de la France doivent s'apprécier sur une durée significative. Le niveau moyen des commandes prises par la France se stabilise dans une fourchette de 4 à 6 milliards d'euros par an.

L'industrie de défense est dominée par quelques grands groupes donneurs d'ordre de taille européenne qui fournissent de l'activité à de nombreux sous-traitants et PME. Le marché export représente 32 % de l'activité des entreprises basées en France.

Les importations et les exportations sont présentées (chapitre 4.2) à partir de différentes sources : la comptabilité nationale retrace l'ensemble civil et militaire, les statistiques des Douanes et de la DGA concernent des matériels spécifiquement militaires.

Avec 8,2 Md€ de prises de commandes en 2009 contre 6,5 en 2008, la France conforte son rang de 4^e exportateur mondial.

La recherche-développement de défense, qu'elle soit mesurée par l'agrégat budgétaire du ministère de la Défense ou par le système d'enquêtes sur la recherche du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, connaît une reprise significative depuis le début des années 2000.

4.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense

4.1.1 Présentation simplifiée des principales entreprises de défense

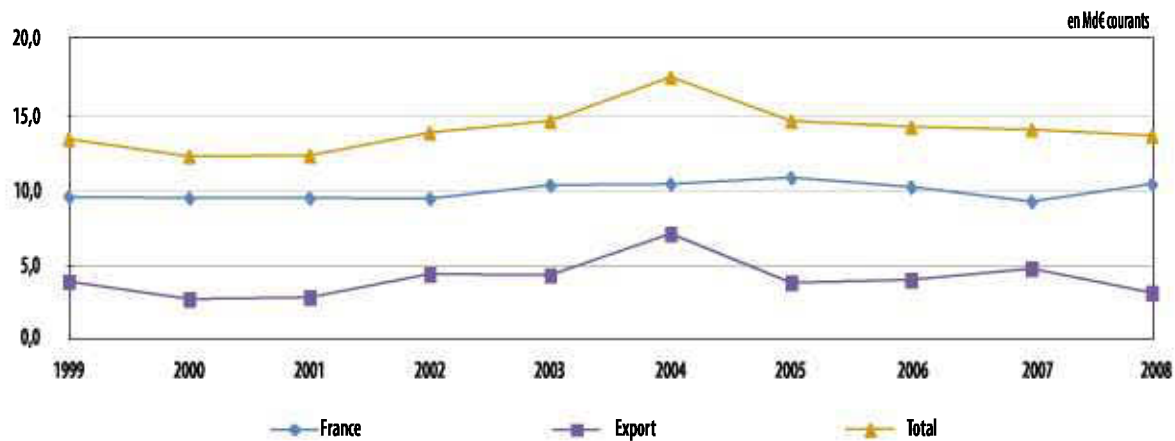
Entreprise	CA 2009 total (en M€)	CA 2009 Défense (en M€)	Effectif	Activités principales en % du CA 2009	Programmes en cours
Groupe Dassault Aviation	3 421	29	11 649	29 % avions militaires 71 % avions civils	Avions militaires : ATL2, Mirage 2000 D, Mirage 2000DA, Mirage 2000-5, 2000 N, 2000-9 (export), Alphajet, Rafale, « démonstrateur UCAV (nEURon) ». Avions civils : Falcon 50/900/900 EX/2000/900DX, 7X.
DCNS	2 406	99	12 198	50 % navires armés 30 % services de Maintien en condition opérationnelle (MCO) 20 % équipements	Bâtiment de projection et de commandement (BPC) ; sous-marins SNLE NG Le Terrible, SNA type Barracuda ; frégates Fremm (France et Maroc), Horizon, Delta (Singapour) ; sous-marins Scorpène (Chili, Malaisie, Inde, Brésil) ; torpilles MU 90 et F21 ; Sylver ; systèmes de combat Skjold (Norvège) ; IPER PA CdG, IPER adaptation MS1.
Nexter	887	100	2 691	82 % systèmes 15 % munitions 3 % MCO	Artillerie et équipements : Caesar (155 mm), canon léger tracté de 105 mm LG1 MkII ; canons et tourelles de moyen calibre (usage terrestre, naval ou aéronautique) ; équipement du Félin (notamment Famas surbaissé) ; systèmes d'autoprotection pour véhicules blindés ; tourelle ARX20. Véhicules blindés et génie : char Leclerc ; valorisation AMX 30, AMX 10 RC et AMX 10P ; VBCI (versions VPC et VCI), Aravis (transport blindé) ; dépanneur Leclerc, char de déminage AMX 30 B2 DT téléopéré, disperseur de mines antichars Minotaur et engins du génie. Munitions : moyen calibre (20, 25, 30 et 40 mm CTA en qualification) ; gros calibre (90, 100, 105, 120 mm) et artillerie (155 mm) ; obus Bonus, munitions intelligentes et insensibles. Systèmes d'information terminaux SIT et FINDERS (aide au commandement).
SAFRAN	10 400	10	54 872	54 % propulsion aéronautique et spatiale 26 % équipements aéronautiques 10 % défense 9 % sécurité 1 % divers	Système de navigation SIGMA ; Armement air-sol modulaire (AASM) ; drones Sperwer/SDTI ; système du combattant Félin ; participation au Laser mégajoule (LMJ) ; viseurs Strix ; système de communication Sitel, jumelles multifonctions JIM LR. Moteurs civils : CFM56, SaM 146, GP7000, GE90. Moteurs militaires : M 53 (Mirage 2000), M 88 (Rafale), TP400 (A400M) ; propulsion spatiale : Vulcain (Ariane), HM7, Mistral, Vinci ; propulseur des missiles balistiques (M51). Turbomoteur (Turbomeca) : Arrius, Arriel, MTR390, RTM 322 ; trains d'atterrissage (Messier Dowty) des A320, D787, Falcon, Rafale, A400M ; nacelle et inverseurs de poussée (Aircelle) : A380, A320.
SNPE	609	40	3 567	43,3 % matériaux énergétiques 21,6 % chimie fine 22,1 % poudre et explosifs 12,7 % spécialités chimique 0,3 % autres	Propulsion : stratégique : M45, M51 ; spatiale : Ariane 5 ; tactique : ASMP-A, Aster, Mica, GM LRS, Exocet, MdCN. Poudres : Leclerc, Caesar, moyen calibre, douilles combustibles. Explosifs : Mica, Exocet, Scalp EG, 76 mm marine, bombes aéroportées.
Groupe THALES	12 881	45	64 200	44,7 % défense et sécurité 31,6 % aéronautique/Espace 23,1 % sécurité et services 0,6 % autres	Plus de 600 M€ : frégates Fremm, Rafale. Entre 400 et 600 M€ : signalisation du métro de Londres ; systèmes de défense aérienne FSAF (France/Italie). Entre 200 et 400 M€ : hélicoptère NH90, porte-avions CVF (R-U), rocade Nord d'Alger, satellites Sentinel 3, Syracuse 3, Yahsat (Émirats arabes unis), systèmes de défense aérienne ADAPT (R-U), système de drones Watchkeeper (R-U).
Renault Trucks Défense	306	100	632	100 % terrestre	Cabines blindées SEA et armée de terre, Caesar, Commission gestion configuration (VAB), MCO VAB, Otan/Namsa, Syracuse 3, VAB, VBCI.

Source : Direction générale de l'armement, Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique, Calepin international 2011

4.1.2 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense

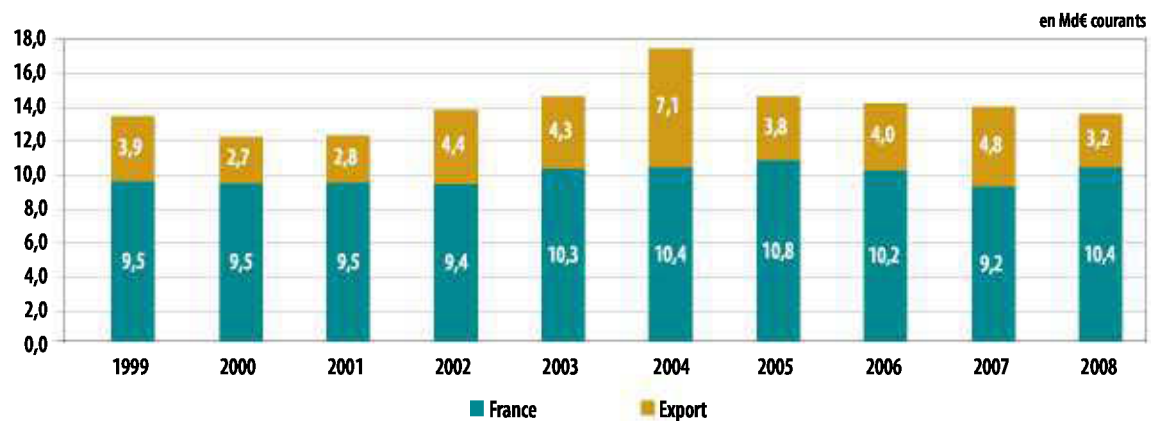
L'indicateur calculé par la Direction générale de l'armement pour la France est une mesure des dépenses d'armement de l'État (hors taxes) plus qu'un véritable chiffre d'affaires comptable.

Les composantes du chiffre d'affaires armement de l'industrie*



Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

* Le chiffre d'affaires France correspond ici au flux des dépenses de l'année auquel est retranché le report de charges N-1 sur N et ajouté le report de charges de N sur N+1.



Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

4.2 Les importations et les exportations d'armement

4.2.1 L'évolution des échanges extérieurs dans les trois branches de l'économie nationale liées à l'armement

On utilise ici la notion de branche armement de la base 2000, dénommée **BA2000**, et définie à la partie I.1. On rappelle que ce regroupement de trois branches comprend **à la fois les activités civiles et militaires**, ce qui distingue ce paragraphe du suivant (4.2.2.) où les données sont spécifiquement militaires.

En base 2000 des comptes nationaux, il est préconisé de comptabiliser les importations en mode FAB (Franco à bord), et non CAF (Coût assurance fret) comme précédemment, par souci de cohérence avec la balance des paiements dont le solde est exprimé en FAB-FAB. Néanmoins, cela n'est possible que pour l'ensemble des biens et services, et non aux niveaux plus fins pour lesquels les importations restent valorisées en CAF (voir le glossaire pour plus de détails).

Exportations des branches liées à l'armement

en M€ courants

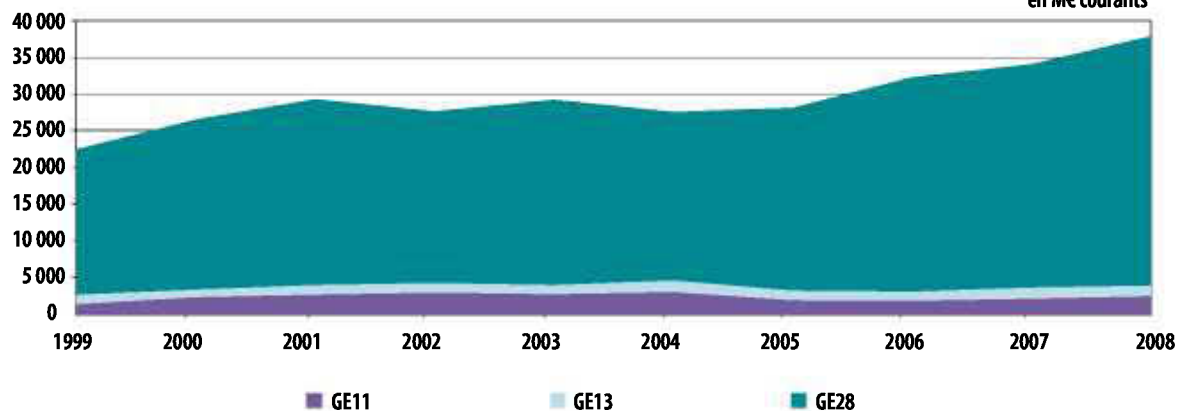
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1999	1 426	19 655	1 347	22 428
2000	2 435	23 081	1 027	26 543
2001	2 782	25 173	1 319	29 274
2002	3 041	23 247	1 343	27 631
2003	2 825	25 151	1 253	29 229
2004	3 104	22 876	1 607	27 587
2005	2 005	24 759	1 329	28 093
2006	1 917	29 057	1 288	32 262
2007	2 207	30 284	1 549	34 040
2008	2 578	33 817	1 434	37 829

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activité GE28 comprend la construction de missiles balistiques.

Exportations des branches liées à l'armement (activités civiles et militaires)

en M€ courants



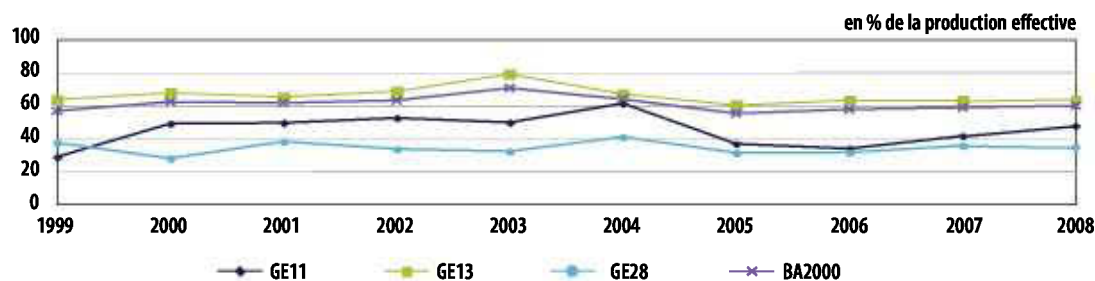
Taux d'exportation des branches liées à l'armement (ratio exportations/production effective de la branche)

Année	GE11 Construction navale en %	GE13 Construction aéronautique et spatiale en %	GE28* Fabrication d'armes et munitions en %	BA2000 Branche armement en %
1999	28,9	63,7	37,6	56,9
2000	49,2	67,9	28,1	62,3
2001	49,7	65,4	38,4	61,6
2002	52,5	68,6	33,7	63,3
2003	49,9	79,2	32,3	70,8
2004	61,4	67,0	41,0	64,0
2005	37,0	60,2	31,5	55,4
2006	34,0	63,2	31,7	57,9
2007	42,4	63,0	36,1	59,1
2008	47,6	63,9	35,1	60,6

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activité GE28 comprend la construction de missiles balistiques.

Taux d'exportation des composantes de la branche BA2000



Poids des exportations d'armement dans l'économie nationale

Part des exportations de BA2000 dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services

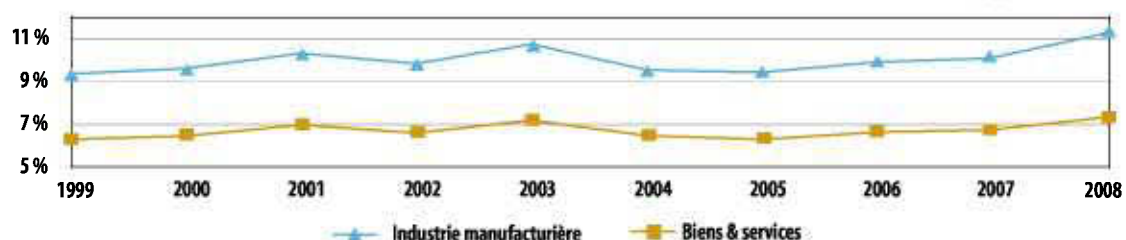
en %

Année	Industrie manufacturière*	Biens & services
1999	9,3	6,3
2000	9,6	6,4
2001	10,3	7,0
2002	9,8	6,6
2003	10,7	7,2
2004	9,5	6,5
2005	9,4	6,2
2006	9,9	6,7
2007	10,1	6,8
2008	11,3	7,3

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* Voir glossaire.

Part des exportations de BA2000 dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services



Évolution des importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants

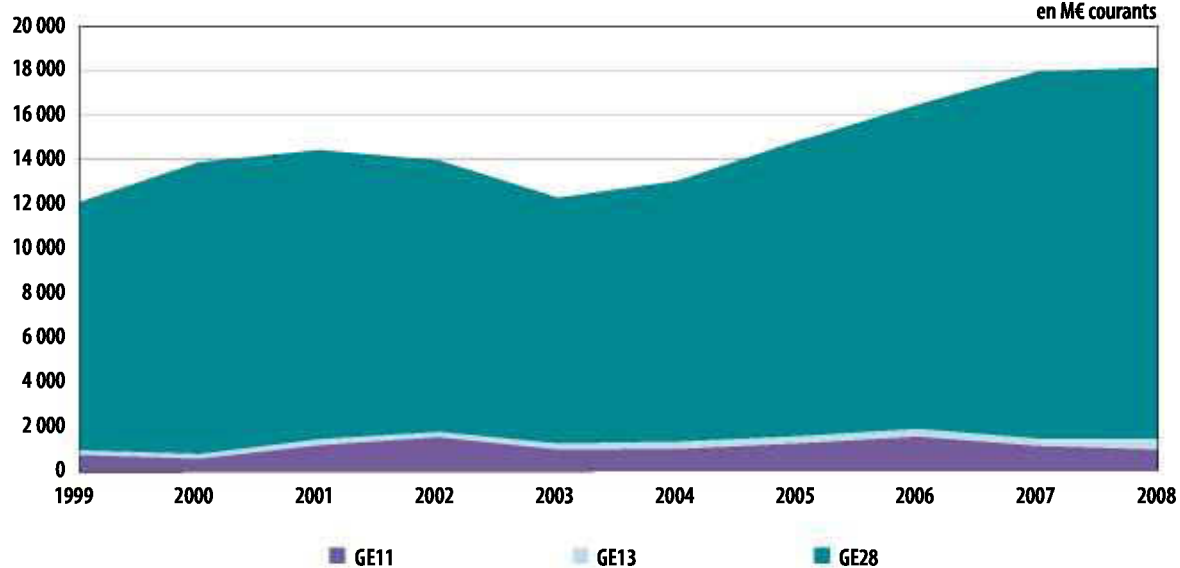
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1999	748	11 073	215	12 036
2000	568	12 999	241	13 808
2001	1 183	12 929	265	14 377
2002	1 541	12 118	237	13 896
2003	977	10 954	296	12 227
2004	1 012	11 669	323	13 004
2005	1 272	13 188	330	14 790
2006	1 578	14 494	345	16 417
2007	1 156	16 436	328	17 920
2008	976	16 589	515	18 080

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activité GE28 comprend la construction de missiles balistiques.

Importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants



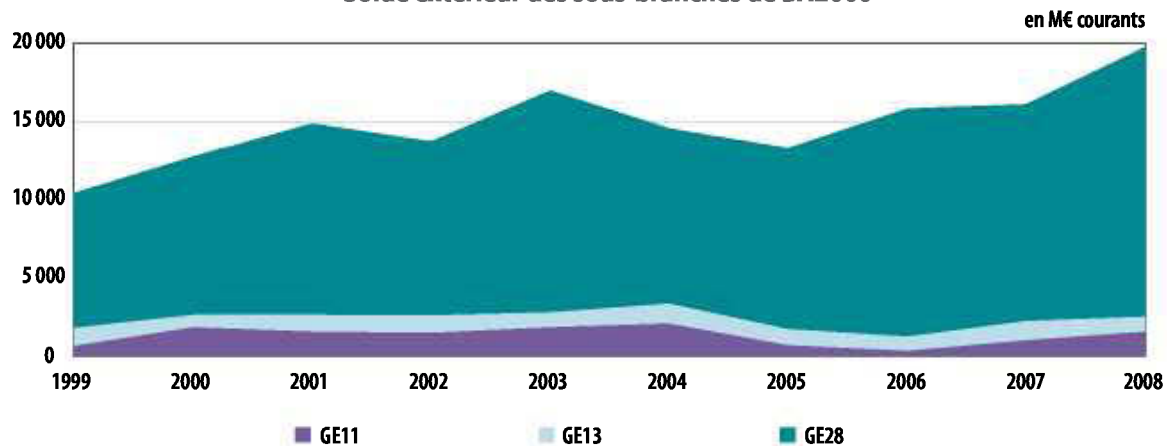
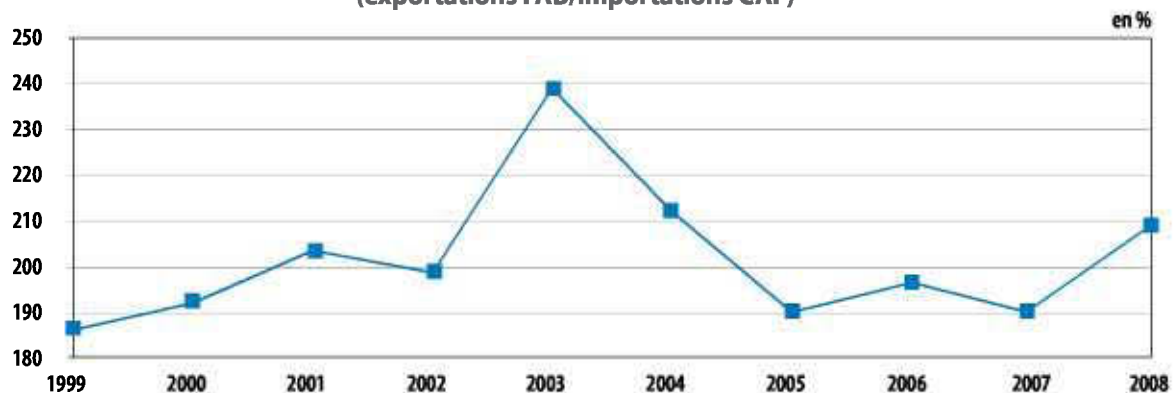
Évolution du solde des échanges extérieurs de produits de la branche BA2000

Année	Solde extérieur (en M€ courants)				Taux de couverture de BA2000 en %
	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	
1999	678	8582	1 132	10 392	186,3
2000	1 867	10 082	786	12 735	192,2
2001	1 599	12 244	1 054	14 897	203,6
2002	1 500	11 129	1 106	13 735	198,8
2003	1 848	14 197	957	17 002	239,1
2004	2 092	11 207	1 284	14 583	212,1
2005	733	11 571	999	13 303	189,9
2006	339	14 563	943	15 845	196,5
2007	1 051	13 848	1 221	16 120	190,0
2008	1 602	17 228	919	19 749	209,2

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activité GE28 comprend la construction de missiles balistiques.

Solde extérieur des sous-branches de BA2000

Taux de couverture des produits liés à l'armement
(exportations FAB/importations CAF)

Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants

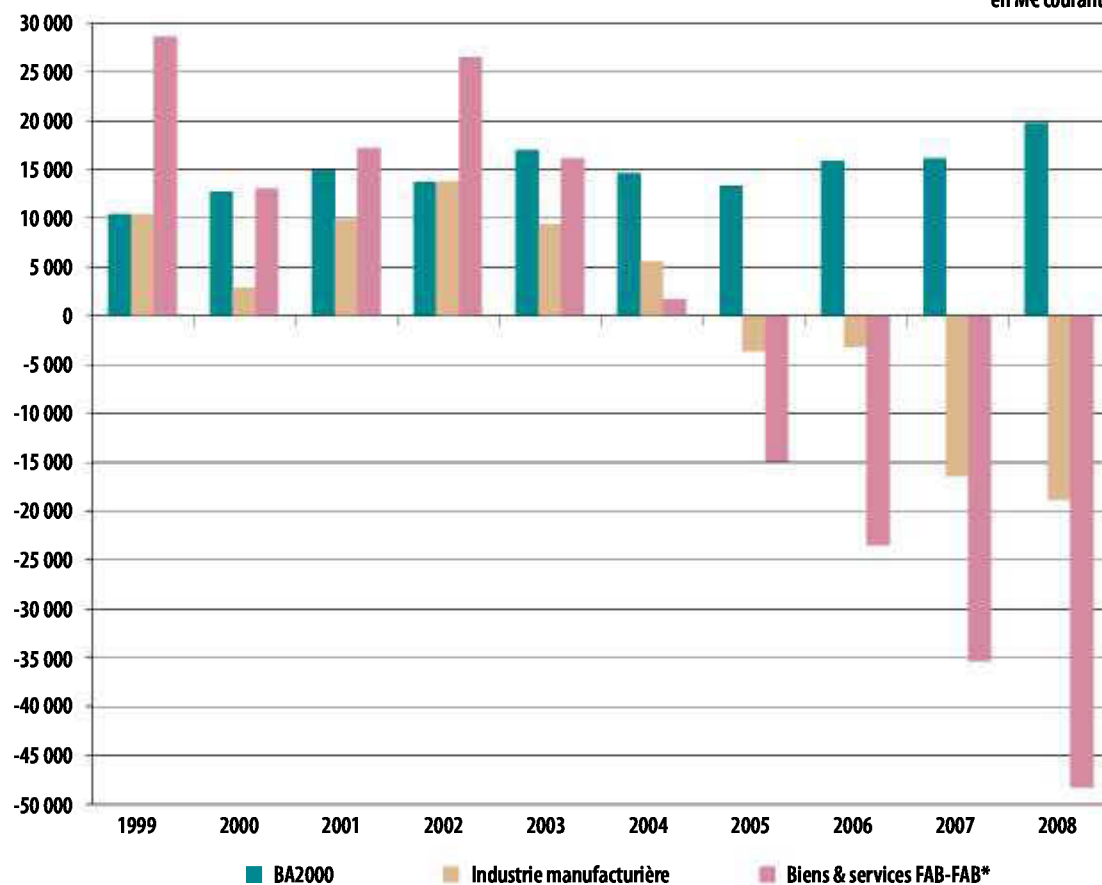
Année	BA2000	Industrie manufacturière	Ensemble Biens & services FAB-FAB*
1999	10 392	10 430	28 648
2000	12 735	2 862	13 015
2001	14 897	9 889	17 192
2002	13 735	13 784	26 542
2003	17 002	9 328	16 144
2004	14 583	5 596	1 689
2005	13 303	-3 667	-14 879
2006	15 845	-3 166	-23 505
2007	16 120	-16 399	-35 350
2008	19 749	-18 857	-48 228

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

* Voir glossaire.

Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants



4.2.2 L'évolution globale des échanges extérieurs d'armement

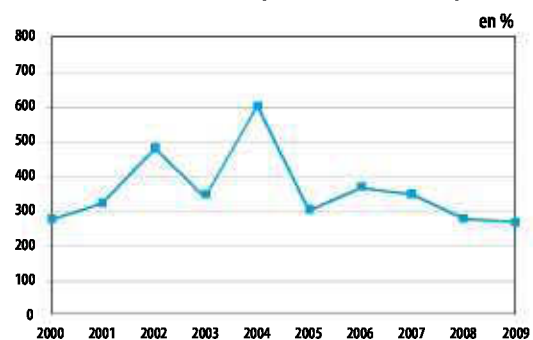
4.2.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des Douanes (importations CAF et exportations FAB)

Les douanes intègrent dans le périmètre « armement » les « matériels militaires » qui sont constitués uniquement de biens définis selon le critère de leur nature physique. La valeur des importations et exportations est comptabilisée au moment du passage des frontières (voir le glossaire pour plus de précisions).

Données brutes, en M€ constants 2009

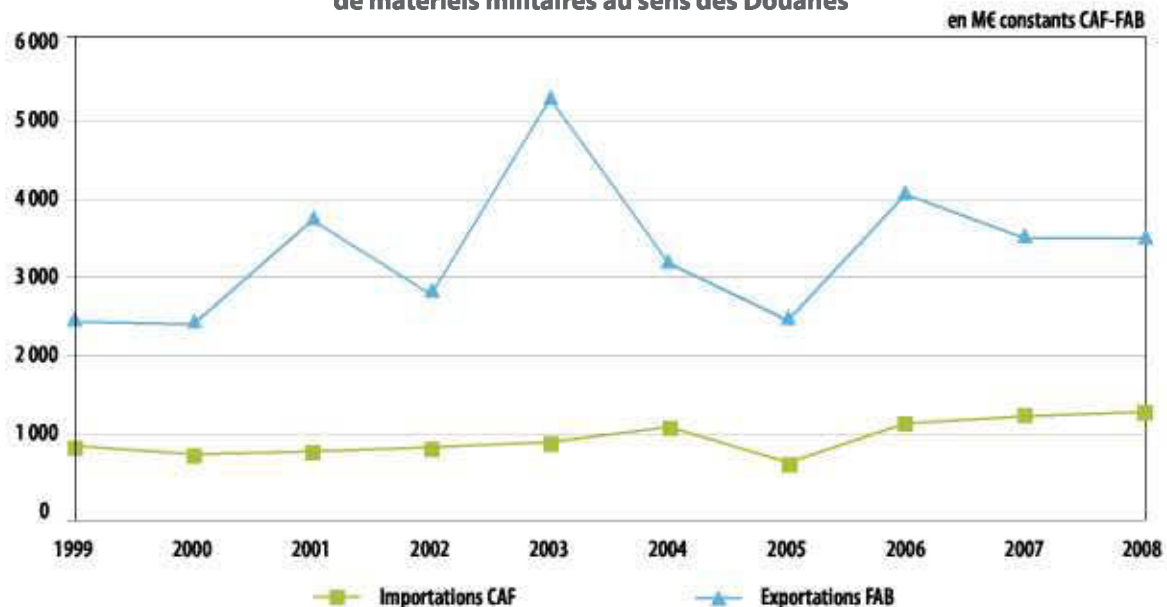
Année	Importations CAF	Exportations FAB	Taux de couverture en %
2000	885	2 427	274
2001	746	2 394	321
2002	775	3 720	480
2003	818	2 771	339
2004	876	5 286	603
2005	1 065	3 196	300
2006	660	2 421	367
2007	1 156	4 008	347
2008	1 275	3 467	272
2009	1 292	3 449	267

Évolution du taux de couverture de 2000 à 2009 (données Douanes)



Source : Direction générale des douanes et des droits indirects

Importations et exportations françaises de matériels militaires au sens des Douanes



4.2.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la Défense

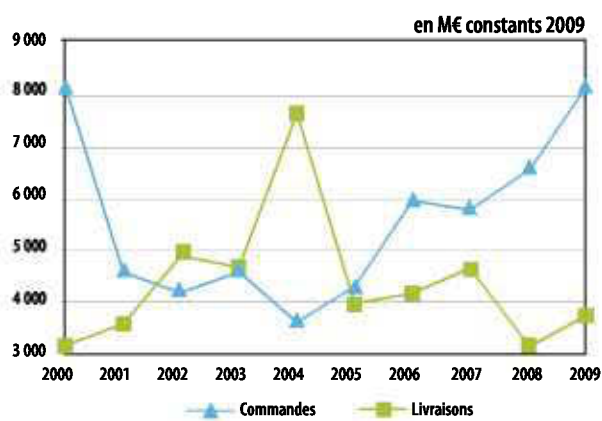
Le ministère de la Défense (Direction générale de l'armement, Direction du développement international) définit un périmètre « armement » qui comprend à la fois des biens et des services, et qu'il ventile selon des critères liés à leur nature physique mais aussi en fonction du destinataire « armée ». Les exportations sont comptabilisées à la commande et à la livraison, c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur du contrat (date du premier versement) pour les commandes, et à la réception du matériel militaire par le client pour les livraisons.

Exportations françaises d'armement au sens de la DGA (commandes et livraisons)

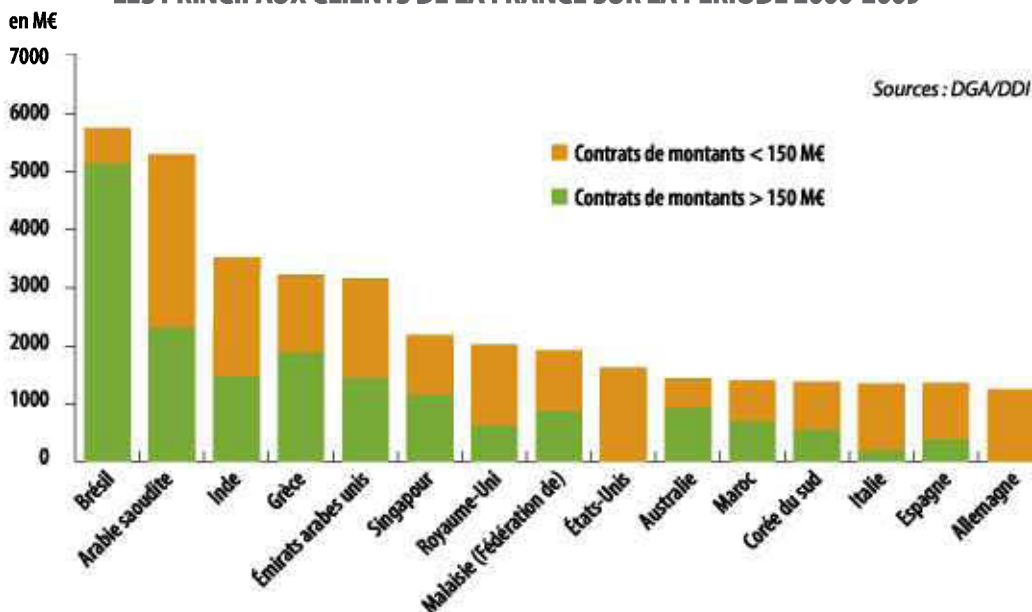
en M€ constants 2009

Année	Commandes	Livraisons
2000	8 195	3 211
2001	4 659	3 650
2002	4 245	5 009
2003	4 678	4 762
2004	3 669	7 727
2005	4 383	4 063
2006	6 033	4 229
2007	5 849	4 691
2008	6 584	3 189
2009	8 164	3 745

Source: Direction générale de l'armement,
Direction du développement international



LES PRINCIPAUX CLIENTS DE LA FRANCE SUR LA PÉRIODE 2000-2009



4.2.3 La répartition des prises de commandes françaises par type de matériel

Répartition des commandes par type de matériel

en M€ courants

Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Armes, munitions	256	77	113	62	60	69	405	124	158	189
Missiles, radars	1 726	850	384	623	1 004	1 115	1 218	1 134	564	1 035
Véhicules, chars	28	225	181	53	105	33	70	116	231	109
Détection, protection NBC	5	12	16	19	12	13	15	48	4	4
Navires, sous-marins	1 191	368	1 137	582	166	640	463	451	973	4 286
Avions, hélicoptères, drones	2 778	1 544	1 168	1 632	1 281	1 235	2 740	2 177	3 446	1 672
Transmissions, contre-mesures	692	560	496	861	532	741	488	1 304	581	563
Autres	234	294	259	391	223	268	345	306	626	307
Total	6 910	3 930	3 754	4 224	3 382	4 114	5 744	5 660	6 584	8 164

Sources: Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009)

* Armes, munitions: ML1: Armes légères < 12,7 mm; ML2 canons > 12,7 mm, mortiers, armes antichars; ML3: Munitions; ML8: Explosifs ou matériaux de propulsion.

Missiles et radars: ML4: Missiles (hors antichars); ML5: Conduites de tir, radars.

Autres: Matériaux de blindage, casques, gilets; ML14: Entraînement, simulateurs; ML15: Imagerie, optronique; ML16: Pièces de forge ou de fonderie; ML17: Appareils de plongée, matériel du génie, robots; ML18: Matériaux de production d'armement; ML19: Armes à énergie dirigée; ML20: Matériel cryogénique; ML21: Logiciels; ML22: Technologies.

Répartition des commandes par type de matériel

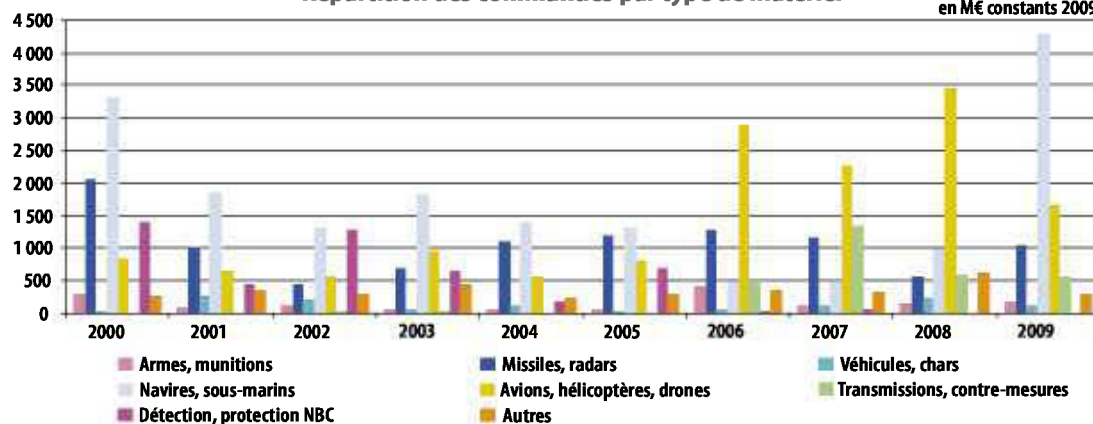
en M€ constants 2009

Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Armes, munitions	304	91	128	69	65	74	425	128	159	189
Missiles, radars	2 047	1 008	434	690	1 089	1 188	1 280	1 172	567	1 035
Véhicules, chars	33	267	205	58	113	35	74	120	232	109
Détection, protection NBC	1 413	437	1 286	644	180	682	16	50	4	4
Navires, sous-marins	3 295	1 831	1 321	1 808	1 390	1 316	486	466	978	4 286
Avions, hélicoptères, drones	821	664	562	954	578	789	2 878	2 249	3 464	1 672
Transmissions, contre-mesures	6	14	18	21	13	14	513	1 347	584	563
Autres	278	349	293	433	242	285	362	317	629	307
Total	8 196	4 659	4 245	4 678	3 669	4 383	6 033	5 849	6 618	8 164

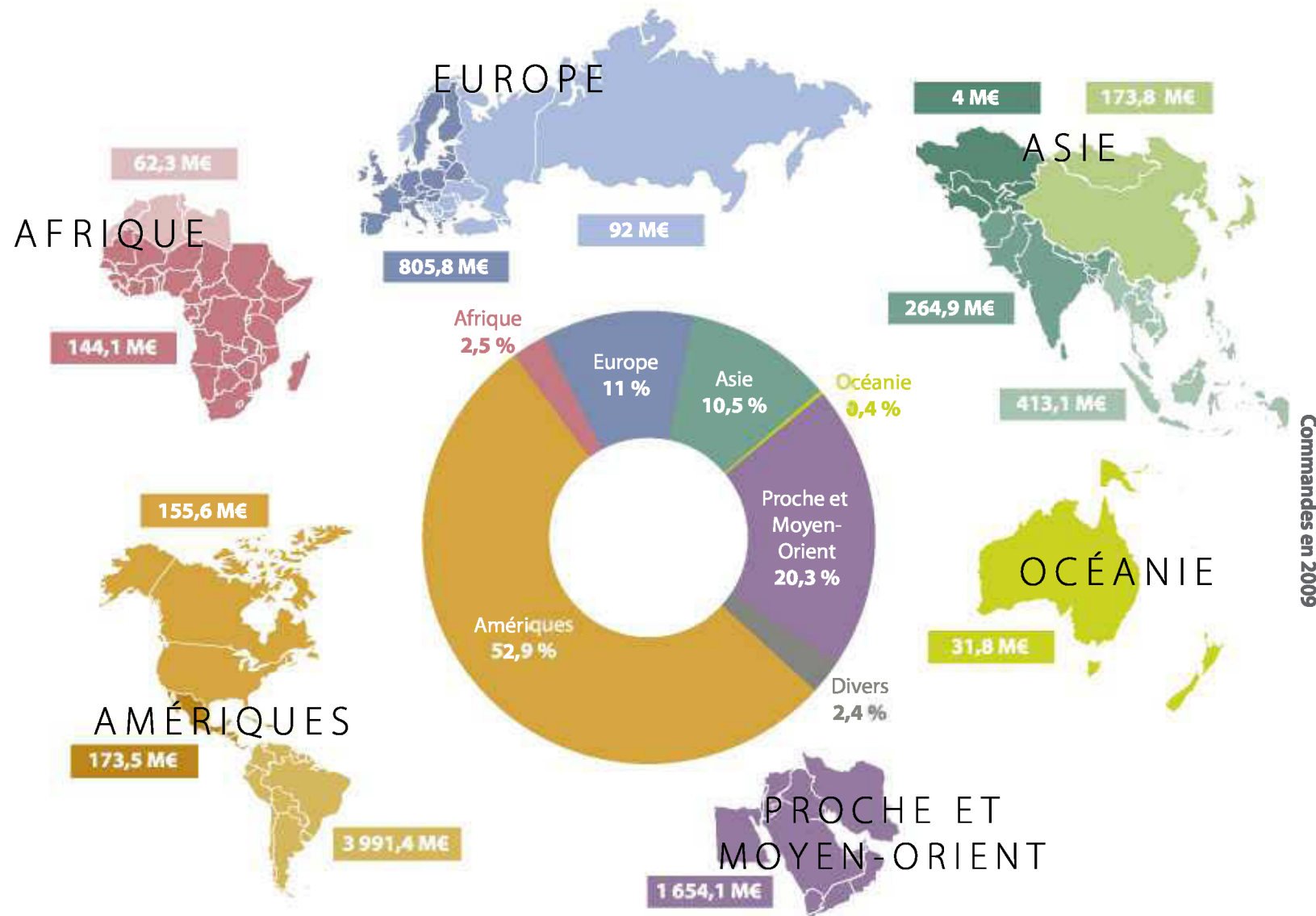
Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009)

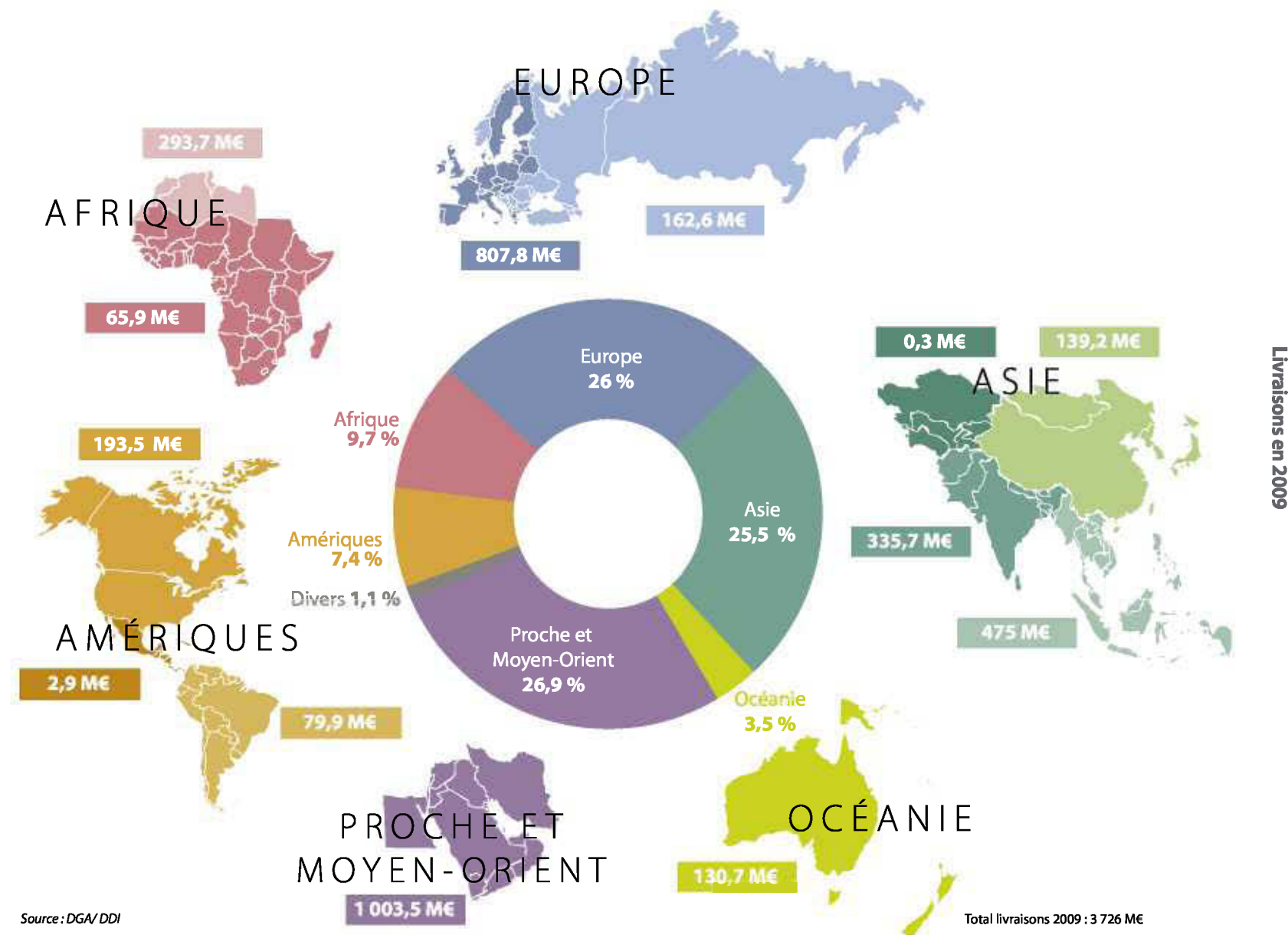
Répartition des commandes par type de matériel

en M€ constants 2009



4.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique





Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2000 à 2009 par région géographique

en M€ constants 2009

Zone géographique ⁽¹⁾	Commandes		Livraisons	
	Total	%	Total	%
Afrique du Nord	2 298,1	4,53	1 210,7	1,41
Afrique subsaharienne	750,4	1,58	1 272,6	1,49
Amérique du Nord	1 959,5	3,59	2 633,9	3,07
Amérique centrale et Caraïbes	478,0	0,76	600,6	0,70
Amérique du Sud	6 578,1	4,98	2 018,4	2,36
Asie centrale	81,3	0,27	272,6	0,32
Asie du Nord-Est	2 594,5	5,35	3 266,6	3,81
Asie du Sud-Est	5 241,3	9,22	5 973,0	6,97
Asie du Sud	4 981,7	9,19	6 652,0	7,76
Proche et Moyen-Orient	12 388,7	20,65	33 927,9	39,59
Union européenne	13 808,7	28,86	19 626,9	22,90
Autres pays européens	2 052,5	4,34	3 813,3	4,45
Océanie	1 753,3	3,22	1 953,0	2,28
Divers*	1 528,1	3,45	2 474,3	2,89
Total	56 494,2	100,00	85 692,0	100,00

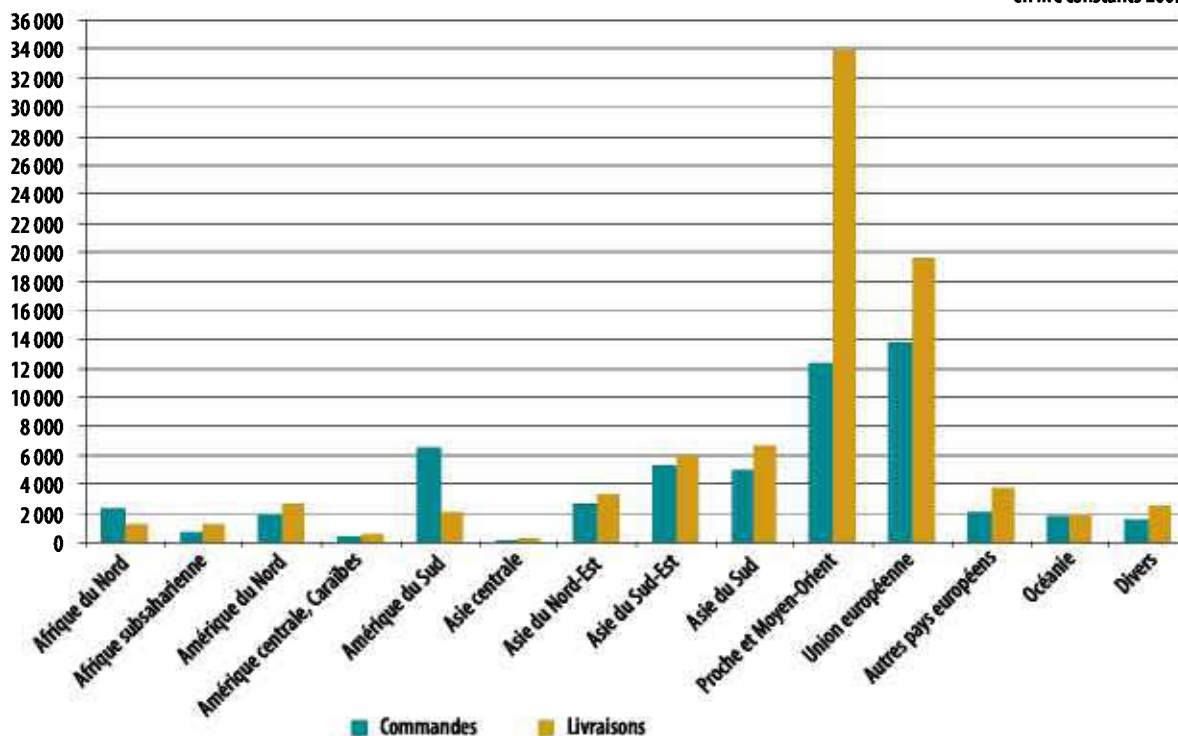
Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international
(Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009)

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du groupe de coopération en matière d'armement (COARM) et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2000 à 2009 par région géographique

en M€ constants 2009



4.3 La recherche-développement

4.3.1 L'effort de recherche-développement de défense

L'effort de recherche-développement (R&D) du ministère de la Défense est appréhendé de deux façons, correspondant à des périmètres différents :

- 1) l'agrégat **R&T** (Recherche et technologie) mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement. Il correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement;
- 2) l'agrégat **études de défense** a été créé par le nouveau référentiel des agrégats de recherche consécutif à la redéfinition des Opérations budgétaires individualisées (OBI);
- 3) l'agrégat **R&D** comprend la R&T/études de défense et les travaux de développement des matériels, dont ceux des programmes d'armement déjà lancés.

Les montants correspondant à la R&T et à la R&D sont inscrits en **crédits de paiement de la loi de finances initiale** du budget de la défense. Ils sont estimés TTC par la DGA, et comprennent la contribution du ministère de la Défense à la Mission interministérielle « recherche et enseignement supérieur » (MIREs) (nommée « Budget civil de recherche et développement » jusqu'en 2005).

Effort de recherche et développement de défense

en Md€ TTC

Année	R&D	dont R&T (ancien agrégat)	dont études de défense	dont contribution à la MIREs
2001	3,42	1,18		0,19
2002	3,45	1,17		0,19
2003	3,79	1,18		0,19
2004*	3,70	1,27		0,20
2005*	3,98	1,41		0,20
2006	4,16	1,47		0,20
2007	3,46	1,47	1,45	0,20
2008	3,61		1,48	0,20
2009*	3,82		1,57	0,20
2010	3,59		1,64	0,20
2011 ⁽¹⁾	3,30		1,70	0,20

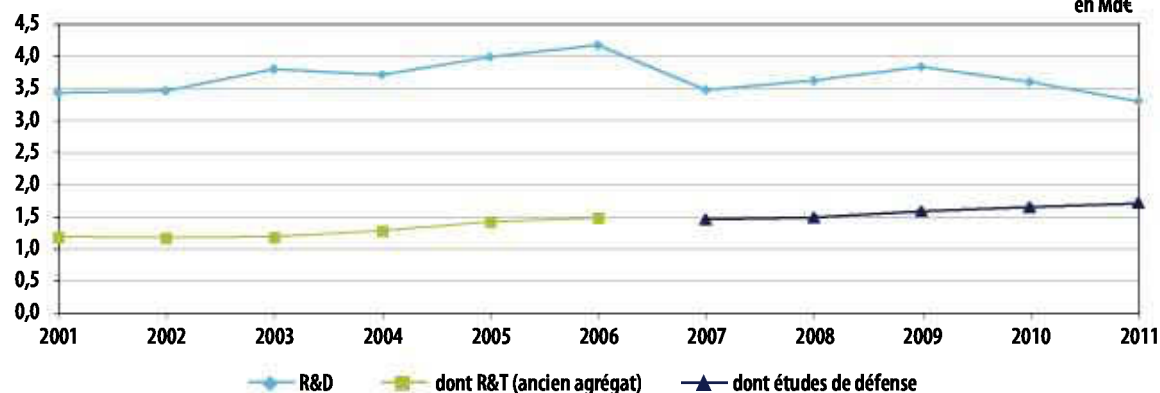
Sources : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

* Y compris LFR de l'année précédente.

(1) Projet de loi de finances.

R&D, R&T et Études de Défense de 2001 à 2011

en Md€



Sources : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

4.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie

La R&D totale exécutée en France (au sens de la définition internationale dite « de Frascati », qui couvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental) est mesurée par les enquêtes du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Ces enquêtes déterminent, **sans double compte**, l'ensemble des dépenses **hors taxes** de R&D exécutées sur le territoire national (Dépense intérieure de R&D - Dird), **quelle que soit l'origine des financements**. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (MESR) distingue la R&D exécutée par les entreprises (Dirde) et celle exécutée par les administrations (Dirda). Cette dernière comprend la Dird des administrations civiles (Dirdac) et la recherche exécutée par les laboratoires de la défense, ou Dépense intérieure de R&D de défense (Dirdd), dont une part importante (près de 70 %) est réalisée à la Direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

R&D en France mesurée par la Dird (dépense intérieure = exécution)

en M€

Année	Dird	dont entreprises (Dirde)	dont administrations civiles (Dirdac)	dont défense (Dirdd)	Dirdd/Dird en %	Dird/PIB en %
1999	29 529	18 655	10 096	777	2,6	2,2
2000*	31 405	19 800	10 828	777	2,5	2,2
2001*	32 887	20 782	11 257	848	2,6	2,2
2002	34 527	21 839	11 815	874	2,5	2,2
2003	34 569	21 646	11 930	993	2,9	2,2
2004*	35 693	22 523	12 094	1 075	3,0	2,2
2005*	36 228	22 503	12 550	1 175	3,2	2,1
2006	37 904	23 911	13 108	885	2,3	2,1
2007	39 303	24 753	13 665	885	2,3	2,1
2008 ^{sd}	41 053	25 568	14 600	885	2,2	2,1
2009 ^e	42 080	26 052	15 143	885	2,1	2,1

Source: ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, traitement OED

r: révisé * changement de périmètre sd: semi-définitif d: définitif e: estimé

La R&D en France est également estimée par les enquêtes du MESR du point de vue de son financement (hors taxes), quel que soit le lieu d'exécution. La différence entre la Dird et la DNRD représente le solde des opérations avec l'étranger. En 2009, la DNRD française est un peu plus forte que la Dird (+1 125 M€), ce qui signifie que la R&D réalisée en France est moins financée par l'étranger que ce que la France finance elle-même de R&D à l'extérieur de ses frontières.

Pour la défense, les dépenses correspondantes sont soit financées et exécutées au sein de l'administration de défense (Dirdd), soit financées par elle et exécutées par des tiers, entreprises ou laboratoires publics civils de recherche.

R&D mesurée par la DNRD (dépense nationale = financements)

en M€

Année	DNRD	dont entreprises (DNRDE)	dont administrations civiles (DNRDAC)	dont défense (DNRDD) ⁽¹⁾	DNRDD/DNRD en %	DNRD/PIB en %
1999	29 885	16 618	-2 507	2 507	8,4	2,2
2000	31 438	17 166	-2 534	2 534	8,1	2,2
2001	33 570	18 897	-2 510	2 510	7,5	2,2
2002	34 759	19 082	-2 781	2 781	8,0	2,2
2003	34 395	18 505	-2 830	2 830	8,2	2,2
2004*	35 327	19 088	-2 909	2 909	8,2	2,1
2005*	36 654	19 733	13 813	3 108	8,5	2,1
2006	38 738	21 193	14 650	2 895	7,5	2,1
2007	40 106	22 116	15 360	2 630	6,6	2,1
2008 ^{sd}	42 160	22 824	16 255	3 081	7,3	2,2
2009 ^e	43 205	22 950	17 370	2 885	6,7	2,3

Source: ministère de l'Enseignement supérieur, traitement Observatoire économique de la défense et de la recherche, traitement OED

(1) La DNRDD diffère du montant de R&D donné au tableau 4.3.1 du fait de la TVA et d'un mode de collecte différent.

r: révisé * changement de périmètre d: semi-définitif e: estimé

4.3.3 Les dépenses de R&D du ministère de la Défense

Les dépenses de R&D financées par le ministère de la Défense (DNRDD - voir page précédente) se décomposent en R&D exécutée par les laboratoires de la défense ou dépense intérieure de R&D de défense (Dirdd - voir page précédente), et en R&D effectuée en dehors du ministère, essentiellement dans le secteur des entreprises. Ces dernières sont environ une centaine chaque année à percevoir des financements en contrepartie de leurs travaux de R&D pour la défense, en général à travers des contrats. Ces financements s'élevaient en 2008 à 2,048 milliards d'euros.

Le deuxième secteur d'exécution est le secteur de l'État qui rassemble les grands établissements publics civils qui effectuent ponctuellement des travaux de recherche au profit du ministère de la Défense.

Dépenses de R&D du ministère de la Défense

	en M€									
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^{sd}
DÉPENSES TOTALES	2 507	2 534	2 510	2 781	2 830	2 909	3 108	2 895	2 630	3 081
- dépenses intérieures de défense	777	777	848	874	993	1 075	1 175	885	885	885
- dépenses extérieures du ministère de la Défense	1 730	1 757	1 662	1 907	1 837	1 834	1 933	2 010	1 745	2 196
dont exécutées par le secteur :										
- des entreprises	1 407	1 497	1 432	1 604	1 608	1 680	1 790	1 845	1 595	2 048
- de l'État (hors défense)	299	234	206	278	205	130	119	142	nc	124
- de l'enseignement supérieur	8	7	6	7	8	6	6	5	nc	7
- des associations	0	0	0	0	0	1	1	1	nc	0
- de l'étranger	16	18	17	18	15	18	17	17	nc	17

Source: enquête « Recherche » du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
 r: révisé sd: semi-définitif e: estimé

4.4 Les marchés publics de la défense

4.4.1 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2009

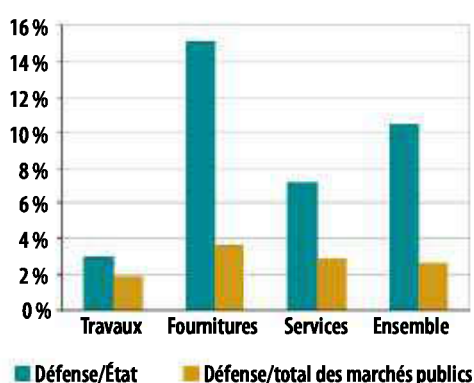
	État		Collectivités territoriales		Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€
Travaux	8 655	7 082 497	40 720	14 885 732	49 375	21 968 230
Fournitures	8 824	27 013 548	27 449	9 041 158	36 273	36 054 706
Services	12 722	14 459 983	19 200	8 715 584	31 922	23 175 567
Total	30 201	48 556 029	87 369	32 642 474	117 570	81 198 502

Source: Recensement des marchés publics ministère des Finances, Observatoire économique de l'achat public

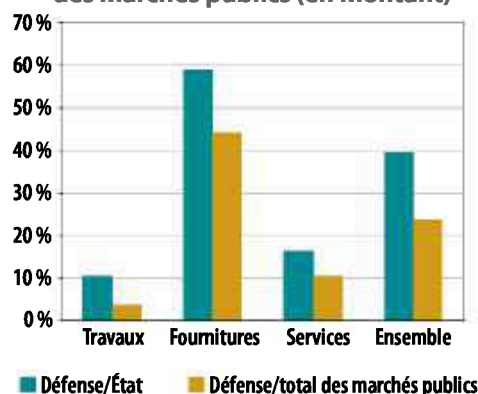
	Défense		Défense/État		Défense/Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	Nombre en %	Montant en %	Nombre en %	Montant en %
Travaux	909	762 553	3,0	10,8	1,8	3,5
Fournitures	1 337	15 974 821	15,2	59,1	3,7	44,3
Services	909	2 396 847	7,1	16,6	2,8	10,3
Total	3 155	19 134 220	10,4	39,4	2,7	23,6

Source: Recensement des marchés publics ministère des Finances, Observatoire économique de l'achat public

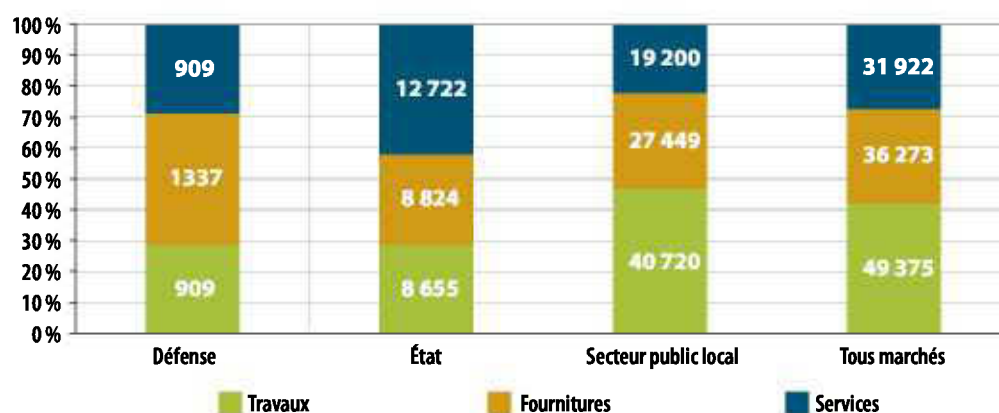
Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en nombre)



Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en montant)



Répartition des marchés par nature (en nombre)



5. LES COMPARAISONS INTERNATIONALES : LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce chapitre présente une comparaison des dépenses et des effectifs de défense des principaux partenaires de la France (Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni).

Plusieurs définitions de l'« effort de défense » sont possibles. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes lorsqu'il s'agit de procéder à des comparaisons internationales.

Il existe, au moins, trois périmètres différents pour mesurer l'effort français en 2010¹:

- l'ensemble du périmètre du ministère de la Défense : 40,7 milliards d'euros, soit 2,1 % du PIB;
- le périmètre Otan (c'est-à-dire défense hors anciens combattants), pensions comprises (dit V1) : 39,2 milliards d'euros, soit 2,0 % du PIB;
- le périmètre Otan, hors pensions (dit V2) : 32,2 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB.

Dans le but de comparer les pays sur leurs activités strictement militaires, et du fait de régimes de pension différents entre pays, on retient dans ce chapitre le périmètre le plus restreint.

En France, toutes dépenses confondues, la défense selon cette définition représente 1,7 % du PIB, soit environ 497 euros par habitant. L'effort de dépense en France reste moins important qu'aux États-Unis (4,7 % du PIB) et qu'au Royaume-Uni (2,4 %).

1. Au 31 décembre 2010.

5.1 Les dépenses de défense en norme Otan

Nota : Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « hors gendarmerie ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

Évolution des budgets de la défense en volume et en structure Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2010

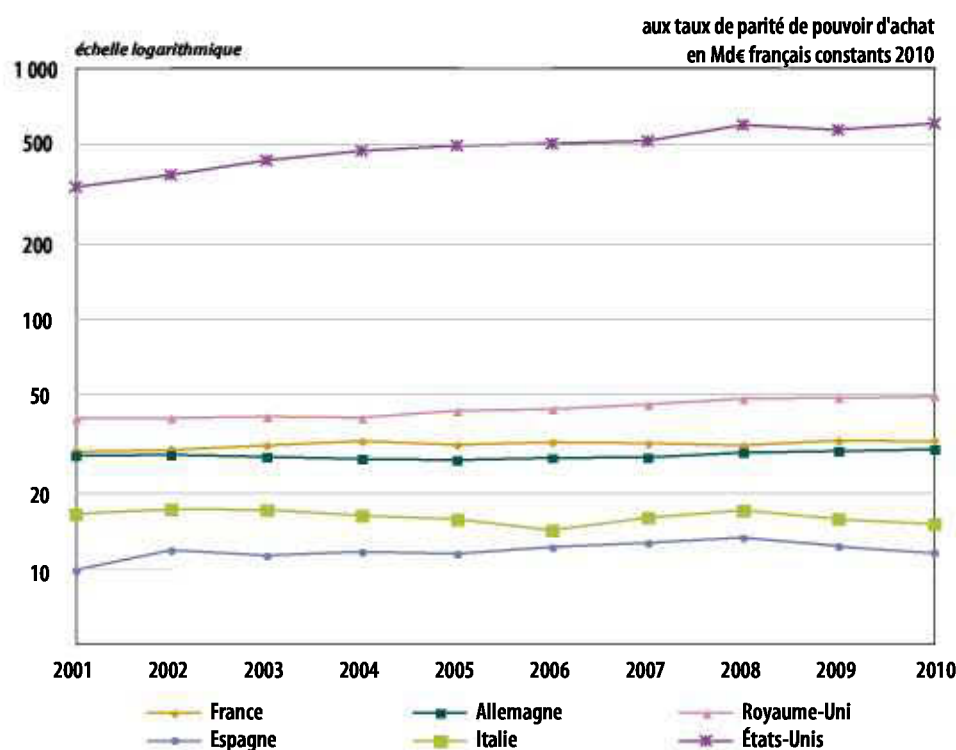
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2001	29,1	28,6	40,8	10,0	16,8	322,1
2002	29,5	28,9	40,7	12,1	17,6	361,0
2003	30,8	28,4	41,4	11,5	17,5	413,5
2004	32,0	27,8	40,9	11,9	16,6	451,0
2005	30,9	27,5	43,5	11,6	16,1	473,4
2006	31,7	28,1	44,2	12,4	14,5	481,6
2007	31,4	28,2	46,0	12,9	16,2	493,6
2008	30,7	29,5	48,5	13,6	17,2	591,2
2009	32,4	30,3	48,0	12,3	15,8	572,5
2010	32,2	30,0	48,6	11,5	15,1	600,2

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Évolution des budgets de la défense en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %

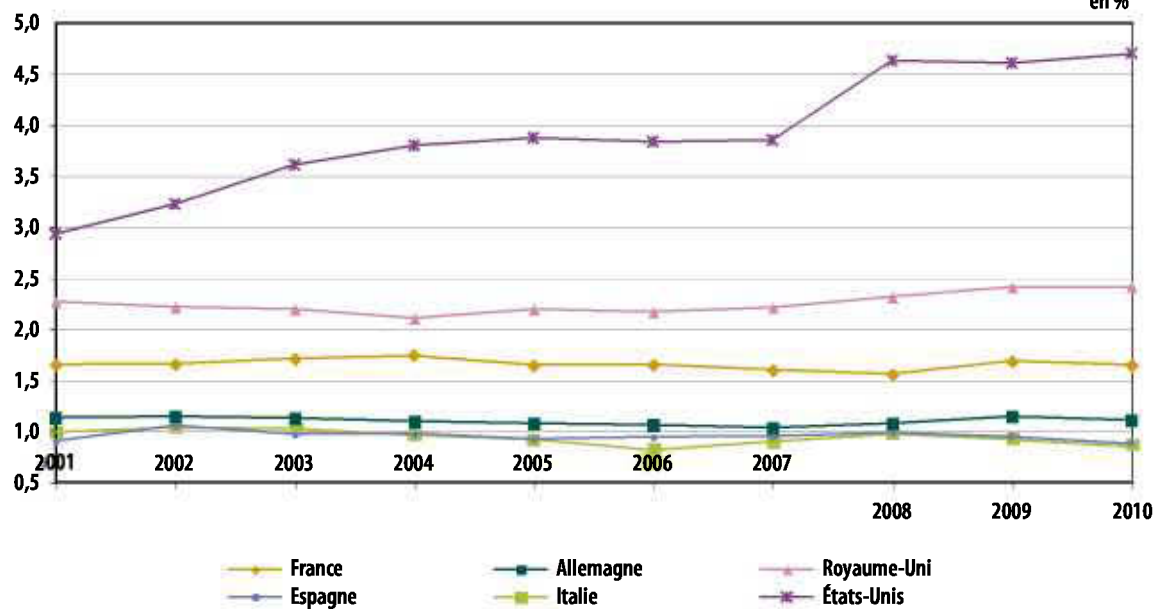
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2001	1,65	1,13	2,27	0,90	0,99	2,93
2002	1,66	1,14	2,22	1,05	1,03	3,23
2003	1,71	1,12	2,19	0,97	1,02	3,61
2004	1,74	1,09	2,10	0,97	0,95	3,80
2005	1,65	1,07	2,19	0,92	0,92	3,87
2006	1,65	1,06	2,16	0,94	0,81	3,83
2007	1,60	1,03	2,20	0,94	0,89	3,85
2008	1,56	1,07	2,31	0,99	0,96	4,61
2009	1,69	1,16	2,41	0,92	0,93	4,59
2010	1,65	1,11	2,40	0,87	0,88	4,68

Sources: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %

Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2010

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2001	476	348	690	247	296	1 129
2002	479	350	685	292	309	1 253
2003	496	344	695	273	304	1 422
2004	513	337	683	278	285	1 537
2005	492	334	722	268	274	1 599
2006	501	341	729	282	245	1 612
2007	493	342	755	287	273	1 636
2008	479	360	789	298	287	1 941
2009	502	370	776	267	262	1 864
2010	497	368	781	249	249	1 938

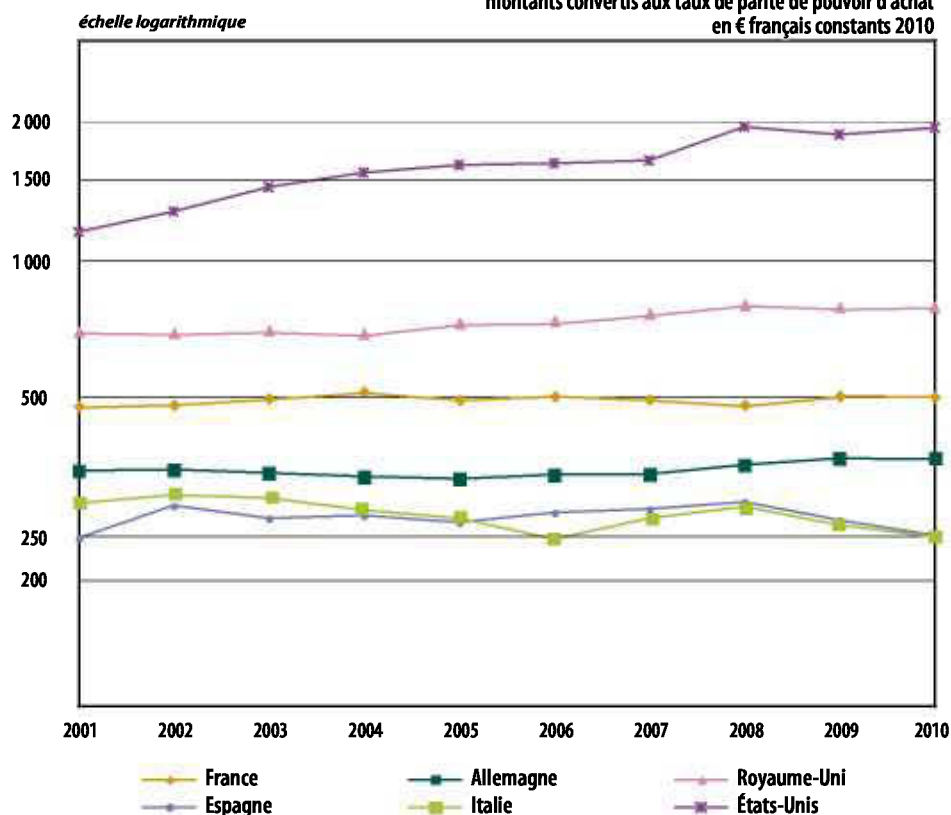
Sources: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2010



5.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan

Nota: Les séries historiques concernant la France ont été rétopolées « hors gendarmerie ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabinieri) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

Dépenses de fonctionnement en volume et en norme Otan (hors pensions)

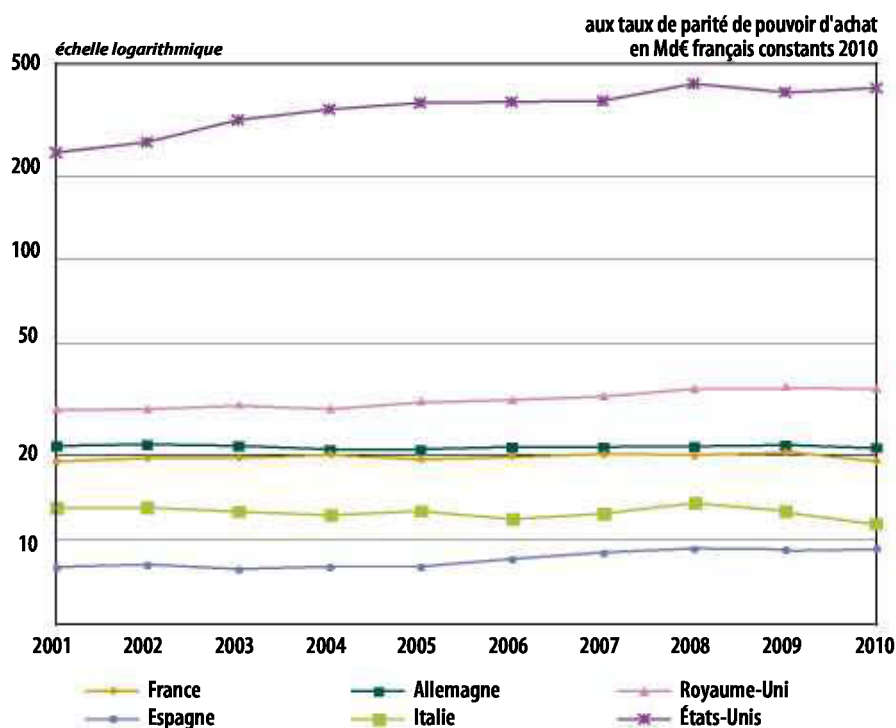
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2010

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	19,0	21,9	30,1	8,1	13,2	231,0
2002	19,5	22,1	30,1	8,3	13,2	252,8
2003	19,6	21,9	31,1	8,0	12,8	302,9
2004	20,0	21,2	30,1	8,1	12,4	330,4
2005	19,3	21,2	32,1	8,1	12,8	348,8
2006	19,8	21,7	32,3	8,7	12,0	351,6
2007	20,1	21,7	33,2	9,1	12,5	355,1
2008	19,8	21,8	35,2	9,5	13,5	415,2
2009	20,9	22,0	35,1	9,2	12,7	386,7
2010	19,1	21,3	34,5	9,3	11,5	403,3

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions); de plus elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital: munitions, EPP (entretien programmé du personnel), EPM (entretien programmé du matériel).

Dépenses de fonctionnement en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %

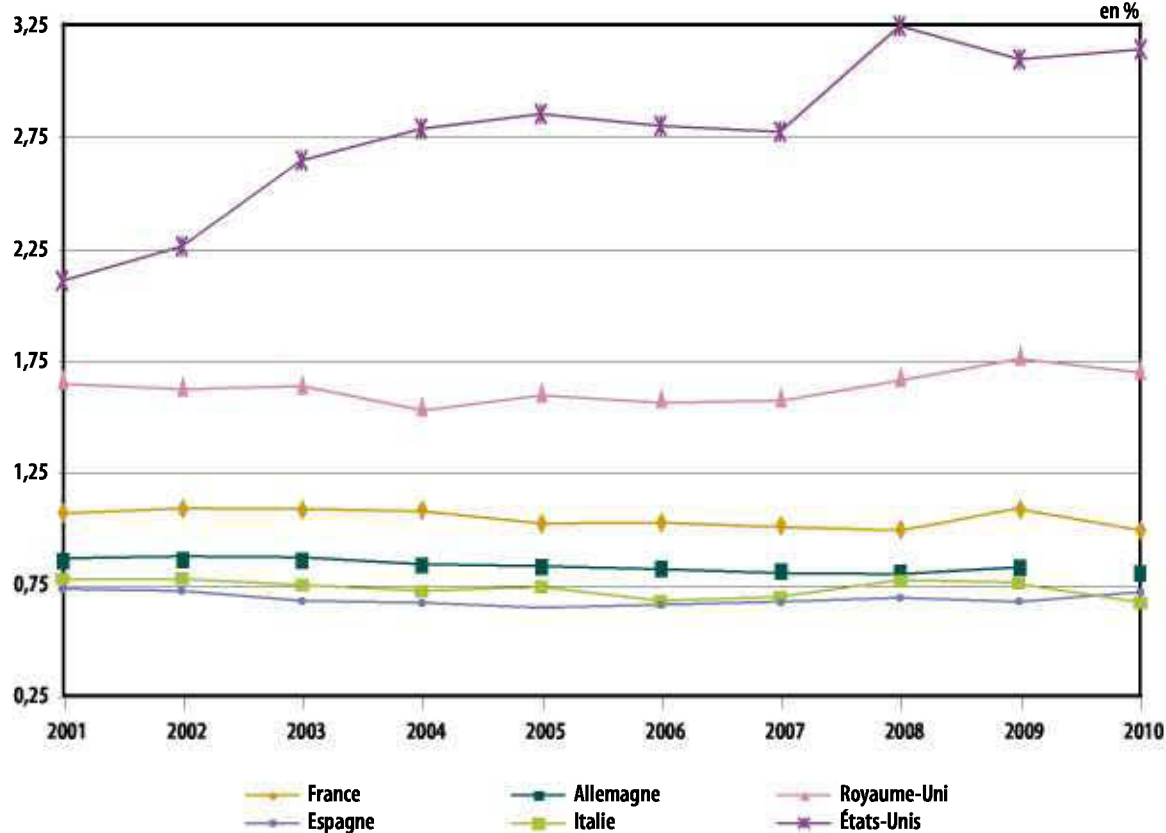
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	1,08	0,86	1,67	0,72	0,77	2,10
2002	1,09	0,87	1,64	0,72	0,77	2,26
2003	1,09	0,87	1,65	0,67	0,75	2,64
2004	1,09	0,84	1,55	0,67	0,71	2,78
2005	1,02	0,83	1,61	0,64	0,73	2,85
2006	1,03	0,81	1,58	0,66	0,67	2,80
2007	1,02	0,79	1,59	0,67	0,69	2,77
2008	1,00	0,79	1,68	0,69	0,75	3,24
2009	1,09	0,84	1,76	0,70	0,75	3,10
2010	0,98	0,79	1,70	0,71	0,67	3,15

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions) ; de plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, EPP (entretien programmé du personnel), EPM (entretien programmé du matériel).

Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %



Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

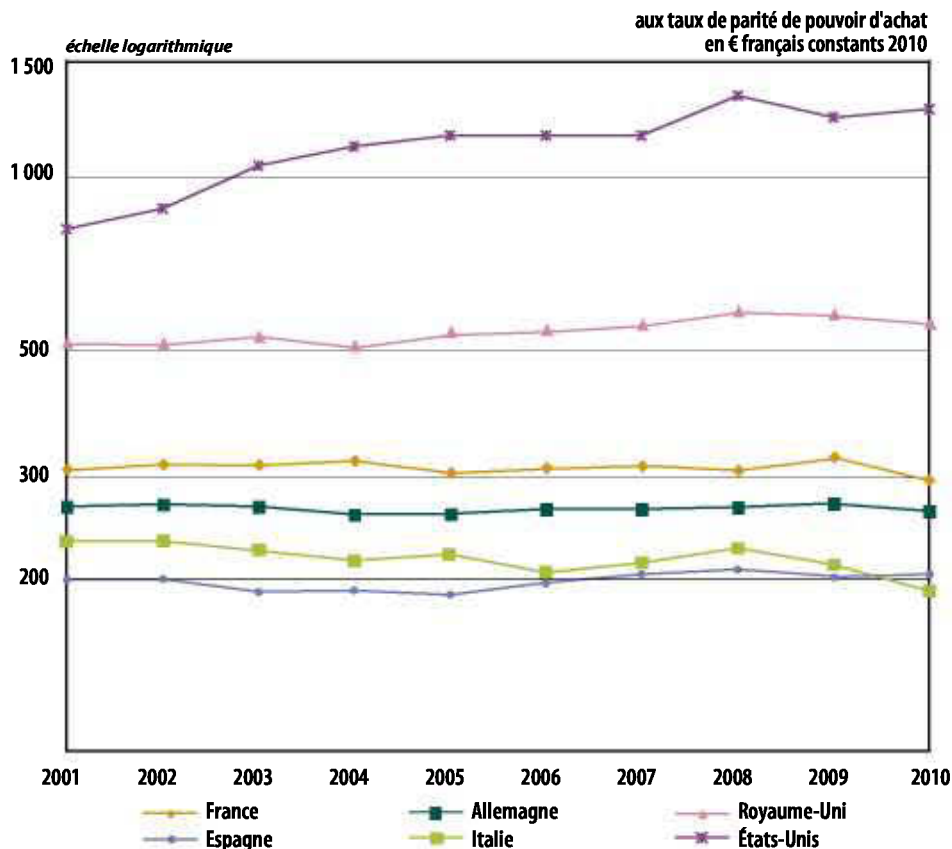
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2010

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	310	266	509	199	231	810
2002	316	268	508	200	231	878
2003	315	265	522	190	222	1 042
2004	321	257	503	191	214	1 126
2005	306	258	532	188	219	1 178
2006	312	263	534	197	204	1 177
2007	314	264	545	204	211	1 177
2008	308	265	573	208	225	1 363
2009	324	268	568	201	210	1 259
2010	295	261	555	202	190	1 302

Sources : Otan - Mémoire statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions); de plus elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, EPP (entretien programmé du personnel), EPM (entretien programmé du matériel).

Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan



Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

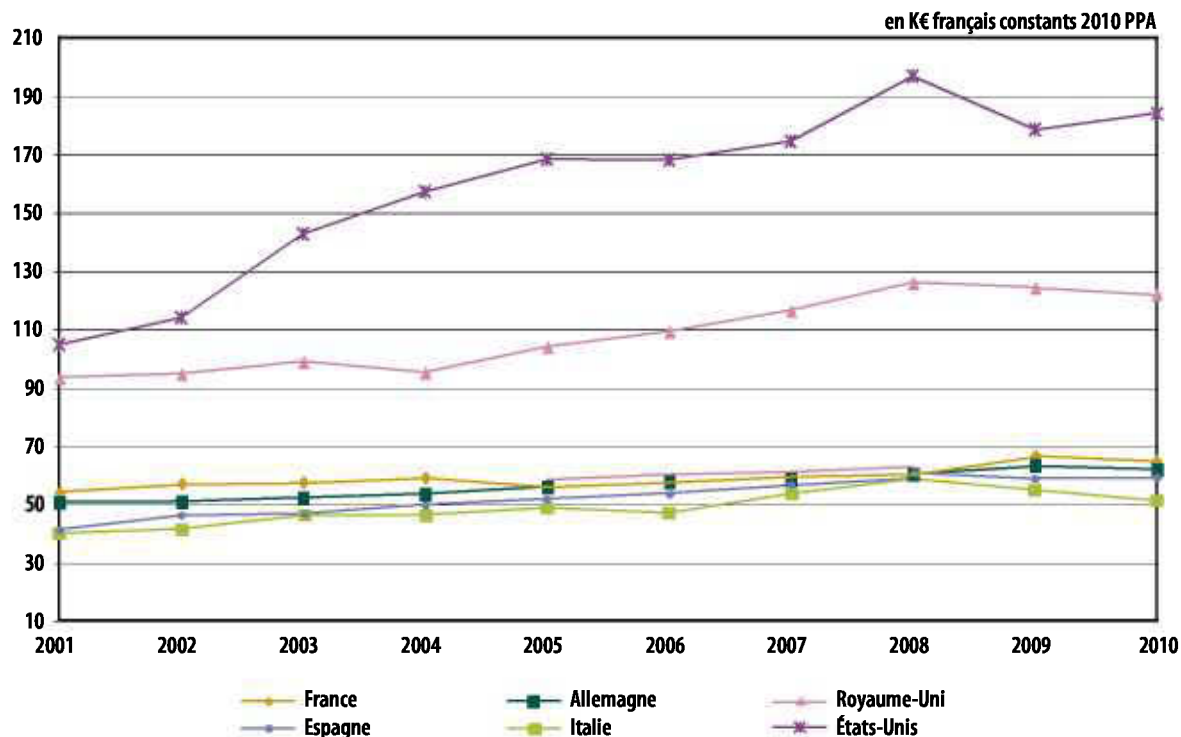
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2010

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	54,0	51,8	93,4	42,5	41,1	105,7
2002	57,2	51,9	94,8	47,3	42,7	114,7
2003	57,5	53,3	99,2	48,1	47,5	142,4
2004	59,1	54,7	95,3	51,3	47,7	156,3
2005	57,0	57,1	104,4	53,3	50,1	167,1
2006	57,9	59,1	109,4	55,3	48,3	166,9
2007	59,5	60,0	116,8	58,0	55,0	172,9
2008	60,4	61,9	126,4	61,0	59,3	196,4
2009	65,5	62,7	124,0	57,9	55,3	178,2
2010	63,5	62,6	121,8	59,3	51,2	184,0

Sources: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions); de plus elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital: munitions, EPP (entretien programmé du personnel), EPM (entretien programmé du matériel).

Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)



5.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan

Nota: Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « hors gendarmerie ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

Dépenses en capital en volume et en norme Otan

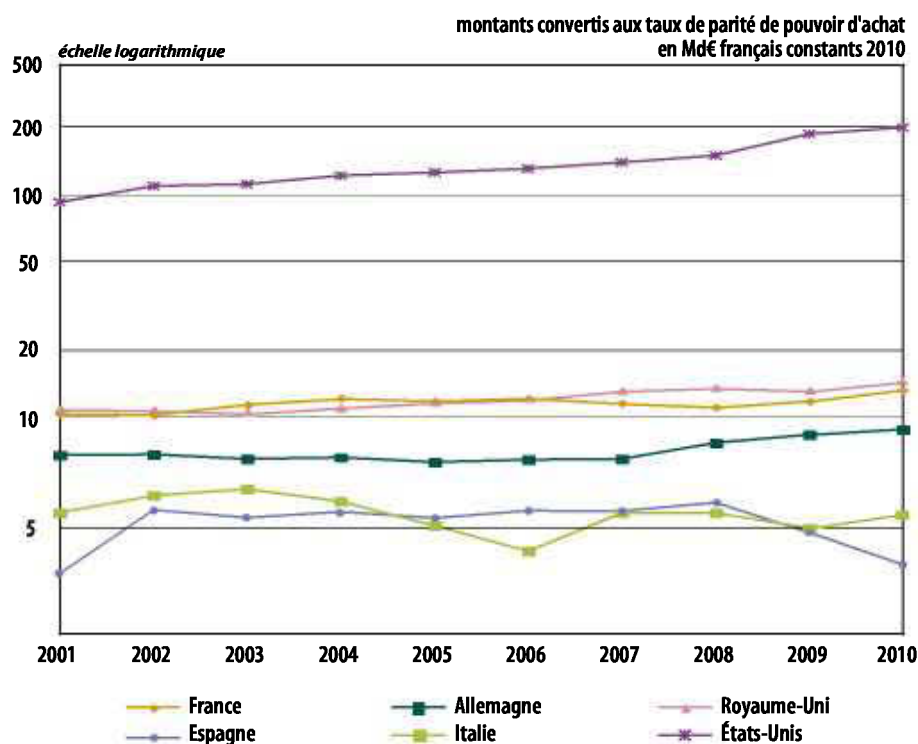
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2010

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	10,2	6,7	10,7	1,9	3,7	91,1
2002	10,1	6,8	10,5	3,8	4,4	108,2
2003	11,2	6,5	10,3	3,5	4,7	110,6
2004	12,0	6,6	10,8	3,7	4,2	120,6
2005	11,7	6,3	11,4	3,5	3,2	124,6
2006	12,0	6,4	11,8	3,8	2,5	130,1
2007	11,4	6,5	12,8	3,8	3,7	138,5
2008	10,9	7,7	13,2	4,1	3,7	176,0
2009	11,5	8,3	12,9	3,0	3,1	185,8
2010	13,1	8,7	14,1	2,1	3,6	196,9

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de recherche-développement pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital en norme Otan



Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %

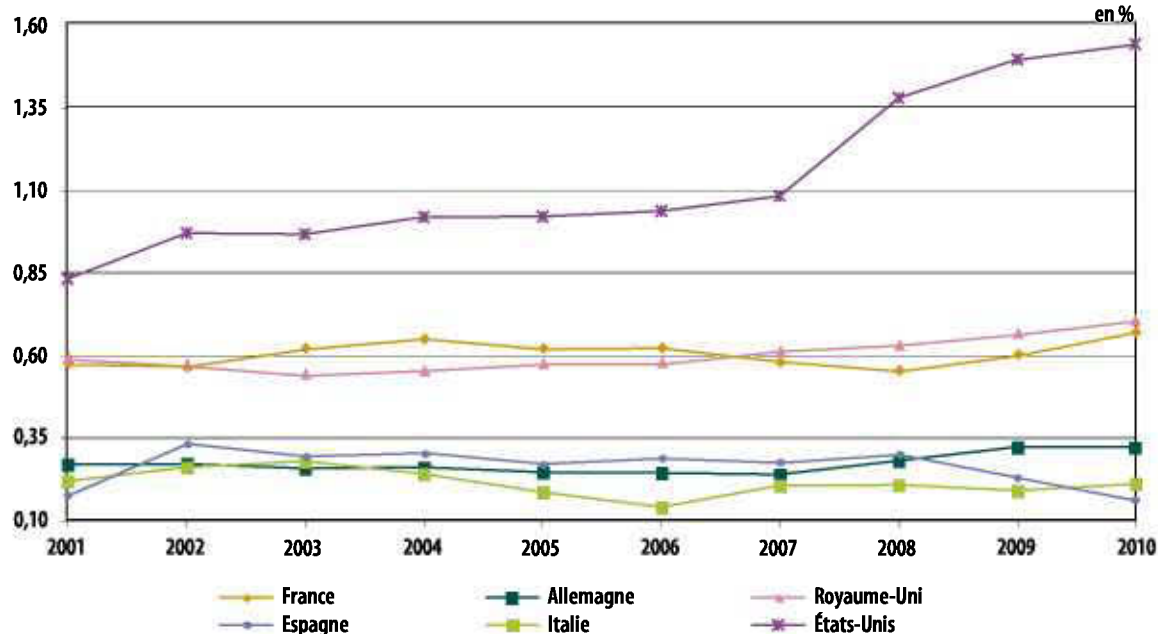
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	0,58	0,27	0,59	0,17	0,22	0,83
2002	0,56	0,27	0,57	0,33	0,26	0,97
2003	0,62	0,26	0,54	0,30	0,28	0,96
2004	0,65	0,26	0,55	0,30	0,24	1,02
2005	0,62	0,24	0,58	0,28	0,18	1,02
2006	0,62	0,24	0,58	0,29	0,14	1,03
2007	0,58	0,24	0,61	0,27	0,20	1,08
2008	0,55	0,28	0,63	0,30	0,21	1,37
2009	0,60	0,32	0,65	0,23	0,18	1,49
2010	0,67	0,32	0,70	0,16	0,21	1,54

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de recherche-développement pour les équipements d'importance majeure.

Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes
en %



Dépenses en capital par habitant en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2010

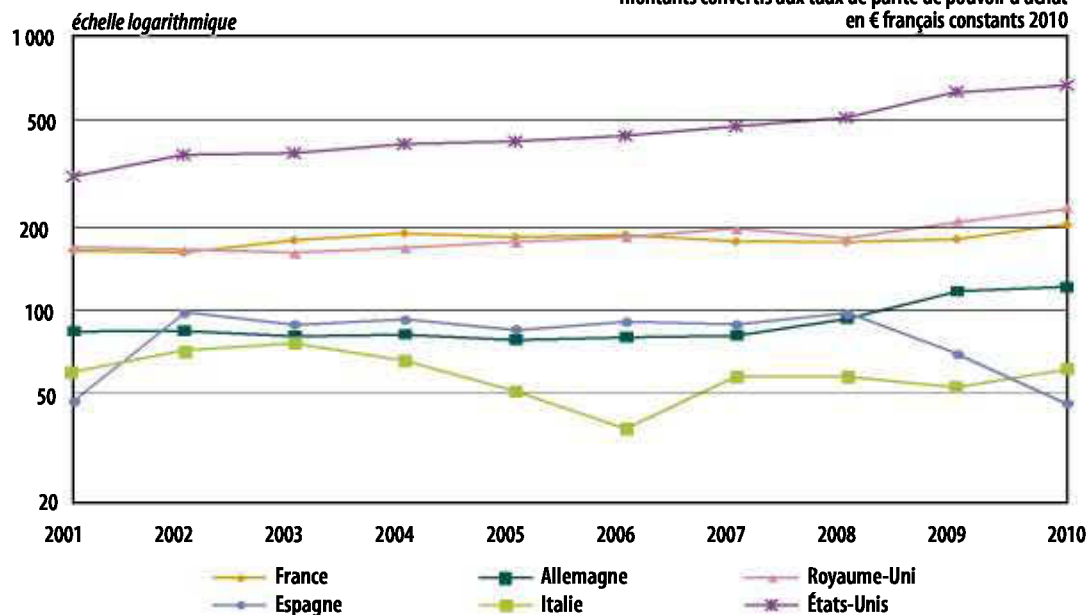
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	166	82	181	48	65	319
2002	163	82	178	92	78	376
2003	180	78	173	84	82	380
2004	192	80	180	87	71	411
2005	186	76	190	80	55	421
2006	189	78	195	86	42	435
2007	179	79	210	84	62	459
2008	171	94	216	90	61	578
2009	178	102	208	66	52	605
2010	202	106	226	46	59	636

Sources: Otan - Mémoire statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de recherche-développement pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital par habitant en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2010



Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2010

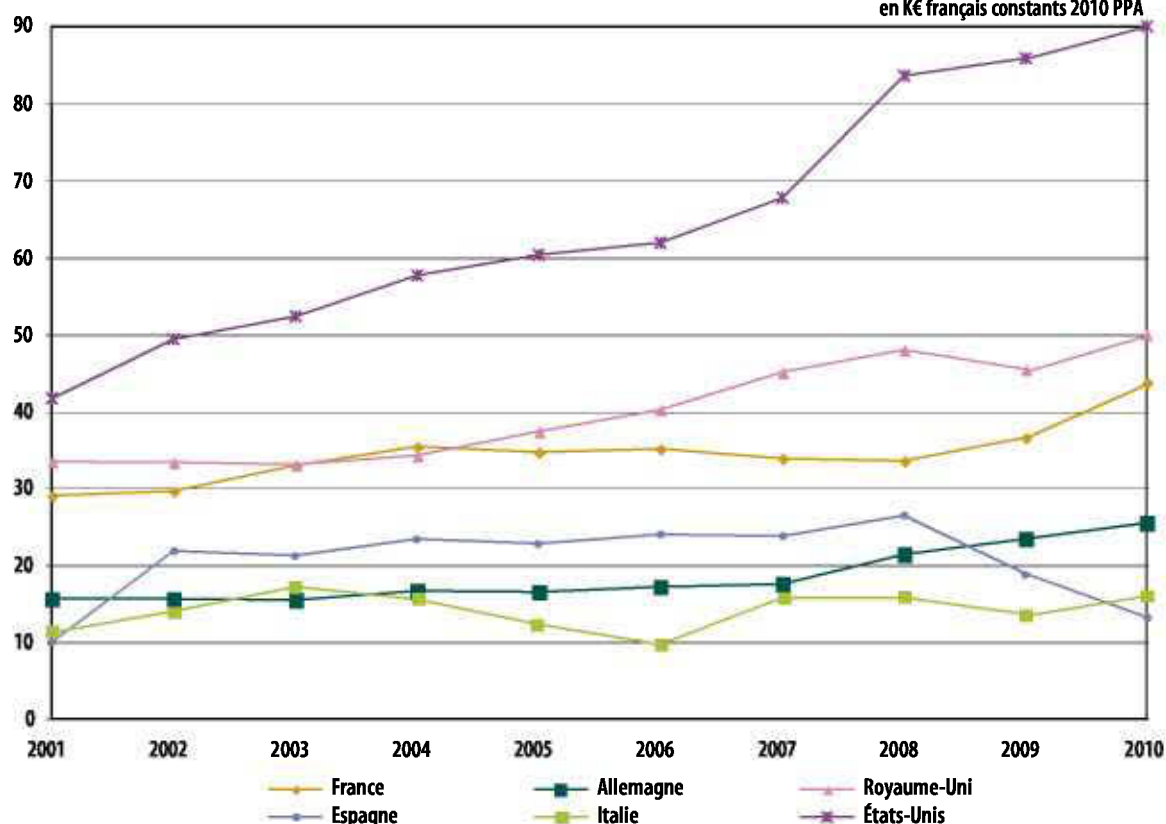
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	28,9	16,0	33,2	10,2	11,5	41,7
2002	29,6	16,0	33,2	21,8	14,3	49,1
2003	32,9	15,7	32,8	21,2	17,6	52,0
2004	35,4	16,9	34,1	23,5	15,9	57,1
2005	34,6	16,8	37,2	22,9	12,6	59,7
2006	35,1	17,5	40,0	24,1	9,9	61,7
2007	33,8	17,9	45,0	23,8	16,1	67,5
2008	33,4	22,0	47,6	26,5	16,2	83,3
2009	36,1	23,8	45,5	18,9	13,7	85,6
2010	43,4	25,4	49,7	13,5	15,9	89,9

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

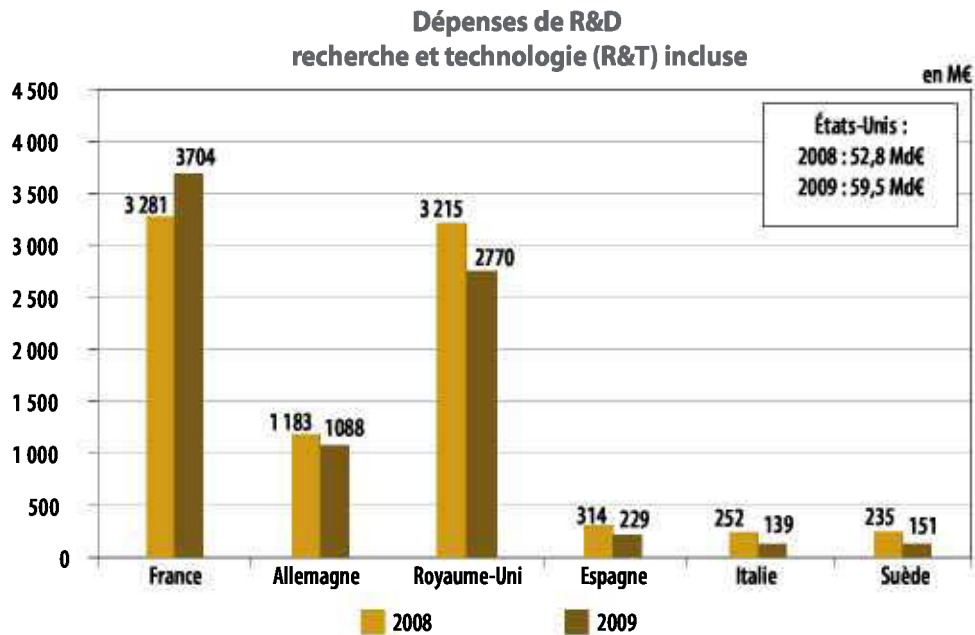
Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de recherche-développement pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)

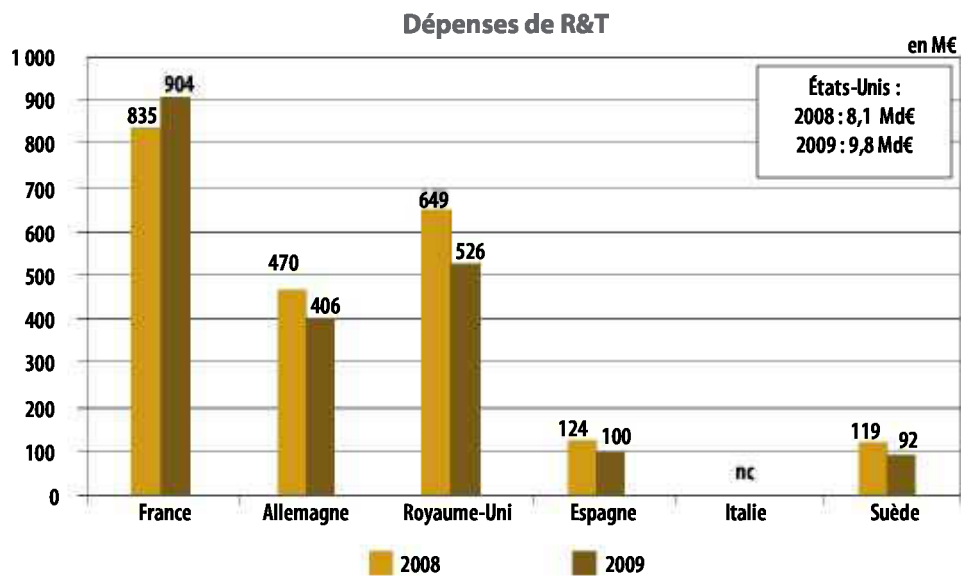
en K€ français constants 2010 PPA



5.2 Comparaison internationale des dépenses de R&D en 2008 et 2009



Source: Agence européenne de défense



Source: Agence européenne de défense

NB: la recherche sur le nucléaire n'est pas comptabilisée ici, sauf pour les États-Unis.

La R&D de défense européenne est relativement limitée : ensemble, les pays européens réalisent un effort de R&D de défense six fois inférieur à celui des États-Unis. Surtout, cette recherche est l'apanage de quelques pays seulement. Les six grands pays européens présentés produisent environ 95 % de l'effort. Le constat est le même si l'on s'en tient à l'effort de R&T, qui exclut les dépenses de développement et correspond aux phases les plus amont de la recherche de défense.

5.3 Comparaison internationale des effectifs de défense: personnel civil et militaire

Évolution des effectifs totaux de la défense au sens de l'Otan

Année	France ⁽¹⁾		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis
	y compris appelés	hors appelés*	y compris appelés	hors appelés*			y compris appelés	hors appelés*	
2001	350 961	331 645	422 500	312 500	322 000	190 700	320 370	216 400	2 186 000
2002	340 106		425 461	318 407	317 700	174 500	309 155	221 171	2 205 000
2003	340 270		411 133	317 138	313 600	165 400	269 105	227 503	2 127 600
2004	339 315		387 851	314 102	316 100	158 700	260 585	232 375	2 114 300
2005	337 999		372 276	308 598	307 100	152 700	256 075	251 818	2 087 800
2006	341 563		366 600	304 768	295 500	156 700	248 230		2 107 000
2007	336 818		361 660	297 780	284 500	157 400	228 100		2 281 100
2008	327 221		352 155	297 155	278 600	155 300	227 500		2 275 500
2009	318 455		350 386	311 621	283 100	159 700	229 300		2 302 200
2010	301 070		341 002	305 653	283 400	157 400	224 600		2 191 700

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

(1) Hors comptes de commerce.

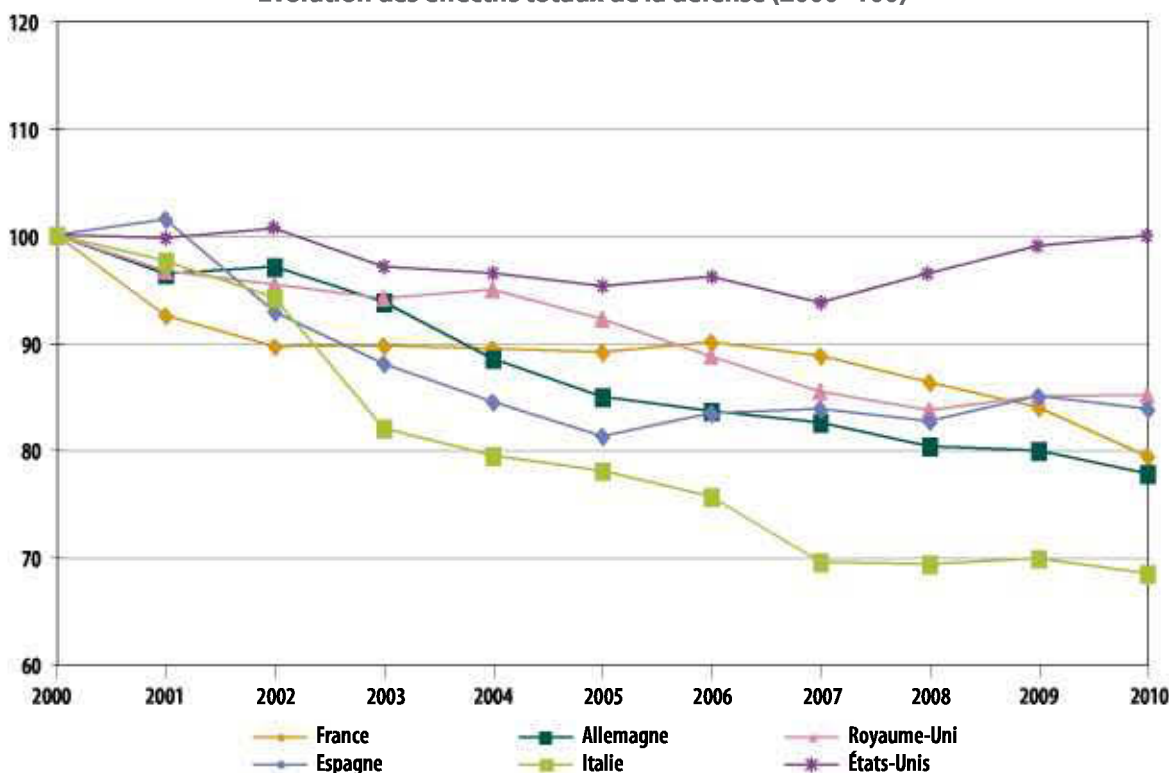
* Les données sont bien sûr très différentes selon que l'on compte ou non les appelés. Les données Otan comptabilisent ces derniers. Les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont plus d'appelés depuis longtemps (avant 1992).

NB : À partir de 2002, rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand.

Les chiffres reposent en général sur les données budgétaires nationales. Pour la France, l'Otan a strictement retenu les données LFI. (Les chiffres diffèrent donc de ceux réellement observés (recensement des agents de la défense) qui figurent dans le chapitre 3).

Les séries historiques concernant la France ont été rétopolées « hors gendarmerie ». Les forces de police à statut militaire (carabiniers en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Évolution des effectifs totaux de la défense (2000=100)



5.3.1 Les effectifs militaires en norme Otan

Évolution des effectifs militaires, au sens de l'Otan

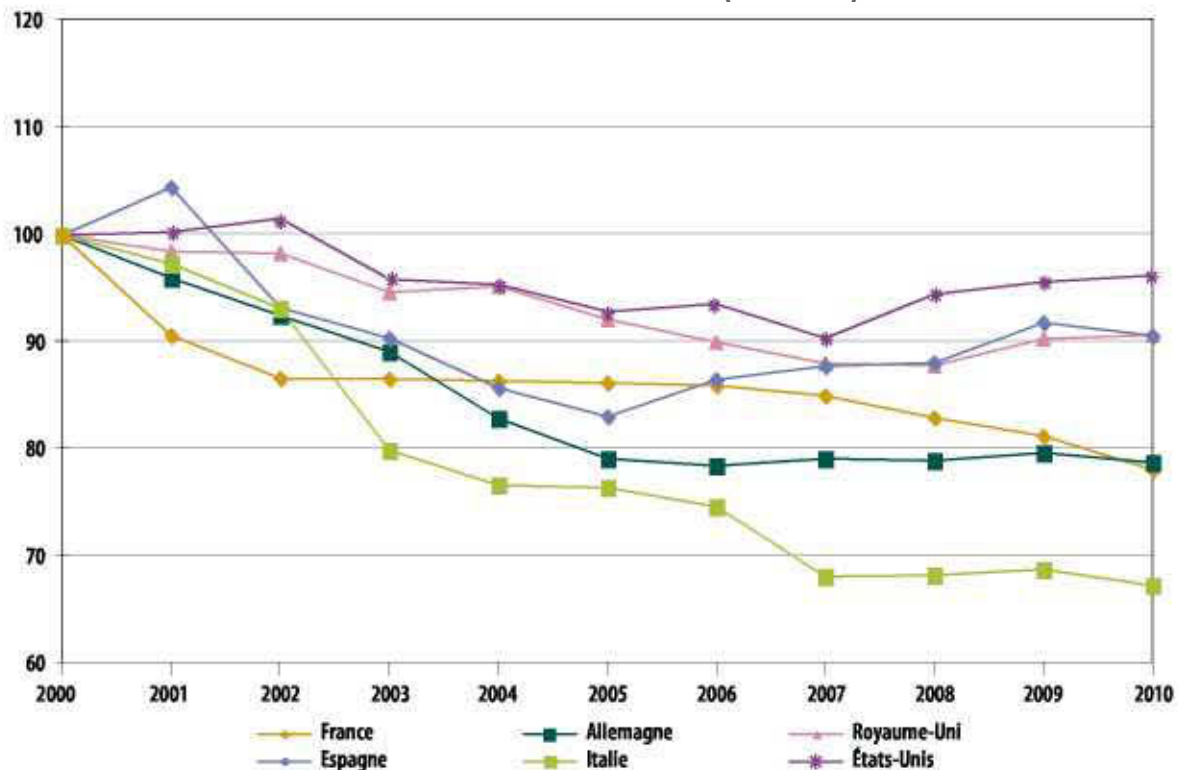
Année	France ¹		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis	Europe à 27
	y compris appelés	hors appelés*	y compris appelés	hors appelés*			y compris appelés	hors appelés*		
2001	270 986	251 670	306 100	196 100	214 800	150 700	278 670	174 700	1 487 000	2 235 929
2002	259 111		294 832	187 778	214 400	134 500	266 655	178 686	1 506 000	2 152 234
2003	258 802		283 958	189 963	206 400	130 400	228 805	187 203	1 421 800	1 927 849
2004	258 278		264 224	190 475	207 600	123 700	219 485	191 290	1 414 200	1 845 872
2005	257 721		252 128	188 450	200 900	119 800	218 775	214 518	1 376 500	1 811 126
2006	257 081		250 113	188 382	196 300	124 800	213 730		1 387 800	1 806 377
2007	254 203		252 201	188 321	191 900	126 600	195 000		1 339 900	1 766 701
2008	248 027		251 600	196 600	191 600	127 100	195 400		1 401 400	1 719 824
2009	242 977		253 885	215 120	196 900	132 500	197 000		1 418 200	1 720 859
2010	233 559		251 002	215 653	197 800	130 700	192 600		1 427 000	1 766 798

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

* Voir notes de la page précédente.

Les séries historiques concernant la France ont été rétopolées « hors gendarmerie ». Les forces de police à statut militaire (carabiniers en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Évolution des effectifs militaires (2000=100)



5.3.2 Les effectifs civils en norme Otan

Évolution des effectifs civils, au sens de l'Otan

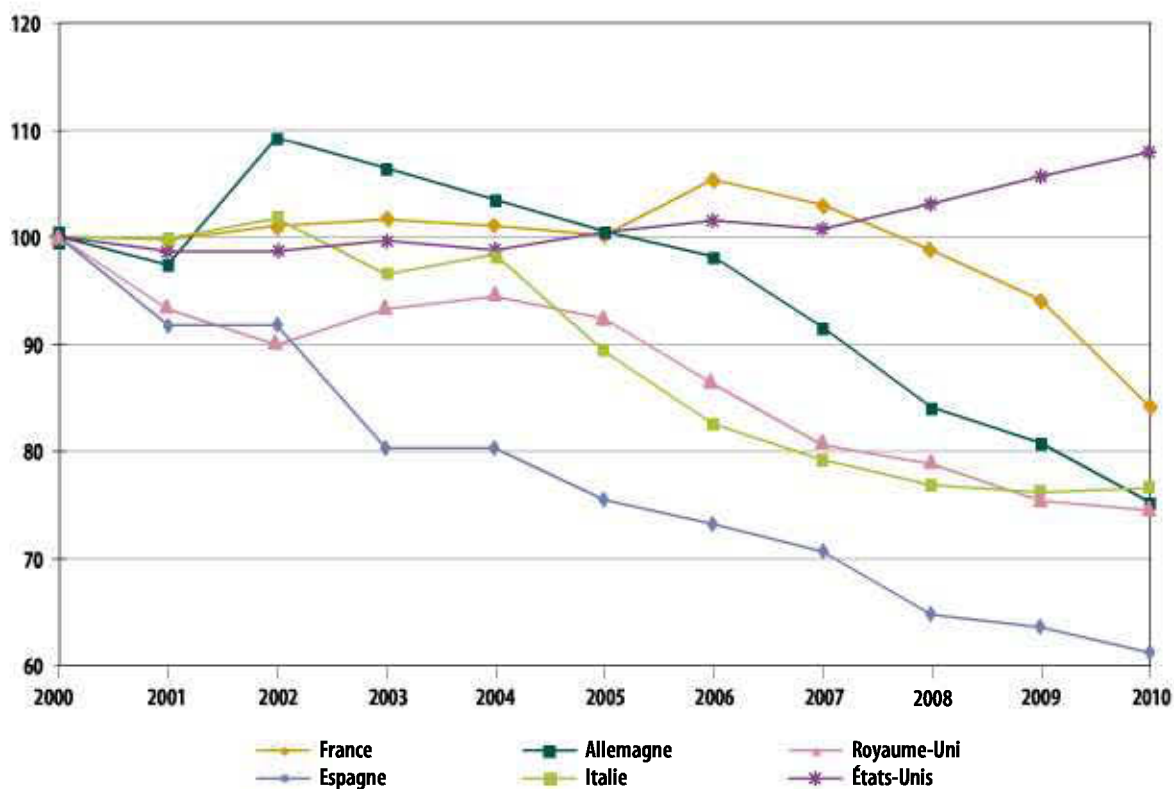
Année	France ⁽¹⁾	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2001	79 975	116 400	107 200	40 000	41 700	699 000
2002	80 995	113 800	103 300	40 000	42 500	699 000
2003	81 468	130 629	107 200	35 000	40 300	705 800
2004	81 037	127 175	108 500	35 000	41 100	700 100
2005	80 278	123 627	106 200	32 900	37 300	711 300
2006	84 482	120 148	99 200	31 900	34 500	719 200
2007	82 615	117 300	92 600	30 800	33 100	713 800
2008	79 194	109 459	87 000	28 200	32 100	712 800
2009	75 478	100 555	86 200	27 200	32 300	751 900
2010	67 511	96 501	85 600	26 700	32 000	764 700

Sources : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2010 (retraitement DAF)

(1) Hors comptes de commerce.

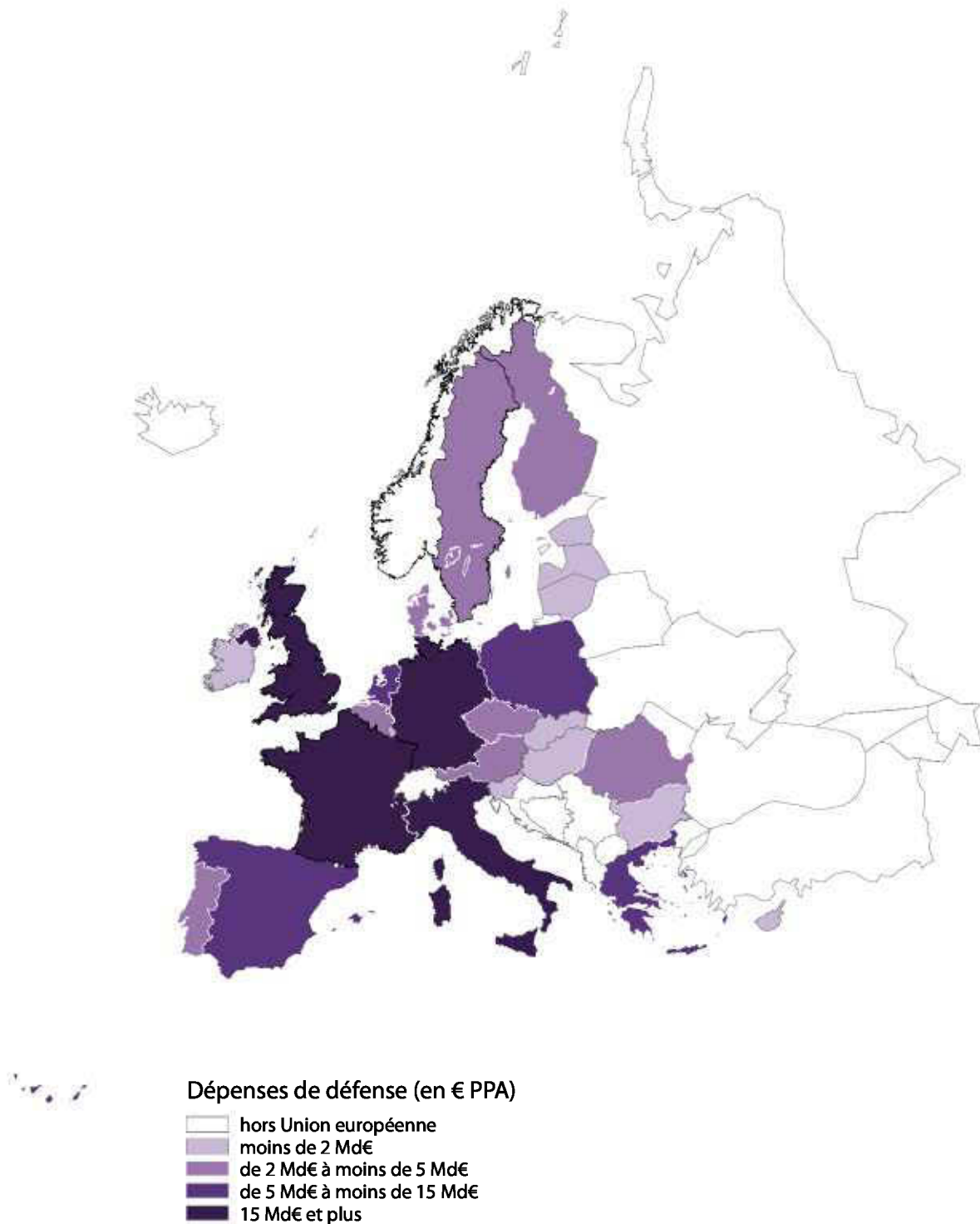
NB : à partir de 2002, rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand.

Évolution des effectifs civils (2000=100)



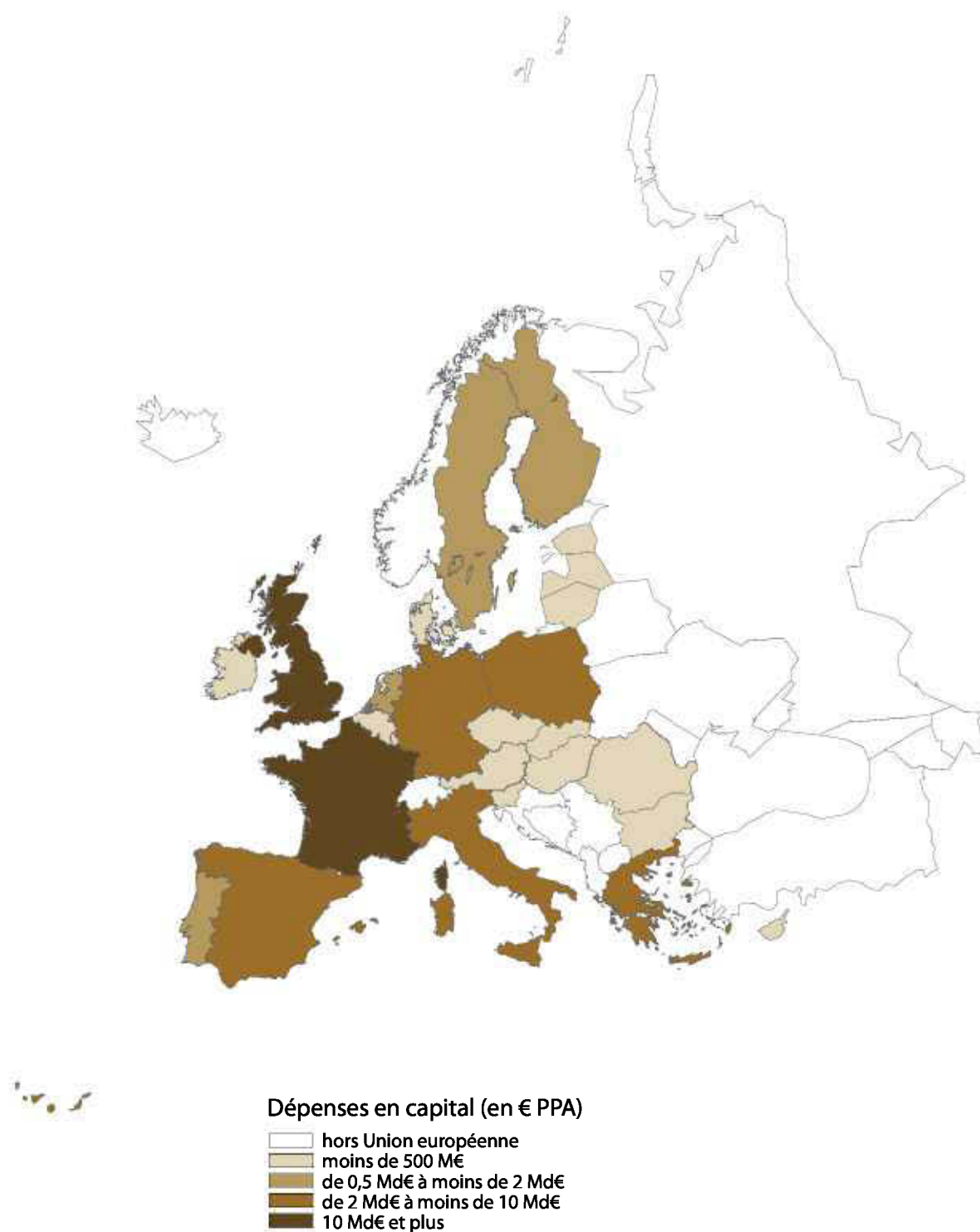
5.4 La cartographie européenne de l'effort de défense

Les dépenses de défense (hors pensions) en 2010

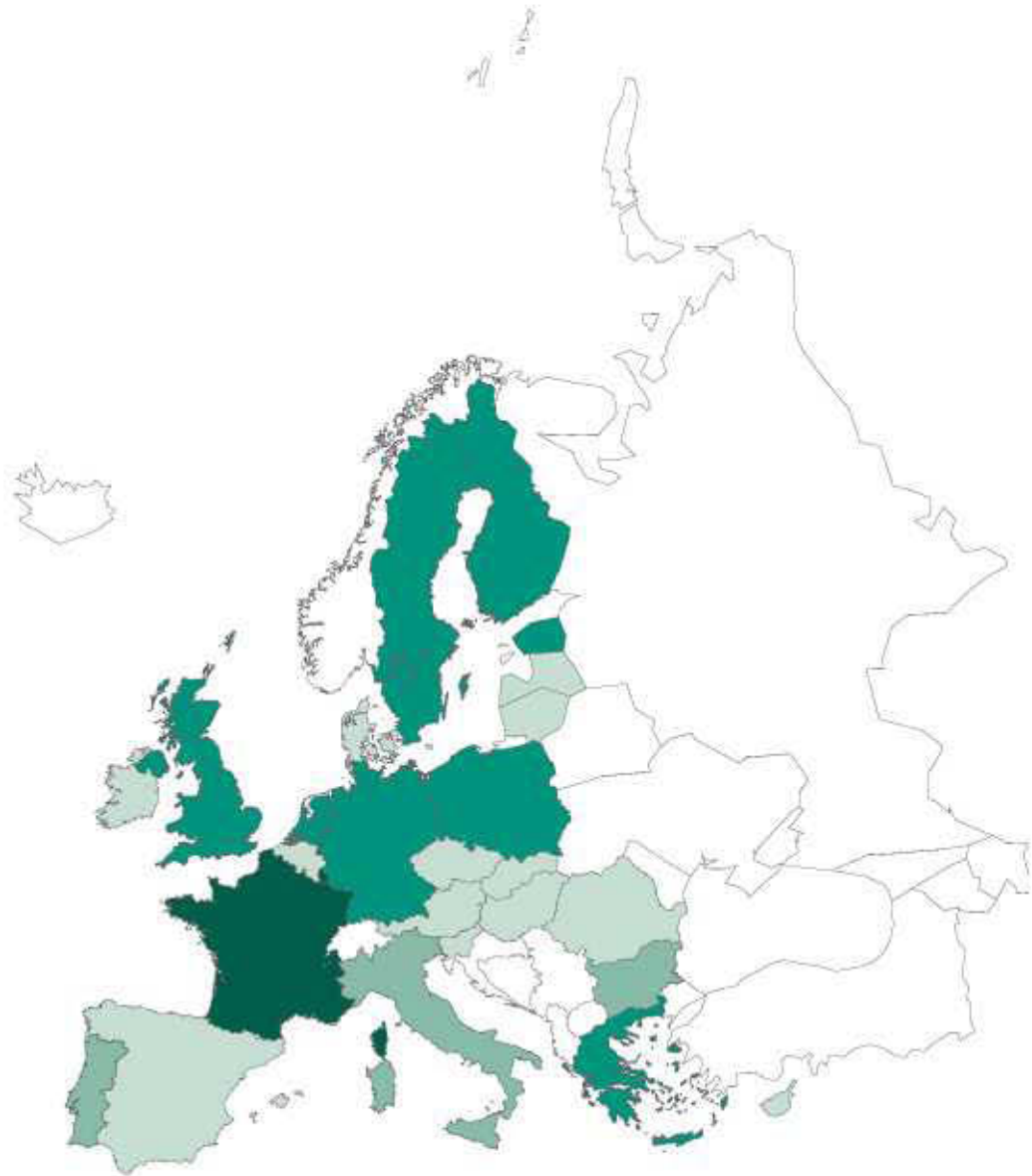


[illegible]

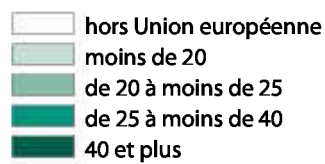
	hors Union européenne
	moins de 1
	de 1 à moins de 1,5
	de 1,5 à moins de 2
	2 et plus

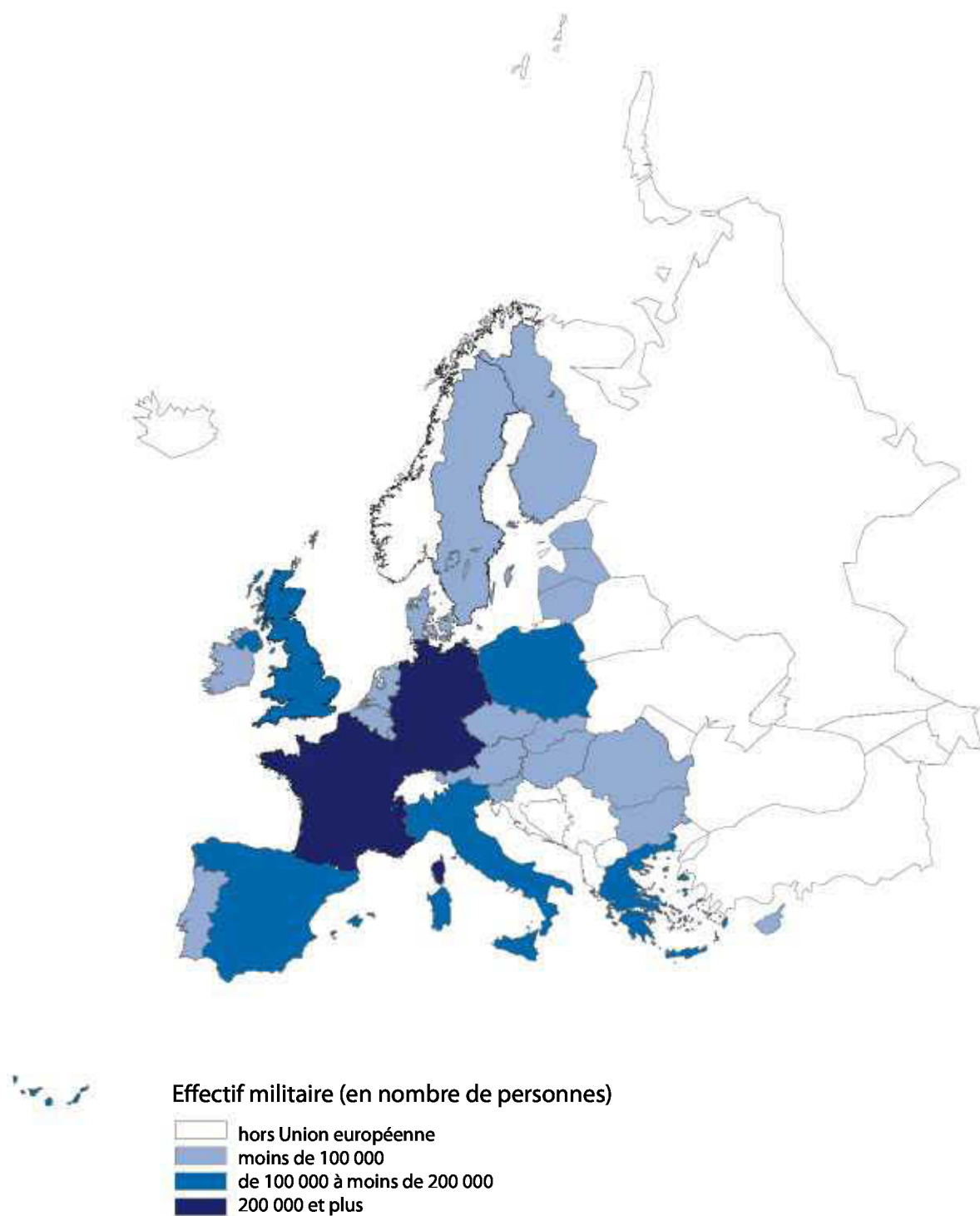
Les dépenses d'équipement en 2010

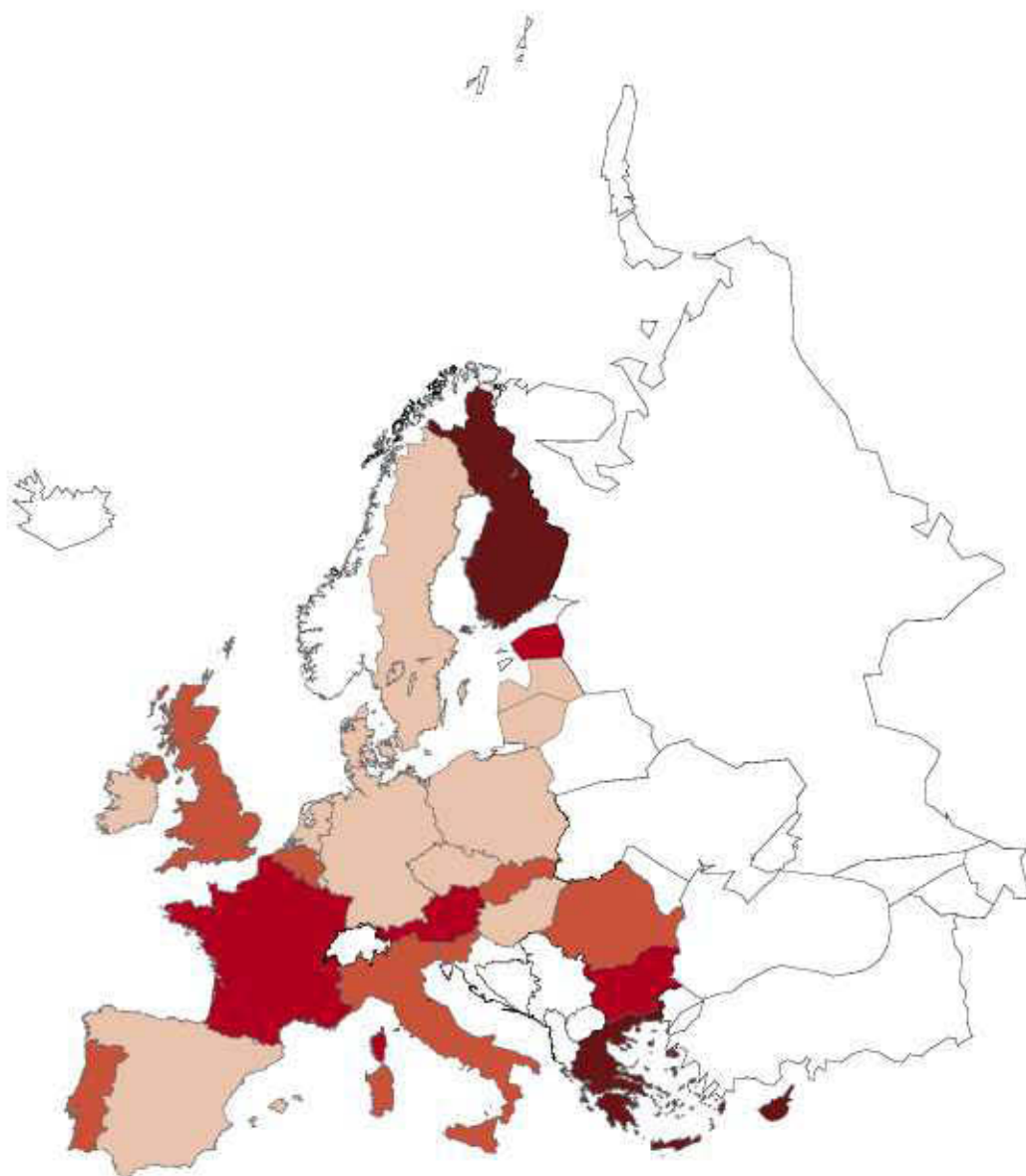
**Les dépenses d'équipement de défense
en % de la dépense totale de défense en 2010**



Dépenses en capital / dépense de défense (en %)



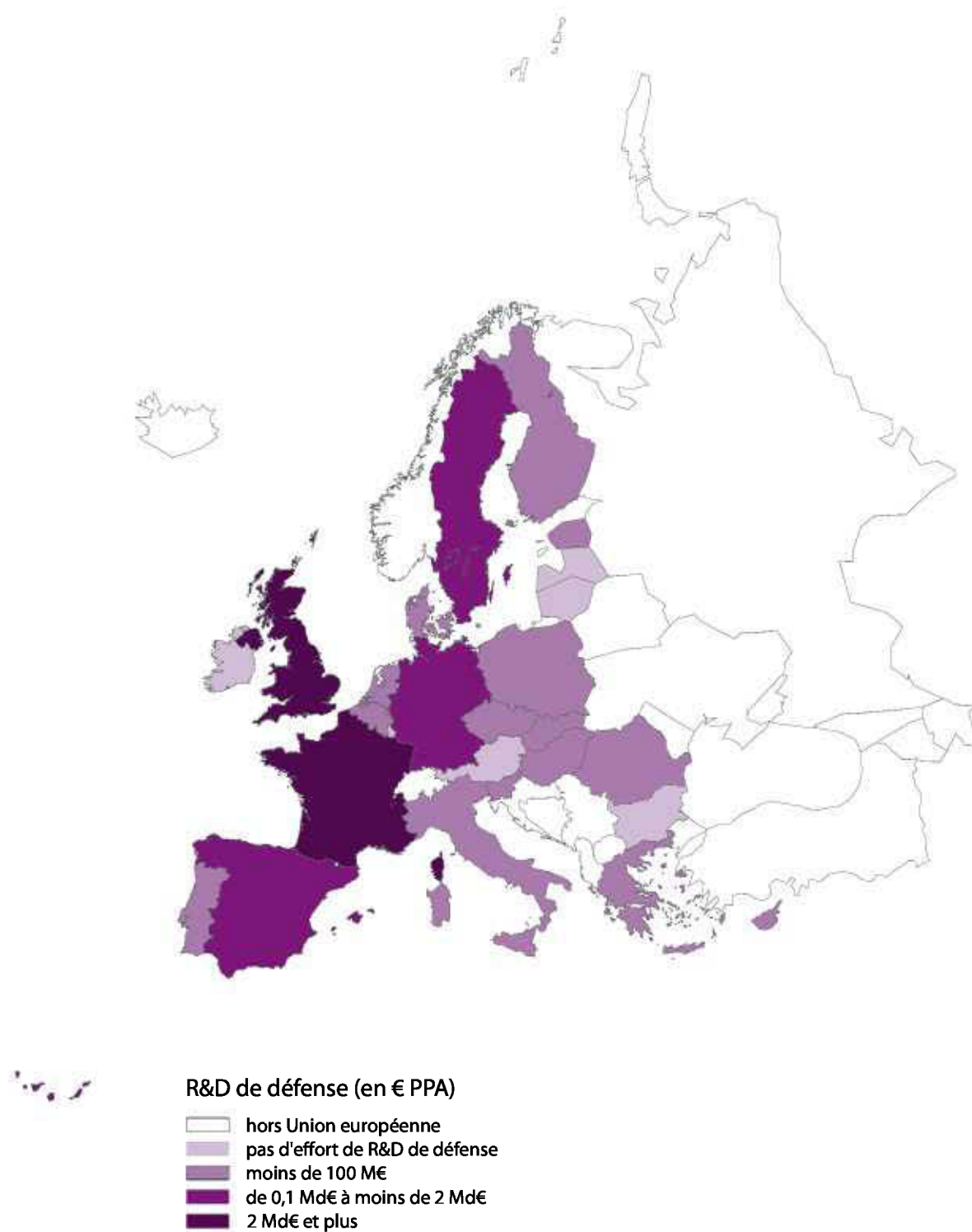
L'effectif militaire en 2010



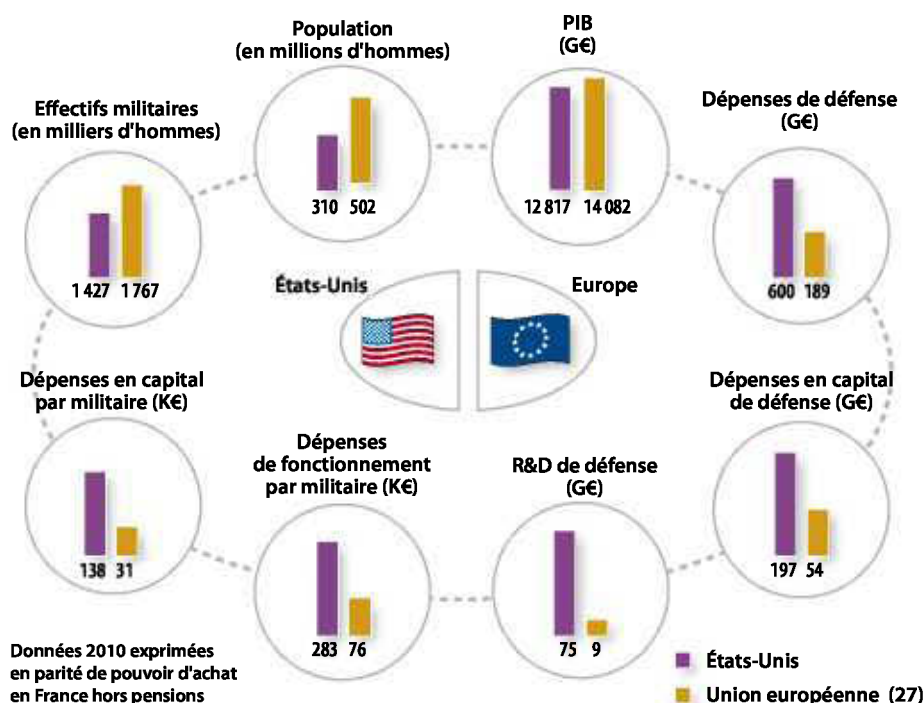
Part des militaires dans la population active (en %)

-  hors Union européenne
 moins de 0,6
 de 0,6 à moins de 0,8
 de 0,8 à moins de 1
 1 et plus

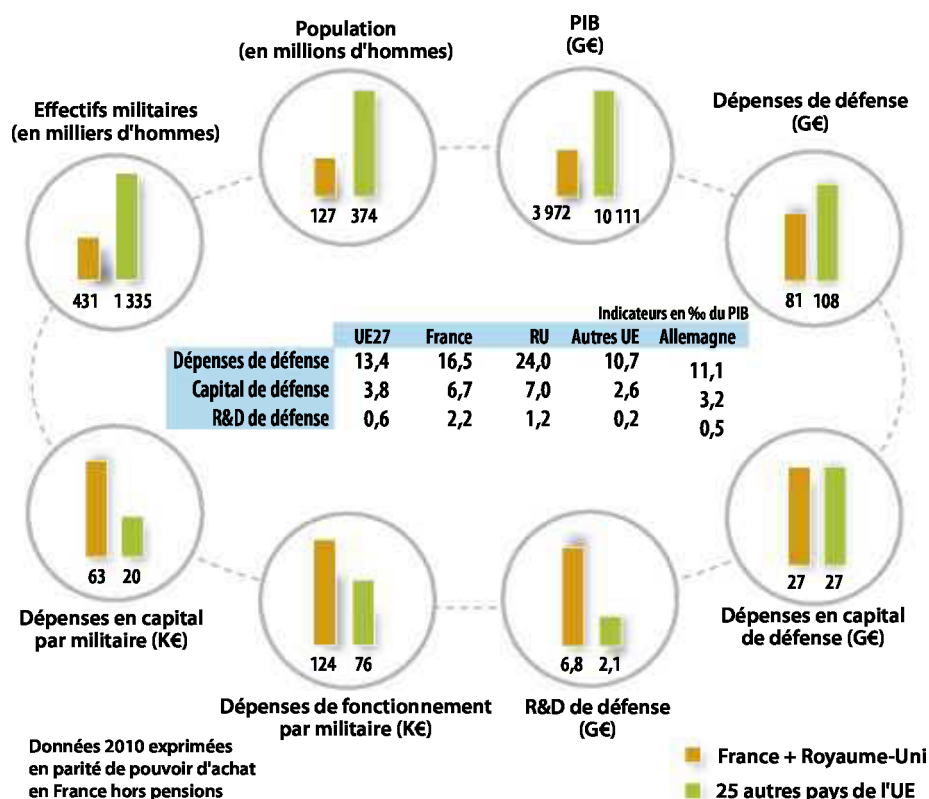
L'effort de R&D de défense en 2010



L'asymétrie de l'effort de défense entre l'Union européenne et les États-Unis



La disparité de l'effort de défense des pays de l'Union européenne



Source : ministère de la Défense, Observatoire économique de la défense

5.5 Les principales entreprises étrangères ayant des accords de coopération avec des entreprises françaises de défense

Pays	Entreprise	CA 2009 total (en M€)	CA 2009 défense (en %)	Effectifs	Accords de coopération
Allemagne	Diehl Stiftung & Co KG	2 205	31,4	12 212	LFK/MBDA (AGM-88 HARM Block-6 PNU, AIM-9J/L Sidewinder, AIM-120 AMRAAM, HFK, LFK-NG LeFla, M270 MLRS) ; Thales (calculateurs de contrôle du vol, contrôle assisté par ordinateur, MTR-390 ECMU, service client d'Airbus, planche de bord) ; Zodiac (service client d'Airbus)
	Rheinmetall Defence	1 898	100	9 304	Giat Industries (canon de 140 mm et 155 mm, munitions de 120 mm) ; Safran (drones)
	Motoren und Turbinen-Aero Engines GmbH	2 611	20,4	7 665	Turbomeca (MTR390, TPE331) ; Snecma services (GP7000, TP400-D6, CFM56, revêtements céramiques d'aubes de turbines, Clean, Etap, Vital)
Canada	Pratt & Whitney	9 554	nc	6 200	Safran (Snecma) : turbomoteurs
	CAE Inc.	1 200	43	2 700	Thales
Espagne	Indra Sistemas SA	2 513	24	26 175	Thales (AGS, EF-2000 DASS, EF-2000 Avionics, simulateurs)
	Navantia	1 594	nc	5 665	DCNS (sous-marin Scorpène)
États-Unis	Alliant Techsystems Inc.	3 349	69	18 000	Giat (fusées de proximité CTWS)
	General Dynamics Corp.	22 930	81	91 700	TDA (marketing du mortier 2R2M 120 mm) ; Thales (Land Warrior)
	General Electric	112 453	2,7	304 000	Safran (CFM International, CF-6, GE 90) ; Thales (GE Capital Aviation Training, Gecat, formation sur simulateur de vol)
	Lockheed Martin Corporation	32 412	85	140 000	Thales (sonar Flash sur H-60, Cobra, Atask)
	Raytheon Company	17 846	84	75 100	Thales (sonar ALFS, sonar SQQ-32, JV TRS, ACSI)
	United Technologies Corporation	37 957	21	207	Safran (PW6000, GP7200, RL-10)
Finlande	Patria OYJ	539,5	88	3 414	Giat (LU211)
Grèce	Hellenic Aerospace Industry (HAI)	180*	95	2 700	Dassault ; Safran
	Intracom Defense Electronics	43,24	100	530	Thales ; Alcatel
Italie	Avio	1 702	28,1	4 905	Eurocopter ; Safran ; SNPE
	Fincantieri	3 269	16	10 530	Armanis (DCNS + Thales / frégates Horizon et FREMM)
	Finmeccanica	18 176	81	73 000	Thales
Japon	Kawasaki Heavy Industries Co Ltd	9 002,7	nc	32 297	Safran
	Ishikawajima-Harima Heavy Industries	9 533,8	nc	7 723	Safran
Royaume-Uni	Bae Systems PLC	25 329	nc	106 900	Nexter (obusiers automoteurs Caesar, véhicules de soutien, munitions)
	Rolls-Royce PLC	11 768	20	38 500	Safran : Tyne turboprop, TP400 ; Turbomeca (MTR390, RTM322, Adour)
Suède	Saab AB	2 334,2	54,8	13 045	Alcatel Space (Herschel & Planck) ; Dassault aviation (Neuron) ; Euroco (poudres et explosifs) ; NH Industries (hélicoptères) ; Thales (Meteor)
Groupes européens	EADS (société Européenne d'aéronautique, de défense et spatiale)	42 822	25,1	119 506	Thales (Galileo)
	MBDA	2 600	99	9 750	Sagem (DDM, AASM) ; Thales Airborne Systems (autodirecteurs des missiles Aster, Meteor, Mica, contre-mesures du Rafale, Spectra)

Source: Direction générale de l'armement, Direction de la stratégie, Calepin international 2011

* Chiffres 2008.

5.6 Le déploiement des forces françaises hors métropole

Forces françaises déployées hors du territoire métropolitain

[au 1^{er} août 2010]

Total : 23 195 hommes



ANNEXES: SÉRIES LONGUES

A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux

A.1.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en valeur

Année	PIB	FBCF*		Consommation finale				en M€ courants		
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI**	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU***	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	445 233	101 814	51 925	346 268	246 238	95 084	4 946	5 626	93 645	102 443
1981	500 756	111 298	56 822	402 505	285 751	111 143	5 611	-2 391	110 535	121 548
1982	574 445	123 430	63 878	466 391	329 530	130 501	6 360	2 836	123 501	142 076
1983	636 622	128 456	66 416	516 480	363 698	145 829	6 953	-1 726	142 915	149 982
1984	693 088	134 254	69 314	562 966	395 763	159 779	7 424	-969	165 564	169 227
1985	743 890	143 089	74 873	607 842	428 439	171 622	7 781	-643	174 104	181 039
1986	802 365	155 096	82 558	646 606	456 157	182 304	8 145	3 726	164 200	167 826
1987	845 164	168 073	90 418	683 866	484 930	190 383	8 553	2 889	166 617	176 858
1988	911 194	189 250	101 887	724 341	513 383	201 823	9 135	6 056	186 589	195 665
1989	980 534	208 701	113 368	772 470	550 568	212 099	9 803	10 263	213 749	225 369
1990	1 033 025	221 865	122 315	814 263	579 211	224 473	10 579	9 976	219 513	233 388
1991	1 070 023	227 650	125 708	849 030	600 110	237 803	11 117	3 822	230 954	242 186
1992	1 107 811	222 161	120 855	884 826	619 825	252 619	12 382	-2 071	239 135	236 909
1993	1 114 699	208 342	110 127	909 335	628 220	268 297	12 818	-13 883	234 435	224 182
1994	1 154 733	212 924	112 876	933 104	645 381	274 220	13 503	-1 945	252 300	242 302
1995	1 194 600	216 421	115 624	959 250	661 462	282 971	14 817	4 632	272 075	258 455
1996	1 227 251	219 601	116 307	992 199	682 737	293 590	15 872	-3 669	284 610	266 150
1997	1 267 425	221 263	117 073	1 010 292	691 381	302 595	16 316	-1 642	325 756	288 986
1998	1 323 654	237 113	128 003	1 042 231	719 092	305 720	17 419	9 658	347 351	313 544
1999	1 367 966	256 749	139 237	1 074 864	739 860	316 721	18 283	6 760	357 618	328 970
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715
2001	1 497 185	291 636	161 801	1 179 441	817 403	341 214	20 824	7 936	421 006	403 814
2002	1 548 555	290 552	158 189	1 228 308	844 360	362 175	21 773	2 238	419 947	393 405
2003	1 594 814	300 452	158 891	1 278 432	878 265	378 397	21 770	-893	407 727	391 583
2004	1 660 189	320 393	168 178	1 333 749	917 719	393 772	22 258	3 569	426 811	425 122
2005	1 726 068	344 370	178 448	1 390 109	958 656	408 609	22 844	5 562	449 763	464 642
2006	1 806 430	373 205	191 458	1 448 363	1 001 929	422 237	24 197	7 400	483 041	506 546
2007	1 895 284	406 607	211 498	1 510 570	1 048 196	436 400	25 974	13 174	502 874	538 946
2008	1 948 511	424 552	222 634	1 562 277	1 083 796	451 432	27 049	4 056	519 890	563 199
2009	1 907 145	392 102	204 305	1 582 559	1 084 607	469 755	28 197	-31 399	439 594	476 638

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

L'euro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

* Formation brute de capital fixe.

** Sociétés non financières et entrepreneurs individuels.

*** Administrations publiques.

A.1.1.2 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en volume (base 2000)

Année	PIB	FBCF		Consommation finale				en M€ 2000, aux prix de l'année précédente, chaînés		
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	934 649	188 299	92 431	746 188	524 089	211 463	10 636	7 964	139 559	148 509
1981	943 270	184 394	90 208	763 426	534 988	217 794	10 644	-6 771	146 078	146 112
1982	966 214	181 402	90 410	790 619	552 196	227 599	10 824	1 855	144 440	151 200
1983	977 760	174 944	87 111	801 092	556 537	233 622	10 933	-4 975	151 075	147 038
1984	992 275	172 456	86 178	809 977	560 400	238 704	10 873	-4 105	161 302	151 681
1985	1 009 231	176 476	89 223	828 250	571 534	245 800	10 916	-3 805	164 610	158 550
1986	1 033 976	184 853	94 834	855 197	591 881	252 330	10 986	1 599	163 348	168 630
1987	1 059 672	194 153	100 791	881 420	610 587	259 328	11 505	1 653	168 054	181 251
1988	1 108 396	212 176	110 565	910 155	629 293	268 765	12 097	4 391	182 246	197 053
1989	1 154 548	227 525	119 368	933 372	648 180	272 643	12 549	7 581	200 088	212 724
1990	1 185 068	236 143	126 027	958 583	664 041	281 320	13 222	7 094	209 371	224 359
1991	1 197 102	235 213	126 300	972 052	667 841	290 446	13 765	-13	222 322	230 991
1992	1 213 461	229 682	122 282	987 994	673 539	299 537	14 918	-3 189	235 200	234 785
1993	1 202 374	215 455	112 399	995 440	670 412	309 970	15 058	-14 827	235 756	227 119
1994	1 229 012	219 145	114 945	1 005 998	679 423	310 978	15 597	-2 264	254 802	246 595
1995	1 255 031	223 171	118 050	1 017 525	690 124	310 837	16 564	3 810	276 247	264 220
1996	1 268 965	224 743	118 364	1 035 642	700 983	317 324	17 335	-6 425	286 384	269 843
1997	1 297 360	225 711	120 177	1 042 754	704 159	321 286	17 309	-2 177	323 360	291 279
1998	1 342 808	241 818	131 702	1 068 632	731 160	319 332	18 140	7 949	350 001	325 174
1999	1 387 132	261 830	143 703	1 099 234	756 537	323 916	18 781	6 862	366 175	346 916
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715
2001	1 468 101	287 343	160 657	1 157 740	803 716	333 900	20 124	7 541	422 095	407 419
2002	1 483 171	282 515	156 037	1 183 340	821 507	340 128	21 705	2 727	428 295	414 355
2003	1 499 299	288 851	156 687	1 207 175	839 255	346 936	20 984	-1 822	423 214	419 116
2004	1 536 336	299 224	163 131	1 236 701	861 082	354 945	20 674	6 686	439 956	448 872
2005	1 565 465	312 309	169 150	1 263 840	883 854	359 306	20 680	6 828	453 798	475 575
2006	1 600 168	325 257	176 236	1 289 937	904 856	363 798	21 283	6 828	475 624	502 326
2007	1 638 164	344 761	190 512	1 319 219	927 771	369 187	22 261	10 371	487 713	530 524
2008	1 641 718	346 473	195 100	1 330 462	932 625	375 368	22 469	5 691	485 457	533 608
2009	1 598 565	321 918	179 494	1 346 515	938 513	385 543	22 459	-24 955	425 403	476 563

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.1.3 Les indices de prix

Année	PIB	FBCF		Consommation finale			en base 100 en 2000	
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	47,6	54,1	56,2	46,4	47,0	45,0	67,1	69,0
1981	53,1	60,4	63,0	52,7	53,4	51,0	75,7	83,2
1982	59,5	68,0	70,7	59,0	59,7	57,3	85,5	94,0
1983	65,1	73,4	76,2	64,5	65,4	62,4	94,6	102,0
1984	69,8	77,8	80,4	69,5	70,6	66,9	102,6	111,6
1985	73,7	81,1	83,9	73,4	75,0	69,8	105,8	114,2
1986	77,6	83,9	87,1	75,6	77,1	72,2	100,5	99,5
1987	79,8	86,6	89,7	77,6	79,4	73,4	99,1	97,6
1988	82,2	89,2	92,2	79,6	81,6	75,1	102,4	99,3
1989	84,9	91,7	95,0	82,8	84,9	77,8	106,8	105,9
1990	87,2	94,0	97,1	84,9	87,2	79,8	104,8	104,0
1991	89,4	96,8	99,5	87,3	89,9	81,9	103,9	104,8
1992	91,3	96,7	98,8	89,6	92,0	84,3	101,7	100,9
1993	92,7	96,7	98,0	91,4	93,7	86,6	99,4	98,7
1994	94,0	97,2	98,2	92,8	95,0	88,2	99,0	98,3
1995	95,2	97,0	97,9	94,3	95,8	91,0	98,5	97,8
1996	96,7	97,7	98,3	95,8	97,4	92,5	99,4	98,6
1997	97,7	98,0	97,4	96,9	98,2	94,2	100,7	99,2
1998	98,6	98,1	97,2	97,5	98,4	95,7	99,2	96,4
1999	98,6	98,1	96,9	97,8	97,8	97,8	97,7	94,8
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	102,0	101,5	100,7	101,9	101,7	102,2	99,7	99,1
2002	104,4	102,8	101,4	103,8	102,8	106,5	98,1	94,9
2003	106,4	104,0	101,4	105,9	104,6	109,1	96,3	93,4
2004	108,1	107,1	103,1	107,8	106,6	110,9	97,0	94,7
2005	110,3	110,3	105,5	110,0	108,5	113,7	99,1	97,7
2006	112,9	114,7	108,6	112,3	110,7	116,1	101,6	100,8
2007	115,7	117,9	111,0	114,5	113,0	118,2	103,1	101,6
2008	118,7	122,5	114,1	117,4	116,2	120,3	107,1	105,5
2009	119,3	121,8	113,8	117,5	115,6	121,8	103,3	100,0

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2 La production des branches

A.1.2.1 La production des branches en valeur

Année Code	Agriculture	Industrie							en M€ courants,			
		Agroalimen- taire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens inter- médiaires	Énergie	Total industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	40 056	48 497	45 563	21 124	56 621	101 425	48 956	322 185	70 137	307 720	103 601	843 698
1981	44 864	55 517	50 196	22 243	64 597	108 354	60 103	361 011	76 551	348 324	120 608	951 358
1982	54 175	62 729	56 658	25 730	71 367	119 706	64 541	400 732	84 094	395 038	141 009	1 075 047
1983	57 127	67 598	61 869	28 501	77 214	130 363	69 627	435 173	86 169	438 124	157 850	1 174 443
1984	59 421	74 455	66 368	29 571	83 216	145 152	76 786	475 548	89 892	483 369	172 752	1 280 982
1985	62 620	78 712	71 928	31 295	86 694	154 898	80 224	503 751	92 701	522 011	185 259	1 366 341
1986	63 322	81 311	76 530	34 640	88 765	153 949	62 853	498 048	100 558	561 067	196 584	1 419 580
1987	63 784	82 623	79 489	38 468	89 468	157 061	56 674	503 783	106 902	600 349	206 152	1 480 969
1988	64 385	87 016	83 331	43 342	95 258	173 015	54 508	536 470	117 894	652 547	219 790	1 591 087
1989	70 514	92 474	88 922	48 117	103 783	188 790	58 337	580 422	125 944	723 610	231 388	1 731 880
1990	72 887	97 304	92 385	49 738	110 155	189 899	63 108	602 589	133 289	767 055	245 297	1 821 117
1991	68 016	99 711	95 281	49 819	113 797	188 047	68 096	614 751	137 779	796 332	259 715	1 876 593
1992	69 238	103 069	95 977	53 155	109 834	187 087	66 627	615 748	142 141	824 650	275 254	1 927 031
1993	66 000	101 627	95 161	48 068	102 916	176 082	68 053	591 907	132 696	833 767	292 182	1 916 552
1994	69 801	101 820	95 549	54 637	103 442	189 955	65 865	611 268	131 003	858 726	299 219	1 970 017
1995	72 732	104 972	99 107	55 277	112 017	207 547	67 980	646 900	133 436	893 936	309 654	2 056 658
1996	74 007	105 483	99 387	55 326	114 191	201 456	74 492	650 335	129 250	924 588	324 504	2 102 684
1997	75 435	109 036	101 540	60 191	124 815	213 968	76 047	685 597	128 310	964 308	335 149	2 188 799
1998	76 761	109 014	105 488	69 552	136 229	223 183	71 941	715 407	131 959	1 021 726	340 808	2 286 661
1999	75 920	109 313	108 342	79 000	145 755	226 602	75 384	744 396	141 002	1 090 346	352 190	2 403 854
2000	76 896	112 212	114 072	85 769	159 626	254 738	93 639	820 056	157 605	1 193 022	367 033	2 614 612
2001	79 090	117 571	118 965	91 224	163 213	256 466	93 919	841 358	165 636	1 264 821	378 583	2 729 488
2002	78 762	118 287	120 735	93 613	154 916	245 414	91 492	824 457	170 250	1 321 062	397 014	2 791 545
2003	76 854	117 769	119 980	89 097	148 229	240 827	95 737	811 639	177 465	1 365 375	413 051	2 844 384
2004	79 069	120 094	120 892	92 619	149 875	253 176	103 078	839 734	190 175	1 433 833	431 275	2 974 086
2005	78 919	118 910	121 045	91 441	159 328	261 932	121 219	873 875	205 435	1 506 123	448 814	3 113 166
2006	77 819	121 513	122 569	89 476	170 296	277 803	135 222	916 879	227 059	1 598 090	466 222	3 286 069
2007	84 627	128 135	123 647	94 972	179 241	290 436	137 152	953 583	249 307	1 678 728	484 441	3 450 686
2008	86 381	134 396	123 991	88 322	186 404	289 347	152 707	975 067	262 849	1 735 078	502 039	3 561 414
2009	79 792	125 378	119 390	68 794	174 563	234 065	122 548	844 738	249 622	1 718 313	522 488	3 414 954

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Agriculture	Industrie							Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
		Agroalimen- taire	Biens de consomma- tion	Automobile	Biens d'équi- pement	Biens inter- médiaires	Énergie	Total Industrie				
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	57241	79697	79237	37066	66445	169890	88738	514682	141017	631741	235607	1589988
1981	57063	81961	78842	35657	70457	166352	83953	513109	139731	642351	241596	1601395
1982	61986	83386	81754	37556	71544	165417	77449	512732	137580	658146	250928	1627738
1983	59983	83477	82833	38837	74008	166937	77149	519132	131590	670747	257489	1644153
1984	61420	86519	83151	37551	76537	171452	78260	529776	129393	688682	262738	1677450
1985	63464	88834	85295	38026	78593	172551	78043	537609	128502	703130	269994	1707963
1986	63750	90520	86677	40324	80804	173967	76634	544879	134359	732416	276274	1754678
1987	66684	92026	87255	42875	82174	176849	74726	552038	138245	762584	284719	1805956
1988	65940	95026	90116	46416	87211	185261	74386	575242	147915	805854	295723	1891285
1989	66065	97369	94628	49865	93923	191380	74542	599580	154804	858244	300001	1979144
1990	69178	100783	97156	49772	98432	194851	76250	615356	159399	888910	308839	2042003
1991	65795	102519	98080	49087	100068	196907	80859	625076	158755	895072	318696	2062815
1992	70016	103932	97076	51401	97653	199418	81335	627924	160518	908815	327723	2093899
1993	67751	103709	95251	45959	95362	193106	82768	612650	147303	902619	338857	2066528
1994	68473	105098	95985	51845	98581	203869	81045	633477	144396	918215	340327	2103060
1995	69976	107387	99154	52388	107642	210892	84117	658861	146012	948143	340633	2162574
1996	72210	108258	98689	52519	109772	208320	88836	662958	139622	967323	350668	2191712
1997	73309	109442	100856	58535	120475	219355	88431	694701	135840	1003502	355277	2262185
1998	74772	111306	104913	69114	134306	230077	90879	738996	138260	1055900	355045	2363096
1999	76469	113026	108422	79230	146390	237582	91458	775549	145263	1116126	360075	2473587
2000	76896	112212	114072	85769	159626	254738	93639	820056	157605	1193022	367033	2614612
2001	75320	112595	118184	89592	164273	256583	95909	837136	161568	1237388	370740	2682152
2002	76902	113161	119928	90970	158157	248965	94590	825958	161221	1262970	374717	2702081
2003	70700	112442	118893	88261	154308	244738	96976	815730	163148	1281825	379834	2712358
2004	77986	113542	119963	91316	157167	250155	99075	831273	167279	1323529	388472	2790261
2005	76359	113065	120634	89745	166145	251743	102406	843363	174730	1364245	393123	2854346
2006	75232	113438	123370	87222	174912	256422	104556	859177	183155	1422302	397895	2941145
2007	76017	114757	125107	91815	179952	259178	103685	872874	193016	1469433	404033	3019731
2008	77453	112570	125785	84971	185619	249685	103727	860252	191721	1479442	409398	3023236
2009	77587	111316	121242	64711	172505	211494	95758	775389	181957	1448206	417617	2907801

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2.3 Les indices de prix de la production

Année Code	Agriculture DA	Industrie							Construction DH	Services principaux marchands DJ	Services administrés DQ	Ensemble
		Agroalimen- taire EB	Biens de conso EC	Automobile ED	Biens d'équi- pement EE	Biens inter- médiaires EF	Énergie EG	Total Industrie DB				
1980	70,0	60,9	57,5	57,0	85,2	59,7	55,2	62,6	49,7	48,7	44,0	53,1
1981	78,6	67,7	63,7	62,4	91,7	65,1	71,6	70,4	54,8	54,2	49,9	59,4
1982	87,4	75,2	69,3	68,5	99,8	72,4	83,3	78,2	61,1	60,0	56,2	66,0
1983	95,2	81,0	74,7	73,4	104,3	78,1	90,3	83,8	65,5	65,3	61,3	71,4
1984	96,7	86,1	79,8	78,7	108,7	84,7	98,1	89,8	69,5	70,2	65,8	76,4
1985	98,7	88,6	84,3	82,3	110,3	89,8	102,8	93,7	72,1	74,2	68,6	80,0
1986	99,3	89,8	88,3	85,9	109,9	88,5	82,0	91,4	74,8	76,6	71,2	80,9
1987	95,7	89,8	91,1	89,7	108,9	88,8	75,8	91,3	77,3	78,7	72,4	82,0
1988	97,6	91,6	92,5	93,4	109,2	93,4	73,3	93,3	79,7	81,0	74,3	84,1
1989	106,7	95,0	94,0	96,5	110,5	98,6	78,3	96,8	81,4	84,3	77,1	87,5
1990	105,4	96,5	95,1	99,9	111,9	97,5	82,8	97,9	83,6	86,3	79,4	89,2
1991	103,4	97,3	97,1	101,5	113,7	95,5	84,2	98,3	86,8	89,0	81,5	91,0
1992	98,9	99,2	98,9	103,4	112,5	93,8	81,9	98,1	88,6	90,7	84,0	92,0
1993	97,4	98,0	99,9	104,6	107,9	91,2	82,2	96,6	90,1	92,4	86,2	92,7
1994	101,9	96,9	99,5	105,4	104,9	93,2	81,3	96,5	90,7	93,5	87,9	93,7
1995	103,9	97,8	100,0	105,5	104,1	98,4	80,8	98,2	91,4	94,3	90,9	95,1
1996	102,5	97,4	100,7	105,3	104,0	96,7	83,9	98,1	92,6	95,6	92,5	95,9
1997	102,9	99,6	100,7	102,8	103,6	97,5	86,0	98,7	94,5	96,1	94,3	96,8
1998	102,7	97,9	100,5	100,6	101,4	97,0	79,2	96,8	95,4	96,8	96,0	96,8
1999	99,3	96,7	99,9	99,7	99,6	95,4	82,4	96,0	97,1	97,7	97,8	97,2
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	105,0	104,4	100,7	101,8	99,4	100,0	97,9	100,5	102,5	102,2	102,1	101,8
2002	102,4	104,5	100,7	102,9	98,0	98,6	96,7	99,8	105,6	104,6	106,0	103,3
2003	108,7	104,7	100,9	100,9	96,1	98,4	98,7	99,5	108,8	106,5	108,7	104,9
2004	101,4	105,8	100,8	101,4	95,4	101,2	104,0	101,0	113,7	108,3	111,0	106,6
2005	103,4	105,2	100,3	101,9	95,9	104,0	118,4	103,6	117,6	110,4	114,2	109,1
2006	103,4	107,1	99,4	102,6	97,4	108,3	129,3	106,7	124,0	112,4	117,2	111,7
2007	111,3	111,7	98,8	103,4	99,6	112,1	132,3	109,2	129,2	114,2	119,9	114,3
2008	111,5	119,3	98,6	103,9	100,4	115,9	147,2	113,3	137,1	117,3	122,6	117,8
2009	102,8	112,6	98,5	106,3	101,2	110,7	128,0	108,9	137,2	118,7	125,1	117,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

à prix courants

Année 2002

en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	25,6			25,6
Produits d'armement	13,6	0,9	0,4	15,0
Reste de l'économie	2 752,3	392,5	155,5	3 300,3
Total	2 791,5	393,4	156,0	3 340,9

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,0	4,8		11,8
4,4	5,7	1 388,5	1 387,1
11,4	10,5	1 388,5	1 399,0

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
25,6			25,6
	-1,1	4,2	15,0
336,5	1 160,9	415,7	3 300,3
362,2	1 159,8	419,9	3 340,9

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

14,2	3,1	1 375,3	1 392,6
17,3			
25,6	13,6	2 752,3	2 791,5
39,2			

Valeurs ajoutées	1 392,6
Impôts sur produits	156,0
PIB	1 548,6

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2003

en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	27,0			27,0
Produits d'armement	14,3	1,0	0,5	15,8
Reste de l'économie	2 803,1	390,6	159,5	3 353,2
Total	2 844,4	391,6	160,0	3 396,0

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,6	5,1		12,6
4,7	6,1	1 386,1	1 397,0
12,3	11,1	1 386,1	1 409,6

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
27,0			27,0
	-1,1	4,3	15,8
351,4	1 201,4	403,4	3 380,2
378,4	1 200,3	407,7	3 396,0

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

14,7	3,2	1 417,0	1 434,8
17,9			
27,0	14,3	2 803,1	2 844,4
41,3			

Valeurs ajoutées	1 434,8
Impôts sur produits	160,0
PIB	1 594,8

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2004

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	28,4			28,4
Produits d'armement	17,3	1,1	0,6	19,0
Reste de l'économie	2 914,2	421,9	169,1	3 505,2
Total	2 959,9	423,0	169,7	3 552,6

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
8,2	6,5		14,7
5,1	7,3	1 443,5	1 455,8
13,3	13,8	1 443,5	1 470,6

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
28,4			28,4
	-2,8	7,1	19,0
365,2	1 264,1	420,0	3 505,2
393,6	1 261,3	427,1	3 552,5

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

15,1	3,5	1 470,7	1 489,3
18,6			
28,4	17,3	2 914,2	2 959,9
45,7			

Valeurs ajoutées	1 489,3
Impôts sur produits	169,7
PIB	1 659,0

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2005

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	29,6			29,6
Produits d'armement	14,6	1,3	0,6	16,5
Reste de l'économie	3 052,2	461,5	177,8	3 691,5
Total	3 096,3	462,9	178,3	3 737,6

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,8	6,3		14,1
6,3	5,7	1 530,6	1 542,6
14,2	12,0	1 530,6	1 556,7

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
29,6			29,6
	-1,4	3,8	16,5
378,7	1 326,7	443,5	3 691,5
408,3	1 325,3	447,3	3 737,6

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

15,4	2,6	1 521,6	1 539,6
18,0			
29,6	14,6	3 052,1	3 096,3
44,2			

Valeurs ajoutées	1 539,6
Impôts sur produits	178,3
PIB	1 717,9

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2006

en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,0			30,0
Produits d'armement	14,4	1,3	0,5	16,3
Reste de l'économie	3 231,7	506,0	192,2	3 929,8
Total	3 276,1	507,3	192,7	3 976,1

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
10,6	6,2		16,9
3,7	5,0	1 635,8	1 644,5
14,3	11,3	1 635,8	1 661,4

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
30,0			30,0
	-4,7	4,1	16,3
392,6	1 412,3	480,4	3 929,8
422,6	1 407,6	484,5	3 976,1

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

15,7	3,1	1 595,8	1 614,7
18,9			
30,0	14,4	3 231,7	3 276,1
44,4			

Valeurs ajoutées	1 614,7
Impôts sur produits	192,7
PIB	1 807,4

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2007

en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,3			30,3
Produits d'armement	17,0	1,5	0,4	18,9
Reste de l'économie	3 407,8	536,1	196,9	4 140,8
Total	3 455,1	537,6	197,3	4 190,0

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
10,3	9,0		19,3
4,1	4,4	1 729,8	1 738,4
14,4	13,5	1 729,8	1 757,7

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
30,3			30,3
	-5,3	4,8	18,9
406,6	1 498,3	497,5	4 140,8
436,9	1 493,0	502,3	4 190,0

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

15,9	3,5	1 678,1	1 697,4
19,4			
30,3	17,0	3 407,8	3 455,1
47,3			

Valeurs ajoutées	1 697,4
Impôts sur produits	197,3
PIB	1 894,6

Source : Insee/traitement OED

A.1.4 L'emploi intérieur salarié par branche

A.1.4.1 L'emploi intérieur salarié par branche
(nombre de personnes « en équivalent temps plein »)

en milliers de personnes

Année Code	Industrie								Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
	Agriculture DA	Agroalimen- taire EB	Biens de conso EC	Automobile ED	Biens d'équi- pement EE	Biens inter- médiaires EF	Énergie EG	Total Industrie DB				
1980	395,5	461,2	1 034,4	338,3	1 040,5	1 947,8	264,4	5 086,6	1 701,2	6 655,1	4 624,0	18 462,4
1981	377,9	465,4	987,7	316,8	1 017,0	1 869,5	267,0	4 923,4	1 659,5	6 730,5	4 746,2	18 437,5
1982	365,8	468,4	967,6	308,4	1 009,1	1 823,5	272,2	4 849,2	1 618,0	6 844,3	4 847,8	18 525,1
1983	349,9	472,6	954,0	305,3	981,5	1 770,2	280,4	4 764,0	1 539,6	6 908,6	4 918,3	18 480,4
1984	339,4	472,8	926,3	295,5	947,8	1 699,6	279,5	4 621,5	1 429,4	6 976,0	5 024,6	18 390,9
1985	331,4	469,3	900,3	282,1	921,4	1 650,7	274,4	4 498,2	1 375,4	7 011,9	5 124,0	18 340,9
1986	324,5	467,6	887,2	269,4	901,8	1 617,5	269,5	4 413,0	1 375,6	7 134,5	5 205,6	18 453,2
1987	317,9	466,8	871,6	259,7	865,6	1 583,4	265,2	4 312,3	1 385,8	7 336,6	5 304,0	18 656,6
1988	316,1	464,7	866,7	255,5	848,2	1 563,0	261,4	4 259,5	1 413,5	7 585,1	5 351,1	18 925,3
1989	315,7	465,1	867,6	257,0	856,9	1 584,8	253,9	4 285,3	1 455,4	7 877,2	5 447,3	19 380,9
1990	321,6	465,4	864,0	256,7	877,9	1 592,1	246,9	4 303,0	1 473,7	8 070,0	5 515,6	19 683,9
1991	322,0	462,8	835,1	248,3	882,7	1 564,6	239,6	4 233,0	1 468,9	8 129,1	5 620,3	19 773,3
1992	322,0	455,7	798,4	239,6	848,5	1 517,2	236,8	4 096,3	1 420,9	8 181,0	5 718,0	19 738,3
1993	321,0	455,4	758,1	230,2	793,5	1 433,3	232,2	3 902,6	1 339,1	8 094,7	5 814,0	19 471,5
1994	327,2	458,1	729,9	219,3	763,6	1 387,6	230,3	3 788,9	1 303,5	8 187,6	5 922,3	19 529,6
1995	336,1	463,7	712,9	218,1	766,6	1 398,0	226,7	3 785,9	1 305,4	8 298,5	5 993,8	19 719,8
1996	343,0	469,7	687,9	217,2	764,8	1 383,7	223,5	3 747,0	1 266,7	8 346,3	6 056,4	19 759,3
1997	351,5	479,5	674,3	215,9	758,7	1 360,1	217,1	3 705,7	1 234,4	8 477,5	6 107,9	19 877,0
1998	358,7	484,1	657,5	212,9	764,3	1 365,0	204,4	3 688,2	1 230,1	8 763,0	6 166,6	20 206,5
1999	365,2	484,1	645,8	212,2	768,4	1 358,7	198,6	3 667,8	1 254,1	9 119,0	6 267,3	20 673,3
2000	374,6	489,3	630,2	223,9	780,8	1 378,9	204,3	3 707,4	1 309,3	9 620,9	6 328,5	21 340,7
2001	383,3	488,1	629,2	228,5	788,4	1 393,4	199,0	3 726,7	1 345,6	10 050,3	6 358,0	21 863,8
2002	387,6	496,4	599,1	228,6	767,1	1 357,8	195,5	3 644,5	1 364,5	10 321,5	6 366,0	22 084,1
2003	386,3	499,5	580,0	227,7	745,5	1 315,4	190,1	3 558,4	1 369,2	10 386,9	6 416,6	22 117,3
2004	384,6	484,1	546,1	219,9	716,5	1 276,8	190,4	3 433,8	1 393,2	10 465,4	6 448,6	22 125,6
2005	388,8	482,8	526,2	220,5	705,0	1 241,2	189,0	3 364,6	1 436,9	10 565,5	6 489,8	22 246,6
2006	390,2	484,1	504,0	210,0	711,3	1 204,4	187,8	3 301,5	1 498,4	10 704,2	6 581,8	22 476,2
2007	388,9	484,6	495,1	202,3	720,3	1 191,2	188,1	3 281,7	1 554,4	10 959,0	6 668,6	22 852,5
2008	376,7	482,7	479,7	191,9	722,7	1 176,0	187,9	3 240,8	1 601,1	11 089,4	6 713,9	23 021,9
2009	360,3	476,3	452,7	184,4	690,3	1 115,8	190,5	3 110,0	1 572,9	10 864,3	6 776,0	22 683,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Agriculture	Industrie							en milliers de personnes			
		Agroalimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	378,9	459,8	1 015,4	339,0	1 036,3	1 938,2	264,0	5 052,7	1 621,1	6 787,2	4 831,0	18 670,9
1981	361,9	463,5	968,1	317,0	1 012,3	1 858,4	266,6	4 885,9	1 579,8	6 854,9	4 957,1	18 639,6
1982	350,1	466,8	947,4	308,6	1 004,1	1 812,4	271,9	4 811,2	1 540,2	6 970,5	5 066,5	18 738,5
1983	333,9	469,7	932,9	305,6	977,4	1 760,3	280,0	4 725,9	1 466,2	7 043,3	5 149,1	18 718,4
1984	322,8	469,3	904,3	295,7	943,7	1 688,7	278,7	4 580,4	1 360,7	7 099,4	5 282,7	18 646,0
1985	315,7	465,8	878,0	282,2	917,9	1 640,3	273,2	4 457,4	1 309,3	7 132,2	5 421,3	18 635,9
1986	310,7	464,7	865,0	269,3	898,2	1 607,2	267,9	4 372,3	1 309,3	7 248,9	5 518,3	18 759,5
1987	304,6	463,4	847,0	259,4	861,4	1 571,4	263,1	4 265,7	1 317,1	7 446,6	5 632,3	18 966,3
1988	301,7	461,6	839,3	254,6	842,7	1 548,6	259,0	4 205,8	1 340,5	7 688,7	5 669,3	19 206,0
1989	301,0	462,0	837,7	255,7	849,8	1 568,5	251,2	4 224,9	1 376,8	7 964,3	5 768,3	19 635,3
1990	300,6	461,7	832,3	255,1	869,5	1 573,7	243,8	4 236,0	1 392,1	8 139,8	5 822,4	19 890,8
1991	306,4	459,3	805,1	246,6	874,7	1 546,2	236,3	4 168,1	1 386,5	8 223,4	5 938,9	20 023,3
1992	313,4	453,7	769,8	238,2	839,7	1 499,4	233,8	4 034,6	1 340,4	8 280,5	6 051,9	20 020,8
1993	317,7	453,4	731,7	228,6	785,3	1 417,3	229,2	3 845,4	1 265,1	8 243,1	6 185,4	19 856,7
1994	323,7	458,8	706,4	217,9	757,1	1 375,0	227,6	3 742,8	1 233,0	8 373,4	6 312,8	19 985,7
1995	336,3	466,4	690,5	217,1	763,0	1 386,8	224,6	3 748,3	1 233,9	8 539,3	6 405,9	20 263,6
1996	351,3	474,6	667,9	216,5	761,7	1 372,2	221,7	3 714,7	1 197,8	8 653,9	6 501,8	20 419,5
1997	368,0	483,0	652,9	215,0	754,8	1 350,2	217,2	3 673,2	1 166,3	8 804,6	6 562,1	20 574,2
1998	385,1	490,3	639,3	212,4	760,4	1 355,5	207,3	3 665,3	1 164,7	9 117,5	6 635,1	20 967,6
1999	390,6	491,6	629,9	211,5	765,0	1 350,2	202,8	3 651,1	1 191,6	9 482,1	6 740,0	21 455,3
2000	383,4	496,4	614,3	223,0	777,3	1 369,2	208,1	3 688,4	1 248,4	9 964,9	6 817,4	22 102,5
2001	379,6	495,5	614,2	227,4	785,2	1 382,7	204,3	3 709,4	1 285,3	10 360,1	6 825,6	22 560,1
2002	370,3	506,3	581,4	227,5	764,8	1 350,0	200,9	3 630,9	1 305,7	10 562,5	6 855,0	22 724,4
2003	369,0	507,3	564,4	226,5	742,0	1 307,0	196,7	3 543,9	1 308,8	10 621,6	6 916,0	22 759,2
2004	373,6	491,9	533,2	218,6	712,2	1 268,2	196,4	3 420,5	1 330,0	10 710,5	6 933,7	22 768,4
2005	373,8	490,3	511,6	219,1	702,1	1 231,5	196,4	3 350,9	1 376,7	10 790,0	6 983,4	22 874,7
2006	368,1	489,0	490,1	208,7	706,9	1 193,0	196,3	3 284,1	1 432,6	10 949,8	7 062,3	23 096,9
2007	363,2	489,9	478,6	201,5	716,0	1 178,8	194,2	3 258,9	1 487,2	11 186,4	7 147,9	23 443,7
2008	348,4	486,3	465,3	190,6	718,9	1 161,9	192,8	3 215,7	1 530,6	11 301,9	7 183,4	23 580,0
2009	333,1	479,3	438,2	182,9	684,5	1 098,9	195,1	3 078,9	1 502,2	11 080,0	7 250,1	23 244,3

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.2 l'emploi intérieur salarié par branche (nombre de personnes)

A.1.4.3 L'emploi intérieur total par branche
(nombre de personnes en « équivalent temps plein »)

Année	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture	Agroalimen- taire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équi- pement	Biens inter- médiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	2 125,1	559,9	1 119,5	340,0	1 071,3	2 010,9	264,8	5 366,4	2 125,2	7 798,5	4 840,3	22 255,5
1981	2 048,4	562,2	1 070,4	318,3	1 047,8	1 930,5	267,3	5 196,5	2 085,4	7 864,5	4 969,0	22 163,8
1982	1 983,1	565,8	1 049,0	309,8	1 039,8	1 882,7	272,5	5 119,6	2 037,7	7 965,2	5 077,4	22 183,0
1983	1 924,6	571,1	1 033,6	306,7	1 012,7	1 827,3	280,7	5 032,1	1 949,1	8 036,3	5 152,3	22 094,4
1984	1 867,1	571,9	1 003,6	296,9	978,3	1 754,6	279,8	4 885,1	1 826,6	8 100,6	5 262,9	21 942,3
1985	1 806,2	567,7	976,1	283,5	950,7	1 703,1	274,7	4 755,8	1 765,5	8 126,0	5 370,6	21 824,1
1986	1 749,8	565,3	962,8	270,7	930,0	1 668,6	269,8	4 667,2	1 766,0	8 259,1	5 458,2	21 900,3
1987	1 685,9	563,3	946,2	261,0	893,5	1 634,3	265,5	4 563,8	1 778,4	8 474,3	5 562,8	22 065,2
1988	1 625,2	559,7	940,4	256,8	875,2	1 613,7	261,7	4 507,5	1 807,7	8 747,4	5 615,3	22 303,1
1989	1 561,7	558,0	939,7	258,2	883,5	1 634,5	254,2	4 528,1	1 849,9	9 059,4	5 714,8	22 713,9
1990	1 498,0	555,2	935,4	258,0	903,1	1 638,1	247,2	4 537,0	1 860,6	9 253,3	5 786,5	22 935,3
1991	1 440,3	547,7	904,2	249,5	907,2	1 610,0	240,0	4 458,5	1 838,6	9 295,4	5 889,2	22 922,0
1992	1 381,7	535,1	865,0	240,9	872,7	1 561,8	237,2	4 312,8	1 766,7	9 309,4	5 983,0	22 753,6
1993	1 316,7	530,6	822,0	231,3	816,9	1 475,6	232,7	4 109,1	1 655,6	9 185,7	6 081,5	22 348,6
1994	1 277,6	530,1	792,4	220,4	786,1	1 427,1	230,9	3 987,0	1 603,7	9 252,1	6 196,3	22 316,7
1995	1 248,1	534,6	773,9	219,2	789,3	1 436,8	227,3	3 981,1	1 601,1	9 334,6	6 272,2	22 437,0
1996	1 219,1	539,9	746,3	218,4	787,4	1 421,0	224,3	3 937,4	1 555,8	9 359,2	6 338,9	22 410,4
1997	1 192,7	549,2	730,4	217,1	780,6	1 394,8	217,9	3 889,9	1 514,5	9 480,3	6 392,1	22 469,5
1998	1 173,2	553,9	712,5	214,1	785,4	1 397,9	205,1	3 868,9	1 502,6	9 762,2	6 452,3	22 759,3
1999	1 154,8	553,9	700,1	213,4	789,2	1 390,4	199,4	3 846,4	1 526,5	10 120,5	6 556,4	23 204,6
2000	1 140,4	559,3	684,5	225,0	801,8	1 411,0	205,2	3 886,9	1 584,8	10 634,5	6 620,6	23 867,2
2001	1 132,6	558,1	683,2	229,7	809,4	1 425,4	200,0	3 905,7	1 624,5	11 058,6	6 647,8	24 369,3
2002	1 115,7	566,8	653,0	229,8	788,3	1 390,0	196,4	3 824,1	1 650,3	11 332,2	6 655,2	24 577,4
2003	1 095,6	568,9	632,7	228,9	766,3	1 347,1	191,0	3 735,0	1 656,0	11 403,9	6 708,9	24 599,5
2004	1 073,9	552,5	597,6	221,0	737,0	1 308,2	191,3	3 607,6	1 687,3	11 508,9	6 750,8	24 628,6
2005	1 058,6	551,7	577,7	221,6	725,7	1 272,8	190,0	3 539,5	1 742,6	11 632,4	6 801,7	24 774,9
2006	1 041,1	554,6	556,2	211,1	732,5	1 236,8	188,8	3 480,0	1 822,5	11 787,2	6 900,4	25 031,2
2007	1 017,2	555,2	547,1	203,5	741,5	1 223,7	189,0	3 460,0	1 895,2	12 064,5	6 994,8	25 431,7
2008	981,8	553,2	531,4	193,0	743,9	1 208,6	188,8	3 419,1	1 953,9	12 216,8	7 045,5	25 617,1
2009	948,1	547,2	504,3	185,5	711,6	1 148,6	191,5	3 288,7	1 938,8	12 009,9	7 112,2	25 297,6

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture	Agroalimen- taire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équi- pement	Biens inter- médiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	1 890,6	563,7	1 084,8	340,7	1 069,3	2 004,5	264,4	5 327,4	1 974,4	7 952,1	5 057,7	22 202,2
1981	1 822,3	565,2	1 036,0	318,5	1 045,3	1 922,4	266,9	5 154,3	1 935,6	8 014,6	5 190,5	22 117,3
1982	1 757,9	568,5	1 014,1	310,0	1 036,6	1 873,9	272,2	5 075,3	1 889,5	8 115,7	5 305,9	22 144,3
1983	1 698,8	572,1	998,1	307,0	1 010,4	1 819,5	280,3	4 987,4	1 806,5	8 191,7	5 391,4	22 075,8
1984	1 642,8	571,7	967,6	297,1	975,9	1 745,3	279,0	4 836,6	1 691,0	8 239,4	5 528,2	21 938,0
1985	1 585,6	567,2	940,2	283,6	948,7	1 694,1	273,5	4 707,3	1 633,2	8 256,9	5 673,7	21 856,7
1986	1 534,5	564,8	927,1	270,6	927,7	1 659,3	268,2	4 617,7	1 632,1	8 378,5	5 775,4	21 938,2
1987	1 476,5	561,8	908,5	260,7	890,4	1 623,1	263,4	4 507,9	1 640,5	8 585,4	5 894,9	22 105,2
1988	1 420,8	558,3	900,0	255,9	870,7	1 599,9	259,3	4 444,1	1 663,4	8 842,6	5 936,1	22 307,0
1989	1 363,8	556,0	897,0	256,9	877,3	1 618,6	251,5	4 457,3	1 697,7	9 126,1	6 037,4	22 682,3
1990	1 300,4	552,3	890,7	256,4	895,4	1 620,1	244,1	4 459,0	1 703,2	9 305,4	6 094,9	22 862,9
1991	1 242,3	544,9	861,9	247,9	900,0	1 592,2	236,7	4 383,6	1 682,5	9 369,1	6 210,2	22 887,6
1992	1 190,4	533,7	825,2	239,5	864,7	1 544,8	234,2	4 242,1	1 615,9	9 387,0	6 319,3	22 754,6
1993	1 134,0	529,2	785,2	229,8	809,4	1 460,1	229,7	4 043,3	1 516,3	9 312,3	6 455,6	22 461,5
1994	1 084,2	531,8	759,2	219,0	780,3	1 414,9	228,2	3 933,4	1 469,9	9 415,5	6 591,4	22 494,4
1995	1 051,1	538,1	742,4	218,3	786,5	1 426,2	225,2	3 936,6	1 467,2	9 549,1	6 690,0	22 694,0
1996	1 026,5	545,7	717,6	217,7	785,3	1 410,0	222,5	3 898,9	1 426,1	9 638,0	6 789,9	22 779,5
1997	1 011,3	553,8	701,1	216,2	777,6	1 385,4	218,0	3 852,1	1 387,6	9 774,7	6 853,7	22 879,3
1998	998,8	561,3	686,7	213,6	782,4	1 389,0	208,1	3 841,1	1 379,4	10 078,5	6 929,4	23 227,3
1999	981,5	562,7	677,0	212,7	786,7	1 382,5	203,7	3 825,3	1 405,1	10 446,1	7 038,4	23 696,5
2000	960,8	567,3	661,4	224,2	799,1	1 401,5	209,0	3 862,5	1 463,1	10 929,8	7 115,9	24 332,1
2001	949,6	566,5	661,3	228,6	806,9	1 415,0	205,2	3 883,5	1 502,5	11 310,3	7 118,8	24 764,6
2002	930,5	577,2	628,5	228,6	786,5	1 382,3	201,8	3 804,9	1 527,7	11 509,2	7 146,4	24 918,8
2003	912,9	577,4	610,8	227,7	763,4	1 338,9	197,7	3 715,9	1 532,7	11 577,7	7 211,0	24 950,2
2004	907,3	561,4	579,2	219,7	733,4	1 299,8	197,4	3 590,8	1 556,3	11 685,6	7 236,7	24 976,7
2005	897,7	560,3	558,0	220,3	723,5	1 263,3	197,3	3 522,7	1 612,4	11 787,1	7 295,7	25 115,6
2006	876,1	560,6	537,6	209,9	728,8	1 225,6	197,2	3 459,8	1 683,0	11 960,8	7 382,4	25 362,1
2007	854,5	561,6	526,2	202,7	738,0	1 211,5	195,1	3 435,1	1 751,3	12 214,3	7 474,1	25 729,4
2008	823,8	557,3	512,4	191,8	740,6	1 194,3	193,7	3 390,2	1 806,1	12 347,7	7 515,3	25 883,1
2009	792,9	550,6	485,6	184,1	706,4	1 131,4	196,0	3 254,1	1 787,4	12 139,8	7 586,5	25 560,7

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.4 L'emploi intérieur total par branche (nombre de personnes)

en Md€ courants

A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux

Année	État			ODAC ⁽¹⁾			APUL ⁽²⁾			Adm SS ⁽³⁾			Total APU ⁽⁴⁾		
	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement
1980	97,9	98,0	0,1	14,7	15,4	0,7	35,0	30,7	-4,3	88,6	91,6	3,0	203,4	202,9	-0,5
1981	116,8	111,7	-5,0	17,7	18,0	0,3	41,0	35,5	-5,5	105,3	104,4	-0,9	242,3	231,1	-11,2
1982	137,8	129,0	-8,8	21,7	22,0	0,3	48,6	41,8	-6,8	125,4	124,8	-0,6	285,9	270,0	-15,9
1983	153,5	140,9	-12,6	23,5	23,7	0,2	55,1	48,4	-6,7	139,6	142,8	3,3	320,1	304,3	-15,8
1984	168,1	152,4	-15,7	28,5	27,2	-1,4	56,8	52,5	-4,2	152,8	154,9	2,1	355,2	336,0	-19,2
1985	183,3	164,5	-18,8	31,0	31,4	0,3	62,7	58,1	-4,6	164,1	164,6	0,5	385,2	362,7	-22,5
1986	191,6	176,5	-15,1	27,2	25,4	-1,8	69,5	65,4	-4,1	174,8	169,9	-5,0	409,7	383,7	-26,0
1987	198,6	185,6	-13,0	27,7	27,4	-0,4	73,2	69,8	-3,3	182,1	181,5	-0,7	425,4	408,0	-17,4
1988	211,4	192,5	-18,9	27,4	27,8	0,4	79,9	75,6	-4,2	194,3	193,1	-1,2	454,0	430,0	-24,0
1989	219,1	203,4	-15,7	27,8	29,6	1,8	86,4	81,6	-4,7	207,5	208,1	0,6	478,0	460,0	-18,0
1990	231,3	210,2	-21,1	30,2	31,7	1,5	92,5	88,4	-4,1	221,3	219,9	-1,4	511,1	485,9	-25,2
1991	240,0	219,4	-20,6	32,0	33,4	1,4	100,7	94,0	-6,7	236,0	230,6	-5,3	541,4	510,1	-31,3
1992	255,8	219,3	-36,6	34,5	36,0	1,5	105,6	99,3	-6,3	252,8	243,9	-8,9	575,0	524,7	-50,3
1993	279,2	220,3	-58,9	38,1	39,2	1,1	107,4	105,2	-2,2	266,0	254,4	-11,6	612,3	540,7	-71,6
1994	280,1	225,4	-55,0	36,0	37,2	1,2	113,0	110,3	-2,7	273,6	266,9	-6,7	625,4	562,5	-62,9
1995	281,7	233,0	-48,7	44,9	39,4	-5,5	117,2	115,1	-2,1	285,4	276,5	-8,9	650,3	585,1	-65,2
1996	293,2	248,3	-44,9	42,2	42,9	0,8	122,7	123,3	0,7	293,5	287,4	-6,1	668,5	619,0	-49,5
1997	305,6	256,8	-48,8	42,8	52,1	9,3	121,9	124,7	2,9	301,1	295,7	-5,4	685,6	643,6	-42,0
1998	303,1	264,3	-38,7	44,6	46,7	2,1	125,7	129,6	3,9	309,4	307,5	-1,9	697,3	662,7	-34,6
1999	318,2	282,1	-36,1	44,4	48,2	3,8	130,9	135,3	4,3	318,3	322,0	3,7	719,2	694,9	-24,3
2000	320,3	285,0	-35,3	47,4	51,9	4,5	140,5	143,3	2,8	330,2	337,0	6,8	744,3	723,0	-21,2
2001	330,3	294,6	-35,7	51,7	56,2	4,5	144,6	146,6	2,0	346,6	352,6	6,0	772,1	748,8	-23,3
2002	350,0	293,5	-56,4	55,0	64,1	9,1	154,8	156,8	2,0	366,9	363,2	-3,7	815,1	766,1	-49,0
2003	355,6	293,6	-62,0	57,9	62,7	4,8	164,2	164,8	0,5	385,5	376,5	-9,0	849,6	783,9	-65,7
2004	376,6	323,9	-52,8	56,1	65,5	9,5	178,4	176,1	-2,4	404,1	389,6	-14,6	883,1	822,9	-60,2
2005	387,8	335,6	-52,2	61,0	68,1	7,1	188,2	184,9	-3,3	423,0	420,2	-2,8	921,5	870,3	-51,1
2006	380,0	331,7	-48,3	62,5	73,0	10,5	198,5	195,4	-3,1	435,4	434,4	-1,0	952,1	910,2	-41,9
2007	377,5	337,7	-39,7	71,3	67,1	-4,2	212,8	205,2	-7,6	458,6	458,4	-0,2	991,3	939,6	-51,8
2008	388,4	333,0	-55,5	67,7	67,8	-0,1	221,9	213,2	-8,7	472,7	471,8	-0,9	1 028,9	963,9	-65,0
2009	404,6	287,1	-117,6	74,1	76,9	2,8	228,5	222,9	-5,6	494,1	470,1	-24,0	1 067,7	923,4	-144,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

1. Les Organismes divers d'administration centrale regroupent des organismes de statut juridique varié - souvent des Établissements publics à caractère administratif (EPA), auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Fonds de réserve des retraites (FRR), l'Office national des anciens combattants (Onac), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), etc. font notamment partie des Odac, ainsi que Charbonnages de France depuis 2001.

2. Les Administrations publiques locales comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.

3. Les Administrations de sécurité sociale comprennent les régimes d'assurance sociale (caisses de sécurité sociale, Unedic, fonds spéciaux tels que le FSV et le Forec) et des organismes dépendant des assurances sociales (Odass, essentiellement les hôpitaux publics ainsi que les hôpitaux privés participant au service public hospitalier).

4. Administrations publiques. La somme État + Odac + Apul + Adm SS est consolidée pour faire le « total APU ». Cependant la consolidation de certaines opérations (telles que les intérêts, les transferts en capital et les transferts courants) est particulièrement fragile sur la période 1980-1993.

en Md€

LFI		Exécution budgétaire (hors FMI)								
Année	Solde général (hors budgets annexes)	Solde général (hors budgets annexes)	Solde du budget général	Dépenses du budget général ⁽¹⁾	Recettes du budget général ⁽²⁾	dont				Soldes des comptes spéciaux du Trésor ⁽³⁾
						Recettes fiscales nettes ⁽²⁾	Prélèvements sur recettes	Recettes non fiscales	Fonds de concours	
1980	-4,8	-4,4	-5,3	87,0	81,7	83,0	-8,8	4,4	3,1	1,8
1981	-4,4	-11,9	-11,4	105,2	93,8	94,3	-9,9	5,9	3,5	1,5
1982	-14,1	-14,7	-13,0	123,8	110,2	110,2	-11,9	7,9	4,0	-0,6
1983	-17,5	-19,4	-20,6	138,8	118,2	120,0	-15,0	8,8	4,4	-0,6
1984	-19,0	-22,4	-22,4	150,3	127,8	129,2	-16,3	10,2	5,4	-1,4
1985	-21,1	-23,3	-23,3	160,0	136,7	138,9	-18,2	10,2	5,8	-0,7
1986	-21,9	-21,1	-22,7	169,1	146,4	148,7	-20,4	11,0	7,0	0,8
1987	-19,8	-18,2	-17,3	170,9	154,4	159,4	-23,1	11,6	7,4	-4,1
1988	-17,8	-17,8	-16,0	176,2	160,2	168,2	-26,7	13,3	6,2	0,9
1989	-15,3	-15,3	-13,4	185,4	172,1	177,8	-28,7	16,3	5,7	-2,9
1990	-14,1	-14,1	-15,1	195,8	180,7	183,7	-28,3	19,2	7,1	0,0
1991	-12,6	-19,9	-16,8	203,6	186,8	186,8	-32,5	24,1	8,4	-3,1
1992	-14,1	-34,8	-31,5	217,3	185,8	185,8	-33,7	25,0	8,7	-2,2
1993	-25,3	-48,5	-45,2	229,1	184,0	184,0	-35,3	26,4	8,8	-3,3
1994	-45,9	-45,6	-42,0	236,6	194,6	190,9	-36,6	30,9	9,1	-3,4
1995	-41,9	-49,2	-46,3	243,3	196,9	198,4	-35,8	25,0	9,3	-2,9
1996	-43,9	-45,0	-45,2	250,2	205,0	207,3	-37,0	24,2	10,6	0,2
1997	-43,4	-40,8	-41,0	252,2	211,2	216,0	-38,5	23,9	9,8	0,2
1998	-39,3	-37,7	-38,5	251,6	213,2	221,4	-38,8	24,0	9,9	0,7
1999	-36,1	-31,4	-32,8	260,7	227,8	238,7	-40,8	23,1	6,9	1,4
2000	-32,8	-29,2	-29,3	259,3	230,0	240,0	-43,5	27,4	6,0	0,2
2001	-28,4	-32,1	-31,6	266,0	234,4	244,8	-46,2	31,2	4,6	-0,4
2002	-30,4	-49,3	-50,0	277,5	227,5	240,2	-49,6	32,8	4,1	0,7
2003	-44,6	-56,9	-56,7	278,3	221,6	239,8	-52,9	30,2	4,5	-2,3
2004	-55,0	-43,9	-45,4	288,4	243,0	265,7	-61,2	33,8	4,8	1,5
2005	-45,2	-43,5	-45,2	294,3	249,1	271,6	-64,4	36,1	5,8	1,7
2006	-47,0	-39,0	-42,5	272,9	230,4	267,9	-65,8	24,8	3,6	3,5
2007*	-42,0	-34,7	-38,2	337,4	299,2	272,3	-66,8	23,1	3,8	3,5
2008*	-41,7	-56,3	57,0	348,1	291,1	265,1	-69,9	22,8	3,2	0,7
2009	-67,0	-138,0	-129,8	367,1	237,2	214,3	-76,2	19,5	3,5	-8,1

Source: ministère de l'Économie et des finances, Direction du budget

(1) Hors remboursements et dégrèvements. (2) Nettes des remboursements et dégrèvements. (3) Hors opérations d'ordre relatives à la dette.

* Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales

en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement (Titre 3 au sens de l'ordonnance de 1959)					Dépenses d'équipement (Titres 5 et 6 au sens de l'ordonnance de 1959)					Total hors pensions
	Air	Terre	Marine	Services communs	Total	Air	Terre	Marine	Services communs	Total	
1980	1 142	2 136	864	1 503	5 644	1 685	1 581	1 456	1 877	6 599	12 243
1981	1 410	2 450	1 016	1 865	6 741	1 973	1 874	1 786	2 100	7 733	14 474
1982	1 632	2 854	1 200	2 289	7 975	2 325	2 153	2 146	2 454	9 078	17 053
1983	1 785	3 138	1 328	2 310	8 561	2 578	2 321	2 312	2 632	9 843	18 404
1984	1 826	3 308	1 386	2 374	8 894	2 773	2 542	2 573	2 842	10 730	19 624
1985	1 880	3 422	1 438	2 536	9 276	2 939	2 694	2 781	3 091	11 506	20 781
1986	1 925	3 558	1 497	2 787	9 767	3 157	2 904	3 006	3 086	12 153	21 920
1987	1 861	3 613	1 479	2 826	9 779	3 585	3 267	3 372	3 506	13 730	23 509
1988	1 833	3 661	1 478	2 771	9 743	3 647	3 273	3 597	3 965	14 481	24 224
1989	1 859	3 740	1 515	2 777	9 891	3 954	3 533	3 911	4 079	15 477	25 368
1990	1 930	3 883	1 575	2 786	10 174	4 097	3 653	4 145	4 210	16 105	26 279
1991	2 008	4 061	1 658	3 032	10 759	4 131	3 562	4 203	4 241	16 137	26 896
1992	2 048	4 122	1 704	2 998	10 871	4 107	3 633	4 185	4 150	16 075	26 945
1993	2 099	4 209	1 787	3 124	11 219	4 171	3 717	4 107	3 981	15 976	27 195
1994	2 141	4 309	1 818	3 521	11 790	3 769	3 195	3 848	3 925	14 738	26 527
1995	2 150	4 418	1 867	3 461	11 897	3 687	3 118	3 731	4 089	14 625	26 522
1996	2 192	4 489	1 884	3 425	11 991	3 439	3 018	3 478	3 784	13 719	25 709
1997	2 185	4 479	1 868	3 805	12 337	3 441	3 000	3 549	3 529	13 519	25 856
1998	2 260	4 630	1 888	3 714	12 492	3 057	2 679	3 088	3 480	12 304	24 796
1999	2 276	4 658	1 885	3 705	12 523	3 181	2 841	3 288	3 671	12 982	25 505
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468	25 120
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503	25 179
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002	24 985
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276	26 814
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453	28 064
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270	1 132	991	1 176	11 576	14 875	29 145
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688	1 311	941	1 348	11 558	15 158	29 846
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 887	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334	30 221
2009*	2 557	5 561	2 154	4 824	15 096	1 380	996	1 446	14 064	17 887	32 983
2010*	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152	1 307	957	1 258	13 522	17 044	32 196
2011**	1 891	4 807	2 201	6 261	15 159	1 444	1 014	1 265	12 292	16 014	31 173

Source: ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

* Loi de finances - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

** Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

A.2.3 Le budget de la défense

A.2.3.1 La répartition du budget de la défense par nature de dépense, par armée et service en LFI

A.2.3.2 Le budget de la défense par armée et service

en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total hors pensions
1980	2 827	3 716	2 319	3 380	12 243
1981	3 383	4 323	2 802	3 965	14 474
1982	3 956	5 007	3 347	4 743	17 053
1983	4 362	5 459	3 640	4 942	18 404
1984	4 599	5 850	3 959	5 216	19 624
1985	4 819	6 116	4 219	5 627	20 781
1986	5 083	6 462	4 503	5 872	21 920
1987	5 446	6 880	4 850	6 333	23 509
1988	5 480	6 934	5 074	6 736	24 224
1989	5 813	7 273	5 425	6 856	25 368
1990	6 027	7 536	5 719	6 996	26 279
1991	6 139	7 623	5 860	7 273	26 896
1992	6 155	7 755	5 889	7 147	26 945
1993	6 270	7 927	5 893	7 105	27 195
1994	5 909	7 505	5 666	7 446	26 527
1995	5 837	7 537	5 598	7 550	26 522
1996	5 631	7 507	5 362	7 210	25 709
1997	5 627	7 479	5 417	7 334	25 856
1998	5 317	7 309	4 976	7 194	24 796
1999	5 457	7 499	5 173	7 376	25 505
2000	5 262	7 429	5 031	7 397	25 120
2001	5 262	7 394	5 099	7 424	25 179
2002	5 059	7 248	4 978	7 699	24 985
2003	5 567	7 644	5 430	8 172	26 814
2004	6 070	7 955	5 834	8 205	28 064
2005	6 105	7 988	5 774	8 572	28 438
2006 ⁽¹⁾	3 720	6 561	3 409	15 455	29 145
2007	3 940	6 437	3 597	15 872	29 846
2008	3 876	6 580	3 591	16 175	30 221
2009*	3 938	6 557	3 601	18 888	32 983
2010*	3 719	6 285	3 352	18 840	32 196
2011**	3 334	5 821	3 465	18 553	31 173

Source: ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

* Loi de finances - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

** Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

A.2.3.3 Le budget de la défense par catégorie de dépenses en LFI

	Dépenses hors équipement					Dépenses d'équipement*					Total hors pensions
Année	Alimentation	Carburant	Fonctionnement résiduel	Rémunérations et charges sociales	Total	Forces classiques		Espace	Nucléaire	Total	
						Total	dont fabrications				
1981	290	563	1 205	4 684	6 741	nc	nc	nc	nc	7 733	14 474
1982	323	704	1 442	5 506	7 975	nc	nc	nc	nc	9 078	17 053
1983	361	702	1 569	5 928	8 561	nc	nc	nc	nc	9 843	18 404
1984	377	636	1 643	6 238	8 894	7 416	3 184	0	3 315	10 730	19 624
1985	392	637	1 643	6 604	9 276	7 940	3 341	0	3 565	11 506	20 781
1986	405	631	1 754	6 977	9 767	8 301	3 445	0	3 852	12 153	21 920
1987	416	523	1 780	7 059	9 779	9 377	3 933	116	4 238	13 730	23 509
1988	420	446	1 785	7 092	9 743	9 617	3 923	208	4 657	14 481	24 224
1989	425	419	1 806	7 241	9 891	10 369	4 171	301	4 806	15 477	25 368
1990	430	435	1 825	7 484	10 174	10 754	4 101	459	4 892	16 105	26 279
1991	446	408	1 907	7 998	10 759	10 931	4 288	470	4 736	16 137	26 896
1992	446	414	1 939	8 072	10 871	10 965	4 184	552	4 558	16 075	26 945
1993	441	389	1 958	8 432	11 219	11 355	4 496	589	4 032	15 976	27 195
1994	450	393	2 193	8 753	11 790	10 883	4 387	550	3 305	14 738	26 527
1995	454	339	2 166	8 937	11 897	10 844	4 452	619	3 163	14 625	26 522
1996	459	324	2 154	9 053	11 991	10 130	4 098	623	2 965	13 719	25 709
1997	422	309	2 127	9 480	12 337	10 097	4 057	503	2 919	13 519	25 856
1998	387	323	1 981	9 801	12 492	9 294	3 811	474	2 535	12 304	24 796
1999	337	279	1 833	10 074	12 523	10 049	3 953	399	2 534	12 982	25 505
2000	308	281	1 856	10 206	12 652	9 701	3 500	350	2 417	12 468	25 120
2001	252	360	1 824	10 240	12 676	9 713	3 699	416	2 373	12 503	25 179
2002	240	378	1 894	10 470	12 983	8 902	3 267	448	2 652	12 002	24 985
2003	252	361	2 012	10 913	13 538	9 878	3 824	435	2 963	13 276	26 814
2004	234	331	2 105	10 941	13 611	10 940	4 656	402	3 111	14 453	28 064
2005	242	347	2 110	11 001	13 699	11 126	4 750	465	3 148	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	234	318	2 272	11 447	14 270	11 063	4 761	489	3 323	14 875	29 145
2007	236	383	2 500	11 568	14 688	11 419	4 795	469	3 271	15 158	29 846
2008	242	353	2 608	11 684	14 887	11 566	4 749	393	3 375	15 334	30 221
2009**	248	457	2 702	11 692	15 096	13 956	5 229	200	3 731	17 887	32 983
2010**	224	433	2 845	11 650	15 152	13 497	nd	nd	3 547	17 044	32 196
2011***	204	450	2 802	11 703	15 059	12 604	nd	nd	3 410	16 014	31 173

Source: ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

* La ventilation Forces classiques/Espace/Nucléaire n'est connue qu'à partir de 1984 pour les forces classiques et le nucléaire, l'espace n'étant isolé qu'à partir de 1987.

** Loi de finances - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

*** Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et ressources exceptionnelles).

PIB nominal,
en monnaie nationale à prix courants

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Pays-Bas	Belgique	Canada
Année	ME	ME	ME	ME	ME	M\$	ME	ME	M\$ canadiens
1988	889 853	1 071 658	469 760	241 359	562 950	4 853 962	207 686	139 135	600 840
1989	955 901	1 137 338	514 241	270 567	615 596	5 260 900	220 061	150 511	645 147
1990	1 009 345	1 240 394	554 486	301 379	676 899	5 743 825	234 400	162 479	668 181
1991	1 049 480	1 502 177	582 946	344 572	744 033	5 986 225	256 346	171 269	683 239
1992	1 086 356	1 613 228	608 165	369 009	783 773	6 318 950	267 483	180 312	698 544
1993	1 101 677	1 654 234	639 356	381 735	807 362	6 642 375	274 731	184 194	724 960
1994	1 142 214	1 735 500	681 327	406 010	853 910	7 054 250	290 236	195 300	770 873
1995	1 183 060	1 801 300	718 383	437 788	923 571	7 397 575	302 233	202 269	810 426
1996	1 212 223	1 833 700	762 610	464 251	982 259	7 816 800	315 059	206 241	836 864
1997	1 268 483	1 918 090	810 601	503 875	1 048 766	8 304 325	348 016	221 184	882 733
1998	1 323 654	1 965 380	865 710	539 493	1 091 362	8 747 000	362 464	229 572	914 973
1999	1 367 966	2 012 000	928 730	579 942	1 127 091	9 268 600	386 193	238 248	982 441
2000	1 443 014	2 062 780	976 533	630 263	1 191 058	9 951 475	417 960	252 163	1 076 577
2001	1 497 185	2 116 120	1 021 828	680 678	1 248 648	10 286 175	447 731	259 433	1 108 048
2002	1 548 555	2 146 480	1 075 564	729 206	1 295 226	10 642 300	465 214	268 256	1 152 905
2003	1 594 814	2 166 660	1 139 746	782 929	1 335 354	11 142 175	476 945	275 716	1 213 175
2004	1 660 189	2 203 570	1 202 956	841 042	1 391 530	11 867 750	491 184	290 825	1 290 907
2005	1 726 068	2 238 400	1 254 058	908 792	1 429 479	12 638 375	513 407	302 845	1 373 845
2006	1 806 430	2 328 258	1 328 363	984 284	1 485 377	13 398 925	540 216	318 150	1 450 405
2007	1 895 284	2 437 111	1 404 845	1 053 537	1 546 177	14 061 800	571 773	334 651	1 529 589
2008	1 948 511	2 479 001	1 445 580	1 088 124	1 567 851	14 369 075	596 226	343 876	1 599 608
2009	1 907 145	2 396 161	1 392 634	1 053 914	1 520 870	14 119 050	571 979	338 540	1 527 258
2010	1 948 160	2 499 710	1 463 991	1 055 961	1 547 314	14 647 961	590 872	350 786	1 616 064

Source: Mémorandum Otan de décembre 2010

Des écarts avec les données nationales publiées par ailleurs peuvent être constatés du fait du décalage des publications.

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries divisées par les taux de conversion de l'euro.

Pour mémoire, taux de conversion

France	6,55957	Italie	1 936,27
Allemagne	1,95583	Pays-Bas	2,20371
Espagne	166,386	Belgique	40,3399

A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense

Chiffre d'affaires de l'industrie de défense

en Md€ courants

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
France	11,9	12,6	13,1	13,2	12,8	11,8	12,0	11,3	10,4	9,4	9,6	9,5	9,5	9,5	9,4	10,3	10,4	10,8	10,2	9,2	10,4
Export	5,8	5,7	5,9	4,3	4,4	3,1	2,6	2,9	4,5	6,6	6,4	3,9	2,7	2,8	4,4	4,3	7,1	3,8	4,0	4,8	3,2
Total	17,7	18,3	19,0	17,5	17,2	14,9	14,5	14,2	14,9	16,0	16,0	13,4	12,2	12,3	13,8	14,6	17,5	14,6	14,2	14,0	13,6
CA Export/ CA Total (en %)	32,8	31,1	31,1	24,8	25,5	21,0	17,6	20,4	30,1	41,3	39,9	28,4	22,8	24,4	31,2	28,2	40,1	26,2	39,2	51,5	30,5

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

Part du chiffre d'affaires de l'industrie de défense dans le PIB total

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
PIB*	911,2	980,5	1 033,0	1 070,0	1 107,8	1 114,7	1 154,7	1 194,6	1 227,3	1 267,4	1 323,7	1 368,0	1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 594,8	1 660,2	1 726,1	1 806,4	1 895,3	1 948,5
CA France/PIB (en %)	1,31	1,29	1,27	1,23	1,16	1,06	1,03	0,95	0,85	0,74	0,72	0,70	0,66	0,63	0,61	0,64	0,63	0,63	0,56	0,49	0,53
CA Export/PIB (en %)	0,64	0,58	0,57	0,41	0,40	0,28	0,22	0,24	0,37	0,52	0,48	0,28	0,19	0,19	0,29	0,27	0,43	0,22	0,22	0,25	0,16
CA total/PIB (en %)	1,94	1,87	1,84	1,67	1,58	1,36	1,27	1,19	1,21	1,26	1,19	0,97	0,85	0,82	0,89	0,92	1,05	0,85	0,79	0,74	0,70

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

* Source Insee, comptes nationaux (base 2000)

Répartition des prises de commandes françaises par région géographique

en M€ constants 2009

Zone géographique ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total 2000-2009
Afrique du Nord	62,5	51,6	80,7	59,7	26,3	80,3	436,6	528,3	909,8	62,3	2 298,1
Afrique subsaharienne	59,7	76,1	40,6	29,5	16,6	263,8	52,5	48,2	19,4	144,1	750,4
Amérique du Nord	151,9	100,7	88,8	122,7	131,1	311,6	309,0	434,4	153,8	155,6	1 959,5
Amérique centrale et Caraïbes	110,8	55,5	23,1	58,5	30,2	10,6	8,3	5,2	2,4	173,5	478,0
Amérique du Sud	75,9	358,1	32,9	15,6	32,0	143,8	68,3	241,7	1 618,3	3 991,4	6 578,1
Asie centrale	31,2	6,1	24,1	2,7	2,4	1,2	2,0	4,3	3,2	4,0	81,3
Asie du Nord-Est	240,1	125,1	172,1	521,5	158,6	273,1	568,0	188,1	174,1	173,8	2 594,5
Asie du Sud-Est	1 536,8	287,0	970,3	610,2	216,6	140,3	527,1	130,0	410,0	413,1	5 241,3
Asie du Sud	603,7	255,7	437,6	501,0	272,7	1 583,0	434,9	283,5	344,6	265,0	4 981,7
Proche et Moyen-Orient	633,1	1 176,7	604,3	586,9	1 400,6	451,0	1 772,0	2 562,5	1 547,4	1 654,1	12 388,7
Union européenne	4 194,2	1 638,7	1 121,0	1 478,1	990,5	588,5	833,9	1 117,2	1 040,8	805,9	13 808,7
Autres pays européens	212,7	174,0	257,6	553,5	114,4	143,9	197,4	92,0	215,0	92,0	2 052,5
Océanie	11,9	69,3	238,3	72,6	175,5	322,2	747,8	17,4	66,6	31,8	1 753,3
Divers*	271,3	285,0	154,1	65,6	101,4	69,9	75,1	196,1	112,2	197,5	1 528,1
Total	8 195,6	4 659,6	4 245,4	4 677,8	3 668,9	4 383,3	6 032,8	5 849,1	6 617,7	8 164,1	56 494,2

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009)

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition des prises de livraisons françaises par région géographique

en M€ constants 2009

Zone géographique ⁽¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total 2000-2009
Afrique du Nord	31,9	208,5	19,8	31,2	25,9	27,0	69,2	82,4	97,7	293,7	887,2
Afrique subsaharienne	47,5	78,1	30,7	53,3	152,1	100,7	16,6	40,0	75,8	65,9	660,7
Amérique du Nord	102,8	113,4	101,2	97,0	181,0	138,7	206,5	111,1	206,0	193,5	1 451,1
Amérique centrale et Caraïbes	104,9	50,4	27,2	28,8	16,0	32,0	6,2	1,6	0,7	2,9	270,8
Amérique du Sud	89,8	85,8	73,3	290,7	109,0	79,3	55,4	57,6	69,3	80,0	990,1
Asie centrale	44,2	48,7	15,1	12,0	2,2	0,6	2,1	4,4	1,8	0,3	131,4
Asie du Nord-Est	72,5	98,7	68,2	88,7	224,9	177,1	374,1	202,1	205,1	139,2	1 650,6
Asie du Sud-Est	129,2	135,6	183,4	312,0	738,0	334,5	316,9	512,5	232,4	475,0	3 369,7
Asie du Sud	393,5	195,2	392,2	193,7	508,8	337,4	322,9	305,4	350,2	335,7	3 335,0
Proche et Moyen-Orient	791,2	1 196,4	2 735,8	2 423,8	4 342,0	1 363,2	1 420,0	1 191,1	752,4	1 003,5	17 219,4
Union européenne	897,7	799,7	738,2	933,9	1 143,0	1 148,0	1 139,8	1 513,5	907,2	807,8	10 028,7
Autres pays européens	278,5	464,0	339,5	141,7	74,9	98,1	152,2	140,5	110,6	162,6	1 962,5
Océanie	15,5	10,6	8,8	7,3	56,4	118,9	89,5	506,1	148,3	130,7	1 092,2
Divers*	211,0	164,9	274,9	149,6	152,5	107,5	57,3	22,7	31,9	35,2	1 207,4
Total	3 210,3	3 649,8	5 008,4	4 761,7	7 726,9	4 062,9	4 228,7	4 690,9	3 189,2	3 726,0	44 254,8

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009)

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

***GLOSSAIRE,
NOMENCLATURE
ET SIGLES***

I. GLOSSAIRE

Administrations publiques (APU)

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » est défini en fonction de deux critères :

- sa fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale ;
- la majeure partie de ses ressources provient de contributions obligatoires.

Le secteur des administrations publiques comprend l'État, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale.

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » (S13) est subdivisé en trois sous-secteurs selon l'étendue de leurs compétences et l'origine de leur financement. Chaque sous-secteur est à son tour subdivisé comme suit :

- S1311 Administrations publiques centrales (APUC):
 - État (S13111),
 - Organismes divers d'administration centrale - ODAC - (S13112) ;
- S1313 Administrations publiques locales (APUL):
 - Collectivités locales (S13131),
 - Organismes divers d'administration locale - ODAL - (S13132) ;
- S1314 Administrations de sécurité sociale (ASSO):
 - Régimes d'assurance sociale (S13141),
 - Organismes dépendant des assurances sociales - ODASS - (S13142).

Biens d'équipement (industrie des)

Ce terme est repris dans les nomenclatures d'activité et de produit en vigueur : Nomenclature d'activités française (NAF) et Classification des produits français (CPF). Dans leur version initiale (révision 1), elles sont actives jusqu'en 2008 inclus pour l'élaboration des comptes nationaux en base 2000. La production et la diffusion des comptes se font dans une version agrégée, la Nomenclature économique de synthèse (NES) qui regroupe les branches d'activité en 16 postes (niveau E, 1^{re} lettre du code), 41 postes (niveau F),

118 postes (niveau G). Le niveau D n'est que rarement utilisé (DB pour l'industrie).

Les industries des biens d'équipement (EE), se composent de :

- FE1 : construction navale, aéronautique et ferroviaire (GE11 à GE14) ;
- FE2 : industries des biens d'équipement mécaniques (GE21 à GE28) ;
- FE3 : industries des équipements électriques et électroniques (GE31 à GE35).

Ces nomenclatures ont été révisées, puis mises en application auprès des entreprises en 2008 (révision 2). Une nouvelle nomenclature de synthèse a été établie : les biens d'équipements n'y sont plus isolés ; la réparation des matériels (hors biens domestiques, comme les ordinateurs) est classée à part et constitue un poste spécifique au niveau F.

Pour le détail, DBE, soit industrie manufacturière, industries extractives et autres industries, comprend :

- EC1, fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac ;
- EC2, cokéfaction et raffinage ;
- EC3 comprend la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, électriques, machines et équipements divers (FCI0, FCJ0, FCK0) ;
- EC4, fabrication de matériel de transport, comprend l'industrie automobile (FCL1) et la fabrication d'autres matériels de transport (FCL2) ; FLC2 est lui-même subdivisé en construction navale (GC30A), ferroviaire (GC30B), aéronautique et spatiale (GC30C), véhicules militaires de combat (GC30D, anciennement classés en E28), autres matériels de transport (GC30E) ; la fabrication des sièges y est ajoutée (anciennement GC41, F4, EC biens de consommation) ;
- c'est en EC5 qu'est classée la réparation sans transformation des matériels (FMC2 ou GC33Z), avec des industries très diverses : textile, bois, chimique, pharmaceutique, plastique et caoutchouc, métallurgie, meubles, joaillerie, instruments, jouets... et particulièrement la fabrication de produits métalliques, sauf machines et équipements (FCH2) ; le poste FCH2 comprend la fabrication d'armes et munitions (GC25C) hors véhicules militaires de combat (GC30D) et hors missiles balistiques intercontinentaux de longue portée (classés en GC30C).

Branche BA2000

Il n'y a pas en base 2000 de branche spécifique décrivant l'ensemble de l'activité classique de l'armement. Tout au plus est-il possible de reconstituer un champ équivalent à partir du regroupement de 3 niveaux fins isolés (GE) au sein de 2 branches de biens d'équipement (FE1 et FE2). Celui-ci a été dénommé « BA2000 » (Branche armement de la base 2000), et comprend :

- La « Construction navale » (GE11)

Cette branche comprend quatre postes dans la NAF :

- 35.1A : construction de bâtiments de guerre ;
- 35.1B : construction de navires civils ;
- 35.1C : réparation navale ;
- 35.1E : construction de bateaux de plaisance.

- La « Construction aéronautique et spatiale » (GE13)

Cette branche comprend trois postes dans la NAF :

- 35.3A : construction de moteurs pour avions ;
- 35.3B : construction de cellules d'avions ;
- 35.3C : construction de lanceurs et engins spatiaux.

- La « Fabrication d'armes et munitions » (GE28)

Cette branche comprend deux postes dans la NAF :

- 29.6A : fabrication d'armement ;
- 29.6B : fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense.

En plus du caractère approximatif de l'équivalence entre leurs périmètres respectifs, la branche BA2000 présente les mêmes défauts que l'ancienne branche BA95 : difficulté de partage entre les activités civiles et militaires à partir des seules nomenclatures et impossibilité de concilier des approches de la définition des produits par leur nature et par leur destination.

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

Selon la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants :

- être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence) ;
- être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne) ;
- chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédent l'enquête), ou en avoir trouvé un qui débute ultérieurement.

Le niveau de chômage au sens du BIT est mesuré chaque année au mois de mars à partir de l'*Enquête sur l'emploi* réalisée par l'Insee.

En revanche, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne recense que les seules personnes inscrites, ou Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail, des relations sociales et de la solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des « communautés »), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises), mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers de l'ANPE.

Compte satellite de la défense

Un compte satellite considère généralement trois types de producteurs économiques nationaux :

- les producteurs du produit caractéristique ;
- les producteurs de produits connexes ;
- les autres producteurs.

Dans le cas de la défense, le produit caractéristique est le service de défense, assuré par l'État. Les produits connexes sont les produits d'armement, fournis dans le passé par deux types d'agents économiques - les établissements industriels de défense et les entreprises d'armement. La disparition des arsenaux et le changement de statut de DCNS rendent la première de ces catégories marginale, celle-ci se limitant à quelques activités d'entretien. Les autres producteurs représentent le reste de l'économie.

La comptabilité nationale ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Ils sont comptabilisés en consommation intermédiaire : en effet, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés « intermédiairement » (c'est-à-dire pour produire un service de défense) dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La Formation brute de capital fixe (FBCF - c'est la notion comptable d'investissement) de la défense se limite en comptabilité nationale aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien dans la sphère civile que militaire (par exemple, les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des

montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

Coût de la main-d'œuvre (ou coût salarial)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes, congés...), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) [approche exécution]

La dépense intérieure de R&D (DIRD), calculée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, représente l'ensemble des coûts (hors taxes) des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, pendant une année donnée, quelles que soient l'origine et la nationalité des financements.

La DIRD totale se décompose en deux sous-agrégats : la Dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRDA) et celle exécutée par les entreprises (DIRDE). Au sein de la première, qui constitue la R&D publique, on distingue une Dépense intérieure de R&D civile et une Dépense intérieure de R&D de défense exécutée par les administrations (dénommées ici respectivement DIRDAC et DIRDD).

Dépense extérieure de R&D

La notion de Dépense extérieure de recherche et développement (DERD) a été élaborée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche afin de mettre en évidence les travaux de R&D financés par un organisme et exécutés en dehors de lui. Ces derniers comprennent principalement les sous-traitances de recherche exécutées à l'extérieur de l'organisme sur le territoire national et les dépenses de recherche effectuées à l'extérieur du territoire national, ainsi que les différentes contributions aux organisations internationales.

Dépense nationale de recherche et développement (DNRD) [approche financement]

La Dépense nationale de R&D représente l'effort financier (hors taxes) consacré dans l'année à la R&D

par les agents nationaux, quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD constitue le solde des échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger (la DNRD est égale à la DIRD plus les financements de R&D accordés à l'étranger, moins les financements de R&D reçus de l'étranger).

On peut distinguer de la même manière une Dépense nationale de R&D des administrations (DNRDA), qui inclut la partie financée par les administrations de défense (DNRDD), et une Dépense nationale de R&D des entreprises (DNRDE).

Effectifs réels (données du Recensement des agents de l'État - RAE)

Les « effectifs réels » sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État, ainsi que des organismes publics en général. Dans la statistique issue du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction. Les résultats agrégés sont collationnés via les services statistiques des ministères et diffusés par l'Insee, conjointement avec le ministère du Budget, des comptes publics et de la fonction publique qui assure *in fine* la synthèse de l'ensemble des données relatives aux agents publics.

Au sein du ministère de la Défense, l'Observatoire économique de la défense (OED) assure annuellement le Recensement des agents de l'État (RAE) qui sont rémunérés par ce département, et réalise des synthèses détaillées à usage interne.

Effectifs en équivalent temps plein

Les effectifs civils et militaires figurant dans le 3.1 sont mesurés en « équivalent temps plein annuel ». Ainsi, un agent ayant travaillé durant 6 mois à temps complet compte pour 0,5 année-travail. Si ce même agent avait été à mi-temps, il aurait compté pour 0,25 année-travail.

Emploi intérieur

L'emploi intérieur est un concept des comptes nationaux qui correspond à celui de population active occupée intérieure. L'emploi intérieur, évalué en moyenne annuelle, comprend l'ensemble des personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. On passe donc de la population active occupée à l'emploi intérieur en intégrant les actifs non résidents occupés sur le territoire économique et en ne prenant

pas en compte les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires.

L'emploi intérieur s'entend pour la France entière, c'est-à-dire y compris les départements d'outre-mer. Il peut être présenté en nombre de personnes physiques ou en équivalents temps plein (correction due au temps partiel). Dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne annuelle.

Dans les comptes nationaux, l'emploi intérieur est présenté selon deux types de ventilation : par branche et par secteur institutionnel.

Exportations (au sens des comptes nationaux)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde, et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Comme celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages non résidents sur le territoire économique (achats effectués par les touristes par exemple), il est nécessaire de procéder en conséquence à une correction territoriale sur les dépenses de consommation des ménages.

Exportations (au sens des douanes)

Les douanes fournissent des statistiques sur les exportations et les importations de matériel militaire. Ces statistiques sont établies sur la base des flux physiques transfrontaliers. Une déclaration mensuelle doit être remplie dans la nomenclature des douanes par les exportateurs. Elle doit fournir leurs livraisons de matériel militaire à l'exportation selon la valeur en euros et les quantités en kilogrammes, et donner le pays d'origine et de destination. Ces chiffres ne prennent donc pas en compte les montants des services facturés ni ceux des prestations associées à la livraison du matériel. Les chiffres établis par le ministère de la Défense sont en général supérieurs à ceux établis par les douanes, l'écart représentant les services.

Enfin, des divergences notables existent sur la répartition par pays destinataire. En effet dans le cas des matériels exportés chez un constructeur étranger pour être intégrés dans un système qu'il exporte à son tour, les douanes enregistrent le pays de première exportation et le ministère de la Défense le pays de destination finale, dans la mesure où il privilégie les équilibres stratégiques induits par les transferts d'armements.

FAB et CAF

Traditionnellement, l'enregistrement de la valeur en douane des flux de marchandises à leur passage à la frontière aboutit à deux modes de valorisation :

- FAB (Franco à bord) : prix des biens à la frontière (sortie) du pays exportateur ;
- CAF (Coût, assurance, fret) : prix des biens à l'entrée du pays importateur, qui inclut donc éventuellement les frais de transport et d'assurance entre les deux frontières. Ces coûts supplémentaires majorent d'autant le prix FAB de départ.

À partir de cette grille de mesure, deux systèmes concurrents de comptabilisation de la valeur des échanges ont été privilégiés :

- la méthode CAF/FAB, c'est-à-dire CAF pour les importations et FAB pour les exportations, qui présente l'avantage pour un pays considéré de ne comptabiliser les flux qu'à l'entrée et à la sortie de son territoire. Celle-ci a longtemps été privilégiée par la balance commerciale ;
- la méthode FAB/FAB, qui traite les importations comme les exportations (toujours enregistrées FAB). Elle permet de rendre plus homogènes et symétriques les deux flux et d'assurer une meilleure comparabilité au niveau international.

Les comptes nationaux, conjointement avec les douanes, appliquent désormais le principe de la valorisation FAB/FAB des flux extérieurs, ce qui permet ainsi d'harmoniser les différents modes de comptabilisation des échanges internationaux.

Fonction publique

La fonction publique comprend trois sous-ensembles :

- la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute ceux des établissements publics sous leur tutelle ainsi que les effectifs de l'enseignement privé sous contrat) ;
- la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) ;
- la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

La notion d'emploi dans la fonction publique revêt certaines particularités :

- **Effectifs budgétaires** : lors du vote annuel de leur budget, le Parlement pour les agents de l'État, les instances territoriales (conseils municipaux, généraux...) pour les agents des collectivités locales, et les conseils d'administration des hôpitaux pour leur personnel « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction

en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

- **Titulaires** (catégories statutaires): le personnel titulaire appartient à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :
 - catégorie A, qui assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
 - catégorie B, qui est chargée des fonctions d'application;
 - catégories C et D, qui assurent les tâches d'exécution.
- **Non titulaires**: ce sont les ouvriers d'État, les contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), les auxiliaires, les vacataires, les collaborateurs extérieurs, ou encore certains « emplois aidés » tels que les « contrats emploi-solidarité ».

Formation brute de capital fixe (FBCF)

- La Formation brute de capital fixe, qui représentait en base 1980 uniquement l'achat de biens de production durables qui sont par nature physiques, voit en nouvelle base son champ s'élargir sensiblement sous l'influence de nombreux économistes qui recherchent un rapprochement de ce concept avec celui d'investissement des entreprises, en y incluant en particulier certains investissements immatériels. Toutefois, l'intégration des dépenses de recherche et développement n'y a pas encore été réalisée et ce point important fait toujours l'objet de débats au sein de la communauté internationale des comptables nationaux.
- La FBCF comprend la valeur:
- des biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production;
- de certains services correspondant à une partie des investissements immatériels: les logiciels informatiques et bases de données, les œuvres littéraires et artistiques (y compris dans le domaine audiovisuel avec en particulier les films de cinéma) au moment où elles sont produites;
- des dépenses d'équipement militaires susceptibles d'un usage **civil** équivalent, qui sont désignées parfois sous le terme de dépenses « duales »: les aérodromes, les équipements portuaires, les routes, les hôpitaux, les établissements scolaires, les camions de transport de troupes, etc.
- des dépenses de prospection minière et pétrolière, qu'elles aboutissent ou non.

Importations (au sens des comptes nationaux)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages résidents hors du territoire économique (achats effectués par les touristes français à l'étranger par exemple), et il est nécessaire d'en tenir compte dans la correction territoriale en accroissant d'autant les dépenses de consommation des ménages enregistrées sur le territoire. Il s'agit donc d'une correction symétriquement inverse à celle apportée aux achats en France par les ménages non résidents (voir le paragraphe Exportations).

Industrie manufacturière (DC)

L'industrie, qui est définie généralement en termes économiques comme l'activité de transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation, est délimitée dans les comptes nationaux à partir des nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF et NES pour la nomenclature de travail et de diffusion). Trois grands regroupements sont le plus souvent effectués:

- l'industrie au sens large, qui regroupe l'ensemble des activités économiques classées habituellement dans le secteur « secondaire » et recouvre les branches EB à EH. Elle intègre en particulier la branche de la construction (ex-BTP) classée en EH. C'est également le champ normalement couvert par l'Indice de la production industrielle (IPI) élaboré par l'Insee qui mesure l'activité conjoncturelle en volume de l'industrie;
- l'industrie totale, qui correspond à la grande branche DB des comptes nationaux;
- l'industrie manufacturière, qui correspond à la grande branche DC des comptes nationaux, et exclut donc du champ précédent les industries agroalimentaires (EB) et l'énergie (EG). Elle comprend les industries de biens de consommation (EC), l'industrie automobile (ED), les industries de biens d'équipement (EE) et les industries des biens intermédiaires (EF). De fait, elle représente le noyau considéré comme le plus homogène et significatif de l'activité de transformation industrielle.

Loi organique relative aux lois de finances (Lolf)

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la Lolf est le nouveau cadre de gestion pour l'ensemble de l'administration de l'État. Le budget n'est plus présenté par nature de dépenses (fonctionnement, investissement, intervention...) mais par politique publique (sécurité, culture, défense, justice...), désormais appelée mission. Le Parlement et le citoyen sont ainsi en mesure d'apprécier la totalité des moyens déployés pour mettre en œuvre chaque politique de l'État.

La destination des crédits est déclinée en missions, programmes et actions. Depuis l'intégration de la mission « Sécurité » au budget du ministère de l'Intérieur (1^{er} janvier 2009), le ministère de la Défense est concerné par trois missions :

- deux missions ministérielles :
 - une mission « Défense » proprement dite,
 - une mission « anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (budget des anciens combattants) ;
- une mission interministérielle : « Recherche et enseignement supérieur » (programme recherche duale « civile et militaire »).

N° SIREN

Numéro d'identification des entreprises dans le répertoire SIRENE, géré par l'Insee.

N° SIRET

Numéro d'identification des établissements dans le répertoire SIRENE, il comporte quatorze chiffres dont les neuf premiers correspondent au numéro SIREN. Si une entreprise vend un établissement à une autre entreprise, le numéro SIRET va donc changer. Si une entreprise déplace un établissement d'un lieu à un autre, un établissement est supprimé et un autre créé avec un nouveau numéro.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

La méthode des Parités de pouvoir d'achat a été mise au point et est utilisée notamment par les économistes de l'OCDE afin de remédier aux insuffisances des comparaisons internationales classiques d'agrégats économiques tels que le PIB exprimés en termes monétaires. Ces dernières en effet reposent sur des conversions des monnaies nationales à partir des taux de change courants qui ne tiennent pas compte de la structure et de l'évolution des prix relatifs dans chaque pays.

Afin de donner une image plus proche du pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale, le principe

de construction des PPA part d'une comparaison entre les prix moyens de paniers de biens et de services similaires au sein de chaque pays, auxquels on a appliqué les indices de prix élémentaires en vigueur, de la même façon que l'Insee calcule en France l'indice des prix à la consommation. Les agrégats sont ainsi mesurés sur la base des taux de change corrigés que constituent les taux de conversion des monnaies en PPA.

Dans cette méthode, les indices de volume comparés ne reflètent que les différences de volumes des biens et services produits. Toutefois, si l'effet-prix est corrigé, il n'en est pas forcément de même de l'effet de structure qui découlerait de poids trop différents des produits dans la production nationale dans le cas où les structures économiques des pays comparés seraient trop éloignées les unes des autres.

Population active

La population active comprend, de manière générale, la population qui a un emploi (population active occupée) et celle qui en cherche un (chômeurs). Elle inclut de plus les militaires du contingent.

L'Insee utilise deux grandes approches pour mesurer la population active résidente :

- la première approche comptabilise, en moyenne annuelle, le nombre de personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique, calculé à partir de diverses sources administratives et des recensements, et le nombre de chômeurs au sens du BIT ;
- la seconde approche mesure, au 1^{er} janvier ou au mois de mars de l'année considérée, le niveau de la population active en partant d'une structure de la population totale par sexe et par âge à laquelle sont appliqués des taux d'activité observés lors de l'enquête emploi réalisée en mars, eux-mêmes calés sur les taux d'activité aux recensements.

L'écart entre les résultats des deux approches s'explique essentiellement par les différences de dates d'évaluation, mais aussi par les divergences entre les définitions et conventions des sources et les imprécisions des estimations qui ne sont pas de même nature dans chaque cas. La première approche, plus exhaustive, mesure mieux le niveau global, alors que la seconde, qui dépend plus du champ de l'enquête emploi, reflète plus fidèlement les évolutions fines sur courte période.

Dans les comptes nationaux, le concept le plus pertinent est celui d'emploi intérieur (voir à ce mot).

Population active occupée

La population active occupée est la principale composante de la population active totale, et connaît les mêmes difficultés de mesure que cette dernière. Selon les conventions de l'enquête emploi annuelle, elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Production

« La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'œuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain. C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture. » (SEC 95)

La comptabilité nationale accorde moins d'importance à la distinction entre production marchande et non marchande, en raison notamment du fait que la nouvelle nomenclature d'activités ne permet pas de dissocier clairement activité marchande et non marchande. En conséquence, il n'a donc pas semblé utile de maintenir une estimation séparée pour le PIB marchand et le PIB non marchand, qu'il est toutefois toujours possible de calculer au prix d'une certaine approximation. En pratique, seul le PIB total est évalué.

En principe, le partage entre production marchande et non marchande a été maintenu, mais en s'appuyant sur le concept de vente à un « prix économiquement significatif ». Un prix est dit économiquement significatif s'il a une influence significative sur les montants que les producteurs sont prêts à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter. *A contrario*, un prix est considéré comme n'étant pas économiquement significatif quand il a une influence faible ou nulle sur la quantité que le producteur est prêt à offrir, et une influence seulement marginale sur les quantités demandées.

Si on fait abstraction des organismes sans but lucratif de droit privé, il existe deux types de producteurs : les producteurs publics et les producteurs privés. Le

caractère public ou privé d'un producteur dépend de la nature des unités qui le contrôlent.

Tous les producteurs privés sont, par convention, des producteurs marchands, quel que soit le type de leurs ressources. Ainsi, un agriculteur, même largement subventionné, est toujours considéré comme un producteur marchand, et il est, selon le type d'exploitation qu'il dirige, classé parmi les ménages ou parmi les sociétés non financières. Seuls, donc, les producteurs publics sont susceptibles d'être non marchands : le cas échéant, ils sont classés parmi les administrations publiques.

La règle dite des 50 % permet de distinguer une production marchande d'une production non marchande. Elle met en regard d'un côté les ventes hors taxes, de l'autre les coûts de production : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe. Les charges financières supportées par le producteur n'entrent cependant pas en considération du côté des coûts. Si le rapport des ventes aux coûts de production est durablement supérieur à 50 %, il s'agit d'une production marchande.

La distinction entre producteurs marchands et producteurs non marchands repose donc sur les conditions économiques dans lesquelles se réalise la production.

De ce fait, la production est désormais ventilée entre :

- la « production marchande » (P11), qui est « écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché » (SEC 95) ;
- la « production pour usage final propre » (P12), que les agents conservent pour leur consommation personnelle ou leur FBCF, et qui est essentiellement le fait des ménages (loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes notamment) ;
- la production des administrations ou « autre production non marchande » (P13), qui est fournie à d'autres unités soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs. Elle pose des questions spécifiques au niveau de la mesure de sa valeur.

La production est évaluée « au prix de base », qui est défini ainsi :

« Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés

séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé. » (SEC 95)

Le passage à la valorisation au prix de base correspond à une autre logique économique dont le souci est d'enregistrer les recettes effectives du producteur (hors impôts et y compris subventions sur les produits) et non plus les coûts qu'il supporte (impôts nets de subventions). Les effets sont particulièrement importants dans les branches de l'agriculture et de l'énergie.

La production de services non marchands des administrations reste mesurée conventionnellement par l'ensemble des coûts de production supportés par leurs branches non marchandes : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, consommation de capital fixe et autres impôts sur la production nets de subventions d'exploitation.

Production effective et distribuée

La distinction entre production effective et distribuée renvoie à celle entre branches et produits. La séparation entre activité (branche) et produit s'avère nécessaire en comptabilité nationale pour tenir compte du fait qu'au terme du processus de production le produit final peut parfois comprendre certains sous-produits de nature différente qui étaient indissociablement contenus dans les biens intermédiaires en amont. C'est notamment le cas dans la sidérurgie de la transformation ou de l'utilisation de certaines matières premières (charbon, coke) qui aboutit à produire de manière secondaire des dérivés du soufre sous forme d'oxydes. De ce fait, la branche qui est définie comme théoriquement « pure » (son activité homogène débouche en principe sur un seul produit), peut être en réalité amenée à produire à titre secondaire certains biens qui seront transférés à la catégorie de produit à laquelle ils appartiennent.

La production « effective » est la production d'une branche, et la production « distribuée » celle d'un produit. La différence entre les deux est constituée des transferts de produits, qui sont soustraits de la production de la branche qui les a effectivement produits à titre secondaire pour les inclure dans la production distribuée des produits correspondants. Ces transferts sont de trois types :

- les produits fatals (sous-produits liés ou inévitables) ;
- les transferts de produits agricoles (problème du reclassement de certains produits agricoles transformés de l'agriculture vers l'industrie agroalimentaire) ;

- les ventes résiduelles (ventes de biens et services marchands par les branches non marchandes des administrations, tels que la vente de polycopiés par les universités).

En raison de la compensation globale entre les transferts, la somme des productions effectives des branches est égale à la somme des productions distribuées des produits.

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le Produit intérieur brut (PIB) est le principal agrégat mesurant le résultat synthétique de l'activité économique nationale.

Le PIB peut être reconstitué à partir des trois approches classiques :

- 1) dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale ;
- 2) dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale) ;
- 3) dans l'optique de la dépense, le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services.

Les trois modes de calcul aboutissent par définition au même chiffre du PIB, ce qui assure la cohérence entre les différentes approches des comptes nationaux français.

Recherche et développement (R&D)

Elle comprend l'ensemble des dépenses effectuées par une administration ou une entreprise dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques, et de les amener jusqu'au stade permettant l'exploitation de nouveaux procédés de fabrication. Sauf indication contraire, la terminologie R&D s'entend au sens de la définition internationale dite de Frascati, d'après le manuel du même nom élaboré par l'OCDE. Elle recouvre la recherche fondamentale, la recherche

appliquée (« recherche ») et le développement expérimental (« développement »).

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'obtenir des connaissances nouvelles, mais dirigés vers un but ou vers des objectifs pratiques déterminés. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Recherche et technologie (R&T)

Composante de la Recherche et développement, la Recherche et technologie (R&T) est un agrégat spécifiquement défense. Celui-ci mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement, et correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement.

La R&T comprend les études amont contractualisées avec l'industrie, les études subventionnées (ONERA, Institut Saint-Louis, écoles de la DGA), la recherche sur la dissuasion nucléaire (CEA) et la recherche duale (programme 191 de la Lof).

Répertoire SIRENE

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements. L'Insee gère ce fichier qui est alimenté par les déclarations aux greffes des tribunaux de commerce, aux Urssaf, aux chambres des métiers et aux centres des impôts. Le système permet aux statisticiens de disposer d'une liste d'entreprises pour alimenter les fichiers de gestion des enquêtes, mais il assure également la redistribution d'informations entre les différentes instances intéressées par la déclaration, et permet donc un allègement des obligations administratives des entreprises qui n'ont pas à se faire enregistrer par chacun des organismes.

Secteur et branche d'activité

Le secteur d'activité regroupe toutes les unités productrices résidentes exerçant à titre principal une même activité (telle que définie dans les nomenclatures d'activités). La production issue des activités secondaires éventuelles exercées par les unités appartenant à un secteur donné fait alors partie de la production globale de celui-ci.

La notion de branche se réfère, en revanche, à une approche technico-économique de la production. La branche regroupe toutes les « **unités de production homogènes** », qui produisent un même bien ou service, selon la nomenclature de produits en cours. Elle est constituée d'unités productrices ou de fractions d'unités productrices, pas toujours directement observables, qui exercent une même activité portant sur un seul produit.

Ainsi, une même entreprise, par exemple, relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités, mais elle n'appartient qu'à un seul secteur.

Secteur institutionnel

Le terme de « secteur », couramment utilisé dans les comptes nationaux, renvoie à deux notions fort différentes. Le secteur d'activité économique est un regroupement d'unités productrices en fonction de leur activité économique principale (les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.), alors que le secteur institutionnel est un regroupement des divers agents économiques (entreprises, administrations, ménages, etc.) selon la fonction principale qu'ils occupent au sein de l'économie nationale (production, consommation, redistribution, etc.).

Selon la définition de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel est constitué de l'ensemble des unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, deux critères sont utilisés simultanément :

- la fonction économique principale ;
- l'origine des ressources principales (qui permet d'affiner le premier critère).

L'ensemble des unités institutionnelles résidentes est regroupé en cinq secteurs institutionnels :

- les Sociétés non financières (SNF), dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands dans la sphère réelle (S11) ;
- les Sociétés financières (SF), dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers). Les entreprises d'assurance, qui sont considérées comme des intermédiaires

financiers dans la nouvelle base, font donc partie de ce secteur (S12);

- les Administrations publiques (APU), dont la fonction principale est de produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. La majeure partie des ressources de ces « autres producteurs non marchands » provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs (S13);
- les Ménages (M), dont la fonction principale est de consommer ou éventuellement de produire des biens et services marchands dans le cadre d'une Entreprise individuelle (EI), ou encore des biens et services non financiers pour leur usage final propre (S14);
- les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm), dont la fonction principale est de produire des biens et services non marchands destinés aux ménages. Ce sont des « autres producteurs non marchands privés ». Le secteur comprend des unités telles que les cultes, les associations, les syndicats de travailleurs ou les partis politiques (S15).

Le Reste du monde (RdM), qui ne constitue pas à proprement parler un secteur institutionnel, est composé d'un ensemble de comptes visant à retracer globalement les relations entre l'économie nationale et les unités non résidentes.

Dépenses ordinaires

Titre III	- Moyens des armes et services
1 ^{re} partie	- Personnel
	- Rémunérations d'activité
2 ^e partie	- Personnel en retraite
	- Pensions et allocations
3 ^e partie	- Personnel
	- Charges sociales
4 ^e partie	- Matériel et fonctionnement des armes et services
6 ^e partie	- Subventions de fonctionnement
7 ^e partie	- Dépenses diverses

Dépenses en capital

Titre V	- Équipement
1 ^{re} partie	- Espace, communications, dissuasion
2 ^e partie	- Études
3 ^e partie	- Équipements conventionnels des forces
4 ^e partie	- Infrastructure
5 ^e partie	- Soutien des forces et entretien des matériels
Titre VI	- Subventions d'investissement accordées par l'État
6 ^e partie	- Équipement culturel et social
7 ^e partie	- Équipements administratif et divers

Depuis 2006 avec la mise en place de la Lolf, on distingue sept titres ou natures de dépenses :

151

Taux d'exportation

Le taux d'exportation exprime l'effort d'exportation d'un secteur ou d'une branche donnée. Il est couramment mesuré par le rapport en pourcentage des exportations de biens et de services relatifs à un secteur ou à une branche donné(e) sur la production de ce secteur ou de cette même branche.

Titre (budgétaire)

Division du budget général qui s'applique également aux dotations de chaque ministère, et qui permet de désigner principalement les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'État, les investissements effectués par l'État, et les dépenses de subventions ou d'interventions publiques.

Le budget de la défense se décompose, selon l'ordonnance de 1959 en vigueur jusqu'à 2005, en *dépenses ordinaires* et en *dépenses en capital* :

Titre 1	- Dotations des pouvoirs publics
Titre 2	- Dépenses de personnel
	- rémunération d'activité
	- cotisations et contributions sociales
	- prestations sociales et allocations diverses
Titre 3	- Dépenses de fonctionnement
	- dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel
	- subventions pour charge de service public
Titre 4	- Charge de la dette de l'État
	- intérêts de la dette financière négociable
	- intérêts de la dette financière non négociable
	- charges financières diverses

- Titre 5** - **Dépenses d'investissement**
- dépenses pour immobilisations corporelles de l'État
 - dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État
- Titre 6** - **Dépenses d'intervention**
- transferts aux ménages
 - transferts aux collectivités territoriales
 - transferts aux autres collectivités
 - appels en garantie
- Titre 7** - **Dépenses d'opérations financières**
- prêts et avances
 - dotations en fonds propres
 - dépenses de participations financières

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires (valeur des biens et services consommés pour produire). Du point de vue économique, cet agrégat représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée est calculée « brute », c'est-à-dire y compris la consommation de capital fixe (concept proche de la notion d'amortissement économique), et est évaluée comme la production au prix de base.

Valeur/volume

Les données des comptes nationaux peuvent être mesurées comme toute grandeur économique en valeur ou en volume. La distinction entre les deux termes renvoie implicitement à une opération consistant à « déflater » un montant en valeur par un niveau de prix approprié. Dans la pratique, elle correspond à une opération dite de « partage volume/prix » sur la base de la relation suivante :

$$\text{Indice de valeur} = \text{Indice de volume} \times \text{Indice de prix}$$

Il convient surtout de souligner que les notions usuelles d'euros courants et d'euros constants ne sont pas exactement équivalentes à celles de valeur et volume, car elles sont relativement imprécises et peuvent prêter à confusion. Les concepts employés dans les comptes nationaux s'appuient sur des définitions plus rigoureuses qui partent d'une approche en termes de structure des prix d'une année donnée, qui implique

à la fois une pondération des productions en volume et un système de prix relatifs évoluant tous deux dans le temps.

Les comptes nationaux utilisent d'une manière générale trois systèmes de prix :

- les comptes en valeur : les agrégats et toutes les valeurs comptables sont mesurés aux prix de l'année en cours ;
- les comptes en volume aux prix de l'année précédente (dits en volume n-1) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure des prix de l'année précédente. Conformément aux recommandations internationales, la présentation de séries en volume par « chaînage » traduit la volonté de privilégier l'importance des comptes aux prix de l'année précédente, qui ont l'avantage de gommer les effets de distorsion dus à l'évolution des prix relatifs au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'une année de référence fixe, comme cela est le cas dans le calcul à prix constants. Ce sont ces séries dites « aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000 » qui sont données en priorité dans les publications des comptes annuels. Ces séries sont calculées en appliquant aux comptes à prix courant d'une année de référence donnée (la « base 2000 » correspondant au choix de l'année 2000) les évolutions successives aux prix de l'année précédente. Elles présentent toutefois l'inconvénient de ne plus satisfaire exactement aux équations comptables, dont les équilibres ne sont plus respectés ;
- les comptes en volume aux prix d'une année de base fixe (dits aussi à prix constants) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure constante des prix d'une année de base fixe (alors que le chaînage s'applique au contraire à une structure continuellement variable). Les comptes nationaux français maintiennent la publication de données dans ce système de prix, dont le principe général de calcul ne change pas. L'établissement de ceux-ci est simplifié et rendu plus automatique, à partir des TES en valeur et aux prix de l'année précédente, que l'on a retraités afin d'obtenir des équilibres comptables en volume. Pour l'instant, seuls les agrégats des comptes trimestriels sont directement élaborés et diffusés dans ce système de prix, qui est normalement utilisé dans les travaux de synthèse conjoncturelle de l'Insee, et pour l'établissement des budgets économiques et des prévisions de la direction de la prévision. Afin de ne pas laisser vieillir exagérément la structure de prix utilisée, et conformément aux exigences européennes, cette base de prix devrait changer tous les cinq ans.

II. BRANCHES D'ACTIVITÉS ET PRODUITS: NOMENCLATURE DE DIFFUSION – RÉVISION 1

Pour mémoire
(116 branches – 114 produits)¹

DA Agriculture (=EA)

EA Agriculture, sylviculture, pêche

- FA0 Agriculture, sylviculture, pêche
- GA01 Agriculture, chasse, services annexes (NAF=01)
- GA02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes (NAF=02)
- GA03 Pêche, aquaculture (NAF=05)

DB Industrie (=EB à EG)²

EB Industries agricoles et alimentaires

- FB1 Industries de la viande et du lait
 - GB01 Industrie des viandes (NAF=15.1)
 - GB02 Industrie du lait (NAF=15.5)
- FB2 Autres industries agricoles et alimentaires
 - GB03 Industrie des boissons (NAF=15.9)
 - GB04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux (NAF=15.6+15.7)
 - GB05 Industries alimentaires diverses (NAF=15.2+15.3+15.4+15.8)
 - GB06 Industrie du tabac (NAF=16)

EC Industries des biens de consommation

- FC1 Habillement, cuir
 - GC11 Industrie de l'habillement et des fourrures (NAF=18)
 - GC12 Industrie du cuir et de la chaussure (NAF=19)
- FC2 Édition, imprimerie, reproduction
 - GC20 Édition, imprimerie, reproduction (NAF=22)
- FC3 Pharmacie, parfumerie et entretien
 - GC31 Industrie pharmaceutique (NAF=24.4)
 - GC32 Fabrication de savons, de parfum et de produits d'entretien (NAF=24.5)
- FC4 Industries des équipements du foyer
 - GC41 Fabrication de meubles (NAF=36.1)
 - GC42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NAF=36.2+36.3)
 - GC43 Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets et produits des autres industries diverses (NAF=36.4 à 36.6)

- GC44 Fabrication d'appareils domestiques (NAF=29.7)
- GC45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son et image) (NAF=32.3)
- GC46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NAF=33.4+33.5)

ED Industrie automobile

FD0 Industrie automobile

- GD01 Construction automobile (NAF=34.1+34.2)
- GD02 Fabrication d'équipements automobiles (NAF=34.3)

EE Industries des biens d'équipement

- FE1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire
 - GE11 Construction navale (NAF=35.1)
 - GE12 Construction de matériel ferroviaire roulant (NAF=35.2)
 - GE13 Construction aéronautique et spatiale (NAF=35.3)
 - GE14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport non classé ailleurs (NAF=35.4+35.5)
- FE2 Industries des biens d'équipements mécaniques
 - GE21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NAF=28.1)
 - GE22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NAF=28.2+28.3)
 - GE23 Fabrication d'équipements mécaniques (NAF=29.1)
 - GE24 Fabrication de machines d'usage général (NAF=29.2)
 - GE25 Fabrication de machines agricoles (NAF=29.3)
 - GE26 Fabrication de machines outils (NAF=29.4)
 - GE27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique (NAF=29.5)
 - GE28 Fabrication d'armes et munitions (NAF=29.6)
- FE3 Industries des équipements électriques et électroniques
 - GE31 Fabrication de machines de bureau et matériel informatique (NAF=30)
 - GE32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NAF=31.1)
 - GE33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NAF=32.2)
 - GE34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NAF=33.1)

1. Au niveau « branche », le commerce est décomposé en trois sous-rubriques. Mais il ne constitue qu'un seul et unique produit.
2. Dont « DC Industrie manufacturière hors IAA » (= EC à EF).
NB: Tous les 0 correspondent à des zéros.

GE35 Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NAF=33.2+33.3)

EF Industries des biens intermédiaires

FF1 Industries des produits minéraux

GF11 Extraction de minerais métalliques (NAF=13)
 GF12 Autres industries extractives (NAF=14)
 GF13 Fabrication de verre et d'articles en verre (NAF=26.1)
 GF14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NAF=26.2 à 26.8)

FF2 Industrie textile

GF21 Filature et tissage (NAF=17.1 à 17.3)
 GF22 Fabrication de produits textiles (NAF=17.4+17.5)
 GF23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille (NAF=17.6+17.7)

FF3 Industries du bois et du papier

GF31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NAF=20)
 GF32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NAF=21.1)
 GF33 Fabrication d'articles en papier et en carton (NAF=21.2)

FF4 Chimie, caoutchouc, plastiques

GF41 Industrie chimique minérale (NAF=24.11+24.12+24.13+24.15)
 GF42 Industrie chimique organique (NAF=24.14+24.16+24.17)
 GF43 Parachimie (NAF=24.2+24.3+24.6)
 GF44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NAF=24.7)
 GF45 Industrie du caoutchouc (NAF=25.1)
 GF46 Transformation des matières plastiques (NAF=25.2)

FF5 Métallurgie et transformation des métaux

GF51 Sidérurgie et première transformation de l'acier (NAF=27.1 à 27.3)
 GF52 Production de métaux non ferreux (NAF=27.4)
 GF53 Fonderie (NAF=27.5)
 GF54 Services industriels du travail des métaux (NAF=28.4+28.5)
 GF55 Fabrication de produits métalliques (NAF=28.6+28.7)
 GF56 Récupération (NAF=37)

FF6 Industrie des composants électriques et électroniques

GF61 Fabrication de matériel électrique (NAF=31.2 à 31.6)
 GF62 Fabrication de composants électroniques (NAF=32.1)

EG Énergie

FG1 Production de combustibles et de carburants

GG11 Extraction de houille, lignite et tourbe (NAF=10)
 GG12 Extraction d'hydrocarbures, services annexes (NAF=11)
 GG13 Extraction de minerai d'uranium (NAF=12)
 GG14 Cokéfaction et industrie nucléaire (NAF=23.1+23.3)
 GG15 Raffinage de pétrole (NAF=23.2)

FG2 Eau, gaz, électricité

GG2A Production et distribution d'électricité (NAF=40.1)
 GG2B Production et distribution de combustibles gazeux et de chaleur (NAF=40.2+40.3)
 GG22 Captage, traitement et distribution d'eau (NAF=41)

DH Construction (=EH)

EH Construction (NAF=45)³

FH1 Bâtiment

GH01 Bâtiment (NAF=45.2A+45.2B+45.2J+45.2K+45.2L+45.2T+45.2V+45.3A+45.3C+45.3E+45.3F+45.4)

FH2 Travaux publics

GH02 Travaux publics (NAF=45.1+45.2C+45.2D+45.2E+45.2F+45.2N+45.2P+45.2R+45.2U+45.3H+45.5)

155

DJ Services principalement marchands

(=EJ à EP)

EJ Commerce

FJ1 Commerce et réparation automobile

GJ10 Commerce et réparation automobile (NAF=50)

FJ2 Commerce de gros, intermédiaires

GJ20 Commerce de gros, intermédiaires (NAF=51)

FJ3 Commerce de détail et réparations

GJ30 Commerce de détail et réparations (NAF=52)

EK Transports

FK0 Transports

GK01 Transports ferroviaires (NAF=60.1)

GK02 Transport routier de voyageurs (NAF=60.2A à 60.2G)

3. Purement française, la ventilation entre bâtiment et travaux publics nécessite un partage compliqué de la NACE et donc de la NAF

- GK03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises (NAF=60.2L à 60.2P et 60.3)
- GK04 Transports par eau (NAF=61)
- GK05 Transports aériens (NAF=62.1+62.2)
- GK07 Manutention, entreposage et gestion d'infrastructures (NAF=63.1+63.2)
- GK08 Agences de voyage (NAF=63.3)
- GK09 Autres transports (NAF=62.3+63.4)

EL Activités financières

- FL1 Intermédiation financière**
 - GL01 Intermédiation financière (NAF=65)
- FL2 Assurances et auxiliaires financiers**
 - GL02 Assurances (NAF=66)
 - GL03 Auxiliaires financiers et d'assurance (NAF=67)

EM Activités immobilières

- FM1 Promotion, gestion immobilière**
 - GM01 Promotion, gestion immobilière (NAF=70.1+70.3)
- FM2 Location immobilière**
 - GM02 Location immobilière (NAF=70.2)

EN Services aux entreprises

- FN1 Postes et télécommunications**
 - GN10 Postes et télécommunications (NAF=64)
- FN2 Conseils et assistance**
 - GN21 Activités informatiques (NAF=72)
 - GN22 Services professionnels (NAF=74.1A+74.1C+74.1G)
 - GN23 Administration d'entreprises (NAF=74.1J)
 - GN24 Publicité et études de marché (NAF=74.1E+74.4)
 - GN25 Architecture, ingénierie, contrôle (NAF=74.2+74.3)
- FN3 Services opérationnels**
 - GN31 Location sans opérateur (NAF=71)
 - GN32 Sélection et fourniture de personnel (NAF=74.5)
 - GN33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (NAF=74.6 à 74.8)
 - GN34 Assainissement, voirie et gestion des déchets (NAF=90)
- FN4 Recherche et développement**
 - GN4A Recherche et développement marchands (NAF=73.M)
 - GN4B Recherche et développement non marchands (NAF=73.N)

EP Services aux particuliers

- FP1 Hôtels et restaurants**
 - GP10 Hôtels et restaurants (NAF=55)
- FP2 Activités récréatives, culturelles et sportives**

- GP21 Activités audiovisuelles** (NAF=92.1+92.2)
- GP2A Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes** (NAF=92.3M à 92.7M)
- GP2B Autres activités récréatives, culturelles et sportives non marchandes** (NAF=92.3N à 92.7N)
- FP3 Services personnels et domestiques**
 - GP31 Services personnels (NAF=93)
 - GP32 Services domestiques (NAF=95)

DQ Services administrés (=EQ et ER)

EQ Éducation, santé, action sociale

- FQ1 Éducation**
 - GQ1A Éducation marchande (NAF=80.M)
 - GQ1B Éducation non marchande (NAF=80.N)
- FQA Santé**
 - GQ2A Santé marchande (NAF=85.1M)
 - GQ2B Santé non marchande (NAF=85.1N)
 - GQ2C Activités vétérinaires (NAF=85.2)
- FQB Action sociale**
 - GQ2D Action sociale marchande (NAF=85.3M)
 - GQ2E Action sociale non marchande (NAF=85.3N)

ER Administration

- FR1 Administration publique**
 - GR10 Administration publique (NAF=75)
- FR2 Activités associatives**
 - GR20 Activités associatives (NAF=91)

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS ET DE PRODUITS NAF – RÉVISION 2 : NOMENCLATURE DE SYNTHÈSE

DAZ Agriculture, sylviculture et pêche

EAZ Agriculture, sylviculture et pêche

FAZ1 Culture et production animale, chasse et services annexes

GA01Z Culture et production animale, chasse et services annexes (NAF 01.11Z à 01.70Z)

FAZ2 Sylviculture et exploitation forestière

GA02Z Sylviculture et exploitation forestière (NAF 02.10Z à 02.40Z)

FAZ3 Pêche et aquaculture

GA03Z Pêche et aquaculture (NAF 03.11Z à 03.22Z)

DBE Industries manufacturières

EC1 Industries agroalimentaires

FCA0 Industries agroalimentaires

GC10A Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande (NAF 10.11Z à 10.13B)

GC10B Transformation et conservation de poisson, crustacés et mollusques (NAF 10.20Z)

GC10C Transformation et conservation de fruits et légumes (NAF 10.31Z à 10.39B)

GC10D Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (NAF 10.41A à 10.42Z)

GC10E Fabrication de produits laitiers (NAF 10.51A à 10.52Z)

GC10F Travail des grains - fabrication de produits amylacés (NAF 10.61A à 10.62Z)

GC10G Fabrication produits boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (NAF 10.71A à 10.73Z)

GC10H Fabrication d'autres produits alimentaires (NAF 10.81Z à 10.89Z)

GC10K Fabrication d'aliments pour animaux (NAF 10.91Z et 10.92Z)

GC11Z Fabrication de boissons (NAF 10.01Z à 11.07B)

GC12Z Fabrication de produits à base de tabac (NAF 12.00Z)

EC2 Cokéfaction et raffinage

FCD0 Cokéfaction et raffinage

GC19Z Cokéfaction et raffinage (NAF 19.10Z et 19.20Z)

EC3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, de machines

FCI0 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

GC26A Fabrication de composants et cartes électroniques (NAF 26.11Z et 26.12Z)

GC26B Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques (NAF 26.20Z)

GC26C Fabrication d'équipements de communication (NAF 26.30Z)

GC26D Fabrication de produits électroniques grand public (NAF 26.40Z)

GC26E Fabrication d'instruments et appareils de mesure, essai et navigation – horlogerie (NAF 26.51A à 26.52Z)

GC26F Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, électromédicaux et électrothérapeutiques (NAF 26.60Z)

GC26G Fabrication matériels optique et photographique – fabrication de supports magnétiques et optiques (NAF 26.70Z et 26.80Z)

FCJ0 Fabrication d'équipements électriques

GC27A Fabrication d'appareils ménagers (NAF 27.51Z et 27.52Z)

GC27B Fabrication d'autres équipements électriques (NAF 27.11Z à 27.90Z)

FCK0 Fabrication de machines et équipements n.c.a.

GC28A Fabrication de machines et équipements d'usage général (NAF 28.11Z à 28.29B)

GC28B Fabrication de machines agricoles et forestières (NAF 28.30Z)

GC28C Fabrication machines de formage des métaux et machines-outils (NAF 28.41Z et 28.49Z)

GC28D Fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NAF 28.91Z à 28.99B)

EC4 Fabrication de matériels de transport

FCL1 Industrie automobile

GC29A Construction de véhicules automobiles – fabrication de carrosseries et remorques (NAF 29.10Z et 29.20Z)

GC29B Fabrication d'équipements automobiles (NAF 29.31Z et 29.32Z)

FCL2 Fabrication d'autres matériels de transport

- GC30A Construction navale (NAF 30.11Z et 30.12Z)
- GC30B Construction locomotives et autre matériel ferroviaire roulant (NAF 30.20Z)
- GC30C Construction aéronautique et spatiale (NAF 30.30Z)
- GC30D Construction de véhicules militaires de combat (NAF 30.40Z)
- GC30E Fabrication de matériels de transport n.c.a. (NAF 30.91Z à 30.99Z)

EC5 Fabrication d'autres produits industriels**FCB0 Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure**

- GC13Z Fabrication de textiles
- GC14Z Industrie de l'habillement
- GC15Z Industrie du cuir et de la chaussure

FCC1 Travail du bois – fabrication d'articles en bois, liège (sauf meubles) - vannerie et sparterie

- GC16Z Travail du bois – fabrication d'articles en bois, liège (sauf meubles) - vannerie et sparterie (NAF 16.10A à 16.29Z)

FCC2 Industrie du papier et du carton

- GC17A Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NAF 17.11Z et 17.12Z)
- GC17B Fabrication d'articles en papier ou en carton (NAF 17.21A à 17.29Z)

FCC3 Imprimerie et reproduction d'enregistrements

- GC18Z Imprimerie et reproduction d'enregistrements (NAF 18.11Z à 18.20Z)

FCE0 Industrie chimique

- GC20A Fabrication de produits chimiques de base, azotés, engrais, plastiques et caoutchoucs synthétiques (NAF 20.11Z à 20.17Z)
- GC20B Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums (NAF 20.41Z et 20.42Z)
- GC20C Fabrication d'autres produits chimiques et fibres artificielles ou synthétiques (NAF 20.20Z à 20.60Z)

FCF0 Industrie pharmaceutique

- GC21Z Industrie pharmaceutique (NAF 21.10Z et 21.20Z)

FCG1 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique

- GC22A Fabrication de produits en caoutchouc (NAF 22.11Z et 22.19Z)

- GC22B Fabrication de produits en plastique (NAF 22.21Z à 22.29Z)

FCG2 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques

- GC23A Fabrication de verre et d'articles en verre (NAF 23.11Z à 23.19Z)
- GC23B Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques hors verre (NAF 23.20Z à 23.99Z)

FCH1 Métallurgie

- GC24A Sidérurgie et première transformation de l'acier (NAF 24.10Z à 24.34Z)
- GC24B Production de métaux précieux et d'autres métaux non ferreux (NAF 24.41Z à 24.46Z)
- GC24C Fonderie (NAF 24.51Z à 24.54Z)

FCH2 Fabrication de produits métalliques, sauf machines et équipements

- GC25A Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NAF 25.11Z et 25.12Z)
- GC25B Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques – fabrication de générateurs de vapeur (NAF 25.21Z à 25.30Z)
- GC25C Fabrication d'armes et de munitions (NAF 25.40Z)
- GC25D Forge, traitement des métaux, usinage (NAF 25.50A à 25.62B)
- GC25E Fabrication de coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux (NAF 25.71Z à 25.99B)

FCM1 Autres industries manufacturières n.c.a.

- GC31Z Fabrication de meubles (NAF 31.01Z à 31.09B)
- GC32A Fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie et similaires, instruments de musique (NAF 32.11Z à 32.20Z)
- GC32B Fabrication instruments et fournitures à usage médical et dentaire (NAF 32.50A et 32.50B)
- GC32C Fabrication d'articles de sport, jeux et jouets et autres activités manufacturières (NAF 32.30Z à 32.91Z)

FCM2 Réparation et installation de machines et d'équipements

- GC33Z Réparation et installation de machines et d'équipements (NAF 33.11Z à 33.20D)

**EBZ Ind. extractives, énergie, eau, gestion
déchets et dépollution****FBZ0 Industries extractives**

- GB05Z Extraction de houille et de lignite
(NAF 05.10Z et 05.20Z)
- GB06Z Extraction d'hydrocarbures
(NAF 06.10Z et 06.20Z)
- GB07Z Extraction de minerais métalliques
(NAF 07.10Z à 07.29Z)
- GB08Z Autres industries extractives
(NAF 08.11Z à 08.99Z)
- GB09Z Services de soutien aux industries
extractives (NAF 09.10Z à 09.90Z)

**FDZ0 Production et distribution d'électri-
cité, gaz, vapeur et air conditionné**

- GD35A Production, transport et distribution
d'électricité (NAF 35.11Z à 35.14Z)
- GD35B Production et distribution gaz
vapeur et air conditionné
(NAF 35.21Z à 35.30Z)

**FEZ1 Captage, traitement et distribution
d'eau**

- GE36Z Captage, traitement et distribution
d'eau (NAF 36.00Z)

**FEZ2 Gestion eaux usées, traitement
des déchets et dépollution**

- GE37Z Collecte et traitement des eaux usées
(NAF 37.00Z)
- GE38Z Collecte, traitement et élimination
des déchets – récupération
(NAF 38.11Z à 38.32Z)
- GE39Z Dépollution et autres services
de gestion des déchets (NAF 39.00Z)

DFZ Construction**EFZ Construction****FFZ0 Construction**

- GF41A Promotion immobilière
(NAF 41.10A à 41.10D)
- GF41B Construction de bâtiments
résidentiels et non résidentiels (NAF
41.20A et 41.20B)
- GF42Z Génie civil (NAF 42.11Z à 42.99Z)
- GF43Z Travaux de construction spécialisés
(NAF 43.11Z à 43.99E)

**DGI Commerce de gros et détail, transports,
hébergement et restauration****EGZ Commerce - réparation d'automobiles
et de motocycles**

- FGZ1=Commerce et réparation d'automobiles
et de motocycles

- GG45Z Commerce et réparation
d'automobiles et de motocycles
(NAF 45.11Z à 45.40Z)

**FGZ2 Commerce de gros, à l'exception des
automobiles et des motocycles**

- GG46Z Commerce de gros, à l'exception des
automobiles et des motocycles (NAF
46.11Z à 46.90Z)

**FGZ3 Commerce de détail, sauf automobiles
et motocycles**

- GG47Z Commerce de détail,
sauf automobiles et motocycles
(NAF 47.11Z à 47.99 Z)

EHZ Transports et entreposage**FHZ1 Transports terrestres et transport
par conduites**

- GH49A Transports ferroviaires
(NAF 49.10Z et 49.20Z)
- GH49B Autres transports terrestres
de voyageurs (NAF 49.31Z à 49.39C)
- GH49C Transports routiers de fret et par
conduites (NAF 49.41A à 49.50Z)

FHZ2 Transports par eau

- GH50Z Transports par eau
(NAF 50.10Z à 50.40Z)

FHZ3 Transports aériens

- GH51Z Transports aériens
(NAF 51.10Z à 51.22Z)

**FHZ4 Entreposage et services auxiliaires
des transports**

- GH52Z Entreposage et services auxiliaires
des transports (NAF 52.10A
à 52.29B)

**FHZ5 Activités de poste
et de courrier**

- GH53Z Activités de poste
et de courrier (NAF 53.10Z et
53.20Z)

EIZ Hébergement et restauration**FIZ0 Hébergement et restauration**

- GI55Z Hébergement (NAF 55.10Z à 55.90Z)
- GI56Z Restauration (NAF 56.10A à 56.30Z)

EJZ Information et communication**FJA1 Édition**

- GJ58Z Édition (NAF 58.11Z à 58.29C)

FJA2 Productions de films -

- enregistrement sonore et édition
musicale - programmation et diffusion

GJ59Z Productions de films - enregistrement sonore et édition musicale (NAF 59.11A à 59.20Z)

GJ60Z Programmation et diffusion (NAF 60.10Z à 60.20B)

FJB0 Télécommunications

GJ61Z Télécommunications (NAF 61.10Z à 61.90Z)

FJC0 Programmation, conseil et autres activités informatiques - service d'information

GJ62Z Programmation, conseil et autres activités informatiques (NAF 62.01Z à 62.09Z)

GJ63Z Services d'information (NAF 63.11Z à 63.99Z)

DKZ Activités financières et d'assurance

EKZ Activités financières et d'assurance

FKZ1 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
GK64Z Activités des services financiers, hors assurances et caisses de retraite (NAF 64.11Z à 64.99Z)

FKZ2 Assurance

GK65Z Assurance (NAF 65.11Z à 65.30Z)

FKZ3 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance

GK66Z Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance (NAF 66.11Z à 66.30Z)

DLZ Activités immobilières

ELZ Activités immobilières

FLZ0 Activités immobilières
GL68A Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers (NAF 68.10Z, 68.31Z, 68.32)
GL68B Location et exploitation de biens immobiliers (NAF 68.20A et 68.20B)

DMN Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités des services administratifs et de soutien

EMA Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

FMA1 Activités juridiques et comptables - conseil de gestion – activité des sièges sociaux

GM69Z Activités juridiques et comptables (NAF 69.10Z et 69.20Z)

GM70Z Activités des sièges sociaux - conseil de gestion (NAF 70.10Z à 70.22Z)

FMA2 Architecture, ingénierie - contrôle et analyses techniques

GM71Z Activités d'architecture, ingénierie - contrôle et analyses techniques (NAF 71.11Z à 71.20B)

EMB Recherche - développement scientifique

FMB0 Recherche-développement scientifique

GM72Z Recherche-développement scientifique (NAF 72.11Z à 72.20Z)

EMC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

FMC1 Publicité et études de marché

GM73Z Publicité et études de marché (NAF 73.11Z à 73.20Z)

FMC2 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires

GM74Z Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (NAF 74.10Z à 74.90B)

GM75Z Activités vétérinaires (NAF 75.00Z)

ENZ Activités de services administratifs et de soutien

FNZ1 Activités de location et location-bail

GN77Z Activités de location et location-bail (NAF 77.11A à 77.40Z)

FNZ2 Activités liées à l'emploi

GN78Z Activités liées à l'emploi (NAF 78.10Z à 78.30Z)

FNZ3 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes

GN79Z Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (NAF 79.11Z à 79.90Z)

FNZ4 Enquêtes et sécurité – services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager - autres activités de soutien

GN80Z Enquêtes et sécurité (NAF 80.10Z à 80.30Z)
 GN81Z Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (NAF 81.10Z à 81.30Z)
 GN82Z Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (NAF 82.11Z à 82.99Z)

DOQ Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale

EOZ Administration publique

FOZ0 Administration publique

GO84Z Administration publique (NAF 84.11Z à 84.30C)

EPZ Enseignement

FPZ0 Enseignement

GP85Z Enseignement (NAF 85.10Z à 85.60Z)

EQA Activités pour la santé humaine

FQA0 Activités pour la santé humaine

GQ86Z Activités pour la santé humaine (NAF 86.10Z à 86.90F)

EQB Action sociale

FQB0 Action sociale

GQ87Z Hébergement médico-social et social (NAF 87.10A à 87.90B)

GQ88Z Action sociale sans hébergement (NAF 88.10A à 88.99B)

DRU Autres activités de services

ERZ Arts, spectacles et activités récréatives

FRZ1 Arts, divertissement et musées

GR90Z Activités créatives, artistiques et de spectacle (NAF 99.01Z à 90.04Z)

GR91Z Bibliothèques, archives, musées et autres act. cult. (NAF 99.01Z à 90.04Z)

GR92Z Organisation de jeux de hasard et d'argent (NAF 92.00Z)

FRZ2 Activités sportives, récréatives et de loisirs

GR93Z Activités sportives, récréatives et de loisirs (NAF 93.11Z à 93.29Z)

ESZ Autres activités de services

FSZ1 Activités des organisations associatives

GS94Z Activités des organisations associatives (NAF 94.11Z à 94.99Z)

FSZ2 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques

GS95Z Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (NAF 95.11Z à 95.29Z)

FSZ3 Autres services personnels

GS96Z Autres services personnels (NAF 96.01A à 96.09Z)

ETZ Activités des ménages : employeurs, producteurs de biens et services pour usage propre

FTZ0 Activités des ménages : employeurs, producteurs de biens et services pour usage propre

GT97Z Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique (NAF 97.00Z)

GT98Z Activités des ménages : producteurs de biens et services pour usage propre (NAF 98.10Z et 98.20Z)

EUZ Activités extraterritoriales

FUZ0 Activités extraterritoriales

GU99Z Activités extraterritoriales (NAF 99.00Z)

SIGLES

APU : Administrations publiques	NAF : Nomenclature d'activités française
BIT : Bureau international du travail	NAP : Nomenclature d'activités et de produits
CAF : Coût, assurance, fret	OBI : Opérations budgétaires individualisées
CEA : Commissariat à l'énergie atomique	OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
CGA : Contrôle général des armées	OEAP : Observatoire économique de l'achat public
CSRM : Conseil supérieur de la réserve militaire	OED : Observatoire économique de la défense
DAF : Direction des affaires financières	OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
DGA : Direction générale de l'armement	PIB : Produit intérieur brut
DGFIP : Direction générale des finances publiques	PLF : Projet de loi de finances
DICoD : Délégation à l'information et à la communication de la défense	PPA : Parité du pouvoir d'achat
DIRD : Dépense intérieure de recherche et développement	PPE : Postes permanents à l'étranger
DIRDD : Dépense intérieure de recherche et développement de défense	RAE : Recensement des agents de l'État
DNRD : Dépense nationale de recherche et développement	R&D : Recherche et développement
DRH-MD : Direction des ressources humaines du ministère de la Défense	RDE : Recherche-développement essais
EMA : État-major des armées	RU : Royaume-Uni
FAB : Franco à bord	SEA : Service des essences des armées
FBCF : Formation brute de capital fixe	SEC : Système européen des comptes nationaux et régionaux
FMI : Fonds monétaire international	SGA : Secrétariat général pour l'administration
FSC : Fonds de stabilisation des changes	SSA : Service de santé des armées
GIFAS : Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales	TES : Tableau des entrées-sorties
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques	TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
K€ : Millier d'euros	UE : Union européenne
LFI : Loi de finances initiale	
LFR : Loi de finances rectificative	
Lolf : Loi organique relative aux lois de finances	
LPM : Loi de programmation militaire	
LR : Loi de règlement	
Md€ : Milliard d'euros	
M€ : Million d'euros	
MESR : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche	
MINEFE : Ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi	
MIRES : Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur »	

SOURCES

A

- Annuaire statistiques de la France, Insee.
- Agence européenne de défense (comparaison internationale des dépenses de R&D).

B

- Bilan social 2009, Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, Sous-direction des études et de la prospective.

C

- Calepin international, Direction générale de l'armement, Direction de la stratégie.
- Comptes nationaux – Base 2000, Insee.

D

- Déploiement des forces françaises hors métropole, ministère de la Défense, État-major des armées.
- Données sur la recherche et le développement, ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche ; enquête « Recherche ».
- Données sur les retraites, Service des retraites de l'État, Direction générale des finances publiques.

L

- Le chiffre du commerce extérieur, Direction générale des douanes et droits indirects.
- Lois de finances initiales pour 2011.
- Les chiffres clés du budget de l'Etat (PLF 2011), ministère du Budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat.

M

- Mémento des exportations françaises 2010, Direction générale de l'armement, Direction du développement international.

O

- Otan, Mémoire statistique, décembre 2010.

P

- Projet de loi de finances 2011.
- Perspectives économiques de l'OCDE.
- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

R

- Rapport d'évaluation de l'état de la réserve militaire en 2009, Conseil supérieur de la réserve militaire.
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009, ministère de la Défense, Direction générale de l'armement.
- Recensement des agents de l'État 2009, ministère de la Défense, Direction des affaires financières, Observatoire économique de la défense.
- Recensement des marchés publics – ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi, Observatoire économique de l'achat public (décembre 2010).
- Répartition du domaine métropolitain de la défense (2010), ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.

S

- Système européen des comptes nationaux et régionaux – 1995 (SEC 95) Eurostat.
(Le texte a été adopté sous forme de règlement du conseil, le 25 juin 1996).

Titres parus dans cette collection

■ Annuaire statistique de la défense	décembre 1998
■ Échange d'informations sur la planification de la défense	février 1999
■ Échange d'informations sur la planification de la défense, édition trilingue (français, anglais, allemand)	mars 1999
■ L'exercice du métier des armes dans l'armée de terre (français, russe)	juin 1999
■ 21 ^e rapport d'ensemble du Comité des prix de revient des fabrications d'armement (CPRA)	août 1999
■ Programme pluriannuel de modernisation du ministère de la défense	août 1999
■ Échange d'informations sur la planification de la défense (français, russe)	août 1999
■ Les enseignements du Kosovo, édition en cinq langues (français, anglais, espagnol, allemand, russe)	novembre 1999
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France - Résultats 1998	mars 2000
■ Annuaire statistique de la défense	juin 2000
■ 22 ^e rapport d'ensemble du CPRA 1999	juin 2000
■ Contre vents et marées L'action de la défense lors des intempéries de décembre 1999	juillet 2000
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France - Résultats 1999	avril 2001
■ Annuaire statistique de la défense	juin 2001
■ 23 ^e rapport d'ensemble du CPRA 2000	juin 2001
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2000	février 2002
■ 24 ^e rapport d'ensemble du CPRA 2001	avril 2002
■ Annuaire statistique de la défense - Résultats 2001	octobre 2002
■ Les armées françaises et l'action civilo-militaire	novembre 2002
■ Les Français et la défense - 10 ans de sondages	novembre 2002
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2001	juin 2003
■ Stratégie ministérielle de réforme - année 2004	octobre 2003
■ 25 ^e rapport d'ensemble du CPRA 2002	novembre 2003
■ Annuaire statistique de la défense - 2003	juin 2004
■ La politique d'acquisition du ministère de la défense	juillet 2004
■ 26 ^e rapport d'ensemble du CPRA 2003	octobre 2004

■ Stratégie ministérielle de réforme - 2004-2005	novembre 2004
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2002 et 2003	décembre 2004
■ Sauvegarde maritime - Une dimension de sécurité renouvelée - Bilan 2004	mars 2005
■ Relever le défi opérationnel et capacitaire : la transformation de l'organisation du ministère de la défense - 18 mai 2005	mai 2005
■ La culture du développement durable au ministère de la défense	juin 2005
■ Le plan prospectif à 30 ans - synthèse	juin 2005
■ 27 ^e rapport d'ensemble du CPRA 2004	septembre 2005
■ Les armées françaises et la coopération civilo-militaire (CIMIC)	septembre 2005
■ Annuaire statistique de la défense	décembre 2005
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2004	décembre 2005
■ La Défense contre le terrorisme	avril 2006
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2005	septembre 2006
■ Les systèmes d'information et de communication du ministère de la défense	octobre 2006
■ Donnons plus d'espace à notre défense. Orientations d'une politique spatiale de défense pour la France et l'Europe	février 2007
■ Préparer les enjeux opérationnels de demain (français, anglais)	juin 2007
■ Annuaire statistique de la défense	juin 2007
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2006	novembre 2007
■ 15 ans de sondage	mars 2008
■ Prospective géostratégique à l'horizon des trente prochaines années.	avril 2008
Geostrategic perspectives for the next thirty years	avril 2009
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007	octobre 2008
■ Annuaire statistique de la défense	avril 2009
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008	août 2009
■ Annuaire statistique de la défense	avril 2010
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2009	août 2010

■ *Publications françaises*

■ *Publications bilingues*

■ *Publications multilingues*

Conception et réalisation : Simone Jaury
Tél. : 01 42 19 59 73 - Fax : 01 42 19 42 15
Intranet/ADER : simone.jaury@sga.defense.gouv.fr
Internet : simone.jaury@defense.gouv.fr

Direction des affaires financières
Observatoire économique de la défense
(SGA/DAF/QEFI/OED)
14, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS SP07
e-mail : oed@sga.defense.gouv.fr

Chef de projet : F. Leclerc
Chef du bureau des éditions : CF M. Stoupak
Directeur artistique : M. Saby-Maiorano
Chef de studio : F. Quagliarini
Secrétaire de rédaction : I. Arnold
Conception et réalisation graphique de la couverture : C. Pirot
Maquette : S. Malivert
Fabrication et diffusion : S. Culpier

Impression BEBI-SIPAP
© Création DICOd avril 2011



DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES



Délégation à l'information et à la communication de la Défense
Dicod avril 2011 - www.defense.gouv.fr
n°ISBN : 978-2-11-128602-3